

RAPPORT DU PRESIDENT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

SEANCE PLENIERE DU VENDREDI 07 JANVIER 2022

Objet : **BUDGET PRIMITIF 2022 - BUDGET PRINCIPAL**

Orientation politique :

Axe stratégique :

Activité :

FONDEMENTS ET MOTIVATIONS

Fondements juridiques :

- | | |
|----|---|
| VU | le Livre Troisième relatif aux Finances du Département du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 3311-1 à L. 3313-1, et les articles R. 3311-2 à R. 3313-8, |
| VU | le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, |
| VU | l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs mise en place par l'arrêté NOR LBLB0300011A du 21 octobre 2003, |
| VU | la délibération n° 08 du Conseil général en date du 16 décembre 2014 adoptant le règlement financier et budgétaire du Département, |
| VU | la délibération n°01 du Conseil départemental en date du 10 décembre 2021 relative au débat d'orientation budgétaire de l'exercice 2022, |
| VU | la délibération n°20 du Conseil départemental en date du 10 décembre 2021, portant approbation du règlement intérieur du Conseil départemental, |

Motivations et Opportunité :

- Considérant** en premier lieu, le projet politique de la majorité départementale structuré autour de trois axes :
- relier les personnes et les territoires
 - soutenir et accompagner tous ceux qui en ont besoin
 - protéger la santé et la qualité de vie des gardoises et des gardois
- Considérant** en second lieu, les trois projets phare à lancer dès l'exercice 2022 que sont :
- les Maisons du Département
 - le Conseil départemental des Jeunes
 - le Centre sportif de Méjannes-le-Clap
- Considérant** que le Département entend conserver une maîtrise nécessaire de ses dépenses réelles de fonctionnement tout en maintenant un haut niveau de service public rendu aux usagers.
- Considérant** que, dès lors, en ce qui concerne la section de fonctionnement qui s'équilibre à 920 195 102,00 €, il apparaît que les dépenses réelles de fonctionnement, représentent 845 195 102,00 € en augmentation de +3,81 % par rapport au Budget primitif (BP) de 2021. Dans ces conditions, elles assurent une prise en compte la plus exhaustive possible des dépenses prévisionnelles, devant limiter de fait le recours à des décisions modificatives en cours d'exécution budgétaire 2022.
- Considérant** que pour parvenir à la maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement, le Budget primitif 2022 intègre des augmentations raisonnées et maîtrisées en ce qui concerne la plupart des chapitres du budget de fonctionnement, et notamment celui des charges à caractère général (011) qui est en augmentation limitée de 3,1 M€ tenant compte de l'augmentation des prix à la consommation (intégrant notamment une hausse des tarifs des contrats d'assurance représentant +0,4 M€).
- Considérant** que le chapitre 012 relatif aux charges de personnels et de frais assimilés est contenu. L'augmentation de 6,1 M€ par rapport au BP 2021 s'explique essentiellement par la hausse des crédits liés à la paie des agents (effets du Glissement Vieillesse Technique), ainsi que par l'augmentation liée au RIFSEEP, dont le mécanisme sera opérationnel à compter de février 2022.
- Considérant** par ailleurs les autres charges de gestion courante (65) d'un montant global de dépenses de 299,3 M€, sont en augmentation de 13,8 M€ intégrant, entre autres, une augmentation de 2 M€ de l'allocation de la PCH (prestation de compensation du handicap), de l'ensemble des variations des participations et subventions versées aux organismes et partenaires du Département dont le SDIS (+6,1 M€).
- Considérant** en outre les dépenses du chapitre 017 (RSA - allocations et actions d'insertion) avec un montant global de 207,9 M€ (pour 207,4 M€ au budget 2021), dont 195 M€ pour la seule allocation RSA (à l'identique du BP 2021)

alignée au prévisionnel de consommation 2021.

Considérant que l'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement a été réalisé par des recettes réelles d'un montant global de 895 376 887 € (contre 869 334 964,77 € en 2021) qui ont été inscrites de manière dynamique mais raisonnée : ainsi, par exemple, les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) ont été inscrits pour 140 M€ (l'augmentation de 20 M€ par rapport au budget prévisionnel de 2021 demeure pleinement réaliste au vu des encaissements 2021 qui sont estimés à un minimum de 165 M€).

Considérant qu'en conséquence le niveau d'épargne brute prévisionnel (recettes réelles de fonctionnement moins dépenses réelles de fonctionnement) se situe pour l'exercice 2022 à un niveau toujours conséquent de 50,2 M€ (55,2 M€ en 2021).

Considérant que la section d'investissement qui s'équilibre à 240 260 858,00 € est le reflet de la volonté du Département de renforcer son effort sur l'investissement local, en vue d'accroître encore l'attractivité de son territoire et de soutenir les collectivités. Ainsi, les dépenses réelles d'investissement (hors dette) restent soutenues : 134,5 M€ en 2022 (dont 2 M€ de dépenses imprévues) contre 130,7 M€ en 2021.

Considérant qu'à ce titre, le Département entend investir 47,5 M€ sur la partie mobilité intégrant notamment l'entretien du patrimoine routier et la réalisation d'infrastructures nouvelles ; 36,5 M€ sur la partie logistique (collèges et bâtiments départementaux) ; plus de 0,5 M€ pour le développement numérique du territoire ; diverses subventions d'investissement pour la construction et la réhabilitation d'établissements de personnes âgées (plus de 4 M€) ; du Fonds de Solidarité Logement (1,5 M€) ; ainsi que diverses actions en faveur de l'attractivité du territoire et de l'habitat (16,4 M€ dont près de 11,2 M€ pour les Crédits Départementaux d'Équipement (CDE)) ; 3,5 M€ pour des études et travaux du centre sportif de Méjannes-le-Clap), etc...

Considérant le volume et les caractéristiques des prêts qu'il est envisagé sur 2022, le montant du remboursement en capital de la dette pour 2022 est estimé à 44 M€. Le montant de la charge des intérêts pour 2022 est de 11,5 M€. A cela, il est estimé également une charge d'intérêts de 224 K€ pour recours éventuel à des lignes de trésorerie et 400 K€ d'intérêts courus non échus, soit un total de 12,1 M€ (contre 13,5 M€ en 2021).

Considérant que l'équilibre de la section d'investissement se réalise notamment par des recettes réelles hors dette de l'ordre de 30,1 M€ (dont 11 M€ liés au FCTVA), un autofinancement net en provenance de la section de fonctionnement pour 9 M€ et un recours à l'emprunt d'équilibre inscrit pour 98,2 M€ (contre 89,5 M€ au BP 2021). L'autofinancement dégagé en 2021, qui sera constaté au Compte administratif 2021, viendra naturellement diminuer ce montant.

Considérant que, dans ces conditions, le budget 2022, alliant ambition et maîtrise ; dégage une épargne brute de bon niveau ; renforce un investissement conséquent et raisonné dans les structures et l'économie gardoises, et doit poursuivre la stabilisation de l'endettement.

DISPOSITIF

Je vous propose d'adopter le présent Budget primitif 2022 du Budget principal, présenté ci-après, par chapitre sans vote formel sur chacun des chapitres :

Avec opérations d'ordre	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
F_011_Charges à caractère général	33 148 247,87			
F_012_Charges de personnel et frais assimilés	167 562 664,00			
F_013_Atténuations de charges		625 000,00		
F_014_Atténuations de produits	46 937 447,00			
F_016_Allocation Prestation Autonomie	76 005 703,00	30 510 000,00		
F_017_RSA	207 907 743,00	1 550 000,00		
F_022_Dépenses imprévues	876 975,88			
F_6586_Frais de fonctionnement des groupes d'élus	474 500,00			
F_65_Autres charges de gestion courante	299 291 821,25			
F_66_Charges financières	11 450 000,00			
F_67_Charges exceptionnelles	720 000,00			
F_68_Dotations aux provisions	820 000,00			
F_70_Produits des services, du domaines et ventes diverses		3 663 630,00		
F_731_Impositions directes		60 512 287,00		
F_73_Impôts et taxes		617 647 583,00		
F_74_Dotations, subventions et participations		168 006 169,70		
F_75_Autres produits de gestion courante		12 079 820,00		
F_76_Produits financiers		500 000,00		
F_77_Produits exceptionnels		264 000,00		
F_78_Reprises sur provisions		18 397,30		
I_020_Dépenses imprévues			2 000 000,00	
I_024_Produits des cessions d'immobilisations				3 424 293,00
I_10_Dotations, fonds divers et réserves				11 000 000,00
I_13_Subventions d'investissement			75 000,00	14 168 420,00
I_16_Emprunts et dettes assimilées			54 535 000,00	108 688 145,00
I_204_Subventions d'équipement versées			38 192 248,32	
I_20_Immobilisations incorporelles (sauf 204)			7 906 894,68	
I_21_Immobilisations corporelles			8 316 400,00	
I_23_Immobilisations en cours			76 467 100,00	
I_27_Autres immobilisations financières			1 500 000,00	1 530 000,00
F_023_Virement à la section d'investissement	9 000 000,00			
F_042_Opérations d'ordre de transferts entre sections	66 000 000,00	24 818 215,00		
I_021_Virement de la section de fonctionnement				9 000 000,00
I_040_Opérations d'ordre de transferts entre sections			24 818 215,00	66 000 000,00
I_041_Opérations patrimoniales			26 450 000,00	26 450 000,00
Total	920 195 102,00	920 195 102,00	240 260 858,00	240 260 858,00

Pour information, le Budget primitif 2022 est également présenté (sans vote) par fonction :

Avec opérations d'ordre	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
01 Opérations non ventilables	137 137 416,88	850 987 469,30	109 303 215,00	228 670 438,00
0201 Administration générale de la collectivité (personnel non ventilable)	40 328 535,00	870 000,00		
0202 Administration générale de la collectivité (autres moyens généraux)	12 006 885,00	324 000,00	12 184 659,00	1 000 000,00
021 Assemblée locale	2 679 000,00			
023 Information, communication, publicité	1 936 080,00		150 000,00	
041 Subvention globale	2 740 000,00	2 500 000,00		
048 Autres	27 000,00			
05 Plan de relance (crise sanitaire)	50 000,00	50 000,00		
11 Gendarmerie	1 000,00			
12 Incendie et secours	48 973 352,45		5 105 000,00	
18 Autres interventions de protection des personnes et des biens	149 175,80			
20 Services communs	22 775 436,00		16 000,00	
221 Collèges	13 819 661,00	2 094 100,00	27 049 983,00	4 632 085,00
23 Enseignement supérieur			655 000,00	
28 Autres services périscolaires et annexes	315 500,00		2 000,00	
30 Services communs	3 611 635,00			
311 Activités artistiques et action culturelle	2 550 000,00		40 000,00	
312 Patrimoine (musées, monuments)	29 300,00		56 390,00	
313 Bibliothèques et médiathèques	1 928 982,00	22 000,00	699 563,00	
314 Musées	1 074 724,00	50 050,00	463 800,00	
315 Services d'archives	2 121 795,00	3 000,00	347 500,00	
32 Sports	1 663 000,00		3 573 000,00	
33 Jeunesse (action socio-éducative) et loisirs	725 000,00		120 450,00	
40 Services communs	30 000,00			
41 PMI et planification familiale	9 470 761,00	300 000,00	36 500,00	
42 Prévention et éducation pour la santé	217 100,00			
50 Services communs	39 759 051,00		2 502 131,00	
51 Famille et enfance	110 991 665,00	2 963 000,00	79 000,00	
52 Personnes handicapées	83 683 935,00	10 192 500,00	161 200,00	
531 Forfait autonomie	285 000,00	485 000,00		
532 Autres actions de prévention	1 915 000,00	2 115 000,00		
538 Autres	36 180 740,00	8 665 781,00	3 859 255,00	
550 Services communs	3 677 703,00	28 900 000,00		
551 APA à domicile	43 825 000,00	1 500 000,00		
553 APA versée à l'établissement	28 403 000,00	110 000,00		
564 Insertion professionnelle	8 159 687,00			

Avec opérations d'ordre	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
565 Evaluation des dépenses engagées	27 000,00			
566 Dépenses de structure	3 883 056,00			
567 Allocations RSA	195 035 000,00	1 550 000,00		
568 Autres actions au titre du RSA	43 000,00			
58 Autres interventions sociales	3 456 100,00	2 300 500,00	55 000,00	
60 Services communs	25 794 488,00		20 000,00	
61 Eaux et assainissement	101 600,00	246 000,00	4 811 670,43	687 454,76
621 Réseau routier départemental	5 014 862,00	500 000,00	42 682 474,00	3 400 000,00
628 Autres réseaux de voiries	138 000,00	12 000,00	3 025 000,00	
64 Infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	1 453 340,77	85 875,00	4 193 859,33	218 880,24
68 Autres réseaux			120 000,00	
70 Services communs	1 562 252,00	865 700,00	11 704 381,00	1 652 000,00
71 Aménagement et développement urbain	933 600,00		1 741 226,00	
72 Logement	3 592 560,00	982 141,00	2 526 676,00	
738 Autres actions en faveur du milieu naturel	4 804 475,10	555 600,00	1 579 489,40	
74 Aménagement et développement rural	500 000,00		14 550,83	
81 Transports scolaires	2 485 000,00	1 000,00		
90 Services communs	779 275,00			
91 Structures d'animation et de développement économique	281 000,00		20 000,00	
921 Laboratoire départemental	1 837 923,00	540 000,00	152 148,00	
928 Autres	525 000,00	124 385,70	1 013 237,01	
94 Développement touristique	4 705 450,00	300 000,00	196 500,00	
Total	920 195 102,00	920 195 102,00	240 260 858,00	240 260 858,00

Par conséquent, les crédits 2022 proposés au vote à cette séance budgétaire sont, tous mouvements confondus, en dépenses et en recettes d'un montant de **1 160 455 960,00 €**, et se répartissent comme suit :

Fonctionnement	Dépenses	Recettes
Dépenses imprévues	876 975,88	
Opérations réelles	832 868 126,12	895 376 887,00
Opérations réelles Dette	11 450 000,00	
Autofinancement complémentaire	9 000 000,00	
Opérations d'ordre	66 000 000,00	24 818 215,00
Total	920 195 102,00	920 195 102,00


Investissement	Dépenses	Recettes
Mouvements financiers	10 535 000,00	10 535 000,00
Dépenses imprévues	2 000 000,00	
Opérations réelles	132 457 643,00	30 122 713,00
Opérations réelles Dette	44 000 000,00	98 153 145,00
Autofinancement complémentaire		9 000 000,00
Opérations d'ordre	24 818 215,00	66 000 000,00
Opérations patrimoniales	26 450 000,00	26 450 000,00
Total	240 260 858,00	240 260 858,00

Les éléments qui suivent en annexe détaillent, par commission, les propositions budgétaires des différentes directions, auxquelles sont joints les tableaux financiers afférents (tableaux par prestation pour les opérations réelles comprenant la répartition des crédits de paiement par imputation ainsi que les autorisations de programme et les autorisations d'engagement).

Conclusion :

Je vous prie mes chers collègues de bien vouloir en délibérer.

LA PRESIDENTE,

Françoise Laurent-Penigot




Annexe 1

Propositions budgétaires par Commission

BUDGET PRIMITIF 2022 – Budget principal

SOMMAIRE

COMMISSION FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE 5

DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	6
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	19
DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE	31
DIRECTION DE L'INGENIERIE FINANCIERE ET DES FONDS EUROPEENS.....	38
MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE.....	43
DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION.....	46
SERVICE D'APPUI DE LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES RESSOURCES INTERNES.....	53
DIRECTION DE LA LOGISTIQUE - GESTION DES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET DU PATRIMOINE.....	56
LE POLE CABINET.....	84
DIRECTION DE LA COMMUNICATION	86
DIRECTION COORDINATION DE LA DIRECTION GENERALE	89

COMMISSION DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES.. 92

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT-POLITIQUES CONTRACTUELLES ET EQUILIBRE DES TERRITOIRES	93
DIRECTION DE L'EAU ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL	109

COMMISSION INFRASTRUCTURES ROUTES ET RESEAUX..... 146

DIRECTION DE LA MOBILITE ET DES ROUTES	147
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE	173

COMMISSION SOLIDARITES SOCIALES 178

DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES.....	179
DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA PETITE ENFANCE.....	195
DIRECTION DE L'ANIMATION ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES.....	212
DIRECTION D'APPUI DE LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	234
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE	239

COMMISSION EDUCATION COLLEGES ET CITOYENNETE..... 244

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DU SPORT - SAVOIR ET JEUNESSE.....	245
DIRECTION DE LA LOGISTIQUE - GESTION DES COLLEGES ET DU PATRIMOINE	255

COMMISSION ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE 269

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT - ATOUTS ECONOMIQUES ET TOURISTIQUES	270
MISSION QUALITE ALIMENTAIRE.....	278
DIRECTION D'APPUI DE LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE.....	285
DIRECTION DE LA CONSERVATION DEPARTEMENTALE.....	287
DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES.....	297
DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS - SPORT, CULTURE ET RESTAURATION	303
DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE.....	318
DIRECTION DU LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES	323
POLE CULTUREL DU CHATEAU D'ASSAS.....	329

COMMISSION FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE

DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION

Il est décidé d'inscrire pour les missions relevant de la Direction des finances et du contrôle de gestion les crédits ci-après détaillés :

I. COMPTABILITE

A) Exécution comptable

Il s'agit des opérations de gestion et des produits financiers qui peuvent arriver en cours d'exercice, tels que certains frais bancaires, des produits financiers ou des intérêts moratoires.

1) En dépenses de fonctionnement

- **25 000,00 €** au chapitre 011, fonction 01, nature 6032 (gestion des stocks du laboratoire départemental : dépense compensée par une recette)
- **4 000,00 €** au chapitre 011, fonction 0202, nature 627 (Services bancaires)
- **10 000,00 €** au chapitre 012, fonction 0201, nature 6338 (Versements assimilés sur rémunérations)
- **60 000,00 €** au chapitre 014, fonction 01, nature 7398 pour la restitution de taxes versées à tort par l'Etat
- **10 000,00 €** au chapitre 67, fonction 01, nature 6711 (Intérêts moratoires)
- **200 000,00 €** au chapitre 67, fonction 01, nature 673 (Annulations de titres sur exercices antérieurs)
- **500 000,00 €** au chapitre 67, fonction 01, nature 678 (Autres charges exceptionnelles)

2) En recettes de fonctionnement

- **25 000,00 €** au chapitre 013, fonction 01, nature 6032 (gestion des stocks du laboratoire départemental)
- **500 000,00 €** au chapitre 76, fonction 01, nature 761 (produits de participations)

B) Procédure de clôture de l'exercice budgétaire

1) En dépenses de fonctionnement

- **10 000,00 €** au chapitre 67, fonction 01, nature 6718 (Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion)

2) En recettes de fonctionnement

- **10 000,00 €** au chapitre 77, fonction 01, nature 7718

C) Contribution au SDIS

Le Conseil départemental a signé avec le SDIS 30 une convention pluri-annuelle de partenariat. Cette convention, qui a fait l'objet d'un avenant en date du 30/06/2021, définit notamment les modalités des participations financières du Conseil départemental du Gard au bénéfice du SDIS 30 pour la période 2020-2022.

Par ailleurs, par délibération en date du 15/11/2021, le Conseil d'Administration du SDIS a voté une revalorisation des contributions des communes et EPCI de 2,31 % (conformément à l'évolution de l'indice mensuel des prix à la consommation hors tabac des ménages du premier quintile de la distribution des niveaux de vie constaté entre la période du mois de septembre 2020 et du mois de septembre 2021). L'article 5 de la convention de partenariat 2020-2022 prévoit la possibilité d'une revalorisation de la participation départementale en fonctionnement dans la limite de l'augmentation de la somme des contributions des communes et EPCI.

Dans ces conditions, il est inscrit :

- **48 906 001,12 €** en fonctionnement au chapitre 65, fonction 12, nature 6553, au titre de la contribution départementale de fonctionnement.
- **5 000 000,00 €** en investissement au chapitre 204, fonction 12, nature 2041782, au titre de la subvention départementale d'équipement.

D) Gestion des indus

Il s'agit d'une prévision, en fonctionnement, pour admettre en non-valeur des titres que la Paierie départementale ne peut recouvrer.

- **100 000,00 €** au chapitre 016, fonction 01, nature 6541 (Créances admises en non-valeur)
- **750 000,00 €** au chapitre 017, fonction 01, nature 6541 (Créances admises en non-valeur)
- **10 000,00 €** au chapitre 017, fonction 01, nature 6542 (Créances éteintes)
- **200 000,00 €** au chapitre 65, fonction 01, nature 6541 (Créances admises en non-valeur)
- **10 000,00 €** au chapitre 65, fonction 01, nature 6542 (Créances éteintes)

E) Suivi des provisions

1) En dépenses de fonctionnement

- **400 000,00 €** de dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement sur le chapitre 68, fonction 01, nature 6815

- **400 000,00 €** de dotations aux provisions pour dépréciation des actifs, chapitre 68, fonction 01, nature 6817
- **20 000,00 €** de dotations aux provisions pour risques et charges financiers, chapitre 68, fonction 01, nature 6865

2) En recettes de fonctionnement

- **18 397,30 €** sur le chapitre 78, fonction 01, chapitre 7865 - Reprises sur provisions pour risques et charges financiers

F) Cotisation AFIGESE

Il s'agit de la cotisation annuelle à l'Association Finances – gestion – évaluation des collectivités territoriales (AFIGESE-CT) qui assure aux collectivités les prestations suivantes : organisation de formations sur tout sujet concernant les fonctions finances, contrôle de gestion et évaluation ; constitution de groupes de travail sur des sujets se rapportant aux trois fonctions et métiers de celles-ci ; édition d'un bulletin de liaison destiné aux membres de l'association d'où :

- **680,00 €** au chapitre 011, fonction 0202, nature 6281

G) Dépenses imprévues

L'article L 3322-1 du Code général des Collectivités Territoriales permet de répondre à des aléas budgétaires sans avoir recours à une décision modificative de l'assemblée délibérante. Ainsi, la procédure des dépenses imprévues autorise, dans certaines limites, la Présidente du Conseil départemental à effectuer des virements du chapitre de dépenses imprévues aux autres chapitres à l'intérieur d'une section. Pour chacune des deux sections, le crédit pour dépenses imprévues ne peut être supérieur à 7.5% des dépenses réelles prévisionnelles de la section. Ce crédit ne peut être employé que pour faire face à des dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite au budget. Le mandat afférent à la dépense imprévue est imputé sur l'article correspondant à la dépense, auquel est jointe une décision budgétaire de l'ordonnateur, transmise au représentant de l'Etat, et portant virement de crédit. Dès la première session qui suit l'ordonnancement de la dépense, la Présidente du Conseil départemental en rend compte au Conseil, pièces justificatives à l'appui.

Pour ces dépenses imprévues, il est décidé d'inscrire :

- **876 975, 88 €** en section de fonctionnement au chapitre 022, fonction 01, nature 022
- **2 000 000,00 €** en section d'investissement au chapitre 020, fonction 01, nature 020

H) Etudes financières

- **100 000 €** au chapitre 011, fonction 0202, nature 6288, pour permettre la réalisation d'études d'accompagnement financier ou d'audit complémentaires de satellites.

I) Compensation des transferts de compétences issus de la loi NOTRe

Conformément aux dispositions de la loi NOTRe, depuis le 1^{er} janvier 2017, les Régions sont compétentes en lieu et place des Départements s'agissant des services non urbains, réguliers ou à la demande, des transports scolaires à l'exception du transport des élèves handicapés.

Par ailleurs, son article 22 a prévu également le transfert, l'aménagement et l'exploitation des ports maritimes et de commerces et de pêche, mais aussi l'élaboration et l'adoption d'un plan de prévention et de gestion des déchets unique au niveau régional. L'article 133 de la Loi NOTRe précise les conditions financières de ces transferts. Dès lors qu'ils ont pour conséquences d'accroître les charges des collectivités territoriales, ces transferts ouvrent droit à compensation financière dans les conditions fixées par le CGCT aux articles L. 1614-1 et suivants.

Dans ce cadre, il est décidé d'inscrire, au titre des compensations, les crédits suivants :

- **26 477 447,00 €** au titre de la compensation de la compétence Transport chapitre 014, fonction 01, nature 73913
- **244 434,00 €** au titre du transfert de la compétence de gestion du Port du Grau-du-Roi, chapitre 65, fonction 01, nature 65541 comprenant à la fois les charges de fonctionnement et d'investissement
- **98 260,00 €** au titre du transfert de la compétence de prévention et gestion des déchets, chapitre 65, fonction 01, nature 65541

II) ANALYSE FINANCIERE

A) Analyse fiscale

1) Recettes fiscales

Il s'agit de recettes inscrites en section de fonctionnement.

- Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : il s'agit d'un impôt économique qui taxe la valeur ajoutée des entreprises. Son taux progressif fixé au niveau national varie de 0 % à 1,5 % en fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise. Compte tenu des derniers chiffres, il est décidé d'inscrire **26 413 630,00 €** au chapitre 731, fonction 01, nature 73112.
- Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) : instaurée par la loi de finances pour 2010 au profit des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (EPCI), l'IFER est une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux exerçant leur activité dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications. Il est décidé d'inscrire **2 323 578,00 €** au chapitre 731, fonction 01, nature 73114.
- Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR) : **17 732 085,00 €** au chapitre 731, fonction 01, nature 73121.
- Fonds de péréquation de la Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (FNPCVAE) : **1 919 353,00 €** au chapitre 731, fonction 01, nature 73122.

- Frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties **12 023 641,00 €** au chapitre 731, fonction 01, nature 73125.
- Autres Impôts et taxes locaux ou assimilés : **100 000,00 €** au chapitre 731, fonction 01, nature 7318.

2) Dotations de l'Etat

- Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) : cette dotation créée en 2010, visait à neutraliser la suppression de la taxe professionnelle. Sont prévus **20 070 629,00 €** en recettes de fonctionnement, au chapitre 74, fonction 01, nature 74832.
- Dotation au titre des exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties : **7 000 000,00 €** sont prévus en recettes de fonctionnement, au chapitre 74, fonction 01, nature 74835.

B) Analyse financière prospective

1) En fonctionnement

1.1) Dotations de l'Etat

- Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : **107 724 945,00 €** sont prévus, en recettes, répartis comme suit :

65 075 834,00 € au chapitre 74, fonction 01, nature 7411 (Dotation forfaitaire),
 13 430 744,00 € au chapitre 74, fonction 01, nature 74121 (Dotation de fonctionnement minimale)
 29 218 367,00 € au chapitre 74, fonction 01, nature 74123 (Dotation de compensation)

- Dotation Générale de Décentralisation (DGD) : **4 184 213,00 €** sont prévus en recettes au chapitre 74, fonction 01, nature 7461

1.2) Impôts et taxes

- Droits de mutation à titre onéreux :
 - ⇒ **140 000 000,00 €** sont prévus en recettes de fonctionnement, au chapitre 73, fonction 01, nature 7321, au titre de la taxe de publicité foncière. Le produit des droits de mutation dépend étroitement de la conjoncture économique, en particulier celle du marché de l'immobilier.
 - ⇒ **800 000,00 €** sont prévus en recettes de fonctionnement, au chapitre 73, fonction 01, nature 7322, au titre de la taxe additionnelle.
- Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) : **115 696 350,00 €** sont prévus en recettes de fonctionnement, au chapitre 73, fonction 01, nature 7342, au titre de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance. La taxe spéciale sur les conventions d'assurance contient deux fractions : - pour la contribution au financement des SDIS et celle pour la compensation des transferts de compétences au titre de la loi libertés et responsabilités locales du 13 août 2004 ; - pour compenser une partie de la suppression de la taxe professionnelle.

- Taxe sur la consommation finale d'électricité : **8 000 000,00 €** sont prévus en recettes de fonctionnement, au chapitre 73, fonction 01, nature 7351
- Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) : **5 610 000,00 €** au chapitre 73, fonction 01, nature 7352
- Redevance des mines : **20 000,00 €** sont prévus en recettes de fonctionnement, au chapitre 73, fonction 01, nature 7353, au titre de la redevance des mines.
- Taxe additionnelle à la taxe de séjour : **300 000,00 €** sont prévus en recettes de fonctionnement, au chapitre 73, fonction 94, nature 7362, au titre de la taxe additionnelle à la taxe de séjour. Cette taxe nouvelle est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015.
- FCTVA : **300 000,00 €** sont prévus en recettes de fonctionnement au chapitre 74, fonction 01, nature 744.

1.3) Pour le fonds de péréquation DMTO

En dépenses :

- **19 500 000,00 €** sont prévus en dépenses de fonctionnement, au chapitre 014, fonction 01, nature 73926, pour le prélèvement au titre du fonds national de péréquation des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO).

En recettes :

- Attribution au titre du fonds national de péréquation fondés sur les droits de mutation à titre onéreux (FNPDMTO) : **12 861 000,00 €** inscrits au chapitre 73, fonction 01, nature 7326.

1.4) Recette compensatoire de la perte de la TFPB (fraction de TVA)

- La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) a été définitivement transférée aux communes. Cette décision conduit l'Etat à allouer au Département une compensation estimée à **231 040 713,00 €** sur le chapitre 73, fonction 01, nature 73811.

2) En investissement

- FCTVA : **11 000 000,00 €** sont prévus en recettes d'investissement, au chapitre 10, fonction 01, nature 10222, au titre du FCTVA (ressource essentiellement liée au niveau des dépenses d'équipement réalisées par la collectivité – les dépenses éligibles de l'exercice 2021 déterminent la dotation 2022).

III) GESTION DE LA DETTE

A) Gestion de la Trésorerie

Pour 2022, les frais liés à la ligne de trésorerie sont estimés à **190 000,00 €** en dépenses de fonctionnement, au titre de la prestation « Gestion de trésorerie », répartis comme suit :

- Chapitre 66, fonction 01, nature 6615 (Intérêts comptes courants et de dépôts) : **50 000,00 €**

- Chapitre 011, fonction 0202, nature 627 (frais bancaires) : **40 000,00 €**
- Chapitre 66, fonction 01, nature 66111 : **100 000,00 €**

B) Gestion des emprunts

1) En fonctionnement

- **180 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 0202, nature 627.
- Les intérêts de la dette sont estimés à **11 300 000,00 €**, en fonctionnement, chapitre 66, fonction 01, nature 66111 et 66112 au titre de la prestation « Gestion des emprunts ».

2) En investissement

- Pour 2022, le capital remboursé est estimé à **44 000 000,00 €** en dépenses, au chapitre 16, fonction 01, nature 1641.
- Afin de permettre une gestion active de la dette à l'aide de produits mixtes, **10 535 000,00 €** sont à inscrire en investissement, **en dépenses comme en recettes**, chapitre 16, fonction 01, nature 16449.
- L'emprunt d'équilibre s'élève à **98 153 145,00 €** au chapitre 16, fonction 01, nature 1641 en recettes.

IV) LES OPERATIONS D'ORDRE

Elles s'équilibrent en dépenses et en recettes. Elles se répartissent comme suit :

A) Les opérations d'ordre de section à section

Les opérations d'ordre de section à section sont enregistrées sur les chapitres « 040 » en investissement et « 042 » en fonctionnement.

Les dépenses du chapitre 040 sont toujours égales aux recettes du chapitre 042 et réciproquement. Ces opérations d'ordre de section à section peuvent être classées en grandes catégories :

1. L'amortissement des immobilisations
2. La reprise des subventions transférables
3. La procédure de neutralisation budgétaire de l'amortissement des bâtiments administratifs et scolaires.
4. La quote part sur 2022 du canon emphytéotique encaissé en 2017, et relatif au BEA Gendarmeries (1/30^{ème} de 15 000 000 €).
5. Les autres produits exceptionnels :

La première catégorie se traduit par des dépenses en section de fonctionnement et des recettes en section d'investissement, les trois autres par des recettes en section de fonctionnement et des dépenses en section d'investissement.

Pour 2022, elles s'élèvent respectivement à la somme de :

- | | |
|---|-----------------|
| 1. Dotations aux amortissements : | 66 000 000,00 € |
| 2. Reprise en section de fonctionnement des subventions transférables : | 10 538 215,00 € |
| 3. Neutralisation des amortissements : | 13 500 000,00 € |
| 4. BEA Gendarmeries : | 480 000,00 € |
| 5. Les autres produits exceptionnels : | 300 000,00 € |
- Soit un total de **66 000 000,00 €** concernant les dépenses de fonctionnement et recettes d'investissement.
- Soit un total de **24 818 215,00 €** concernant les dépenses d'investissement et recettes de fonctionnement.

B) Les opérations d'ordre patrimoniales

Les opérations d'ordre patrimoniales sont enregistrées sur le chapitre « 041 ». Ce chapitre retrace l'ensemble des dépenses et des recettes d'ordre budgétaire à l'intérieur de la section d'investissement.

Les dépenses sont toujours égales aux recettes. D'un montant global de **26 450 000,00 €**, elles concernent :

1. L'affectation des frais d'études et d'insertion suivis de réalisation
2. L'affectation sur les comptes de travaux ou d'immobilisations définitives des avances versées
3. Les subventions versées en nature (dont cessions à titre gratuit par le Conseil départemental à un tiers).

Les montants s'élèvent respectivement à la somme :

- | | |
|--|-----------------|
| 1. Affectation des frais d'étude et d'insertion : | 1 300 000,00 € |
| 2. Affectation sur les comptes de travaux ou d'immobilisations définitives des avances versées | 23 000 000,00 € |
| 3. Subventions versées en nature | 2 150 000,00 € |

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction des Finances et du Contrôle de gestion (opérations réelles et opérations d'ordre).

1/ Les opérations réelles :

S0008

DFI – COMPTABILITE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Contribution au SDIS	204	12	2041782					5 000 000,00
	65	12	6553			48 906 001,12		
Prestation						48 906 001,12		5 000 000,00
Exécution comptable quotidienne	011	01	6032			25 000,00		
	011	0202	627			4 000,00		
	012	0201	6338			10 000,00		
	013	01	6032				25 000,00	
	014	01	7398			60 000,00		
	67	01	6711			10 000,00		
	67	01	673			200 000,00		
	67	01	678			500 000,00		
	76	01	761				500 000,00	
Prestation						809 000,00	525 000,00	
Gestion des indus	016	01	6541			100 000,00		
	017	01	6541			750 000,00		
	017	01	6542			10 000,00		
	65	01	6541			200 000,00		
	65	01	6542			10 000,00		
Prestation						1 070 000,00		
Procédure de clôture de l'exercice budgétaire	67	01	6718			10 000,00		
	77	01	7718				10 000,00	
Prestation						10 000,00	10 000,00	
Suivi des provisions	68	01	6815			400 000,00		
	68	01	6817			400 000,00		
Prestation						800 000,00		
Totaux						51 595 001,12	535 000,00	5 000 000,00

Service S0009 DFI - BUDGET ASSISTANCE ET TRESORERIE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Analyse financière prospective	014	01	73926			19 500 000,00			
	10	01	10222						11 000 000,00
	73	01	7321				140 000 000,00		
	73	01	7322				800 000,00		
	73	01	7326				12 861 000,00		
	73	01	7342				115 696 350,00		
	73	01	7351				8 000 000,00		
	73	01	7352				5 610 000,00		
	73	01	7353				20 000,00		
	73	94	7362				300 000,00		
	74	01	7411				65 075 834,00		
	74	01	74121				13 430 744,00		
	74	01	74123				29 218 367,00		
	74	01	744				300 000,00		
	74	01	7461				4 184 213,00		
Prestation						19 500 000,00	395 496 508,00		11 000 000,00
Analyses fiscales	731	01	73112				26 413 630,00		
	731	01	73114				2 323 578,00		
	731	01	73121				17 732 085,00		
	731	01	73122				1 919 353,00		
	731	01	73125				12 023 641,00		
	731	01	7318				100 000,00		
	74	01	74832				20 070 629,00		
	74	01	74835				7 000 000,00		
Prestation							87 582 916,00		
Compensation de la perte de la TFPB	73	01	73811				231 040 713,00		
Prestation							231 040 713,00		
Compensation du transfert de la compétence déchets	65	01	65541			98 260,00			
Prestation						98 260,00			
Compensation du transfert de la compétence transport	014	01	73913			26 477 447,00			
Prestation						26 477 447,00			
Compensation du transfert du port du Grau-du-Roi	65	01	65541			244 434,00			
Prestation						244 434,00			
Cotisation AFIGESE	011	0202	6281			680,00			
Prestation						680,00			
Dépenses imprévues	020	01	020					2 000 000,00	
	022	01	022			876 975,88			
Prestation						876 975,88		2 000 000,00	
Etudes financières	011	0202	6288			100 000,00			
Prestation						100 000,00			

Service S0009 DFI - BUDGET ASSISTANCE ET TRESORERIE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Gestion de la trésorerie	011	0202	627			40 000,00			
	66	01	66111			100 000,00			
	66	01	6615			50 000,00			
Prestation						190 000,00			
Gestion des emprunts	011	0202	627			180 000,00			
	16	01	1641					44 000 000,00	98 153 145,00
	16	01	16449					10 535 000,00	10 535 000,00
	66	01	66111			10 900 000,00			
	66	01	66112			400 000,00			
Prestation						11 480 000,00		54 535 000,00	108 688 145,00
Gestion des emprunts garantis	68	01	6865			20 000,00			
	78	01	7865				18 397,30		
Prestation						20 000,00	18 397,30		
Totaux						58 987 796,88	714 138 534,30	56 535 000,00	119 688 145,00

2/ Les opérations d'ordre :

DIRECTION	IMPUTATION					Fonctionnement	
						Dépenses	Recettes
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	023	01	023	0	S0009	9 000 000,00	
	042	01	6811	0	S0008	66 000 000,00	
	042	01	752	0	S0008		480 000,00
	042	01	7768	0	S0008		13 500 000,00
	042	01	777	0	S0008		10 538 215,00
	042	01	7788	0	S0008		300 000,00
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION						75 000 000,00	24 818 215,00

DIRECTION	IMPUTATION					Investissement	
						Dépenses	Recettes
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	021	01	021	0	S0009		9 000 000,00
	040	01	13911	0	S0008	450 000,00	
	040	01	13912	0	S0008	450 000,00	
	040	01	13914	0	S0008	720 000,00	
	040	01	13915	0	S0008	3 000,00	
	040	01	13916	0	S0008	5 000,00	
	040	01	139172	0	S0008	15 000,00	
	040	01	139178	0	S0008	5 000,00	
	040	01	13918	0	S0008	3 600 000,00	
	040	01	13931	0	S0008	1 460 000,00	
	040	01	13932	0	S0008	3 830 215,00	
	040	01	16878	0	S0008	480 000,00	
	040	01	198	0	S0008	13 500 000,00	
	040	01	231312	0	S0008	300 000,00	
	040	01	28031	0	S0008		400 000,00
	040	01	28033	0	S0008		400,00
	040	01	2804112	0	S0008		650 000,00
	040	01	2804122	0	S0008		250 000,00
	040	01	2804141	0	S0008		1 100 000,00
	040	01	2804142	0	S0008		20 000 000,00
	040	01	2804151	0	S0008		10 000,00
	040	01	2804152	0	S0008		1 400 000,00
	040	01	28041721	0	S0008		200,00
	040	01	28041722	0	S0008		110 000,00
	040	01	28041781	0	S0008		100 000,00
	040	01	28041782	0	S0008		8 300 000,00
	040	01	2804181	0	S0008		16 000,00
	040	01	2804182	0	S0008		90 000,00
	040	01	2804183	0	S0008		1 250 000,00
	040	01	280421	0	S0008		80 000,00
	040	01	280422	0	S0008		2 110 000,00
	040	01	280431	0	S0008		220 000,00
	040	01	280432	0	S0008		600 000,00
	040	01	2804411	0	S0008		600 000,00

DIRECTION	IMPUTATION					Investissement	
						Dépenses	Recettes
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	040	01	2804412	0	S0008		5 980 000,00
	040	01	28051	0	S0008		950 000,00
	040	01	28128	0	S0008		90 000,00
	040	01	281311	0	S0008		675 000,00
	040	01	281312	0	S0008		6 250 000,00
	040	01	281313	0	S0008		1 100 000,00
	040	01	281314	0	S0008		500 000,00
	040	01	281318	0	S0008		780 000,00
	040	01	281321	0	S0008		45 000,00
	040	01	281328	0	S0008		30 000,00
	040	01	281351	0	S0008		3 500 000,00
	040	01	281352	0	S0008		40 000,00
	040	01	2814	0	S0008		80 000,00
	040	01	28153	0	S0008		450 000,00
	040	01	28157	0	S0008		1 115 000,00
	040	01	2817312	0	S0008		2 880 000,00
	040	01	2817314	0	S0008		15 000,00
	040	01	281735	0	S0008		2 100 000,00
	040	01	281753	0	S0008		55 000,00
	040	01	281757	0	S0008		400,00
	040	01	281785	0	S0008		8 000,00
	040	01	28181	0	S0008		30 000,00
	040	01	28182	0	S0008		200 000,00
	040	01	281838	0	S0008		1 350 000,00
	040	01	281848	0	S0008		200 000,00
	040	01	28185	0	S0008		115 000,00
	040	01	28188	0	S0008		175 000,00
	041	01	2031	999	S0008		1 100 000,00
	041	01	2033	999	S0008		200 000,00
	041	01	204411	999	S0008	1 450 000,00	
	041	01	204421	999	S0008	700 000,00	
	041	01	2111	999	S0008		350 000,00
	041	01	2115	999	S0008		50 000,00
	041	01	2118	999	S0008		300 000,00
	041	01	2157	999	S0008		50 000,00
	041	01	21831	999	S0008		1 300 000,00
	041	01	21841	999	S0008		50 000,00
	041	01	2188	999	S0008		50 000,00
	041	01	231312	999	S0008	10 100 000,00	
	041	01	231314	999	S0008	7 000 000,00	
	041	01	231351	999	S0008	850 000,00	
	041	01	23151	999	S0008	4 150 000,00	
	041	01	2317312	999	S0008	2 200 000,00	
	041	01	237	999	S0008		3 000 000,00
	041	01	238	999	S0008		20 000 000,00
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION						51 268 215,00	101 450 000,00

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Les crédits alloués à la rémunération des agents tiennent compte notamment des augmentations nécessaires au regard des évolutions règlementaires, statutaires et autres (Glissement Vieillesse Technicité, revalorisation du SMIC, indemnités de fin de contrat, reprise ancienneté des assistants familiaux dès leur recrutement...), ainsi que du budget relatif à la mise en place du nouveau régime indemnitaire RIFSEEP).

L'engagement financier en matière de formation témoigne de la volonté de maintenir un service public de qualité, adapté et évolutif et de répondre aux objectifs de modernisation et de professionnalisation de l'administration ainsi que d'accompagner les agents dans leur parcours professionnel.

La collectivité maintient son effort en matière d'action sociale à destination des personnels.

Le Conseil départemental confirme en outre sa dynamique en faveur de la santé des agents en continuant les actions visant l'amélioration de la qualité de vie au travail et la prévention des risques psychosociaux.

Les crédits votés pour les différents services de la Direction sont les suivants :

I. ACCUEIL ET RELATIONS SOCIALES

Le budget consacré au service se répartit comme suit :

- En dépenses de fonctionnement : 1 865 500,00 €

⇒ Arbre de Noël	83 000,00 €
⇒ Cérémonies	5 000,00 €
⇒ Etudes analyses et diagnostic CHSCT	2 500,00 €
⇒ Indemnisation des dégâts matériels aux véhicules	2 000,00 €
⇒ Organisation et suivi des conseils de discipline	1 000,00 €
⇒ Organisation et suivi des instances paritaires	28 000,00 €
⇒ Prestation du CNAS	800 000,00 €
⇒ Prestations sociales du Conseil Départemental	521 000,00 €
⇒ Restauration collective	398 000,00 €
⇒ Subvention à l'amicale du personnel	25 000,00 €

II. EMPLOI ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS

Le budget consacré à la formation et à l'emploi est décliné comme suit :

A) En dépenses de fonctionnement : 1 117 400,00 €

⇒ Accompagnement à l'évolution professionnelle (CPF)	110 000,00 €
⇒ Coaching et accompagnement des parcours	25 000,00 €
⇒ Colloques hors CNFPT	25 000,00 €
⇒ Formations collectives internes	207 400,00 €
⇒ Formations aux logiciels métiers	90 000,00 €
⇒ Formations bureautiques et outils numériques	40 000,00 €

⇒ Marché Santé Sécurité au Travail	140 000,00 €
⇒ Formation des assistants familiaux	50 000,00 €
⇒ Formation des services civiques	5 000,00 €
⇒ Formations individuelles hors CNFPT	160 000,00 €
⇒ Frais pédagogiques des apprentis	100 000,00 €
⇒ Gestion des études et diagnostics en situation de travail	10 000,00 €
⇒ Gratification des stagiaires	65 000,00 €
⇒ Participation à des concours	15 000,00 €
⇒ Prise en charge de frais dans le cadre de formations	30 000,00 €
⇒ Recrutement des candidats	35 000,00 €
⇒ Remboursements de frais liés à la formation des agents	10 000,00 €

B) En recettes de fonctionnement : 8 000,00 €

⇒ Formations collectives internes	8 000,00 €
-----------------------------------	------------

III. ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Les crédits alloués à ce service tiennent compte des augmentations réglementaires susvisées

Ce budget est ventilé comme suit :

A) En dépenses de fonctionnement : 182 407 600,00 €

⇒ Achats de tickets restaurant	445 000,00 €
⇒ Contribution au financement de la complémentaire santé des agents	350 000,00 €
⇒ Contribution au financement de la prévoyance des agents	400 000,00 €
⇒ Conventions de mise à disposition de personnel	287 000,00 €
⇒ Financement des services civiques	50 000,00 €
⇒ Frais liés aux recrutements par mutation	20 000,00 €
⇒ Gestion de la convention avec le CDG30 Comité médical et Commission de réforme	55 000,00 €
⇒ Gestion des frais médicaux liés à la carrière	150 000,00 €
⇒ Paye des agents	146 428 512,00 €
⇒ Paye des assistants familiaux	31 469 000,00 €
⇒ Prise en charge de rentes et pensions pour incapacité	2 000,00 €
⇒ Prise en charge des frais de déplacement des agents	40 000,00 €
⇒ Remboursement de frais de déplacement aux assistants familiaux	1 200 000,00 €
⇒ Remboursement des trajets domicile travail	50 000,00 €
⇒ Remboursement de frais aux agents	1 200 088,00 €
⇒ Soutien au développement de l'apprentissage	200 000,00 €
⇒ Ruptures conventionnelles des assistants familiaux	31 000,00 €
⇒ Ruptures conventionnelles du personnel titulaire	30 000,00 €

B) En recettes de fonctionnement : 50 000,00 €

⇒ Conventions de mise à disposition de personnel	2 300 000,00 €
⇒ Paye des agents	880 000,00 €

IV. PREVENTION ET QUALITE DE VIE AU TRAVAIL (165 000,00 €)

Le budget du service est décliné comme suit :

A) En dépenses de fonctionnement :

⇒ Achat de matériel ergonomique pour tests	5 000,00 €
⇒ Aides versées dans le cadre du FIPHFP	20 000,00 €
⇒ Aménagement de postes RQTH	30 000,00 €
⇒ Conseil et appui technique en matière de prévention des risques professionnels	50 000,00 €
⇒ Inspection dans le domaine de l'hygiène et la sécurité	10 000,00 €
⇒ Matériel SGMRP achat et maintenance	20 000,00 €
⇒ Séminaires QVT	20 000,00 €
⇒ Métrologie	9 000,00 €

B) En recettes de fonctionnement :

⇒ Aides versées dans le cadre du FIPHFP	50 000,00 €
---	-------------

Au total, le budget de la Direction des Ressources Humaines s'élève à :

185 555 500,00 € en dépenses de fonctionnement
3 238 000,00 € en recettes de fonctionnement

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction des Ressources Humaines.

Service S0004 DRH - SERVICE ACCUEIL ET RELATIONS SOCIALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Arbre de Noël	011	0201	6132			4 000,00
	011	0201	6234			1 000,00
	011	0201	6288			34 000,00
	012	0201	6478			44 000,00
Prestation						83 000,00
Cérémonies	011	0201	60628			4 000,00
	011	0201	6234			1 000,00
Prestation						5 000,00
Etudes analyses et diagnostic CHSCT	011	0202	6228			2 500,00
Prestation						2 500,00
Indemnisation des dégâts matériels aux véhicules	012	0201	6478			2 000,00
Prestation						2 000,00
Organisation et suivi des conseils de discipline	011	0202	62268			1 000,00
Prestation						1 000,00
Organisation et suivi des instances paritaires	011	021	62268			28 000,00
Prestation						28 000,00
Prestations du CNAS	012	0201	6474			800 000,00
Prestation						800 000,00
Prestations sociales du Conseil Départemental	012	0201	6478			366 000,00
	012	0201	6488			155 000,00
Prestation						521 000,00
Restauration collective	012	0201	6478			38 000,00
	65	0201	6568			360 000,00
Prestation						398 000,00
Subvention à l'amicale du personnel	65	0201	6574			25 000,00
Prestation						25 000,00
Totaux						1 865 500,00

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Achat de tickets restaurant	012	0201	6488			445 000,00	
Prestation						445 000,00	
Contribution au financement de la complémentaire santé des agents	012	0201	6488			350 000,00	
Prestation						350 000,00	
Contribution au financement de la prévoyance des agents	012	0201	6478			400 000,00	
Prestation						400 000,00	
Conventions de mise à disposition de personnel	012	0201	6218			207 000,00	
	012	621	6218			80 000,00	
	70	52	70848				2 300 000,00
Prestation						287 000,00	2 300 000,00
Financement des Services Civiques	012	33	6218			50 000,00	
Prestation						50 000,00	
Frais liés aux recrutements par mutation	011	0201	6255			10 000,00	
	011	60	6255			10 000,00	
Prestation						20 000,00	
Gestion de la convention avec le CDG30 Comité médical et Commission de réforme	011	0202	6228			55 000,00	
Prestation						55 000,00	
Gestion des frais médicaux liés à la carrière	012	0201	6475			150 000,00	
Prestation						150 000,00	
Paye des agents	011	314	6225			1 400,00	
	012	0201	6331			293 000,00	
	012	0201	6332			86 000,00	
	012	0201	6336			153 500,00	
	012	0201	64111			16 956 324,00	
	012	0201	64112			286 000,00	
	012	0201	64113			189 000,00	
	012	0201	64118			6 481 700,00	
	012	0201	64131			1 755 000,00	
	012	0201	6451			2 808 000,00	
	012	0201	6453			5 271 190,00	
	012	0201	6456			200 000,00	
	012	0201	6473			513 080,00	

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
	012	20	6331			128 300,00	
	012	20	6332			66 000,00	
	012	20	6336			118 200,00	
	012	20	64111			11 249 400,00	
	012	20	64112			179 800,00	
	012	20	64113			186 000,00	
	012	20	64118			2 424 000,00	
	012	20	64131			2 151 300,00	
	012	20	6451			2 329 060,00	
	012	20	6453			3 838 000,00	
	012	30	6331			25 300,00	
	012	30	6332			7 100,00	
	012	30	6336			12 120,00	
	012	30	64111			1 262 500,00	
	012	30	64112			20 200,00	
	012	30	64113			17 200,00	
	012	30	64118			284 000,00	
	012	30	64131			61 812,00	
	012	30	6451			212 100,00	
	012	30	6453			410 100,00	
	012	313	6331			15 200,00	
	012	313	6332			4 750,00	
	012	313	6336			8 450,00	
	012	313	64111			924 150,00	
	012	313	64112			11 110,00	
	012	313	64113			17 200,00	
	012	313	64118			173 720,00	
	012	313	6451			145 500,00	
	012	313	6453			303 000,00	
	012	314	6332			2 630,00	
	012	314	6336			4 650,00	
	012	314	64111			474 700,00	
	012	314	64112			6 100,00	
	012	314	64113			19 200,00	
	012	314	64118			129 103,00	
	012	314	64131			33 350,00	
	012	314	6451			85 850,00	
	012	314	6453			159 100,00	
	012	315	6331			15 150,00	
	012	315	6332			4 545,00	
	012	315	6336			7 700,00	
	012	315	64111			808 000,00	
	012	315	64112			11 200,00	
	012	315	64113			21 800,00	
	012	315	64118			157 800,00	

Paye des agents

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
	012	315	64131			48 000,00	
	012	315	6451			137 700,00	
	012	315	6453			258 600,00	
	012	41	6331			52 520,00	
	012	41	6332			24 240,00	
	012	41	6336			43 430,00	
	012	41	64111			4 242 000,00	
	012	41	64112			90 900,00	
	012	41	64113			112 650,00	
	012	41	64118			728 450,00	
	012	41	64131			612 800,00	
	012	41	6414			12 450,00	
	012	41	6451			837 300,00	
	012	41	6453			1 376 000,00	
	012	50	6331			272 700,00	
	012	50	6332			111 100,00	
	012	50	6336			200 000,00	
	012	50	64111			19 605 000,00	
	012	50	64112			384 000,00	
	012	50	64113			715 100,00	
	012	50	64118			3 554 000,00	
	012	50	64131			2 080 600,00	
	012	50	6451			3 706 700,00	
	012	50	6453			6 565 000,00	
	012	60	6331			136 350,00	
	012	60	6332			69 200,00	
	012	60	6336			125 300,00	
	012	60	64111			13 635 000,00	
	012	60	64112			240 400,00	
	012	60	64113			169 700,00	
	012	60	64118			3 921 900,00	
	012	60	64131			260 800,00	
	012	60	6451			2 168 500,00	
	012	60	6453			4 441 000,00	
	012	70	6331			13 736,00	
	012	70	6332			4 040,00	
	012	70	6336			7 070,00	
	012	70	64111			740 330,00	
	012	70	64112			16 665,00	
	012	70	64113			7 070,00	
	012	70	64118			206 870,00	
	012	70	64131			32 320,00	
	012	70	6451			123 220,00	
	012	70	6453			239 900,00	
	012	738	6331			2 020,00	

Paye des agents

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
	012	738	6332			1 515,00	
	012	738	6336			3 030,00	
	012	738	64111			295 930,00	
	012	738	64112			2 424,00	
	012	738	64113			909,00	
	012	738	64118			80 340,00	
	012	738	6451			46 460,00	
	012	738	6453			94 435,00	
	012	90	6331			7 800,00	
	012	90	6332			2 222,00	
	012	90	6336			3 950,00	
	012	90	64111			429 250,00	
	012	90	64112			15 150,00	
	012	90	64113			5 050,00	
	012	90	64118			103 252,00	
	012	90	6451			66 800,00	
	012	90	6453			138 600,00	
	012	921	6331			13 130,00	
	012	921	6332			3 650,00	
	012	921	6336			7 070,00	
	012	921	64111			707 000,00	
	012	921	64112			17 170,00	
	012	921	64113			15 150,00	
	012	921	64118			232 805,00	
	012	921	64131			14 140,00	
	012	921	6451			111 605,00	
	012	921	6453			227 452,00	
	013	0201	6419				400 000,00
	013	0201	6459				200 000,00
	016	550	6331			27 270,00	
	016	550	6332			10 605,00	
	016	550	6336			18 700,00	
	016	550	64111			1 994 300,00	
	016	550	64112			48 000,00	
	016	550	64113			84 032,00	
	016	550	64118			328 654,00	
	016	550	64131			177 962,00	
	016	550	6451			340 370,00	
	016	550	6453			606 505,00	
	017	566	6331			28 280,00	
	017	566	6332			11 110,00	
	017	566	6336			19 700,00	
	017	566	64111			2 085 350,00	
	017	566	64112			41 500,00	
	017	566	64113			9 100,00	

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Paye des agents	017	566	64118			367 650,00	
	017	566	64131			280 800,00	
	017	566	6451			370 360,00	
	017	566	6453			624 200,00	
	6586	01	65861			454 500,00	
	70	0201	70328				20 000,00
	75	0201	7588				200 000,00
	75	0202	752				60 000,00
Prestation						146 428 512,00	880 000,00
Paye des Assistants familiaux	012	51	6331			155 000,00	
	012	51	6336			152 000,00	
	012	51	64121			19 469 000,00	
	012	51	64123			90 000,00	
	012	51	64126			65 000,00	
	012	51	64128			120 000,00	
	012	51	6451			4 500 000,00	
	012	51	6453			790 000,00	
	012	51	6471			76 500,00	
	012	51	6473			130 000,00	
	65	51	6522			5 921 500,00	
Prestation						31 469 000,00	
Prise en charge de rentes et pensions pour incapacité	012	0201	6488			2 000,00	
Prestation						2 000,00	
Prise en charge des frais de déplacement des agents	011	0201	6251			40 000,00	
Prestation						40 000,00	
Remboursement de frais aux Assistants Familiaux	011	51	6245			1 165 000,00	
	011	51	6251			35 000,00	
Prestation						1 200 000,00	
Remboursement des trajets domicile travail	012	0201	6488			50 000,00	
Prestation						50 000,00	
Remboursements de frais aux agents	011	0201	6251			121 741,00	
	011	20	6251			46 806,00	
	011	30	6251			21 603,00	
	011	313	6251			15 302,00	
	011	314	6251			2 250,00	
	011	315	6251			2 700,00	
	011	41	6251			131 418,00	
	011	50	6251			450 062,00	
	011	60	6251			270 038,00	

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Remboursements de frais aux agents	011	621	6251			15 662,00	
	011	70	6251			8 731,00	
	011	738	6251			17 462,00	
	011	90	6251			7 201,00	
	011	921	6251			6 301,00	
	016	550	6251			37 805,00	
	017	566	6251			45 006,00	
Prestation						1 200 088,00	
Ruptures conventionnelles des assistants familiaux	012	51	64126			31 000,00	
Prestation						31 000,00	
Ruptures conventionnelles du personnel titulaire	012	0201	64116			30 000,00	
Prestation						30 000,00	
Soutien au développement de l'apprentissage	012	0201	6417			200 000,00	
Prestation						200 000,00	
Totaux						182 407 600,00	3 180 000,00

Service S0063 DRH - SERVICE EMPLOI ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Accompagnement à l'évolution professionnelle (CPF)	011	0201	6184			110 000,00	
Prestation						110 000,00	
Coaching et accompagnement des parcours	011	0201	6184			25 000,00	
Prestation						25 000,00	
Colloques hors cnfpt	011	0201	6185			25 000,00	
Prestation						25 000,00	
Formation aux logiciels métiers	011	0201	6184			90 000,00	
Prestation						90 000,00	
Formation bureautique et outils numériques	011	0201	6184			40 000,00	
Prestation						40 000,00	
Formation collectives internes	011	0201	6132			10 000,00	
	011	0201	6184			195 000,00	
	011	0202	6281			2 400,00	
	70	01	70878				8 000,00
Prestation						207 400,00	8 000,00
Formation des Assistants Familiaux	011	51	6184			50 000,00	
Prestation						50 000,00	
Formation des services civiques	011	0201	6184			5 000,00	
Prestation						5 000,00	
Formations individuelles hors CNFPT	011	0201	6184			160 000,00	
Prestation						160 000,00	
Frais pédagogiques des apprentis	011	0201	6184			100 000,00	
Prestation						100 000,00	
Gestion des études et diagnostics en situation de travail	011	0201	62268			10 000,00	
Prestation						10 000,00	
Gratification des stagiaires	012	0201	6218			65 000,00	
Prestation						65 000,00	
Marché santé sécurité au travail	011	0201	6184			140 000,00	
Prestation						140 000,00	
Participation à des concours	011	0201	6188			15 000,00	
Prestation						15 000,00	
Prise en charge de frais dans le cadre de formations	011	0201	6251			30 000,00	
Prestation						30 000,00	
Recrutement des candidats	011	0201	62268			15 000,00	
	011	0201	6231			20 000,00	
Prestation						35 000,00	
Remboursements de frais liés à la formation des agents	011	0201	6251			10 000,00	
Prestation						10 000,00	
Totaux						1 117 400,00	8 000,00

Service S0190 DRH - SERVICE PREVENTION ET QUALITE DE VIE AU TRAVAIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Achat de matériel ergonomique pour test	011	0202	60632			5 000,00	
Prestation						5 000,00	
Aides versées dans le cadre du FIPHFP	65	0201	6518			20 000,00	
	74	0201	74788				50 000,00
Prestation						20 000,00	50 000,00
Aménagement de postes RQTH	011	0202	60632			30 000,00	
Prestation						30 000,00	
Conseil et appui technique en matière de prévention des risques professionnels	011	0202	6228			50 000,00	
Prestation						50 000,00	
Inspection dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité	012	0201	6218			10 000,00	
Prestation						10 000,00	
Matériel SPQVT Achat et Maintenance	011	0202	60632			20 000,00	
Prestation						20 000,00	
Métrologie	011	0202	6185			10 000,00	
Prestation						10 000,00	
Séminaires relatifs à la qualité de vie au travail	011	0202	6228			20 000,00	
Prestation						20 000,00	
Totaux						165 000,00	50 000,00

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Il est décidé de modifier les inscriptions budgétaires 2022 comme suit :

Les missions fondamentales de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique :

- Veiller à ce que l'action du Département soit conforme au Droit,
- Gérer les indemnités des élus et défraiements des élus,
- Organiser et gérer la formation des élus,
- Assurer la veille et la diffusion de sources documentaires et juridiques concernant les activités du Conseil départemental,
- Subventionner les associations d'élus et contribuer aux animations d'intérêt local,
- Organiser le travail des élus en commissions et en assemblée,
- Contrôler a priori et a posteriori les dossiers de demande de subvention,
- Assurer la gestion et la distribution du courrier,
- Développer la qualité juridique et opérationnelle des prestations de commande publique,
- Assurer une fonction d'accompagnement de l'ensemble des directions acheteuses,

Pour mener à bien l'ensemble de ces missions, il est décidé les inscriptions budgétaires suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

A) Service courrier (434 000,00 €)

Pour assurer le suivi administratif du courrier (réception, tri du courrier entrant et interne, instruction, enregistrement et affranchissement du courrier sortant) et la distribution du courrier au sein des services (dépôt et relève du courrier dans les services administratifs, au cabinet et au sein des groupes politiques), il est décidé d'inscrire **434 000,00 €** ventilés de la manière suivante :

011	0202	6064 :	3 000,00 €
011	0202	6135 :	7 000,00 €
011	0202	6248 :	3 000,00 €
011	0202	6261 :	376 000,00 €
11	52	6261 :	45 000,00 €

B) Service des Assemblées (7 000,00 €)

Dans le cadre d'un marché de prestations de service, le service des Assemblées fait appel à une société pour l'enregistrement et la transcription des débats des séances, il est décidé d'inscrire **7 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 021, nature 62268.

C) Service des commissions (2 739 000,00 €)

1) Le paiement des cotisations à des associations d'élus

Afin de se doter d'une assistance, d'un conseil et d'une représentativité auprès des pouvoirs locaux, le Conseil départemental cotise à différentes associations d'élus : l'Assemblée des Départements de France, l'Association Assemblée des Femmes, l'Association Nationale des Elus de la Montagne, l'Association Française, Communes, Régions, Europe et l'Association Nationale des Elus du Littoral. Ces cotisations estimées à **65 000,00 €** sont inscrites sur le chapitre 011, fonction 0202, nature 6281.

2) Les subventions à des associations d'élus

Pour assurer le fonctionnement de l'association de retraite des Conseillers Généraux du Gard, le Conseil départemental verse une subvention d'équilibre telle que prévue par l'article L. 3123-25 du Code Général des Collectivités territoriales. Cette subvention est fixée à **325 000,00 €**.
300 000,00 € sur le chapitre 65 fonction 021 nature 6574 AE 2014 ARCGG et 25 000,00 € sur le chapitre 65 fonction 021 nature 6574

3) La gestion des indemnités et défraiements des élus

Pour les cotisations retraite et de sécurité sociale et la gestion des remboursements des frais de déplacement des élus conformément aux dispositions votées par l'Assemblée délibérante, il est décidé d'inscrire **2 295 000,00 €** au titre des indemnités des élus, ventilés de la manière suivante :

65	0201	65888 :	30 000,00 €
65	021	6531 :	1 580 000,00 €
65	021	6533 :	175 000,00 €
65	021	6534 :	505 000,00 €
65	021	65372 :	5 000,00 €

4) L'organisation et la gestion des formations des élus

Le Conseil départemental prend en charge les formations et le remboursement des éventuels frais de déplacements liés aux formations des conseillers départementaux **4 000,00 €** sur le chapitre 65, fonction 021, nature 6535.

5) Gestion des frais de mission et de déplacement des élus

Le Conseil départemental prend en charge les formations et le remboursement des éventuels frais de déplacements, les crédits inscrits s'élèvent à **50 000,00 €** sur le chapitre 65, fonction 021, nature 6532.

D) Service juridique (149 000,00 €)

1) Le versement de subventions aux organismes à caractère juridique

Pour la contribution des organismes UFC Que Choisir Nîmes et Alès, il est décidé d'inscrire **6 000,00 €** sur le chapitre 65, fonction 0202, nature 6574.

2) La gestion du contentieux

Le service juridique représente les intérêts de la collectivité devant les juridictions, soit directement, soit par le biais d'avocats. Même si la plus grande partie des dossiers est prise en charge par les conseillers juridiques, certaines affaires sont défendues par des avocats, de par leur complexité ou leur caractère sensible ou encore quand le ministère d'avocat est obligatoire (devant la Cour Administrative d'Appel par exemple). La sollicitation des avocats se fait dans le cadre d'un marché de prestations juridiques.

Ces crédits inscrits au chapitre 011, fonction 0202, nature 6227 s'élèvent à **101 000,00 €**.

3) La mise en œuvre de la protection fonctionnelle des agents

La collectivité est tenue d'assurer la protection de ses agents. Le droit à la protection juridique des fonctionnaires, victimes d'agression dans le cadre de leurs fonctions ou de condamnations civiles ou pénales liées à une faute de service, est une garantie qui concerne l'ensemble des agents publics, titulaires ou non titulaires, des collectivités territoriales.

Ces besoins estimés à **7 000,00 €** sont inscrits sur les imputations suivantes :

011	0202	6227 :	5 000,00 €
011	0202	62878 :	2 000,00 €

4) La rédaction d'études juridiques

Le service Juridique intervient en appui et en conseil à destination de l'ensemble des services du Département, éventuellement en lien avec des conseils externes, pour faciliter l'élaboration des actes, des montages juridiques des projets, dans une perspective d'aide à la décision. Ces consultations sont quasiment toutes prises en charge directement par le service juridique. Cependant, certaines consultations, de par leur technicité ou leur sensibilité, sont prises en charge par des cabinets d'avocats dans le cadre d'un marché de prestations juridiques. Les besoins de crédits sont estimés à **35 000,00 €** inscrits sur le chapitre 011, fonction 0202, nature 6227.

E) Service instruction et contrôle des subventions : 184 000,00 €

Le service d'Appui de la DGARI a en charge la gestion financière des animations d'intérêt local, opérée sur la base des subventions de fonctionnement votées par l'organe délibérant et attribuées aux associations ou structures publiques du territoire gardois ; le montant de ces subventions est estimé à **184 000,00 €** inscrit sur le chapitre 65, fonction 0202, nature 6574.

F) Service passation de la commande publique : 60 000,00 €

En tant qu'acheteur, et selon le type de procédures le Conseil départemental publie ses avis de marché soit dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics soit dans un journal habilité à recevoir des annonces légales. Le coût de ces publications en fonctionnement est estimé à **60 000,00 €** imputés sur le chapitre 011, fonction 0202, nature 6231.

G) Service outils et ressources (4 000,00 €)

Afin d'accompagner les directions acheteuses dans le processus d'achat public, il est décidé d'inscrire **4 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 0202, nature 62268.

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

En tant qu'acheteur, et selon le type de procédures, le Conseil départemental publie ses avis de marché soit dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics soit dans un journal habilité à recevoir des annonces légales.

Ces frais d'insertion réglementaires des marchés publics sont estimés à **75 000,00 €** pour l'exercice budgétaire 2022 et seront ventilés de la manière suivante :

20	0202	2033 :	25 000,00 €
20	221	2033 :	25 000,00 €
20	621	2033 :	25 000,00 €

Au final, le budget de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique s'établit globalement comme suit :

En dépenses en fonctionnement :	3 577 000,00 €
En dépenses d'investissement :	75 000,00 €
Montant total :	3 652 000,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Service S0002 DAJCP-SERVICE COURRIER

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Expédition du courrier	011	0202	6064			3 000,00
	011	0202	6135			7 000,00
	011	0202	6248			3 000,00
	011	0202	6261			376 000,00
	011	52	6261			45 000,00
Prestation						434 000,00
Totaux						434 000,00

Service S0006 DACP - SERVICE PASSATION COMMANDE PUBLIQUE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Publication des avis de publicité et d'attribution	011	0202	6231			60 000,00	
	20	0202	2033				25 000,00
	20	221	2033				25 000,00
	20	621	2033				25 000,00
Prestation						60 000,00	75 000,00
Totaux						60 000,00	75 000,00

Service S0119 DAJCP- SERVICE ASSEMBLEES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Enregistrement et transcription des débats	011	021	62268			7 000,00
Prestation						7 000,00
Totaux						7 000,00

Service S0120 DAJCP - SERVICE COMMISSIONS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Cotisations à des associations d'Elus	011	0202	6281			65 000,00
Prestation						65 000,00
Gestion des frais de déplacement liés à la formation des élus	65	021	6535			4 000,00
Prestation						4 000,00
Gestion des frais de mission et de déplacement des élus	65	021	6532			50 000,00
Prestation						50 000,00
Indemnités dues aux élus	65	0201	65888			30 000,00
	65	021	6531			1 580 000,00
	65	021	6533			175 000,00
	65	021	6534			505 000,00
	65	021	65372			5 000,00
Prestation						2 295 000,00
Subvention à des associations d'élus	65	021	6574			25 000,00
	65	021	6574	2014	ARCGG	300 000,00
Prestation						325 000,00
Totaux						2 739 000,00

Service S0125 DAJCP- SERVICE JURIDIQUE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Protection Fonctionnelle des agents	011	0202	6227			5 000,00
	011	0202	62878			2 000,00
Prestation						7 000,00
Rédaction d'études juridiques	011	0202	6227			35 000,00
Prestation						35 000,00
Représentation des intérêts de la collectivité	011	0202	6227			101 000,00
Prestation						101 000,00
Subvention aux organismes à caractère juridique	65	0202	6574			6 000,00
Prestation						6 000,00
Totaux						149 000,00

Service S0127 DAJCP - SERVICE INSTRUCTION ET CONTROLE DES SUBVENTIONS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Répartition des enveloppes cantonales "Animations d'intérêt local"	65	0202	6574			184 000,00
Prestation						184 000,00
Totaux						184 000,00

Service S0185 DACP - SERVICE OUTILS ET RESSOURCES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Actions de sensibilisation et de formation aux marchés publics	011	0202	62268			4 000,00
Prestation						4 000,00
Totaux						4 000,00

DIRECTION DE L'INGENIERIE FINANCIERE ET DES FONDS EUROPEENS

Le budget 2022 de la DIFFE est un budget de fonctionnement avec d'une part des dépenses liées au suivi de nos actions sur les Fonds Structurels FEDER, FEADER et d'autre part des dépenses et recettes relatives à la gestion de la subvention globale du FSE qui va devenir le FSE+ dès 2022.

L'année 2022 sera donc une année de transition entre la fin de la programmation du FSE pour la période 2014/2020 reconduite en 2021 et la première année de programmation de la période 2021/2027 du FSE+ en 2022.

Résultant de la fusion du FSE, de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ), du Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis (FEAD) et du Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI), le FSE+ reste le principal instrument financier de l'Union européenne permettant d'investir dans le capital humain.

En effet, le FSE+ constitue un des fonds structurels et d'investissement européens (FESI) dont le but est, pour la période de programmation 2021-2027, de soutenir les projets liés à l'emploi autour de trois grands domaines d'intervention :

- Inclusion sociale et lutte contre la pauvreté ;
- Efficacité des marchés du travail et égalité d'accès à un emploi de qualité ;
- Education, formation et apprentissage tout au long de la vie.

En outre, le FSE+ vise à :

- Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées de l'emploi ;
- Promouvoir l'insertion professionnelle des jeunes ;
- Améliorer les compétences des salariés ;
- Promouvoir un marché du travail inclusif ;
- Lutter contre la pauvreté notamment des enfants ;
- Apporter une aide alimentaire et une assistance matérielle de base aux plus démunis ;
- Favoriser l'innovation sociale.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la programmation FSE+ 2021-2027, la ventilation des crédits FSE+ entre territoires et organismes intermédiaires repose désormais sur des critères objectifs et neutres basés sur des éléments statistiques à l'échelle des 13 départements d'Occitanie.

Ainsi, les indicateurs retenus, à ce jour, par les services de l'Etat s'articulent autour du poids relatif de la population départementale par rapport à la population régionale au titre des publics suivants :

- AAH : Allocation aux Adultes Handicapés ;
- BRSA : Bénéficiaires du RSA ;
- ASE : Aide Sociale à l'Enfance ;
- DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée ;
- Inactifs
- NEET : Jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études et ni en formation.

A cet effet, l'enveloppe prévisible des crédits FSE+ pour le Conseil départemental du Gard serait supérieure à la période 2014/2020.

Un point sera fait à l'occasion de la Décision Modificative en vue de procéder aux ajustements nécessaires sur le montant consolidé de l'enveloppe FSE+.

I. CONJUGUER JUSTICE SOCIALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE POUR L'EMPLOI ET L'INSERTION

Pour favoriser le maintien et la création d'emplois et développer l'économie solidaire il est décidé de Promouvoir l'inclusion sociale, lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination (FSE).

La programmation 2014/2020 des fonds européens FSE a été reconduite en 2021 et la prochaine période FSE+ ne devrait démarrer qu'au 2^{ème} trimestre 2022. L'exercice 2022 traduira cette transition en deux temps.

Ainsi, il est décidé d'inscrire les crédits de fonctionnement nécessaires au solde des actions précédemment engagées sur le FSE et les crédits de fonctionnement nécessaires aux nouvelles actions engagées sur le FSE+.

Notre collectivité en sa qualité d'Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion de la Subvention Globale du FSE fera l'avance de 50% des fonds pour les porteurs de projets qui auront été retenus au titre d'un appel à lancer au cours du 1^{er} semestre 2022.

Aussi, il est décidé :

➤ De créer :

Une AP « FSE+ 2022 » d'un montant de 12 000 000,00 €

➤ D'inscrire, en fonctionnement :

1 600 000,00 € en crédits de paiement « INCLUSION 2015 » sur l'imputation 65 041 6574 61
40 000,00 € en crédits de paiement « INCLUSION 2015 » sur l'imputation 65 041 65735 61
50 000,00 € en crédits de paiement « INCLUSION 2015 » sur l'imputation 65 041 65734 61

➤ D'inscrire, en fonctionnement :

1 000 000,00 € en crédits de paiement « FSE+ 2022 » sur l'imputation 65 041 6574
20 000,00 € en crédits de paiement « FSE+ 2022 » sur l'imputation 65 041 65735
30 000,00 € en crédits de paiement « FSE+ 2022 » sur l'imputation 65 041 65734

➤ D'inscrire, en fonctionnement :

20 000,00 € en crédits de paiement sur l'imputation 011 58 6228

➤ D'inscrire, en recettes de fonctionnement :

2 500 000,00 € en crédits de paiement « INCLUSION 2015 » sur l'imputation 74 041 74771

II. FAVORISER LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES EUROPEENS DANS LE GARD

A) Appui technique pour des projets de coopération territoriale

La mise en œuvre et la mobilisation du FSE+ en 2022 nécessitera pour le Conseil départemental l'appui technique d'un prestataire et des formations aux agents/élus concernés. Aussi, il est décidé d'inscrire, en fonctionnement **14 000,00 €** en crédits de paiement sur le chapitre 011, fonction 048, nature 6228.

B) Cotisation à des réseaux de coopération territoriale

Dans cette période d'évolution des règlements européens ou l'accès à l'information et la mobilisation des réseaux demeurent prépondérantes, les participations et cotisations annuelles aux structures œuvrant dans le champ des dispositifs financiers européens permettent de défendre les intérêts du Conseil départemental au titre des fonds de l'Union Européenne, mais aussi de soutenir le développement des territoires qui compose le Gard :

Aussi, il est décidé d'inscrire, en fonctionnement **8 000,00 €** en crédits de paiement sur le chapitre 011, fonction 048, nature 6281.

C) Subventions de fonctionnement à la Maison de l'Europe

Il s'agit pour le Conseil départemental de soutenir les missions et activités de la Maison de l'Europe de Gard Lozère, au bénéfice de deux des projets portés par cet organisme :

- Formation et ingénierie de projets européens
- Organisation d'évènements européens

Aussi, il est décidé d'inscrire, en fonctionnement **5 000,00 €** en crédits de paiement sur le chapitre 65, fonction 048, nature 6574.

D) Subvention et participation aux PETR et au GAL Cévennes

Afin d'assurer la solidarité territoriale, le Conseil départemental accompagne chaque année financièrement les GALs (Groupe d'Action Locale Leader) au titre du dispositif LEADER pour la mise en place réglementaire et opérationnelle de ce dispositif de l'UE. Cela inclut l'appui technique et le conseil auprès des porteurs de projets potentiels.

Aussi, il est décidé d'inscrire, en fonctionnement :

- **30 000,00 €** en crédits de paiement sur le chapitre 65, fonction 91, nature 65734
- **35 000,00 €** en crédits de paiement sur le chapitre 65, fonction 91, nature 6574

Au total, il est décidé d'inscrire au titre de l'exercice budgétaire 2022 :

En dépenses de fonctionnement :	2 852 000,00 €
En recettes de fonctionnement :	2 500 000,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Ingénierie Financière et des Fonds Européens

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2014	FSEPLIENM	PROGRAMMATION FSE NIMES METROPOLE	714 242,96	0,00	714 242,96	0,00	31,05
2015	INCLUSION	PROGRAMMATION CG PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL EMPLOI INCLUSION (2014-2020)	13 657 136,59	1 121 107,95	14 778 244,54	1 690 000,00	1 850 288,36
2016	GALSLEADER	APPUI AU 4 GALS "LEADER"	321 063,02	0,00	321 063,02		
2022	FSE+	PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE PROGRAMMATION FSE+ 2022 2027		12 000 000,00	12 000 000,00	1 050 000,00	10 950 000,00

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2015	INCLUSION	PROGRAMMATION CG PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL EMPLOI INCLUSION (2014-2020)	14 888 380,30	2 500 000,00	17 388 380,30	2 500 000,00	6 157 335,17
2016	GALSLEADER	APPUI AU 4 GALS "LEADER"	1 134,32	0,00	1 134,32		

Service S0094 DIFF - DIRECTION INGENIERIE FINANCIERE ET FONDS EUROPEENS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Appui technique pour des projets de coopération territoriale	011	048	6228			14 000,00	
Prestation						14 000,00	
Cotisation à des réseaux de coopération territoriale	011	048	6281			8 000,00	
Prestation						8 000,00	
Promouvoir l'inclusion sociale lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination (FSE)	011	58	6228			20 000,00	
	65	041	65734	2015	INCLUSION	50 000,00	
	65	041	65734	2022	FSE+	30 000,00	
	65	041	65735	2015	INCLUSION	40 000,00	
	65	041	65735	2022	FSE+	20 000,00	
	65	041	6574	2015	INCLUSION	1 600 000,00	
	65	041	6574	2022	FSE+	1 000 000,00	
	74	041	74771	2015	INCLUSION		2 500 000,00
Prestation						2 760 000,00	2 500 000,00
Subvention de fonctionnement à la Maison de l'Europe	65	048	6574			5 000,00	
Prestation						5 000,00	
Subvention et participation aux PETR et au GAL Cévennes	65	91	65734			30 000,00	
	65	91	6574			35 000,00	
Prestation						65 000,00	
Totaux						2 852 000,00	2 500 000,00

MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE

Afin de répondre à ses missions :

- de surveillance médicale des agents, lors de consultations au cours desquelles le médecin questionne l'agent sur son état de santé, ses conditions de travail et procède à un examen clinique ;
- de surveillance par des examens complémentaires réalisés en interne au service : visio-test, audio-test, spirographie, analyse d'urines, électrocardiographie ;
- de prescriptions d'examens complémentaires, ainsi que de bilans de prévention et de protection proposés aux agents qui sont exposés à des risques professionnels identifiés ; examens à réaliser :
 - auprès de laboratoires d'analyses médicales lorsqu'il y a des risques de contamination infectieuse pour les personnels travaillant en cuisine/restauration, pour certains agents de laboratoire, etc....
 - auprès de cabinet de radiologie dans le cadre de réalisation de radiographies pulmonaires,
 - auprès d'un médecin spécialiste (ophtalmologue, pneumologue, cardiologue...) lorsque les conditions de travail le justifient,
- de prévoir des sérologies spécifiques, notamment à tous les agents exposés à titre professionnel à des risques de contamination par l'hépatite B, par la rage, par la leptospirose, par l'hépatite A, etc... ;
- de fournir des trousse de secours, selon les dispositions en vigueur ;
- de donner les consignes d'urgence et de prodiguer les premiers soins dans le service ;
- de proposer des vaccinations, dans le cadre des actions de santé publique auprès de tout le personnel (DTP-Revaxis et grippe), en plus des vaccinations obligatoires de par la profession des agents ;
- de prévoir l'acquisition des équipements spécialisés, de petit matériel médical et paramédical nécessaires à ses missions, dans le cadre d'équipement complémentaire destiné au cabinet médical et aux infirmeries, selon la réglementation en vigueur ;
- de prévoir l'achat de matériel/outils de travail (matériel de base, tests psycho-techniques)
- de prévoir les réparations des pannes sur le matériel de diagnostic médical,
- de prévoir la prévention des risques professionnels,

Le médecin a évalué le budget prévisionnel 2022 à **46 500,00 €**, cette demande tenant compte des recommandations de la collectivité et de l'effectif actuel de 3 720 agents comprenant, 2 998 titulaires, stagiaires sur emploi permanent, 171 contractuels emploi permanent, 83 contractuels emploi non permanent et 468 assistants familiaux qui seront suivis en médecine professionnelle et préventive de façon systématique.

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement pour la médecine professionnelle et préventive s'élèvent à **45 000,00 €** ventilées ainsi :

- Les examens médicaux et paramédicaux : 30 000 € imputés au 012-0201-6475
- Produits pharmaceutiques et de soins : 8 000 € imputés au 011-0201-60661
- Produits de vaccination à usage humain : 3 500 € imputés au 011-0201-60662
- Petit matériel médical et paramédical : 500 € imputés au 011-0201-60632
- Achat de matériels d'animation et de prévention médicale : 2 000 € imputés au 011-0201-6068
- Réparation du matériel médical utilisé par le service : 1 000 € imputés au 011-41-61558

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Concernant les dépenses d'investissement, il est prévu d'inscrire : **1 500,00 €** imputés au chapitre 021, fonction 41, nature 2188 pour la prévention des risques professionnels. Toutes ces actions de santé préventives visent à dépister et à réduire les facteurs de risques de maladies susceptibles de perturber l'état de santé des agents sur leur lieu de travail.

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Médecine Professionnelle et Préventive.

Service S0065 DGARI - MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Examen médical	011	0201	60632			500,00	
	011	0201	6068			2 000,00	
	011	41	61558			1 000,00	
	012	0201	6475			30 000,00	
	21	41	2188				1 500,00
Prestation						33 500,00	1 500,00
Vaccinations et petits soins	011	0201	60661			8 000,00	
	011	0201	60662			3 500,00	
Prestation						11 500,00	
Totaux						45 000,00	1 500,00

DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION

La présente délibération expose les propositions budgétaires s'appliquant pour l'exercice 2022 à la Direction de l'Innovation et des Systèmes d'Information.

Ce budget s'inscrit dans le cadre de la poursuite des projets de dématérialisation, du développement des téléservices pour les gardois, du télétravail et des usages nomades mais surtout, il permettra :

- de sécuriser notre système d'information qui devient plus accessible donc plus vulnérable,
- d'adapter les ressources aux besoins : montée en débit du réseau et modernisation du parc informatique (sites départementaux et collèges) afin de permettre aux agents et aux collégiens gardois de travailler dans de meilleures conditions.
- de répondre aux enjeux de la gestion de la Donnée afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique et répondre aux obligations réglementaires d'Open Data.

Ainsi, il est décidé :

-Un budget d'investissement de 3 124 458,00 € en dépenses (dont 1 019 220,00 € affectés à la dotation des collèges) qui permettra de :

- Poursuivre le déploiement de la mobilité (nomadisme pour le télétravail, saisie embarquée, connexion au SI départemental, smartphones, matériel IP, PC portables, tablettes hybrides, extension du réseau Wifi, visio-conférence...);
- Mettre en place des équipements et des logiciels en lien avec les usages ;
- Garantir et développer un socle technique performant, pérenne et sécurisé, (Office 365, Citrix) ;
- Dématérialiser et simplifier les processus internes et répondre aux obligations réglementaires ;
- Développer des e-services (dispositifs du social et des routes...);
- Structurer, fiabiliser et pérenniser les données du Conseil départemental (archivage définitif, serveurs, stockage et logiciel de gestion des données...);
- Poursuivre le renouvellement du parc informatique des 53 collèges et mettre en place des salles de cours hybrides (classes virtuelles).

-Un budget de fonctionnement de 3 789 375,00 € en dépenses (dont 503 000,00 € affectés aux collèges) qui permettra notamment de :

- Sécuriser le système d'information du Conseil départemental ;
- Couvrir les dépenses de moyens d'impression et de télécoms et à iso budget, étendre la flotte de téléphonie mobile et le service associé (abonnement data) afin de fournir un package pour l'utilisateur nomade ;
- Satisfaire les besoins croissants liés aux nouveaux usages numériques en augmentant les débits des sites départementaux et fournir un système d'information de meilleure qualité aux collèges ;
- Assurer l'hébergement, l'exploitation, la maintenance et le support des matériels et des logiciels ;
- Assister et accompagner aux nouvelles pratiques et faire monter en compétences (SI RH) ;
- Mettre en place des nouveaux outils (Evaluation des compétences numériques (PIX) et assistance interactive aux utilisateurs (Chatbot) ;
- Protéger et sécuriser le système d'information du Conseil départemental.

I. COORDONNER LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA DISI

Dépenses de fonctionnement : 1 601 175,00 €

Liaisons inter sites (data et internet)	557 400,00 €
Très haut débit des collèges (Gecko, Illico et THD'OC)	431 000,00 €
Téléphonie fixe	345 020,00 €
Téléphonie mobile	207 130,00 €
Cotisations clubs utilisateurs (OPENIG, CAPDEMAT...)	27 255,00 €
Liaisons très haut débit Gecko et THD'OC	23 000,00 €
Envoi SMS en nombre	5 200,00 €
Cotisations forums éditeurs	5 170,00 €

Total dépenses de fonctionnement : **1 601 175,00 €**

II. DEPLOYER, SECURISER ET MAINTENIR LES EQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES

A) En recettes : 50 000,00 €

Il est décidé d'inscrire une recette pour les frais occasionnés lors de la crise sanitaire. **50 000,00 €**

B) En dépenses : 1 695 800,00 €

1) Section d'investissement

Sécurisation du cœur de réseau informatique et remplacement des serveurs en fin de vie	175 000,00 €
Licences d'accès en mobilité au SI du CD30 : TT, ATTE, astreintes...)	160 000,00 €
Logiciel de gestion de données	60 000,00 €
Logiciel de sécurisation des accès internet	30 000,00 €
Licences Microsoft pour serveurs	115 000,00 €
Extension du réseau Wifi	5 000,00 €
Logiciels de développement d'applications	5 000,00 €
Câblage réseau des bâtiments	90 000,00 €

Total crédits d'investissement : **640 000,00 €**

2) Section de fonctionnement

Abonnement messagerie collaborative Microsoft Office 365 et antispam	549 000,00 €
Audits de sécurité (remédiation, réseau, Citrix, AD, Alfresco, systèmes bases de données, sites externes)	45 500,00 €
Maintenance matériels et logiciels des systèmes et réseaux et bases de données	25 300,00 €
Abonnement aux logiciels de sécurisation (BAL, sauvegarde de données, serveurs, antispam)	244 000,00 €
Prévention du phishing	15 000,00 €
Assistance technique et transfert de compétences (suite au 7 audits)	117 000,00 €
Petits équipements et pièces détachées diverses	10 000,00 €
Frais occasionnés dans le cadre de la crise sanitaire	50 000,00 €
<u>Total crédits de fonctionnement :</u>	1 055 800,00 €

III. DEPLOYER ET MAINTENIR LES POSTES DE TRAVAIL NUMERIQUES (2 030 020,00 €)

A) Crédits d'investissement

Câblage réseau des collègues	50 000,00 €
Maintien et évolution du parc informatique des collègues (Postes informatiques, tablettes, vidéoprojecteurs, matériel réseau)	885 800,00 €
Droits d'usage du logiciel EDUTICE des collègues	83 420,00 €
Maintien en condition opérationnelle et évolution du parc informatique	495 800,00 €
Renouvellement des moyens d'impression (photocopieurs et traceurs)	89 000,00 €
Périphériques pour équiper les salles de réunion et les sites périphériques (vidéo projecteurs, tableaux interactifs, webcam, visio-conférence, etc.)	30 000,00 €
Logiciels systèmes des postes de travail et de téléphonie sur IP	10 000,00 €
Terminaux de téléphonie fixe et mobile	47 000,00 €
<u>Total crédits d'investissement :</u>	1 691 020,00 €

B) Crédits de fonctionnement

Coût copies des moyens d'impression (photocopieurs, imprimantes, traceurs)	162 000,00 €
Assistance technique (logiciel de systèmes et téléphonie, développement d'applications),	24 000,00 €
Maintenance matérielle et logicielle (autocommutateurs, visioconférence, automate d'appels)	30 000,00 €
Abonnement logiciels bureautiques	16 000,00 €
Pièces détachées, accessoires informatiques, télécoms et consommables	35 000,00 €
Pièces détachées et petits équipements informatiques pour les collègues	30 000,00 €
Abonnement logiciel Starleaf pour les collègues	12 000,00 €
Maintenance des autocommutateurs des collègues	20 000,00 €
Assistance technique pour les collègues	10 000,00 €
<u>Total crédits de fonctionnement :</u>	339 000,00 €

IV. DEPLOYER LE SYSTEME D'INFORMATION ET MAINTENIR LES LOGICIELS EN CONDITION OPERATIONNELLE (1 506 238,00 €)

A) Crédits d'investissement

Evolution et amélioration des applications métiers	278 038,00 €
Dématérialisation et réglementation, migration et nouveaux droits d'usage	505 400,00 €
<u>Total crédits d'investissement :</u>	783 438,00 €

B) Crédits de fonctionnement

Maintenance corrective, support, exploitation des logiciels et certificats	424 024,00 €
Prestations de paramétrage, d'accompagnement et de transfert de compétences	166 200,00 €
Abonnement de logiciels et redevances	132 576,00 €
<u>Total crédits de fonctionnement</u>	722 800,00 €

V. ASSISTER, ACCOMPAGNER ET FORMER (80 600,00 €)

A) Crédits d'investissement

Suite développement de la plateforme SIG (cartes dynamiques)	10 000,00 €
<u>Total crédits d'investissement</u>	10 000,00 €

B) Crédits de fonctionnement

Abonnement à la bibliothèque numérique	6 600,00 €
Abonnement au logiciel Chatbot (robot logiciel d'assistance en ligne ou interactive aux utilisateurs)	21 600,00 €
Abonnement au logiciel PIX (outil d'évaluation des compétences numériques des agents)	20 000,00 €
Accompagnement aux outils collaboratifs Office 365 (Sharepoint)	20 000,00 €
Maintenance et support de la plateforme SIG	2 400,00 €
<u>Total crédits de fonctionnement</u>	70 600,00 €

Le budget de la Direction de l'Innovation et des Systèmes d'Information s'établit globalement comme suit :

En dépenses :

Investissement :	3 124 458,00 €
Fonctionnement :	3 789 375,00 €

En recettes :

Fonctionnement :	50 000,00 €
------------------	-------------

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Innovation et des Systèmes d'Information.

Service S0007 DISI - POLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Fonctionnement de la structure	011	0202	6185			5 170,00
	011	0202	6281			27 255,00
Prestation						32 425,00
Gestion de la comptabilité fournisseurs pour les services télécoms	011	0202	6262			1 137 750,00
Prestation						1 137 750,00
Gestion de la comptabilité fournisseurs pour les services télécoms des collèges	011	221	6262			431 000,00
Prestation						431 000,00
Totaux						1 601 175,00

Service S0015 DISI - SERVICE PRODUCTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Acquisition d'équipements d'infrastructures informatiques	20	0202	2051					370 000,00
	21	0202	2153					60 000,00
	21	0202	2181					30 000,00
	21	0202	21838					180 000,00
Prestation								640 000,00
Frais occasionnés dans le cadre de la crise sanitaire	011	05	6228			50 000,00		
	74	05	74718				50 000,00	
Prestation						50 000,00	50 000,00	
Maintenance d'équipements d'infrastructures informatiques	011	0202	60632			10 000,00		
	011	0202	6156			25 300,00		
	011	0202	6188			808 000,00		
	011	0202	6228			162 500,00		
Prestation						1 005 800,00		
Totaux						1 055 800,00	50 000,00	640 000,00

Service S0137 DISI - SERVICE EQUIPEMENT

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Acquisition des postes de travail numériques	20	0202	2051				10 000,00
	21	0202	21838				525 800,00
	21	0202	21848				89 000,00
	21	0202	2185				47 000,00
Prestation							671 800,00
Acquisition des postes de travail numériques pour les collègues	20	221	2051				83 420,00
	21	221	2153				50 000,00
	21	221	21831				885 800,00
Prestation							1 019 220,00
Maintenance des postes de travail numériques	011	0202	60632			35 000,00	
	011	0202	6156			192 000,00	
	011	0202	6188			16 000,00	
	011	0202	6228			24 000,00	
Prestation						267 000,00	
Maintenance des postes de travail numériques pour les collègues	011	221	60632			30 000,00	
	011	221	6156			20 000,00	
	011	221	6188			12 000,00	
	011	221	6228			10 000,00	
Prestation						72 000,00	
Totaux						339 000,00	1 691 020,00

Service S0138 DISI - SERVICE PROJETS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Assistance à maîtrise d'œuvre et à maîtrise d'ouvrage (AMOE/AMOA)	011	0202	6228			166 200,00	
Prestation						166 200,00	
Déploiement d'applications et des matériels associés	20	0202	2051				774 238,00
	20	52	2051				9 200,00
Prestation							783 438,00
Maintenance des applications et des matériels associés	011	0202	6156			424 024,00	
	011	0202	6188			109 446,00	
	011	52	6156			21 000,00	
	65	0202	65818			2 130,00	
Prestation						556 600,00	
Totaux						722 800,00	783 438,00

Service S0193 DISI - SERVICE UTILISATEURS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Auto Formation	011	0202	6156			2 400,00	
	011	0202	6188			41 600,00	
	011	0202	6228			20 000,00	
	20	0202	2051				10 000,00
Prestation						64 000,00	10 000,00
Formation bureautique	011	0202	6182			6 600,00	
Prestation						6 600,00	
Totaux						70 600,00	10 000,00

SERVICE D'APPUI DE LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES RESSOURCES INTERNES

Le service d'Appui de la DGARI vient en soutien des directions en matière comptable et budgétaire, en matière d'achat public, de RH, de subventions. Si, dans la grande majorité des cas, le service émerge sur les crédits des directions, certaines lignes de crédit lui ont été affectées, d'une part pour le fonctionnement de la cellule documentation du service d'Appui, d'autre part pour le fonctionnement de la Direction générale des services ainsi que la mission conformité et risques numériques.

1. La cellule documentation du service

La cellule Doc' du service d'Appui a pour missions de documenter et informer les services et élus départementaux par la commande d'ouvrages et de périodiques. Ces derniers sont soit acquis pour les services et les élus, soit acquis pour la cellule documentation pour consultation, prêt, recherche à la demande ou la conception de produits documentaires.

Les crédits nécessaires en fonctionnement pour la gestion des commandes de documentation pour les services et les élus s'élèvent à **133 000,00 €** ventilés de la manière suivante :

- Chapitre 011 fonction 0202 nature 6182 : 112 000,00 €
- Chapitre 011 fonction 202 nature 6281 : 1 000,00 €
- Chapitre 6586 fonction 01 nature 65862 : 20 000,00 €

2. L'organisation générale des services

Organisation de réunions de travail, séminaires et réceptions nécessite l'inscription de **10 000,00 €** en fonctionnement ventilés de la manière suivante :

- Chapitre 011 fonction 0201 nature 6228 : 3 000,00 €
- Chapitre 011 fonction 0201 nature 6234 : 2 000,00 €
- Chapitre 011 fonction 0201 nature 6238 : 5 000,00 €

3. La mission conformité et risques numériques

Le Conseil départemental a créé une mission « conformité et risques numériques » dont les missions sont :

➤ Organiser en interne la conformité :

- ⇒ Tenir un registre des traitements
- ⇒ Informer et accompagner les agents, réaliser des codes de conduites (charte)
- ⇒ Pouvoir démontrer à la CNIL la conformité de la collectivité
- ⇒ Déterminer les mesures techniques et organisationnelles de sécurité des données personnelles
- ⇒ S'assurer de la capacité de la collectivité à transférer les données personnelles sous réserve des garanties appropriées
- ⇒ En cas de violation, notifier la CNIL dans les 72 heures
- ⇒ Contrôler la sous-traitance, notamment par des mesures contractuelles

⇒ Diligenter des audits de sécurité et des études d'impacts des traitements en cours ou à venir

➤ Assurer, avec les personnes concernées par des traitements de leurs données personnelles :

- ⇒ La communication en transparence de la nature des traitements effectués
- ⇒ La collecte et la traçabilité des consentements libres et éclairés
- ⇒ La garantie du respect des droits en matière d'accès, de limitation dans le temps, d'oubli, d'opposition et de portabilité

Les crédits nécessaires en fonctionnement, sont estimés à **600,00 €** imputés sur le chapitre 011 fonction 0202 nature 6271.

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par le Service d'Appui de la Direction Générale Adjointe des Ressources Internes.

Service S0121 DGARI - SERVICE D'APPUI

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Gestion des commandes de documentation pour les services et les élus	011	0202	6182			112 000,00
	011	0202	6281			1 000,00
	6586	01	65862			20 000,00
Prestation						133 000,00
Organisation réunions de travail et séminaires	011	0201	6228			3 000,00
	011	0201	6234			2 000,00
	011	0201	6238			5 000,00
Prestation						10 000,00
Organiser en interne la conformité	011	0202	6281			600,00
Prestation						600,00
Totaux						143 600,00

DIRECTION DE LA LOGISTIQUE - Gestion des bâtiments départementaux et du patrimoine

La Direction de la Logistique pilote et met en œuvre les orientations en matière de gestion patrimoniale de la collectivité. Elle consacre ses activités à l'achat, la construction, l'amélioration, la maintenance, l'entretien et l'exploitation de l'ensemble des moyens nécessaires au bon fonctionnement de la collectivité. Elle conduit à ce titre la stratégie patrimoniale de la collectivité pour l'immobilier, le mobilier et la mobilité.

Cette stratégie se traduit par un plan de gestion durable et rationnel des moyens afin d'optimiser et d'améliorer les conditions de travail des agents et le service rendu aux usagers. Positionnée en prestataire opérationnel pour l'ensemble des services, et portant les objectifs de transition environnementale du patrimoine et des services, elle assure le suivi transversal de l'ensemble des actions mises en œuvre en faveur du développement durable par la collectivité.

Après une année 2021 qui reste marquée par la crise sanitaire et des événements climatiques qui ont fortement mobilisé les services opérationnels, le budget de la logistique s'inscrira en 2022 dans la déclinaison du plan pluriannuel d'investissement structuré pour optimiser le parc immobilier départemental, prendre en compte le développement durable dans les déplacements et les environnements de travail, et affecter les moyens nécessaires à la maintenance et l'adaptation des bâtiments aux enjeux du territoire gardois en matière d'accès aux services publics et de lieux d'éducation.

Seront à ce titre conduits en 2022 plusieurs projets exemplaires dont :

- La rénovation des équipements sportifs nécessaires à la validation de la candidature du site de Méjannes-le-Clap pour l'accueil d'un centre d'entraînement pour les Jeux Olympiques de 2024, dont les crédits et le projet sont présentés à la Direction de l'éducation, de la jeunesse, de la culture et du sport.
- Le lancement des études et projets de création des maisons du Conseil départemental des services départementaux répartis sur l'ensemble du territoire gardois.
- Le lancement des travaux de rénovation énergétique sur 9 sites départementaux dans le cadre du plan France Relance financé en partie par l'Etat.
- La mise en œuvre du plan pluriannuel d'investissement du schéma directeur de l'éducation approuvé en 2020, avec des projets d'extension des collèges, des études de reconstruction et de restructuration.
- La mise en service et le lancement de la phase 2 du chantier du nouveau collège Voltaire, à Remoulins.
- L'étude pour la conversion de 11 bâtiments, dont 7 collèges aux énergies renouvelables.
- La mise en place d'un programme pluriannuel de rénovation des cuisines des collèges en lien avec le développement de la certification des établissements.
- La finalisation de l'aménagement de l'Espace Diderot, au cœur du quartier Valdegour à Nîmes.
- La poursuite de la modernisation de la régie routière, avec la poursuite des projets des nouveaux pôles d'entretien routier de Pont d'Hérault et de Saint Sauveur Camprieux.
- La rénovation des centres médico-sociaux gardois, à Quissac et le lancement des projets de reconstruction des CMS de Villeneuve-Lez-Avignon et de Saint-Hippolyte-du-Fort.

Le Budget Primitif 2022 de la Direction de la Logistique pour la gestion des Bâtiments et Logistique s'articule autour des missions suivantes :

- Optimiser le parc immobilier départemental
- Prendre en compte le développement durable dans la stratégie patrimoniale
- Maintenir la valeur et la qualité des bâtiments départementaux
- Assurer la solidarité territoriale par la présence équilibrée des services départementaux

L'ensemble des mouvements détaillés ci-dessous permet de poursuivre la réalisation du programme d'opérations en fonction de leur état d'avancement, tout en préservant l'équilibre budgétaire.

I. OPTIMISER LE PARC IMMOBILIER DEPARTEMENTAL

A) Acquisition et vente des terrains en vue d'une urbanisation : 610 000,00 €

En Section d'investissement

Il est décidé de rephaser l'AP 2021 ACQTERRAIN pour une mise en adéquation des programmes d'acquisitions foncières pour les nouveaux projets.

Concernant les crédits de paiement, il est décidé d'inscrire sur l'AP 2021 ACQTERRAIN **610 000,00 €** sur le chapitre 21, fonction 0202, nature 2111.

B) Acquisitions et ventes d'immeubles : 536 200,00 €

1) En section de fonctionnement

Il est décidé d'inscrire **36 200,00 €** en dépenses pour les frais de gestion administrative, frais d'honoraires, des frais de publicité, et des charges locatives de copropriété.

011-0202-614 : 1 200,00 €
 011-0202-6228 : 30 000,00 €
 011-0202-6231 : 5 000,00 €

2) En section d'investissement

Il est décidé de rephaser l'AP 2021 ACQIMMEUBL au regard de l'avancement des projets d'acquisition.

Il est décidé d'inscrire en dépenses **500 000,00 €** sur l'AP 2021 ACQIMMEUBL l'imputation budgétaire 21-0202-21318.

Enfin en recettes, il est prévu de percevoir 3 424 293,00 € (IB 024-01-024) pour les opérations de cessions immobilières du Conseil départemental.

C) Gestion des biens immobiliers pris en location : 1 149 992,00 €

1) En dépenses de fonctionnement

Il est décidé d'inscrire **1 149 992,00 €** pour les frais de gestion immobilière pris en location :

011-0202-6132 :	77 850,00 €
011-0202-614 :	180,00 €
011-0202-62878 :	35 000,00 €
011-0202-6227 :	2 000,00 €
011-32-6132 :	40 000,00 €
011-32-614 :	4 000,00 €
011-50-6132 :	847 700,00 €
011-50-614 :	68 722,00 €
011-50-62878 :	37 500,00 €
011-60-6132 :	31 500,00 €
011-60-614 :	2 700,00 €
011-64-6132 :	2 440,00 €
011-64-614 :	400,00 €

2) En recettes de fonctionnement

Il convient d'inscrire **7 000,00 €** de recettes sur le chapitre 75, fonction 0202, nature 7588.

D) Gestion des impôts, taxes et redevances : 225 000,00 €

Il est décidé d'inscrire **225 000,00 €** en dépenses de fonctionnement répartis comme suit :

011-0202-63512 :	220 000,00 €
011-0202-63513 :	5 000,00 €

E) Gestion des lieux de stationnement des véhicules de service et du personnel : 140 708,00 €

Afin de maintenir la capacité de stationnement des véhicules des agents départementaux dans les parkings sécurisés, il est décidé d'inscrire **140 708,00 €** en dépenses de fonctionnement répartis comme suit :

011-0202-6132 :	125 000,00 €
011-314-6132 :	1 656,00 €
011-50-6132 :	14 052,00 €

F) Gestion des marchés d'assurance : 609 000,00 €

Suite au renouvellement des marchés d'assurance, il est décidé d'inscrire **609 000,00 €** en dépenses de fonctionnement répartis comme suit :

011-0202-6161 :	600 000,00 €
011-0202-6228 :	5 000,00 €
011-52-6161 :	4 000,00 €

G) Gestion des propriétés : 586 400,00 €

1) En section de fonctionnement

1.1) En dépenses

Il est décidé d'inscrire **336 400,00 €** pour les frais de gestion administrative des différentes propriétés du Conseil départemental.

011-0202-614 :	28 000,00 €
011-0202-617 :	50 000,00 €
011-0202-6227 :	3 000,00 €
011 0202 6228 :	1 000,00 €
011-0202-62878 :	200 000,00 €
011-0202-6354 :	500,00 €
011-28-614 :	24 000,00 €
011-50-614 :	25 900,00 €
011-51-614 :	4 000,00 €

1.2) En recettes

Il est décidé d'inscrire **505 000,00 €** pour les redevances perçues sur les bâtiments départementaux.

70-0202-70878 :	220 000,00 €
75-01-752 :	210 000,00 €
75-01-7588 :	70 000,00 €
75-0202-7588 :	5 000,00 €

2) Section d'investissement

Il est décidé d'inscrire **250 000,00 €** répartis de façon suivante :

23-0202-21838 :	200 000,00 €
23-0202-231311. :	15 000,00 €
23-50-231313 :	35 000,00 €

H) Suivi des sinistres : 20 000,00 €

Il est décidé d'inscrire **20 000,00 €** en dépenses de fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 0202, nature 62878.

Concernant les recettes en section de fonctionnement il est prévu de percevoir **15 000,00 €** sur le chapitre 77, fonction 0202, nature 7788.

**I) Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement
Bâtiments : 2 257 000,00 €**

1) En Autorisation de Programme

Au regard de l'état d'avancement des différents programmes d'opération et de finaliser la requalification de l'espace Diderot, il est également décidé de rephaser les enveloppes AP 2017 BNIDIDEROT, 2018 BMAISDEPAR, 2018 BATSOCIAUX, AP2020 DIDASSO.

2) En dépenses d'investissement en AP

Dans le cadre du projet d'ouverture de la maison des services publics sur le site de l'ancien collège Diderot à Nîmes, il est décidé d'inscrire **1 110 000,00 €** répartis comme suit :

AP 2017 BNIDIDEROT 20-0202-2031 :	60 000,00 €
AP 2017 BNIDIDEROT 23-0202-238 :	500 000,00 €
AP 2017 BNIDIDEROT 23-0202-231351 :	550 000,00 €

Il est décidé d'inscrire **350 000,00 €** sur l'AP 2020 DIDASSO répartis comme suit :

2020 DIDASSO 20-0202-2031 :	50 000,00 €
2020 DIDASSO 23-0202-231318 :	300 000,00 €

Il est décidé d'inscrire **760 000,00 €** sur l'AP 2018 BATSOCIAUX répartis comme suit :

2018 BATSOCIAUX 23-50-231313 :	140 000,00 €
2018 BATSOCIAUX 23-50-231351 :	620 000,00 €

Il est décidé d'inscrire **37 000,00 €** sur l'AP 2018 BMAISDEPAR ligne 23-0202-231351.

J) Véhicules, achats, locations, et entretien : 400 000,00 €

Pour adapter le renouvellement de la flotte de véhicules usagés de la collectivité, il est nécessaire de rephaser l'AP 2021 PARCVL-VAE.

Afin d'honorer en 2022 les paiements des commandes de véhicules en cours, il est nécessaire d'inscrire une dépense de **400 000,00 €** sur le chapitre 21, fonction 0202, nature 2182.

K) Entretien, matériel, garage : 137 500,00 €

Dans le cadre de la mutualisation des activités liées à la gestion de l'entretien des véhicules et du matériel, il a été décidé fin 2020 de constituer un seul garage départemental.

Afin d'assurer le fonctionnement de ce service garage, il est décidé d'inscrire **82 500,00 €** répartis comme suit :

011-0202-615221 :	10 000,00 €
011-0202-61558 :	43 000,00 €
011-0202-6156 :	2 500,00 €
011-0202-6228 :	27 000,00 €

Afin d'assurer les achats et prestations nécessaires aux activités du service garage, il est décidé d'inscrire en dépenses d'investissement **55 000,00 €** répartis comme suit :

21-0202-2157 : 40 000,00 €

23-0202-231351 : 15 000,00 €

L) Entretien véhicules : 1 725 000,00 €

Afin d'assurer l'achat des pièces détachées, et de fournitures nécessaires à la réparation des véhicules du parc automobiles VL et PL, il est décidé d'inscrire **1 725 000,00 €** répartis comme suit :

011-0202-60631 : 57 000,00 €

011-0202-60632 : 1 050 000,00 €

011-0202-611 : 150 000,00 €

011-0202-6135 : 20 000,00 €

011-0202-61551 : 433 000,00 €

011-0202-6156 : 12 000,00 €

011-0202-6188 : 3 000,00 €

M) Frais administratifs véhicules : 27 300,00 €

Afin d'assurer les frais de gestion administrative des véhicules (passage aux mines, contrôles techniques, cartes grises), il est décidé d'inscrire **27 300,00 €** répartis comme suit :

011-0202-6042 : 3 000,00 €

011-0202-628678 : 100,00 €

011-0202-6355 : 24 000,00 €

65-0202-65888 : 200,00 €

N) Garage : 1 350 000,00 €

Afin d'assurer les déplacements quotidiens professionnels des agents avec les véhicules de service, il est décidé d'inscrire **1 350 000,00 €** (IB 011-0202-60622) pour les frais de carburant.

O) Sinistres véhicules : 5 000,00 €

Afin d'assurer les frais de sinistralité des VL, il est décidé d'inscrire **5 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 0202, nature 61551.

P) Mobilier : 174 000,00 €

Afin d'assurer le renouvellement du mobilier usagé des locaux administratifs, il est décidé d'inscrire en dépenses d'investissement **174 000,00 €** répartis comme suit :

21-0202-21848 : 168 000,00 €

21-28-21848 : 2 000,00 €

21-315-21848 : 2 000,00 €

21-52-21848 : 2 000,00 €

II. PRENDRE EN COMPTE LE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA STRATEGIE PATRIMONIALE

A) Gestion des contrats fluides : 1 714 000,00 €

En dépenses de fonctionnement

Afin de pouvoir payer les charges d'énergie de la collectivité, il est décidé d'inscrire **1 714 000,00 €** répartis comme suit :

011-0202-60611 :	50 000,00 €
011-0202-60612. :	600 000,00 €
011-0202-60613 :	50 000,00 €
011-0202-60621 :	5 000,00 €
011-28-60612. :	25 000,00 €
011-30-60612. :	600,00 €
011-313-60611 :	2 500,00 €
011-313-60612. :	50 000,00 €
011-314-60611 :	2 000,00 €
011-314-60612. :	40 000,00 €
011-315-60611 :	4 000,00 €
011-315-60612. :	240 000,00 €
011-32-60612. :	3 000,00 €
011-50-60611 :	20 000,00 €
011-50-60621 :	6 000,00 €
011-50-60612. :	270 000,00 €
011-60-60611 :	25 500,00 €
011-60-60612. :	230 000,00 €
011-60-60621 :	25 000,00 €
011-61-60611 :	600,00 €
011-61-60612. :	9 000,00 €
011-64-60611 :	2 000,00 €
011-64-60612 :	15 000,00 €
011-64-60621 :	2 500,00 €
011-70-6281 :	1 800,00 €
011-738-60611 :	500,00 €
011-738-60612. :	22 000,00 €
011-94-60611 :	1 000,00 €
011-94-60612. :	5 000,00 €
65-0202-6561 :	6 000,00 €

B) Gestion du programme de Transition Energétique : 3 140 437,00 €

1) En section de fonctionnement

Il est prévu de percevoir **215 000,00 €** répartis de la façon suivante :

75-0202-7588 :	5 000,00 €
75-72-7588 :	210 000,00 €

2) En section d'investissement

Il est nécessaire de revaloriser l'AP 2017 Transition de **1 000 000,00 €** et de la rephaser.

Concernant les crédits de paiement, il est décidé d'inscrire **100 000,00 €** sur l'AP 2017 TRANSITION 20-0202-2031 pour financer les études pour les travaux de rénovation énergétique des bâtiments en 2022.

Dans le cadre du plan de relance proposé par l'Etat, il est décidé d'inscrire **3 040 437,00 €** afin de réaliser le programme d'opérations de rénovation énergétique des bâtiments démarré en 2021.

Ces crédits seront ventilés de la manière suivante :

AP 2017 TRANSITION 20-0202-2031 :	448 056,00 €
AP 2017 TRANSITION 20-313-2031 :	34 177,00 €
AP 2017 TRANSITION 20-50-2031 :	24 531,00 €
AP 2017 TRANSITION 20-921-2031 :	10 873,00 €
AP 2017 TRANSITION 23-0202-231351 :	1 898 039,00 €
AP 2017 TRANSITION 23-313-231735 :	259 386,00 €
AP 2017 TRANSITION 23-50-231351 :	297 600,00 €
AP 2017 TRANSITION 23-291-231351 :	67 775,00 €

Enfin en recettes, il est prévu de percevoir des financements à hauteur de **1 000 000,00 €** sur l'AP 2017 TRANSITION répartis comme suit :

13-0202-1312 : 1 000 000 €

C) Aménagement de postes FIPH : 28 500,00 €

En section de fonctionnement, il est décidé d'inscrire **500,00 €** (IB 011-0202-60632) pour l'aménagement de postes FIPH.

En investissement, il est décidé d'inscrire **28 000,00 €** pour améliorer les conditions de travail du personnel en situation de handicap :

21-0202-2157 :	12 000,00 €
21-0202-21848 :	12 000,00 €
21-0202-2188 :	4 000,00 €

III. MAINTENIR LA VALEUR ET LA QUALITE DES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX

A) Achat de fournitures et matière d'œuvre : 261 200,00 €

Il est décidé d'inscrire **236 200,00 €** en dépenses de fonctionnement pour l'achat de petits équipements :

011-0202-60632 :	190 000,00 €
011-312-60632 :	3 000,00 €
011-313-60632 :	2 000,00 €
011-314-60632 :	5 000,00 €
011-315-60632 :	4 000,00 €
011-50-60632 :	29 000,00 €
011-50-6135 :	400,00 €
011-51-60632 :	500,00 €

011-52-60632 : 300,00 €
011-71-60632 : 2 000,00 €

En dépenses d'investissement hors AP, il est décidé d'inscrire **25 000,00 €** pour l'achat de matériel et d'outillage techniques sur le chapitre 21- fonction 0202- nature 2157.

B) Appui logistique : 152 000,00 €

Il est décidé d'inscrire **152 000,00 €** en dépenses de fonctionnement pour le paiement des frais de gardiennage des différents sites distants du Conseil départemental.

011-0202-6228 : 2 500,00 €
011-0202-6282 : 105 000,00 €
011-312-6282 : 500,00 €
011-313-6282 : 1 000,00 €
011-314-6282 : 3 000,00 €
011-50-6282 : 40 000,00 €

C) Gestion des marchés de maintenance, de sécurité et de vérification des installations techniques : 674 780,00 €

En dépenses de fonctionnement, il est décidé d'inscrire **494 780,00 €** pour la maintenance et le contrôle des installations de sécurité :

011-0202-6156 : 235 000,00 €
011-0202-6228 : 27 500,00 €
011-20-6156 : 1 400,00 €
011-20-6228 : 150,00 €
011-312-6156 : 6 200,00 €
011-312-6228 : 500,00 €
011-313-6156 : 8 000,00 €
011-313-6228 : 1 800,00 €
011-314-6156 : 10 000,00 €
011-314-6228 : 1 080,00 €
011-315-6156 : 110 000,00 €
011-315-6228 : 4 000,00 €
011-50-6156 : 75 000,00 €
011-50-6228 : 10 000,00 €
011-51-6228 : 600,00 €
011-52-6156-52 : 2 300,00 €
011-52-6228-52 : 300,00 €
011-94-6156 : 950,00 €

En dépenses d'investissement hors AP, il est décidé d'inscrire **180 000,00 €** pour les travaux de maintenance et de sécurité ou de mise en conformité gérés par le Service Ateliers et Maintenance :

20-0202-2031 : 10 000,00 €
23-0202-231351 : 70 000,00 €
23-0202-23181 : 5 000,00 €
23-313-231735 : 16 500,00 €
23-314-231351 : 2 000,00 €
23-315-231351 : 15 000,00 €

23-50-231351 : 60 000,00 €
23-71-231351 : 1 500,00 €

D) Réalisation des travaux par les entreprises : 197 320,00 €

En section de fonctionnement, il est décidé d'inscrire **197 320,00 €** en dépenses pour payer les travaux réalisés par des entreprises :

011-0202-615221 : 92 000,00 €
011-0202-615228 : 1 500,00 €
011-20-615221 : 220,00 €
011-312-615221 : 5 100,00 €
011-313-615221 : 5 000,00 €
011-314-615221 : 10 000,00 €
011-315-615221 : 40 000,00 €
011-50-615221 : 35 000,00 €
011-50-615228 : 7 000,00 €
011-52-615228 : 1 500,00 €

E) Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments : 2 475 000,00 €

1) En section de fonctionnement

Il est décidé d'inscrire **135 000,00 €** en dépenses pour la maintenance et la sécurité des bâtiments départementaux.

011-0202-615221 : 85 000,00 €
011-11-615228 : 1 000,00 €
011-312-615221 : 14 000,00 €
011-313-615221 : 11 000,00 €
011-314-615221 : 1 000,00 €
011-315-615221 : 2 000,00 €
011-32-615221 : 6 000,00 €
011-50-615221 : 10 000,00 €
011-50-615228 : 4 000,00 €
011-51-615221 : 1 000,00 €

2) En section d'investissement

Pour engager des nouveaux programmes pluriannuels de maintenance et de sécurité des bâtiments, il est décidé de créer une nouvelle enveloppe d'un montant de **10 000 000,00 €** répartis sur 5 ans :

AP ou AE		Imputation					2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Année	Code	Chap	Fonc	Nature	Regt	Service							
2022	BATIMENT22	20	0202	2031	0	S0017	170 000,00	130 000,00	130 000,00	130 000,00	140 000,00	30 000,00	730 000,00
		20	313	2031	0	S0017	3 000,00	2 000,00	2 000,00	3 000,00			10 000,00
		20	314	2031	0	S0017	5 000,00	5 000,00	5 000,00		5 000,00		20 000,00
		20	315	2031	0	S0017	8 000,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00	18 000,00		50 000,00
		20	50	2031	0	S0017	16 000,00	10 000,00	10 000,00	7 000,00	7 000,00		50 000,00
		20	51	2031	0	S0017	8 000,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00		40 000,00
		20	94	2031	0	S0017	8 000,00	7 000,00	6 000,00	6 000,00	3 000,00		30 000,00
		23	0202	231311	0	S0017	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	100 000,00		300 000,00
		23	0202	231328	0	S0017	50 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	150 000,00		500 000,00
		23	0202	231351	0	S0017	627 000,00	790 000,00	900 000,00	1 000 000,00	1 183 000,00		4 500 000,00
		23	0202	231352	0	S0017	35 000,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00	10 000,00		150 000,00
		23	0202	231735	0	S0017	10 000,00	60 000,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00		280 000,00
		23	0202	23181	0	S0017	10 000,00	70 000,00	170 000,00	170 000,00	80 000,00		500 000,00
		23	0202	238	0	S0017	45 000,00	30 000,00	30 000,00	15 000,00	30 000,00		150 000,00
		23	312	231351	0	S0017	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	20 000,00		120 000,00
		23	313	231351	0	S0017	16 000,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00		80 000,00
		23	313	231735	0	S0017	16 000,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00		80 000,00
		23	314	231351	0	S0017	50 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	35 000,00		160 000,00
		23	315	231351	0	S0017		30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00		120 000,00
		23	32	231351	0	S0017	58 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	102 000,00		400 000,00
		23	50	231351	0	S0017	250 000,00	143 000,00	150 000,00	145 000,00	282 000,00		970 000,00
		23	50	231735	0	S0017	25 000,00	25 000,00	25 000,00		25 000,00		100 000,00
		23	50	23181	0	S0017	10 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	5 000,00		60 000,00
		23	51	231351	0	S0017	70 000,00	120 000,00	164 000,00	116 000,00	130 000,00		600 000,00
2022 BATIMENT22		Somme :					1 565 000,00	1 800 000,00	2 070 000,00	2 070 000,00	2 465 000,00	30 000,00	10 000 000,00

La programmation des travaux de mise en accessibilité des bâtiments départementaux, des travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments départementaux, nécessite également un rephasage des AP 2016 ACCESSBAT et 2018 BATIMENTS.

En dépenses d'investissement en AP, il est décidé d'inscrire **270 000,00 €** pour études et travaux et mise en accessibilité des bâtiments départementaux.

2006 ACCESSBAT 20-0202-2031 : 70 000,00 €

2016 ACCESSBAT 23-0202-231351 : 100 000,00 €

2016 ACCESSBAT 23-314-231351 : 100 000,00 €

Il est décidé d'inscrire **2 070 000,00 €** en crédits de paiement au titre de l'exercice budgétaire de 2022 pour les études et les travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments départementaux. Ces crédits seront ventilés sur deux enveloppes :

2018 BATIMENTS sur les travaux déjà engagés

2022 BATIMENT22 les travaux qui seront engagés sur la période 2022-2027

Comme suit :

2018 BATIMENTS 20-0202-2031 :	20 000,00 €
2018 BATIMENTS 20-315-2031 :	7 500,00 €
2018 BATIMENTS 20-50-2031 :	9 000,00 €
2018 BATIMENTS 20-51-2031 :	1 000,00 €
2018 BATIMENTS 20-94-3031 :	2 500,00 €
2018 BATIMENTS 23-0202-231328 :	10 000,00 €
2018 BATIMENTS 23-0202-231351 :	150 000,00 €
2018 BATIMENTS 23-313-231351 :	10 000,00 €
2018 BATIMENTS 23-313-2314 :	20 000,00 €
2018 BATIMENTS 23-314-231351 :	240 000,00 €
2018 BATIMENTS 23-315-231351 :	10 000,00 €
2018BATIMENTS 23-32-231351 :	5 000,00 €
2018 BATIMENTS 23-50-231351 :	20 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-0202-2031 :	170 000,00 €
2022 BATIMENT22 20-313-2031 :	3 000,00 €
2022 BATIMENT22 20-314-2031 :	5 000,00 €
2022 BATIMENT22 20-315-2031 :	8 000,00 €
2022 BATIMENT22 20-50-2031 :	16 000,00 €
2022 BATIMENT22 20-51-2031 :	8 000,00 €
2022 BATIMENT22 20-94-2031 :	8 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-0202-231311 :	50 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-0202-231328 :	50 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-0202-231351 :	627 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-0202-231352 :	35 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-0202-231735 :	10 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-0202-23181 :	10 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-0202-238 :	45 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-312-231351 :	25 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-313-231351 :	16 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-313-231735 :	16 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-314-231351 :	50 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-32-231351 :	58 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-50-231351 :	250 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-50-23181 :	10 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-50-231735 :	25 000,00 €
2022 BATIMENT22 23-51-231351 :	70 000,00 €

Il est décidé d'inscrire une recette d'investissement de **2 378 000,00 €** (IB 13-01-1336) au titre de la dotation de soutien à l'investissement départemental (DSID).

F) Frais généraux bâtiments : 1 300,00 €

En dépenses de fonctionnement, il est décidé d'inscrire **1 300,00 €** afin d'honorer des charges pour les bâtiments :

011-01-637 : 800,00 €

011-0202-62268 : 500,00 €

G) Assainissement des locaux et des bâtiments : 52 800,00 €

Afin d'entretenir et d'améliorer les conditions sanitaires des locaux entretenus par le Conseil départemental, il est décidé d'inscrire **52 800,00 €** en dépenses de fonctionnement :

011-0202-615221 : 50 000,00 €

011-0202-6283 : 800,00 €

011-50-6283 : 2 000,00 €

H) Fournitures administratives : 222 000,00 €

Dans le cadre du renouvellement du logo du Conseil Départemental et afin de pouvoir assurer le fonctionnement des services, il est décidé d'inscrire en section de fonctionnement **222 000,00 €** :

011-0202-6064 : 220 000,00 €

011-0202-6068 : 2 000,00 €

I) Gestion des déchets : 71 600,00 €

Afin d'assurer la gestion et le recyclage des déchets, il est décidé d'inscrire **71 600,00 €** :

011-0202-6288 : 35 000,00 €

011-52-6288 : 5 000,00 €

011-60-6228 : 1 600,00 €

011-60-6288 : 30 000,00 €

Il est également prévu une recette de fonctionnement de **2 000,00 €** sur le chapitre 70, fonction 0202, nature 70388.

J) Inventaire physique et suivi de l'état des biens meubles départementaux

Pour l'inventaire physique et suivi de l'état des biens meubles départementaux, il est prévu de percevoir **10 000,00 €** sur le chapitre 77, fonction 0202, nature 7788.

K) Manutention des équipements matériels et mobiliers départementaux : 21 000,00 €

Afin d'assurer le déplacement et le transport des matériels et mobiliers départementaux, il est décidé d'inscrire **21 000,00 €** en dépenses de fonctionnement :

011-0202-6228 : 1 000,00 €

011-0202-6241 : 20 000,00 €

L) Matériel technique et outillage : 69 800,00 €

1) En section de fonctionnement

Afin d'assurer le fonctionnement des ateliers, il est décidé d'inscrire **41 800,00 €** pour l'achat d'outillage et de petit matériel technique :

011-0202-60621 : 18 000,00 €

011-0202-60632 : 20 000,00 €

011-0202-6135 : 2 000,00 €

011-0202-6188 : 700,00 €

011-20-60621 : 600,00 €

011-20-60632 : 500,00 €

2) En section d'investissement

Il est décidé d'inscrire **28 000,00 €**.

21-0202-2157 : 7 000,00 €

21-0202-2188 : 20 000,00 €

21-20-2157 : 1 000,00 €

M) Photocopieurs (acquisition, location, maintenance et suivi externalisé) : 115 000,00 €

Afin d'assurer la maintenance et le fonctionnement des photocopieurs, il est décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement **62 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 0202, nature 6156.

Concernant le renouvellement des photocopieurs et l'intervention de prestataire externe, il est décidé d'inscrire en section de fonctionnement **53 000,00 €** sur le chapitre 21, fonction 0202, nature 21848.

N) Produits d'entretien : 103 000,00 €

Afin d'assurer l'achat des produits de nettoyage et d'entretien des locaux, il est décidé d'inscrire **103 000,00 €** en dépenses de fonctionnement :

011-0202-60631 : 100 000,00 €

011-20-60631 : 3 000,00 €

O) Signalétique des bâtiments : 110 000,00 €

Afin de financer le renouvellement de la signalétique du Conseil départemental, il est décidé d'inscrire en dépenses d'investissement hors AP **110 000,00 €** :

21-0202-2188 : 65 000,00 €
21-50-2188 : 25 000,00 €
21-60-2188 : 20 000,00 €

P) Vêtements de travail : 264 300,00 €

Afin d'assurer l'achat des vêtements de travail pour les agents départementaux, il est décidé d'inscrire en fonctionnement **264 300,00 €** :

011-0202-60636 : 251 700,00 €
011-0202-6188 : 9 100,00 €
011-20-60636 : 3 500,00 €

Q) Mise en œuvre des dispositifs de protection dans le cadre de la crise sanitaire : 530 000,00 €

Afin d'assurer l'achat de masques de protection individuelle pour les agents, ainsi que du gel hydroalcoolique pour faire face à la crise sanitaire de la COVID 19, il est décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement **530 000,00 €** :

011-0202-60631 : 100 000,00 €
011-0202-60636 : 250 000,00 €
011-0202-6068 : 150 000,00 €
11-50-6282 : 30 000,00 €

IV. ASSURER LA SOLIDARITE TERRITORIALE PAR LA PRESENCE EQUILIBREE DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Etudes et travaux de construction et d'extension de bâtiments : 1 320 000,00 €

Il est décidé d'inscrire en dépenses d'investissement **1 320 000,00 €** pour les études et travaux des nouveaux CMS de Saint-Hippolyte-du-Fort, Villeneuve-Lez-Avignon, et Quissac :

2018 BATSOCIAUX 20-50-2031 : 470 000,00 €
2018 BATSOCIAUX 23-50-238 : 100 000,00 €
2018 BATSOCIAUX 23-50-237 : 400 000,00 €
2020 MAIDPEX 20-0202-2031 : 50 000,00 €
2020 MAIDPEX 20-0202-237 : 300 000,00 €

Il convient par ailleurs de clôturer l'AP BNIECMSO (construction d'un CMS à Nîmes ouest) dont l'opération est terminée.

En conclusion :

En crédits de paiement, le tableau ci-dessous résume le Budget Primitif 2022 de la Direction Générale adjointe Mobilité et Logistique pour la Gestion des Bâtiments et Logistique :

SECTION	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	11 470 437,00	6 802 293,00
FONCTIONNEMENT	10 006 700,00	754 000,00
TOTAL	21 477 137,00	7 556 293,00

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de la Logistique - Gestion des bâtiments départementaux et du patrimoine.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2005	BNARCCO	NIMES ARCHIVES DEPART CONSTRUCTION	25 196 250,57	0,00	25 196 250,57	0,00	45 621,63
2006	BVAUCMSRES	RESTRUCTURATION DU CMS DE VAUVERT	4 834 099,50	0,00	4 834 099,50		0,00
2007	BALESUTRES	RESTRUCTURATION DE L'U.T. R D'ALES	301 442,74	0,00	301 442,74	0,00	107 981,42
2007	BNIECMSCO	CONSTRUCTION D'UN C.M.S A NIMES EST	2 282 028,77	0,00	2 282 028,77		
2007	BNRIARES	RESTRUCTURATION DU R.I. A	6 615 788,30	0,00	6 615 788,30	0,00	0,00
2009	BVIGCMSRES	AMENAGEMENT DU CMS DU VIGAN	801 622,07	0,00	801 622,07	0,00	38 341,15
2009	CBAVENRES	EXTENSION VIE SCOLAIRE COLL VENTADOURBAGNOLS/CEZE	310 000,00	0,00	310 000,00	0,00	291 576,55
2013	BABSELCO	CONSTRUCTION D'ABRIS A SEL POUR LA DGADIF	285 349,01	0,00	285 349,01	0,00	0,00
2014	ACQIMMEUBL	ACQUISITIONS D'IMMEUBLES	45 900 000,00	0,00	45 900 000,00	0,00	4 918 240,99
2014	ACQTERRAIN	ACQUISITION TERRAIN IMPLANTATION IMMOBILIER	3 946 000,00	0,00	3 946 000,00	0,00	2 351 587,37
2016	ACCESSBAT	MISE EN ACCESSIBILITE DES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX	984 000,00	0,00	984 000,00	270 000,00	514 000,00
2017	TRANSITION	GESTION DU PROGRAMME DE TRANSITION ENERGETIQUE	11 140 000,00	1 000 000,00	12 140 000,00	6 300 000,00	3 740 098,72
2018	BATIMENTS	GROSSES REPARATIONS DE BATIMENTS - HORS COLLEGES	12 000 000,00	0,00	12 000 000,00	505 000,00	6 370 344,26
2018	BATSOCIAUX	MODERNISATION DE LA SOLIDARITE DEPARTEMENTALE – CONSTRUCTION RESTRUCTURATION - REHABILITATION - AGENCEMENT BAT SOCIAUX	9 300 000,00	0,00	9 300 000,00	1 730 000,00	5 906 628,93
2018	BJEANEDARC	RESTRUCTURATION BATIMENTS RUE JEANNE D'ARC NIMES	430 000,00	0,00	430 000,00	0,00	198 694,00
2018	BMAISDEPAR	RESTRUCTURATION MAISON DU DEPARTEMENT NIMES	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	37 000,00	1 000,00
2018	CVEGSEGPA	CONSTRUCTION D'UNE SEGPA AU COLLEGE DE VERGEZE	3 300 000,00	0,00	3 300 000,00	100 000,00	132 000,82
2019	BMOULINRES	REHABILITATION VIEUX MOULIN PONT DU GARD	2 200 000,00	0,00	2 200 000,00	0,00	2 131 052,20
2020	DIDASSO	CREATION MAISON DES ASSOCIATIONS DIDEROT NIMES	600 000,00	0,00	600 000,00	350 000,00	150 000,00
2020	MAIDEPEX	EXTENSION DE LA MAISON DU DEPARTEMENT NIMES	11 000 000,00	0,00	11 000 000,00	350 000,00	10 509 540,00

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2021	ACQIMMEUBL	ACQUISITION D'IMMEUBLES	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	500 000,00	14 500 000,00
2021	ACQTERRAIN	ACQUISITION DE TERRAINS	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	610 000,00	4 306 512,00
2021	PARCVL-VAE	ACQUISITION VENTE MATERIEL	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	400 000,00	300 000,00
2022	BATIMENT22	MAINTENANCE ET AMELIORATION DES BATIMENTS (2022-2027) HORS COLLEGES		10 000 000,00	10 000 000,00	1 565 000,00	8 435 000,00

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2005	BNARCCO	NIMES ARCHIVES DEPART CONSTRUCTION	6 847 699,42	0,00	6 847 699,42		
2006	BVAUCMSRES	RESTRUCTURATION DU CMS DE VAUVERT	47 747,21	0,00	47 747,21		0,00
2007	BALESUTRES	RESTRUCTURATION DE L'U.T. R D'ALES	1 049,92	0,00	1 049,92		
2007	BNIECMSCO	CONSTRUCTION D'UN C.M.S A NIMES EST	12 214,28	0,00	12 214,28		
2007	BNRIARES	RESTRUCTURATION DU R.I.A	2 697 465,29	0,00	2 697 465,29		
2014	ACQIMMEUBL	ACQUISITIONS D'IMMEUBLES	1 071 120,00	0,00	1 071 120,00		
2017	TRANSITION	GESTION DU PROGRAMME DE TRANSITION ENERGETIQUE	6 324 900,00	0,00	6 324 900,00	1 420 000,00	1 073 570,63

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Achat de fournitures et matière d'œuvre	011	0202	60632			190 000,00	
	011	312	60632			3 000,00	
	011	313	60632			2 000,00	
	011	314	60632			5 000,00	
	011	315	60632			4 000,00	
	011	50	60632			29 000,00	
	011	50	6135			400,00	
	011	51	60632			500,00	
	011	52	60632			300,00	
	011	71	60632			2 000,00	
	21	0202	2157				25 000,00
Prestation						236 200,00	25 000,00
Appui logistique	011	0202	6228			2 500,00	
	011	0202	6282			105 000,00	
	011	312	6282			500,00	
	011	313	6282			1 000,00	
	011	314	6282			3 000,00	
	011	50	6282			40 000,00	
Prestation						152 000,00	
Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques	011	0202	6156			235 000,00	
	011	0202	6228			27 500,00	
	011	20	6156			1 400,00	
	011	20	6228			150,00	
	011	312	6156			6 200,00	
	011	312	6228			500,00	
	011	313	6156			8 000,00	
	011	313	6228			1 800,00	
	011	314	6156			10 000,00	
	011	314	6228			1 080,00	
	011	315	6156			110 000,00	
	011	315	6228			4 000,00	
	011	50	6156			75 000,00	
	011	50	6228			10 000,00	
	011	51	6228			600,00	
	011	52	6156			2 300,00	
	011	52	6228			300,00	
	011	94	6156			950,00	
	20	0202	2031				10 000,00
	23	0202	231351				70 000,00
	23	0202	23181				5 000,00
	23	313	231735				16 500,00
	23	314	231351				2 000,00
	23	315	231351				15 000,00
	23	50	231351				60 000,00
	23	71	231351				1 500,00
Prestation						494 780,00	180 000,00
Mise en œuvre des dispositifs de protection dans le cadre de la crise sanitaire	011	50	6282			30 000,00	
Prestation						30 000,00	
Réalisation des travaux par des	011	0202	615221			92 000,00	
	011	0202	615228			1 500,00	

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
entreprises	011	20	615221			220,00	
	011	312	615221			5 100,00	
	011	313	615221			5 000,00	
	011	314	615221			10 000,00	
Réalisation des travaux par des entreprises	011	315	615221			40 000,00	
	011	50	615221			35 000,00	
	011	50	615228			7 000,00	
	011	52	615228			1 500,00	
Prestation						197 320,00	
Totaux						1 110 300,00	205 000,00

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Acquisition et vente des terrains en vue d'une urbanisation	21	0202	2111	2021	ACQTERRAIN			610 000,00	
Prestation								610 000,00	
Acquisitions et ventes d'immeubles	011	0202	614			1 200,00			
	011	0202	6228			30 000,00			
	011	0202	6231			5 000,00			
	024	01	024						3 424 293,00
	21	0202	21318	2 021	ACQIMMEUBL			500 000,00	
Prestation						36 200,00		500 000,00	3 424 293,00
Gestion des biens immobiliers pris en location	011	0202	6132			77 850,00			
	011	0202	614			180,00			
	011	0202	6227			2 000,00			
	011	313	62878			35 000,00			
	011	32	6132			40 000,00			
	011	32	614			4 000,00			
	011	50	6132			847 700,00			
	011	50	614			68 722,00			
	011	50	62878			37 500,00			
	011	60	6132			31 500,00			
	011	60	614			2 700,00			
	011	64	6132			2 440,00			
	011	64	614			400,00			
	75	0202	7588				7 000,00		
Prestation						1 149 992,00	7 000,00		
Gestion des impôts, taxes et redevances	011	0202	63512			220 000,00			
	011	0202	63513			5 000,00			
Prestation						225 000,00			
Gestion des lieux de stationnement des véhicules de service et du personnel	011	0202	6132			125 000,00			
	011	314	6132			1 656,00			
	011	50	6132			14 052,00			
Prestation						140 708,00			
Gestion des marchés d'assurance	011	0202	6161			600 000,00			
	011	0202	6228			5 000,00			
	011	52	6161			4 000,00			
Prestation						609 000,00			
Gestion des propriétés	011	0202	614			28 000,00			
	011	0202	617			50 000,00			
	011	0202	6227			3 000,00			
	011	0202	6228			1 000,00			
	011	0202	62878			200 000,00			
	011	0202	6354			500,00			
	011	28	614			24 000,00			
	011	50	614			25 900,00			
	011	51	614			4 000,00			
	21	0202	21838					0	
	23	0202	231311					15 000,00	
	23	50	231313					35 000,00	
	70	0202	70878				220 000,00		
	75	01	752				210 000,00		
	75	01	7588				70 000,00		
	75	0202	7588				5 000,00		
Prestation						336 400,00	505 000,00	250 000,00	
Suivi des sinistres	011	0202	62878			20 000,00			

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	77	0202	7788				15 000,00		
Prestation						20 000,00	15 000,00		
Véhicules achat location et entretien	21	0202	2182	2 021	PARCVL-VAE			400 000,00	
Prestation								400 000,00	
Totaux						2 517 300,00	527 000,00	1 760 000,00	3 424 293,00

Service S0017 DLOG - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement Dépenses	Investissement	
				Année	Code		Dépenses	Recettes
Dotation soutien à l'investissement départemental pour la logistique	13	01	1336					2 378 000,00
Prestation								2 378 000,00
Etudes et travaux de construction et d'extension Bâtiments	20	0202	2031	2 020	MAIDEPEX		50 000,00	
	20	50	2031	2 018	BATSOCIAUX		470 000,00	
	23	0202	237	2 020	MAIDEPEX		300 000,00	
	23	50	237	2 018	BATSOCIAUX		400 000,00	
	23	50	238	2 018	BATSOCIAUX		100 000,00	
Prestation							1 320 000,00	
Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	011	0202	615221			85 000,00		
	011	11	615228			1 000,00		
	011	312	615221			14 000,00		
	011	313	615221			11 000,00		
	011	314	615221			1 000,00		
	011	315	615221			2 000,00		
	011	32	615221			6 000,00		
	011	50	615221			10 000,00		
	011	50	615228			4 000,00		
	011	51	615221			1 000,00		
	20	0202	2031	2 016	ACCESSBAT		70 000,00	
	20	0202	2031	2 018	BATIMENTS		20 000,00	
	20	0202	2031	2 022	BATIMENT22		170 000,00	
	20	313	2031	2 022	BATIMENT22		3 000,00	
	20	314	2031	2 022	BATIMENT22		5 000,00	
	20	315	2031	2 018	BATIMENTS		7 500,00	
	20	315	2031	2 022	BATIMENT22		8 000,00	
	20	50	2031	2 018	BATIMENTS		9 000,00	
	20	50	2031	2 022	BATIMENT22		16 000,00	
	20	51	2031	2 018	BATIMENTS		1 000,00	
	20	51	2031	2 022	BATIMENT22		8 000,00	
	20	94	2031	2 018	BATIMENTS		2 500,00	
	20	94	2031	2 022	BATIMENT22		8 000,00	
	23	0202	231311	2 022	BATIMENT22		50 000,00	
	23	0202	231328	2 018	BATIMENTS		10 000,00	
	23	0202	231328	2 022	BATIMENT22		50 000,00	
	23	0202	231351	2 016	ACCESSBAT		100 000,00	
	23	0202	231351	2 018	BATIMENTS		150 000,00	
	23	0202	231351	2 022	BATIMENT22		627 000,00	
	23	0202	231352	2 022	BATIMENT22		35 000,00	
	23	0202	231735	2 022	BATIMENT22		10 000,00	
	23	0202	23181	2 022	BATIMENT22		10 000,00	
	23	0202	238	2 022	BATIMENT22		45 000,00	
	23	312	231351	2 022	BATIMENT22		25 000,00	
	23	313	231351	2 018	BATIMENTS		10 000,00	
	23	313	231351	2 022	BATIMENT22		16 000,00	

Service S0017 DLOG - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement	
				Année	Code		Dépenses	Recettes
Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	23	313	2314	2 018	BATIMENTS		20 000,00	
	23	313	231735	2 022	BATIMENT22		16 000,00	
	23	314	231351	2 016	ACCESSBAT		100 000,00	
	23	314	231351	2 018	BATIMENTS		240 000,00	
	23	314	231351	2 022	BATIMENT22		50 000,00	
	23	315	231351	2 018	BATIMENTS		10 000,00	
	23	32	231351	2 018	BATIMENTS		5 000,00	
	23	32	231351	2 022	BATIMENT22		58 000,00	
	23	50	231351	2 018	BATIMENTS		20 000,00	
	23	50	231351	2 022	BATIMENT22		250 000,00	
	23	50	231735	2 022	BATIMENT22		25 000,00	
	23	50	23181	2 022	BATIMENT22		10 000,00	
	23	51	231351	2 022	BATIMENT22		70 000,00	
Prestation						135 000,00	2 340 000,00	
Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement Bâtiments	20	0202	2031	2 017	BNIDIDEROT		60 000,00	
	20	0202	2031	2 020	DIDASSO		50 000,00	
	23	0202	231318	2 020	DIDASSO		300 000,00	
	23	0202	231351	2 017	BNIDIDEROT		550 000,00	
	23	0202	231351	2 018	BMAISDEPAR		37 000,00	
	23	0202	238	2 017	BNIDIDEROT		500 000,00	
	23	50	231313	2 018	BATSOCIAUX		140 000,00	
	23	50	231351	2 018	BATSOCIAUX		620 000,00	
Prestation							2 257 000,00	
Frais généraux Bâtiments	011	01	637			800,00		
	011	0202	62268			500,00		
Prestation						1 300,00		
Gestion du programme de Transition Energétique	20	0202	2031	2 017	TRANSITION		448 056,00	
	20	313	2031	2 017	TRANSITION		34 177,00	
	20	50	2031	2 017	TRANSITION		24 531,00	
	20	921	2031	2 017	TRANSITION		10 873,00	
	23	0202	231351	2 017	TRANSITION		1 898 039,00	
	23	313	231735	2 017	TRANSITION		259 386,00	
	23	50	231351	2 017	TRANSITION		297 600,00	
	23	921	231351	2 017	TRANSITION		67 775,00	
Prestation							3 040 437,00	
Totaux						136 300,00	8 957 437,00	2 378 000,00

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Gestion des contrats fluides	011	0202	60611			50 000,00			
	011	0202	60612			600 000,00			
	011	0202	60613			50 000,00			
	011	0202	60621			5 000,00			
	011	28	60612			25 000,00			
	011	30	60612			600,00			
	011	313	60611			2 500,00			
	011	313	60612			50 000,00			
	011	314	60611			2 000,00			
	011	314	60612			40 000,00			
	011	315	60611			4 000,00			
	011	315	60612			240 000,00			
	011	32	60612			3 000,00			
	011	50	60611			20 000,00			
	011	50	60612			270 000,00			
	011	50	60621			6 000,00			
	011	60	60611			25 500,00			
	011	60	60612			230 000,00			
	011	60	60621			25 000,00			
	011	61	60611			600,00			
	011	61	60612			9 000,00			
	011	64	60611			2 000,00			
	011	64	60612			15 000,00			
	011	64	60621			2 500,00			
	011	70	6281			1 800,00			
	011	738	60611			500,00			
	011	738	60612			22 000,00			
	011	94	60611			1 000,00			
	011	94	60612			5 000,00			
	65	0202	6561			6 000,00			
Prestation						1 714 000,00			
Gestion du programme de Transition Energétique	13	0202	1312	2 017	TRANSITION				1 000 000,00
	20	0202	2031	2 017	TRANSITION			100 000,00	
	75	0202	7588				5 000,00		
	75	72	7588				210 000,00		
Prestation							215 000,00	100 000,00	1 000 000,00
Totaux						1 714 000,00	215 000,00	100 000,00	1 000 000,00

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Aménagement de postes FIPH	011	0202	60632			500,00		
	21	0202	2157					12 000,00
	21	0202	21848					12 000,00
	21	0202	2188					4 000,00
Prestation						500,00		28 000,00
Assainissement des locaux et des bâtiments	011	0202	615221			50 000,00		
	011	0202	6283			800,00		
	011	50	6283			2 000,00		
Prestation						52 800,00		
Fournitures administratives	011	0202	6064			220 000,00		
	011	0202	6068			2 000,00		
Prestation						222 000,00		
Gestion des déchets	011	0202	6288			35 000,00		
	011	50	6288			5 000,00		
	011	60	6228			1 600,00		
	011	60	6288			30 000,00		
	70	0202	70388				2 000,00	
Prestation						71 600,00	2 000,00	
Inventaire physique et suivi de l'état des biens meubles départementaux	77	0202	7788				10 000,00	
Prestation							10 000,00	
Manutention des équipements matériels et mobiliers départementaux	011	0202	6228			1 000,00		
	011	0202	6241			20 000,00		
Prestation						21 000,00		
Matériel technique et outillage	011	0202	60621			18 000,00		
	011	0202	60632			20 000,00		
	011	0202	6135			2 000,00		
	011	0202	6188			700,00		
	011	20	60621			600,00		
	011	20	60632			500,00		
	21	0202	2157					7 000,00
	21	0202	2188					20 000,00
	21	20	2157					1 000,00
Prestation						41 800,00		28 000,00
Mise en oeuvre des dispositifs de protection dans le cadre de la crise sanitaire	011	0202	60631			100 000,00		
	011	0202	60636			250 000,00		
	011	0202	6068			150 000,00		
Prestation						500 000,00		
Mobilier	21	0202	21848					168 000,00
	21	28	21848					2 000,00
	21	315	21848					2 000,00
	21	52	21848					2 000,00
Prestation								174 000,00
Photocopieurs (acquisition, location,	011	0202	6156			62 000,00		

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
maintenance et suivi externalisé)	21	0202	21848					53 000,00
Prestation						62 000,00		53 000,00
Produits d'entretien	011	0202	60631			100 000,00		
	011	20	60631			3 000,00		
Prestation						103 000,00		
Signalétique des bâtiments	21	0202	2188					65 000,00
	21	50	2188					25 000,00
	21	60	2188					20 000,00
Prestation								110 000,00
Vêtements de travail (acquisitions et suivi externalisé)	011	0202	60636			251 700,00		
	011	0202	6188			9 100,00		
	011	20	60636			3 500,00		
Prestation						264 300,00		
Totaux						1 339 000,00	10 000,00	393 000,00

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Entretien matériel garage	011	0202	615221			10 000,00	
	011	0202	61558			43 000,00	
	011	0202	6156			2 500,00	
	011	0202	6228			27 000,00	
	21	0202	2157				40 000,00
	23	0202	231351				15 000,00
Prestation						82 500,00	55 000,00
Entretien véhicule	011	0202	60631			57 000,00	
	011	0202	60632			1 050 000,00	
	011	0202	611			150 000,00	
	011	0202	6135			20 000,00	
	011	0202	61551			433 000,00	
	011	0202	6156			12 000,00	
	011	0202	6188			3 000,00	
Prestation						1 725 000,00	
Frais administratifs véhicule	011	0202	6042			3 000,00	
	011	0202	62878			100,00	
	011	0202	6355			24 000,00	
	65	0202	65888			200,00	
Prestation						27 300,00	
Garage	011	0202	60622			1 350 000,00	
Prestation						1 350 000,00	
Sinistre véhicule	011	0202	61551			5 000,00	
Prestation						5 000,00	
Totaux						3 189 800,00	55 000,00

LE POLE CABINET

Le Pôle Cabinet dont le Protocole est en charge de l'organisation des réunions et manifestations qui ont pour but la valorisation et la promotion des actions départementales dans les domaines du social, de la culture, du tourisme, du sport, de l'éducation, des routes, etc...

Il est également chargé de la mise en œuvre d'actions de distribution de supports de communication et d'objets promotionnels envers diverses associations et structures présentes sur tout le territoire gardois qui en font la demande.

Pour la réalisation de ces objectifs, il convient d'inscrire des crédits pour les prestations suivantes :

➤ **Frais divers d'organisation :**

15 400,00 € en dépenses de fonctionnement, imputés au chapitre 011, fonction 023, nature 6234.

➤ **Objets promotionnels :**

152 880,00 € en dépenses de fonctionnement, imputés au chapitre 011, fonction 023, nature 6238.

➤ **Réceptions protocolaires :**

66 800,00 € en dépenses de fonctionnement ventilés de la manière suivante :

- au chapitre 011, fonction 023, nature 60623 : 17 000,00 €
- au chapitre 011, fonction 023, nature 60632 : 2 800,00 €
- au chapitre 011, fonction 023, nature 6234 : 47 000,00 €

Soit un montant total de **235 080,00 €**.

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par le Pôle Cabinet.

Service S0001 CAB - SERVICE PROTOCOLE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Frais divers d'organisation	011	023	6234			15 400,00
Prestation						15 400,00
Objets promotionnels	011	023	6238			152 880,00
Prestation						152 880,00
Réceptions protocolaires	011	023	60623			17 000,00
	011	023	60632			2 800,00
	011	023	6234			47 000,00
Prestation						66 800,00
Totaux						235 080,00

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

La Direction de la Communication élabore et met en œuvre les stratégies et moyens de communication afin :

- d'informer, faire connaître et expliquer les orientations de l'Assemblée départementale, les actions et les services du Conseil départemental auprès de tous les publics concernés dans le Gard ;
- de valoriser l'image et les atouts de l'institution et du territoire gardois en partenariat avec les différents acteurs du développement du territoire ;
- d'écouter et de dialoguer avec les usagers, et plus largement les citoyens gardois et de leur garantir un accueil de qualité dans les différents équipements du Conseil départemental ;
- de renforcer le sentiment d'appartenance et le lien social entre Gardois ; d'anticiper et accompagner les changements de comportement et d'organisation.

Elle définit à cet effet les plans de communication, assure la conception et la mise en œuvre des actions et des supports de communication : magazine départemental, sites Internet et réseaux sociaux, relations avec la presse, campagnes de communication, éditions, événements, publicités, signalétique.

Pour la réalisation de ces objectifs, les crédits suivants sont inscrits pour les prestations suivantes :

I. SERVICE MEDIAS DEPARTEMENTAUX

A) Animation site internet du Conseil départemental

Pour l'animation site internet du Conseil départemental, il est décidé d'inscrire :

➤ **19 000,00 €** en dépenses de fonctionnement ventilés comme suit :

- au chapitre 011, fonction 023, nature 6156 : 8 000,00 €
- au chapitre 011, fonction 023, nature 62268 : 2 000,00 €
- au chapitre 011, fonction 023, nature 6228 : 10 000,00 €

➤ **85 000,00 €** en dépenses d'investissement, imputés au chapitre 20, fonction 023, nature 2051.

B) Journal du Conseil départemental

➤ **210 000,00 €** en dépenses de fonctionnement, ventilés de la manière suivante :

- au chapitre 011, fonction 023, nature 611 : 50 000,00 €
- au chapitre 011, fonction 023, nature 6236 : 120 000,00 €
- au chapitre 011, fonction 023, nature 6238 : 40 000,00 €

II. SERVICE RELATIONS EXTERIEURES

A) Campagnes de communication

➤ **1 170 000,00 €** en dépenses de fonctionnement au chapitre 011, fonction 023, nature 6231.

B) Evènements

- **20 000,00 €** en dépenses de fonctionnement, imputés au chapitre 011, fonction 023, nature 6238.

C) Supports de communication

- **280 000,00 €** en dépenses de fonctionnement ventilés de manière suivante :

- au chapitre 011, fonction 023, nature 6236 : 100 000,00 €
- au chapitre 011, fonction 023, nature 6238 : 180 000,00 €

- **65 000,00 €** en dépenses d'investissement imputés au chapitre 21, fonction 023, nature 2188.

Le montant total des crédits pour la communication est donc de **1 700 000,00 €** en fonctionnement et **150 000,00 €** en investissement, répartis entre 2 services, le service des médias départementaux et le service des relations extérieures.

Au total, le budget de la Direction de la communication s'élève à :

- **1 700 000,00 €** en dépenses de fonctionnement
- **150 000,00 €** en dépenses d'investissement

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de la Communication.

Service S0082 DCO - SERVICE MEDIAS DEPARTEMENTAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Animation du site internet	011	023	6156			8 000,00	
	011	023	62268			2 000,00	
	011	023	6228			10 000,00	
	20	023	2051				85 000,00
Prestation						20 000,00	85 000,00
Journal du Conseil départemental (externe)	011	023	611			50 000,00	
	011	023	6236			120 000,00	
	011	023	6238			40 000,00	
Prestation						210 000,00	
Totaux						230 000,00	85 000,00

Service S0083 DCO - SERVICE RELATIONS EXTERIEURES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Campagnes de communication	011	023	6231			1 170 000,00	
Prestation						1 170 000,00	
Evènements	011	023	6238			20 000,00	
Prestation						20 000,00	
Supports de communication	21	023	21838				65 000,00
Prestation							65 000,00
Supports de communication externe	011	023	6236			100 000,00	
	011	023	6238			180 000,00	
Prestation						280 000,00	
Totaux						1 470 000,00	65 000,00

DIRECTION COORDINATION DE LA DIRECTION GENERALE

Le Conseil départemental s'est résolument engagé en faveur de l'égalité femmes-hommes et la création de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes en 2020 en témoigne.

Depuis plusieurs années, notre collectivité soutient différentes associations proposant des actions visant à lutter contre les violences faites aux femmes. Pour 2022, l'inscription des crédits de paiement d'un montant total de **200 000,00 €** permettra de poursuivre le financement d'actions existantes et de cofinancer de nouvelles actions qui s'inscrivent dans les axes de travail proposés lors de la création de l'observatoire.

Ainsi, afin notamment de rendre plus lisibles nos politiques sur ces thématiques, il est décidé d'inscrire les crédits sur deux nouvelles prestations rattachées à la Direction Coordination Direction Générale en charge du pilotage et du suivi des actions concernées :

I) FINANCEMENT D' ACTIONS RELEVANT DU CHAMP DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

➤ Chapitre 65, fonction 01, nature 6574 : 180 000,00 €

Le Conseil départemental apporte un soutien financier à des associations proposant un accompagnement juridique ou des permanences d'accueil à des femmes et hommes victimes de violences ou pouvant proposer une sensibilisation à la question de l'accompagnement très spécifique des victimes, des auteurs et des enfants impactés.

Cette ligne permet également le cofinancement de deux postes d'intervenantes sociales en gendarmerie et de deux autres postes d'intervenantes sociales en commissariat.

Les crédits inscrits permettront aussi de cofinancer le dispositif des Mesures d'Accompagnement Protégé (MAP), mesures qui consistent à accompagner un enfant du domicile d'un des parents victimes vers le domicile du parent auteur.

➤ Chapitre 011, fonction 01, nature 6238 : 10 000,00 €

A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre, il est décidé d'organiser un concours ouvert aux associations œuvrant sur le territoire gardois.

Ce concours nommé « *La lutte contre les violences faites aux femmes nous concerne toutes et tous* » sera doté de trois prix. Il s'agira d'apporter un financement à des projets innovants et représentant un réel intérêt pour le territoire gardois.

II) FINANCEMENT D'ACTIONS RELEVANT DU CHAMP DE L'EGALITE HOMMES/FEMMES

➤ Chapitre 011, fonction01, nature 6238 : 10 000,00 €

A l'occasion de la journée internationale de la femme, le 8 mars, il est décidé d'organiser un concours ouvert aux associations œuvrant sur le territoire gardois.

Ce concours nommé « *Prix pour une égalité femmes hommes dans le Gard* » est doté de trois prix. Il s'agira d'apporter un financement à des projets innovants et représentant un réel intérêt pour le territoire gardois.

Au total, il est décidé d'inscrire au titre de l'exercice budgétaire 2022 200 000,00 € en dépenses de fonctionnement.

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par la Direction de la Coordination de la Direction Générale.

Service S0093 DCDG - DIRECTION COORDINATION DIRECTION GENERALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Financement d'actions pour l'égalité femmes hommes	011	01	6238			10 000,00
Prestation						10 000,00
Prévention et lutte contre les violences faites aux femmes	011	01	6238			10 000,00
	65	01	6574			180 000,00
Prestation						190 000,00
Totaux						200 000,00

COMMISSION DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT - Politiques contractuelles et équilibre des territoires

I. RENFORCER LA COHESION TERRITORIALE PAR LA CONDUITE DE POLITIQUES CONTRACTUELLES

Dans le cadre de sa politique de renforcement de la cohésion territoriale par la conduite de politiques contractuelles, le Conseil départemental a pour mission de construire une politique d'aménagement et de développement durable du territoire

Les propositions budgétaires pour mener à bien cette mission s'articulent de la manière suivante :

A) Subventions dans le cadre des contrats avec les communes et leurs groupements (11 154 381,00 €)

Afin d'assurer la solidarité territoriale et apporter une aide financière aux projets portés par les communes et leurs groupements, le Conseil départemental a proposé le Pacte pour les Gardois.

Le contrat territorial formalise ainsi l'engagement de la collectivité en s'appuyant notamment sur le Crédit Départemental d'Équipement (CDE) et sur le Dossier d'Intérêt Départemental (DID). Il constitue le levier pour dynamiser l'investissement sur notre territoire.

Dans le cadre du CPER 2021/2027 pour le volet Culture et Patrimoine, les demandes de subvention des opérations identifiées sont instruites dans le cadre des dispositifs du Contrat Territorial.

Aussi, il est décidé :

➤ De créer :

- Une AP « CDE 2022 » d'un montant de 7 500 000,00 €
- Une AP « DID 2022 » d'un montant de 3 000 000,00 €

➤ D'augmenter :

- L'AP DID 2018 de 155 000,00 €

➤ D'inscrire, en investissement :

- **290 594,00 €** en crédits de paiement « CDE 2017 » sur l'imputation 204 70 204142 55
- **229 126,00 €** en crédits de paiement « CDE 2018 » sur l'imputation 204 70 204142 55
- **374 130,00 €** en crédits de paiement « CDE 2019 » sur l'imputation 204 70 204142 55
- **3 000 000,00 €** en crédits de paiement « CDE 2020 » sur l'imputation 204 70 204142 55
- **2 500 000,00 €** en crédits de paiement « CDE 2021 » sur l'imputation 204 70 204142 55
- **500 000,00 €** en crédits de paiement « CDE 2022 » sur l'imputation 204 70 204142 55

➤ D'inscrire, en investissement :

- **289 607,00 €** en crédits de paiement « DID 2017 » sur l'imputation 204 70 204142
- **198 393,00 €** en crédits de paiement « DID 2018 » sur l'imputation 204 70 204142
- **455 894,00 €** en crédits de paiement « DID 2019 » sur l'imputation 204 70 204142
- **316 637,00 €** en crédits de paiement « DID 2020 » sur l'imputation 204 70 204142
- **2 000 000,00 €** en crédits de paiement « DID 2021 » sur l'imputation 204 70 204142

➤ D'inscrire, en investissement :

- **1 000 000,00 €** en crédits de paiement « PROJTERRI 2020 » » sur l'imputation 204 70 204142

B) Subventions pour le développement de l'enseignement supérieur (655 000,00 €)

Le Conseil départemental contribue, depuis plusieurs années, au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur Nîmes et le Gard, au travers de conventions de partenariat et de soutien financier.

L'engagement de la collectivité s'est traduit notamment dans le cadre des CPER et de ses conventions d'application relatives aux divers projets d'investissement sur le territoire gardois.

Concernant le CPER 2021-2027 sur le volet Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation (ESRI), le Conseil départemental s'engage sur le soutien financier de deux opérations portées par l'IMT d'Alès et d'une opération portée par l'Université de Nîmes.

Aussi, il est décidé :

➤ De créer :

- Une AP « CPER2127 » d'un montant de 1 300 000,00 €

➤ D'inscrire, en investissement :

- **280 000,00 €** en crédits de paiement « IFMS 2016 » pour l'extension et la rénovation de l'Institut de Formation aux Métiers de la Santé (ex école d'infirmières) de Nîmes sur l'imputation 204 23 2041782
- **375 000,00 €** en crédits de paiement « PINEDE 2018 », pour la création d'une halle de sports de l'Unîmes sur l'imputation 204 23 2041782

C) Subventions pour la préservation du potentiel foncier gardois (515 000,00 €)

Dans la continuité de la convention-cadre 2016-2021 signée avec la SAFER Occitanie et de la charte pour la préservation et la compensation des espaces agricoles dans le Gard, signée le 9 mars 2018, le Conseil départemental entend agir et fédérer un pôle de compétences pour accompagner les communes et leurs groupements et lutter contre la forte consommation du foncier agricole.

Il est donc décidé de reconduire pour une période de 4 ans le partenariat avec la SAFER à travers une nouvelle convention cadre visant à accompagner la mise en œuvre de la politique départementale pour

la protection de l'environnement au titre des Espaces Naturels Sensibles et pour le maintien et le développement d'une agriculture dynamique et durable.

Les modalités de cette coopération seront précisées annuellement par avenant afin de détailler la mise en œuvre opérationnelle des domaines retenus.

De plus, suite à l'épisode de gel des 7 et 8 avril 2021 impactant toutes les cultures et particulièrement l'arboriculture et la viticulture, l'Assemblée départementale du 22 avril 2021 a adopté la motion « Aidons les agriculteurs-répondre à l'urgence et préparer l'avenir ».

Pour y répondre, le Conseil départemental a décidé par délibération en date du 27 mai 2021 de réserver une enveloppe de 1 000 000,00 € pour venir en aide aux agriculteurs sinistrés ainsi qu'aux entreprises aval de ces filières.

Sur cette enveloppe de 1M€, 500 000,00 € ont été inscrits en crédits de paiement 2021 lors de la DM2 et 485 500,00 € ont été individualisés sur ces crédits par délibération du 22 octobre 2021 afin de compléter, en coordination avec la Région, les aides d'urgence de l'Etat aux agriculteurs les plus en difficulté.

D'autres mesures susceptibles de compenser les pertes non prises en charge par le régime des calamités agricoles et de soutenir les coopératives et entreprises de l'aval dépendantes des productions sinistrées sont attendues en 2022. La contribution du Département à ces mesures nécessite une nouvelle inscription de crédits de paiement en 2022.

Aussi, il est décidé :

➤ De créer :

- Une AE « SAFER 2022 » d'une durée de 4 ans et d'un montant de 60 000,00 €.

➤ D'inscrire, en fonctionnement :

- **15 000,00 €** en crédits de paiement « SAFER 2022 » sur le chapitre 65, fonction 71, nature 6574
- **500 000,00 €** en crédits de paiement sur le chapitre 65, fonction 74, nature 6574 pour le soutien aux agriculteurs et entreprises de l'aval sinistré par le gel d'avril 2021.

D) Participation au syndicat mixte du Bois de Mintageau (45 000,00 €)

Pour la participation statutaire du Conseil départemental au syndicat mixte du Bois de Mintageau, il est décidé :

- D'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **45 000,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 65, fonction 70, nature 6561.

E) Cotisations aux agences d'urbanisme (8 600,00 €)

Le Conseil départemental est membre de l'Agence d'urbanisme et des régions nîmoise et alésienne (AURNA) et verse à ce titre une cotisation annuelle statutaire de 28 600,00 € composée d'une part socle de 8 600,00 € et d'une part forfaitaire de 20 000,00 € ouvrant droit à un accompagnement en ingénierie pour des études entrant dans le Programme Partenarial de l'Agence.

Dans le cadre de ses fonctions transversales, la part socle de cette cotisation statutaire est inscrite au budget de la DATH et la part forfaitaire liée à l'accompagnement technique est inscrite parallèlement sur le budget de la direction opérationnelle concernée.

Après un accompagnement en 2021 de la partie diagnostic du schéma départemental de la mobilité conduit par la DMR, il est décidé en 2022 de porter cet accompagnement d'ingénierie sur la mise à jour de l'observatoire du risque inondation NOE porté par la DEVPN.

Pour la cotisation à l'AURNA, il est donc décidé :

➤ D'inscrire :

- Des crédits de paiement d'un montant de **8 600,00 €** en fonctionnement pour la part socle de cette cotisation sur le chapitre 011, fonction 71, nature 6281.

F) Subvention pour le soutien aux services de proximité en milieu rural (20 000,00 €)

Afin d'assurer la solidarité territoriale, le Conseil départemental accompagne les communes, éligibles aux fonds européens Leader portés par les GAL, dans le maintien des services de proximité en milieu rural.

Aussi, il est décidé :

➤ De créer :

- Une AP « CREAMURALE 2022 » d'un montant de 20 000,00 €

➤ D'inscrire :

- Des crédits de paiement d'un montant de **20 000,00 €** en investissement sur l'imputation 204 91 204142 « CREAMURALE 2021 »

II) FAVORISER LA PROSPERITE ET L'EQUILIBRE DES TERRITOIRES

Les impacts de la crise sanitaire et les orientations défavorables du coût de l'énergie, nous rappelle chaque jour à quel point le logement, et l'énergie liée à ce logement, sont des facteurs déterminants du bien-être de chacun et ont un impact de plus en plus prégnant sur le pouvoir d'achat des ménages aux revenus modestes.

C'est pourquoi le Conseil départemental souhaite **développer sa politique de l'Habitat pour tous** au carrefour de quatre enjeux essentiels repris par ailleurs au titre de Gard 2030, du plan climat du Conseil départemental et du schéma de l'autonomie :

- **La lutte contre la précarité** avec l'accès à un logement pour tous et la lutte contre le mal logement, notamment dans le cadre du PDALHPD (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées).
- **Le Développement Durable** avec la lutte contre la **précarité énergétique**.
- **Le vieillissement de la population**, avec la nécessité de disposer d'un parc de logements permettant le maintien à domicile le plus longtemps possible ainsi qu'un **logement adapté pour les personnes en situation de handicap**.

A ces trois enjeux s'ajoute l'intérêt que représente une politique volontariste de création et de réhabilitation des logements **pour l'emploi et le développement économique**.

A) Contribuer à la production et à l'amélioration de logements sociaux

- 1) Subventions à la création et à la réhabilitation de logements hors renouvellement urbain (2 439 416,00 €)

Globalement, pour la création ou la réhabilitation de logements par l'ensemble des bailleurs, il est décidé de créer une Autorisation de Programme « LOGEMENT 2022 », d'un montant de 3 000 000,00 € équivalente à celle votée au budget 2021. Cette AP sera d'une durée de vie de 5 ans.

Ces crédits devraient permettre de participer à la création de 600 logements, ainsi que concourir à l'amélioration du parc d'Habitat du Gard et de la SEMIGA notamment au titre de l'amélioration thermique des logements. Le dispositif « Maison en Partage » est financé au titre de l'investissement sur cette enveloppe, en création de logements.

Il est à noter que ces deux dernières années sous l'effet conjugué des réformes de l'Etat sur les APL et de la crise sanitaire la programmation n'a pas été à la hauteur des attentes et que les crédits prévus n'ont pas été engagés à la hauteur espérée.

En maintenant son engagement ; le Conseil départemental s'inscrit dans une démarche volontariste de relance de cette production si nécessaire sur notre territoire pour répondre aux besoins des gardois.

Pour le parc privé, pourront être financés des logements conventionnés très sociaux (opération Réhabilitation Solidaire PST30) ainsi que les dossiers du dispositif « Habiter Mieux ». Concernant le dispositif « Habiter Mieux » sera développé le travail partenarial engagé en 2021 avec la Fondation Abbé Pierre et FDI SACICAP pour permettre aux propriétaires les plus précaires de mener à bien leurs projets.

Vous trouverez ci-après, le détail des engagements en AP votés pour 2022 :

AP Logement 2022

Bénéficiaire	Objet	Montant
Bailleurs sociaux	<ul style="list-style-type: none">▪ Création de logement▪ Réhabilitation de logements▪ (Habitat du Gard et SEMIGA)▪ Plan d'entretien du patrimoine▪ (Habitat du Gard)	2 870 000,00 €
Bailleurs privés et réhabilitation solidaire	<ul style="list-style-type: none">▪ Création et réhabilitation de logements sociaux	30 000,00 €
Propriétaires occupants modestes (Habiter mieux)	<ul style="list-style-type: none">▪ Amélioration de la performance énergétique des logements	100 000,00 €
Total		3 000 000,00 €

Par ailleurs, afin de pouvoir procéder aux paiements des opérations engagées, il est nécessaire d'inscrire les crédits de paiement pour l'année 2022. Au regard du rythme de paiement de ces opérations ceux-ci sont évalués à **2 439 416,00 €** imputés sur les lignes budgétaires : 204 72 20422, 204 72 2041782, 204 72 204142 des AP logement 2014, 2015, 2017, 2018, 2020, 2021 et 2022.

2) Subventions à la création et à la réhabilitation de logements hors renouvellement urbain Habitat du Gard (47 260,00 €)

Dans le cadre de la fusion entre Habitat du Gard et l'Office Intercommunal du Pays Grand Combien, le Conseil départemental s'est engagé, au titre d'une convention spécifique à soutenir les efforts d'investissement réalisés par Habitat du Gard à ce titre.

La période de programmation des projets compris dans cette convention est arrivée à terme.

- Il est décidé d'inscrire, pour 2022, les crédits correspondant aux prévisions de paiement concernant les projets programmés pour un montant de **47 260,00 €** sur la ligne budgétaire 204 72 2041782, 2014 FUSION.

3) Appui technique au logement social (290 000,00 €)

Cette prestation concerne l'ensemble des actions d'ingénierie et de conseil mobilisées par le Conseil départemental.

Il s'agit de moyens d'ingénierie concernant les dispositifs « Habiter Mieux », d'aide aux particuliers pour l'amélioration thermique de leurs logements et le « PIG Insalubrité » pour accompagner locataires et propriétaires dans la résolution de situations d'insalubrité.

En complémentarité des communautés d'agglomération, délégataires des aides à la pierre, disposant de dispositifs similaires sur leur territoire, ces actions sont menées sur le territoire départemental excluant Nîmes Métropole et Alès Agglomération.

A ce jour, deux marchés portés par le Conseil départemental permettent d'accompagner ces dispositifs. Un Marché « PIG Habiter Mieux IV » a été lancé en 2021 et prendra effet dès le début de l'année 2022. Le marché « PIG de lutte contre le logement insalubre » doit lui faire l'objet d'une nouvelle attribution au cours de l'année 2022. Pour cela, il est décidé la création d'une nouvelle Autorisation d'Engagement « MARCHELOGH 2022 » d'un montant de 888 000,00 € pour une durée de 3 ans.

Les marchés en cours se décomposent comme suit :

Dispositif	Nature de la dépense	Propositions 2022	Imputation	AE
Habiter Mieux - Marché III	Marché d'ingénierie	50 000,00 €	011 72 6228	MARCHELOG 2018
PIG Insalubrité IV	Marché d'ingénierie	60 000,00	011 72 6228	MARCHELOG 2020
PIG Habiter Mieux – III et PIG Insalubrité IV	Marché d'ingénierie	180 000,00 €	011 72 6228	MARCHELOGH 2022

- L'ensemble de ces actions nécessitent pour l'année 2022 l'inscription de crédits de paiement, d'un montant total de **290 000,00 €** sur la ligne budgétaire 011 72 6228.
- Les dépenses liées à ces prestations permettent de mobiliser par ailleurs des subventions de l'ANAH de 50 à 70 % selon les dispositifs et les années, elles sont évaluées pour l'année 2022, en recettes à 131 141,00 € sur la ligne budgétaire 74 72 74718, MARCHELOG 2017.

B) Favoriser l'information et l'accès au logement

1) Subvention pour l'ADIL (150 000,00 €)

Il est décidé de réserver pour cette prestation la somme de **150 000,00 €** sur le chapitre 65, fonction 72, nature 6574.

2) Subvention pour les organismes œuvrant dans le domaine du logement (4 900,00 €)

Il est décidé de réserver pour cette prestation la somme **4 900,00 €** sur le chapitre 65, fonction 72, nature 6574.

C) Accompagner la transformation des quartiers urbains dégradés

Depuis 2003, le Conseil départemental s'est mobilisé pour accompagner la transformation des quartiers urbains dégradés par un soutien aux programmes de rénovation urbaine au travers des programmes « ANRU 1 ».

L'ANRU s'est également engagée en signant le 26 novembre 2012, la convention relative au centre ancien de Saint-Gilles pour une opération du Programme National de Rénovation des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) auquel le Conseil départemental s'est associé.

En 2015, de nouveaux Contrats de Ville ont été signés dans le Conseil départemental et certains quartiers ont été retenus pour bénéficier du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (ANRU 2) :

- Au niveau « national » : un quartier à Alès et 3 quartiers à Nîmes.
- Au niveau « régional » : un quartier à Vauvert et un quartier à Bagnols-sur-Cèze.

Les protocoles de préfiguration des sites NPRU ont été signés en 2017 et ont fait l'objet de financements (section investissements), au titre des études, par le Conseil départemental.

L'ensemble de ces conventions ANRU 2 sont maintenant signées ou devraient l'être très prochainement.

Une programmation importante est de ce fait prévue pour ce budget.

Les nouveaux principes d'intervention du Conseil départemental au titre de l'ANRU 2 ont été posés lors de la séance du 2 Juillet 2019 et permettront une programmation au bénéfice essentiellement d'Habitat du Gard.

Par ailleurs, quelques opérations programmées pour le PNRQAD de Saint-Gilles, en anticipation du conventionnement ou dans le cadre du protocole de préfiguration mobiliseront des crédits de paiement du fait de leur avancement.

Ces opérations sont inscrites sur la prestation « FDS ANRU 2 et PNRQAD de Saint Gilles ». Concernant les opérations de l'ANRU 1, il reste quelques opérations à solder en paiement nécessitant les crédits correspondants.

1) Prestation : Subventions dans le cadre du « FDS ANRU 2 et du PNRQAD de Saint Gilles »
(1 728 226,00 €)

Pour l'ensemble de ces programmes ANRU 2, l'intervention du Conseil départemental, selon les principes posés le 2 juillet 2019, s'élèverait à un total d'environ 18 000 000,00 € soit 3 000 000,00 € par an pour la période 2019 – 2024.

➤ Les programmes ANRU 2 de niveau régional : Vauvert et Bagnols-sur-Cèze

Le NPRU du « Quartier des Costières » à Vauvert, sera accompagné au titre de la réhabilitation des logements du bailleur SEMIGA avec la réhabilitation de trois résidences. Ces opérations ont déjà fait l'objet d'une individualisation en anticipation de la convention en 2019.

Le NPRU du « Quartier des Escanaux » sera accompagné par le Conseil départemental pour la réhabilitation et la reconstitution de l'offre de logements, du bailleur Habitat du Gard.

➤ Les programmes ANRU 2 de niveau national : Nîmes Métropole et Grand Alès

Communauté d'agglomération de Nîmes Métropole : sur les quartiers de « Chemin Bas d'Avignon » – « Valdegour-Pissevin » – « Mas de Mingue » à Nîmes avec une intervention du Conseil départemental en soutien aux importants investissements d'Habitat du Gard pour la réhabilitation et la reconstitution de l'offre des logements ainsi qu'une participation au travail entrepris sur les copropriétés de la Galerie Wagner à Pissevin et des « Grillons » au Mas de Mingue.

Alès Agglomération : sur le vaste quartier « Centre-ville - Près Saint Jean - Cévennes - Tamaris – Cauvel - la Royale - Rochebelle » à Alès. Est proposé dans le cadre de ce programme de compléter les principes d'intervention tels que définis lors de l'Assemblée de juillet 2019, afin de pouvoir soutenir les opérations de reconstitution de l'offre de l'Office Public de l'Habitat « Logis Cévenols ».

Cette intervention serait mobilisée selon les règles utilisées dans le droit commun, avec une limitation des PLAI financés à 30 % du programme, et représenterait un engagement global sur le programme d'environ 494 000 ,00 €.

➤ Le programme National de Rénovation des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) de Saint-Gilles

Le Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) signé le 26 novembre 2012 a fait l'objet en 2019 d'un 3^{ème} et dernier avenant, dit « Avenant de clôture » pour lequel le Conseil départemental s'est engagé pour les opérations de requalification d'îlots dégradés. Il s'agit d'une opération longue et complexe pour laquelle les dernières individualisations pourraient avoir lieu en 2022.

Pour l'ensemble des subventions dans le cadre du « FDS ANRU 2 et du PNRQAD de Saint-Gilles », conformément aux indications ci-dessus, il est décidé d'inscrire sur le budget 2022 des crédits de paiement suivant :

- **1 720 226,00 €** en investissement ventilés sur les lignes budgétaires 204 71 20422, 204 71 2041782, 204 71 204142 des AP RU2INV 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022.
- **8 000,00 €** sur la ligne 65 71 65734 AE 2018 RU2FON en fonctionnement.

Et il est décidé de créer une Autorisation de Programme « RU2INV 2022 » d'un montant de 3 000 000,00 € et d'une durée de 5 ans pour engager les opérations nouvelles proposées pour 2022.

2) Subventions FDS pour les Opérations de Rénovation Urbaine de Nîmes Métropole, ANRU 1 (40 000,00 €)

Toutes les opérations engagées au titre du programme « ANRU 1 » de Nîmes Métropole sur les quartiers de « Chemin Bas d'Avignon » et « Valdegour-Pissevin » sont à ce jour terminées, restent seulement quelques paiements à effectuer.

Aussi, il est, dans le cadre du FDS Opérations de Rénovation urbaine de Nîmes Métropole ANRU 1, décidé d'inscrire sur le budget 2022 des crédits de paiement à hauteur de **40 000,00 €** sur la ligne budgétaire 204 72 20422, 2015 -RUNIMESINV, en investissement.

3) Subventions FDS pour Opération de Rénovation Urbaine d'Alès Agglomération, ANRU 1 (19 500,00 €)

Toutes les opérations engagées dans le programme ANRU 1 sont à ce jour terminées, restent seulement quelques paiements à effectuer. Il est décidé, dans le cadre du FDS Opérations de Rénovation urbaine d'Alès Agglomération ANRU 1 d'inscrire sur le budget 2022 des crédits de paiement à hauteur de **19 500,00 €** sur la ligne 204 71 2041782, 2016 RUALESINV, en investissement.

Conclusion :

Le tableau ci-dessous résume le Budget Primitif 2022 de la Direction de l'Attractivité du Territoire et de l'Habitat :

SECTION	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	16 095 783,00	
FONCTIONNEMENT	1 021 500,00	131 141,00
TOTAL	17 117 283,00	131 141,00

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Attractivité du Territoire et de l'Habitat - Politiques contractuelles et équilibre des territoires.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2010	HTDEBITFON	PART MISE EN OEUVRE HAUT DEBIT GARD	1 876 661,00	0,00	1 876 661,00		
2011	TELMOBILE	CONTRIBUTONS INFRASTRUCTURES DE TELEPHONIE MOBILE	498 839,16	0,00	498 839,16		
2014	FUSION	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	678 474,98	0,00	678 474,98	47 260,00	52 440,00
2014	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	3 240 370,00	0,00	3 240 370,00	100 500,00	-100 000,00
2015	ETUDESECO	ETUDES PROJETS ECONOMIQUES	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
2015	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	3 686 800,00	0,00	3 686 800,00	141 710,00	-16 616,00
2015	RUNIMESINV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE NIMES DANS LE CADRE DU FDS	614 577,00	0,00	614 577,00	40 000,00	-40 000,00
2016	IFMS	SUBVENTION A L'INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE LA SANTE	350 000,00	0,00	350 000,00	280 000,00	-200 000,00
2016	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	1 647 550,00	0,00	1 647 550,00	82 400,00	7 065,00
2016	RUALESINV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU GRAND ALES EN CEVENNES DANS LE CADRE DU FDS	153 500,00	0,00	153 500,00	19 500,00	0,00
2016	SAFER	SUBVENTION POUR LA SAFER	265 000,00	0,00	265 000,00	0,00	0,00
2016	THD	ETUDES, TRAVAUX ET DSP CONCERNANT LE THD	17 270,40	0,00	17 270,40		
2016	UFRMED	SUBVENTION UFR MEDECINE DE NIMES	750 000,00	0,00	750 000,00	0,00	750 000,00
2017	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	7 242 664,72	0,00	7 242 664,72	290 594,00	-213 845,00
2017	DID	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	2 303 400,00	0,00	2 303 400,00	289 607,00	868 793,00
2017	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENT	3 590 298,00	0,00	3 590 298,00	421 644,00	-17 870,47
2017	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	162 219,35	0,00	162 219,35	0,00	0,00
2017	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDSANRU2 ET PNRQAD DE SAINT GILLES	105 169,00	0,00	105 169,00	8 142,00	-8 142,00
2018	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	5 013 392,75	0,00	5 013 392,75	229 126,00	149 236,00
2018	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	1 800 000,00	155 000,00	1 955 000,00	198 393,00	38 104,00

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2018	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	2 761 694,00	0,00	2 761 694,00	235 832,00	321 195,00
2018	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	813 935,05	0,00	813 935,05	50 000,00	-4 498,93
2018	PINEDE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	500 000,00	0,00	500 000,00	375 000,00	-125 000,00
2018	RU2FON	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS RENOUVELLEMENT URBAIN ANRU 2	16 000,00	0,00	16 000,00	8 000,00	0,00
2018	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ETPNRQAD DE SAINT GILLES	385 778,00	0,00	385 778,00	171 398,00	123 139,00
2019	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	5 906 482,50	0,00	5 906 482,50	374 130,00	785 431,50
2019	DID	DOSSIERS D'INTÉRÊT DÉPARTEMENTAUX	3 050 000,00	0,00	3 050 000,00	455 894,00	435 004,07
2019	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION REHABILITAION DE LOGEMENT	2 175 422,00	0,00	2 175 422,00	611 085,00	352 071,00
2019	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DUPNRQAD DE SAINT-GILLES	2 749 143,00	0,00	2 749 143,00	1 137 958,00	567 966,00
2020	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	5 643 042,50	0,00	5 643 042,50	3 000 000,00	814 909,00
2020	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	316 637,00	0,52
2020	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	2 128 437,46	0,00	2 128 437,46	537 474,00	1 220 169,46
2020	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	225 000,00	0,00	225 000,00	60 000,00	125 000,00
2020	PROJTERRI	SUBVENTION DES PROJETS DE TERRITOIRES	1 006 250,00	0,00	1 006 250,00	1 000 000,00	-300 000,00
2020	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DUPNRQAD DE SAINT GILLES	369 451,00	0,00	369 451,00	138 073,00	129 478,00
2021	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ETLEURS GROUPEMENTS	6 500 000,00	0,00	6 500 000,00	2 500 000,00	3 842 795,00
2021	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL	40 000,00	0,00	40 000,00	20 000,00	20 000,00
2021	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	2 000 000,00	-375 000,00
2021	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	188 771,00	2 499 229,00
2021	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD SAINT GILLES	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	144 655,00	2 822 836,00

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2022	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS		7 500 000,00	7 500 000,00	500 000,00	7 000 000,00
2022	CPER2127	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		1 300 000,00	1 300 000,00		1 300 000,00
2022	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL		20 000,00	20 000,00		20 000,00
2022	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX		3 000 000,00	3 000 000,00		3 000 000,00
2022	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT		3 000 000,00	3 000 000,00	120 000,00	2 880 000,00
2022	MARCHELOGH	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL		888 000,00	888 000,00	180 000,00	708 000,00
2022	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DUPNRQAD SAINT GILLES		3 000 000,00	3 000 000,00	120 000,00	2 880 000,00
2022	SAFER	SUBVENTION POUR LA SAFER		60 000,00	60 000,00	15 000,00	45 000,00

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2011	TELMOBILE	CONTRIBUTIONS INFRASTRUCTURES DETELEPHONIE MOBILE	97 280,26	0,00	97 280,26		
2017	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	19 800,00	0,00	19 800,00		
2017	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	398 940,00	0,00	398 940,00	131 141,00	-8 263,00

Service S0049 DATH - SERVICE HABITAT RENOUVELLEMENT URBAIN

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Appui technique logement social	011	72	6228	2018	MARCHELOG	50 000,00		
	011	72	6228	2020	MARCHELOG	60 000,00		
	011	72	6228	2022	MARCHELOGH	180 000,00		
	74	72	74718	2017	MARCHELOG		131 141,00	
Prestation						290 000,00	131 141,00	
Subventions à la création et à la réhabilitation de logements hors RU	204	72	204142	2020	LOGEMENT			11 000,00
	204	72	204142	2021	LOGEMENT			1 595,00
	204	72	204142	2022	LOGEMENT			6 000,00
	204	72	2041782	2014	LOGEMENT			100 000,00
	204	72	2041782	2015	LOGEMENT			15 000,00
	204	72	2041782	2017	LOGEMENT			49 900,00
	204	72	2041782	2018	LOGEMENT			77 912,00
	204	72	2041782	2019	LOGEMENT			354 835,00
	204	72	2041782	2020	LOGEMENT			312 474,00
	204	72	2041782	2021	LOGEMENT			48 297,00
	204	72	2041782	2022	LOGEMENT			60 000,00
	204	72	20422	2014	LOGEMENT			500,00
	204	72	20422	2015	LOGEMENT			126 710,00
	204	72	20422	2016	LOGEMENT			82 400,00
	204	72	20422	2017	LOGEMENT			371 744,00
	204	72	20422	2018	LOGEMENT			157 920,00
	204	72	20422	2019	LOGEMENT			256 250,00
	204	72	20422	2020	LOGEMENT			214 000,00
	204	72	20422	2021	LOGEMENT			138 879,00
	204	72	20422	2022	LOGEMENT			54 000,00
Prestation								2 439 416,00
Subventions à la création et la réhabilitation de logements sociaux hors RU Habitat du Gard	204	72	2041782	2014	FUSION			47 260,00
Prestation								47 260,00
Subventions dans le cadre du FDS ANRU2 et PNRQAD Saint Gilles	204	71	204142	2018	RU2INV			54 920,00
	204	71	204142	2020	RU2INV			44 738,00
	204	71	204142	2022	RU2INV			10 400,00
	204	71	2041782	2019	RU2INV			187 958,00
	204	71	2041782	2020	RU2INV			93 335,00
	204	71	2041782	2021	RU2INV			144 655,00
	204	71	2041782	2022	RU2INV			100 000,00

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Subventions dans le cadre du FDS ANRU2 et PNRQAD Saint Gilles	204	71	20422	2017	RU2INV			8 142,00
	204	71	20422	2018	RU2INV			116 478,00
	204	71	20422	2019	RU2INV			950 000,00
	204	71	20422	2022	RU2INV			9 600,00
	65	71	65734	2018	RU2FON	8 000,00		
Prestation						8 000,00		1 720 226,00
Subventions FDS pour ORU de Nîmes métropole	204	72	20422	2015	RUNIMESINV			40 000,00
Prestation								40 000,00
Subventions FDS pour ORU du Grand Alès en Cévennes	204	71	2041782	2016	RUALESINV			19 500,00
Prestation								19 500,00
Subventions pour l'ADIL	65	72	6574			150 000,00		
Prestation						150 000,00		
Subventions pour les associations œuvrant dans le domaine du logement social	65	72	6574			4 900,00		
Prestation						4 900,00		
Totaux						452 900,00	131 141,00	4 266 402,00

Service S0176 DATH - SERVICE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET COLLECTIVITES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Cotisation aux agences d'urbanisme	011	71	6281			8 600,00	
Prestation						8 600,00	
Participation au syndicat mixte du Bois de Mintageau	65	70	6561			45 000,00	
Prestation						45 000,00	
Subvention pour la préservation du potentiel gardois	65	71	6574	2022	SAFER	15 000,00	
	65	74	6574			500 000,00	
Prestation						515 000,00	
Subvention pour le soutien aux services de proximité en milieu rural	204	91	204142	2021	CREARURALE		20 000,00
Prestation							20 000,00
Subventions dans le cadre des contrats avec les communes et leurs groupements	204	70	204142	2017	CDE		290 594,00
	204	70	204142	2017	DID		289 607,00
	204	70	204142	2018	CDE		229 126,00
	204	70	204142	2018	DID		198 393,00
	204	70	204142	2019	CDE		374 130,00
	204	70	204142	2019	DID		455 894,00
	204	70	204142	2020	CDE		3 000 000,00
	204	70	204142	2020	DID		316 637,00
	204	70	204142	2020	PROJTERRI		1 000 000,00
	204	70	204142	2021	CDE		2 500 000,00
	204	70	204142	2021	DID		2 000 000,00
	204	70	204142	2022	CDE		500 000,00
Prestation							11 154 381,00
Subventions pour le développement de l'enseignement supérieur	204	23	2041782	2016	IFMS		280 000,00
	204	23	2041782	2018	PINEDE		375 000,00
Prestation							655 000,00
Totaux						568 600,00	11 829 381,00

DIRECTION DE L'EAU ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL

I. FAVORISER LA PROSPERITE ET L'EQUILIBRE DES TERRITOIRES

Dans le cadre de l'orientation politique « Favoriser la prospérité et l'équilibre des territoires », les interventions destinées à renforcer la cohésion territoriale par la conduite de politiques contractuelles se déclinent selon une mission : **participer à la modernisation des équipements et infrastructures rurales**

Au titre de l'année 2022, il est décidé de créer :

- une autorisation de programme, 2022 INVSTE, d'une durée de 6 ans, d'un montant de 6 330 000,00 € pour les actions de solidarité territoriale et environnementale auprès des collectivités gardoises ;
- une autorisation de programme, 2022 INOND, d'une durée de 6 ans, d'un montant de 5 000 000,00 € pour un fonds d'intervention destiné à aider les opérations urgentes de reconstruction, afin de faire face aux éventuelles inondations sur la période 2021-2027 ; cette création d'autorisation de programme fait suite à la décision de l'Assemblée départementale du 22 octobre 2021 relative à la mise en place d'un dispositif d'aides aux collectivités pour la reconstruction des ouvrages ;
- une autorisation d'engagement 2022 FONCTSTE, d'une durée de 3 ans, d'un montant de 74 000,00 € pour les actions de sensibilisation pour la protection de la ressource en eau.

Les affectations sont détaillées ci-après.

A) Subventions eau (5 735 578,44 € en dépenses et 687 454,76 € en recettes)

1) Le contexte et les enjeux de la politique de l'eau

L'eau est un enjeu majeur dans notre département méditerranéen. En effet, la disponibilité de la ressource peut être source de tension dans les périodes de sécheresse prononcée, ou au contraire des séquences orageuses violentes provoquent des inondations et marquent profondément nos populations. L'eau et les milieux aquatiques sont aussi des territoires d'exception, qui attirent chaque année un nombre important de touristes (rivières cévenoles, gorges de la Cèze, des Gardons, Camargue...).

La forte pression démographique, les effets du changement climatique réactivent les tensions entre les usagers et les ressources, alors même que des réponses avaient pu être apportées par le passé (politique partenariale, canal du Bas Rhône, soutien d'étiage...).

Un schéma départemental portant une stratégie de gestion de la ressource en eau face au changement climatique (eau-climat 3.0) a été réalisé en 2020. Cette étude propose des mesures visant à adapter durablement les pratiques et des actions de lutte résilientes contre les origines des problèmes. La priorité devra notamment être donnée à une utilisation optimale de l'eau fournie et à une sanctuarisation du foncier des terres agricoles desservies en eau brute.

Aujourd'hui dans le département du Gard, les politiques de l'eau bénéficient d'une gouvernance structurée autour de l'Etat et d'une feuille de route validée en partenariat (Charte régionale, convention départementale du Comité Départemental de l'Eau).

Pour la mise en œuvre opérationnelle de ces objectifs, le Conseil départemental et l'Agence de l'Eau ont conclu un partenariat d'une durée de 6 ans (2019-2024). Ce partenariat permet notamment d'apporter des aides aux collectivités, de façon concertée pour des opérations :

- contribuant à la reconquête de la qualité biologique des masses d'eau (4 secteurs ont été ciblés par le réseau départemental de suivi des cours d'eau : le Haut Hérault, le Gardon de Saint-Jean-du-Gard et ses affluents, la basse Cèze, le moyen Vidourle) ;
- présentant un enjeu environnemental fort (lutte contre les pollutions diffuses, économies d'eau, substitution de ressources déficitaires, amélioration des ouvrages d'assainissement avec enjeu sur les milieux) ;
- permettant un rattrapage structurel des ouvrages d'eau potable et d'assainissement des collectivités, situées en zones de revitalisation rurale (au total 156 communes éligibles pour le Gard).

2) Les autorisations de programme et crédits de paiement pour le petit cycle de l'eau

Il est décidé d'allouer, pour le petit cycle de l'eau, des subventions en capital aux communes et à leurs groupements et prévoir pour 2022 :

- une individualisation de l'autorisation de programme 2022 INVSTE, d'un montant de 5 900 000,00 €, dont 4 900 000,00 € pour le partenariat avec l'Agence de l'eau et 1 000 000,00 € pour le volet « eau » du contrat territorial,
- une individualisation de l'autorisation de programme 2022 INOND, d'un montant de 1 000 000,00 € pour un fonds d'intervention d'urgence permettant d'aider les collectivités dans la réparation de leurs ouvrages d'eau potable et d'assainissement, suite aux inondations,
- des crédits de paiement, pour les engagements nouveaux, d'un montant de **615 000,00 €** (lignes 204 61 204141 AP 2022 INVSTE, 204 61 204142 AP 2022 INVSTE, 204 61 204142 55 AP 2022 INVSTE et 204 61 204142 AP 2022 INOND),
- des crédits de paiement, pour les engagements passés, d'un montant de **4 168 170,43 €**, en dépenses (lignes 204 61 204141 AP 2017 SUBER, 204 61 204141 AP 2018 2019 2020 2021 INVSTE, 204 61 204142 AP 2015 SUBER, 204 61 204142 AP 2018 2019 2020 2021 INVSTE, 204 61 204142 55 AP 2019 2020 2021 INVSTE, 204 61 204142 AP 2020 FONDESECO) et 687 454,76 €, en recettes (ligne 13 61 1318 AP 2017 2018 SUBER), pour les subventions de l'Agence de l'eau.

3) La sensibilisation à la gestion durable de l'eau

Le Conseil départemental soutient des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement pour une gestion durable de l'eau qui touchent différents acteurs concernés par cette gestion : collectivités territoriales, acteurs sociaux-professionnels... Les plans d'amélioration des pratiques phytosanitaires et

horticoles et la sensibilisation des usagers aux économies d'eau peuvent notamment être aidés à hauteur de 20 %.

Pour le financement de ces actions, il est affecté une somme de 60 000,00 € sur l'autorisation d'engagement 2022 FONCTSTE.

Les crédits de paiement proposés, pour l'année 2022, s'élèvent à :

- **6 000,00 €** pour les engagements nouveaux (ligne 65 61 65734 AE 2022 FONCTSTE)
- **12 600,00 €** pour les engagements anciens (ligne 65 61 65734 AE 2021 FONCTSTE)

4) Animation régionale pour la qualité des réseaux humides et l'efficacité des services d'eau et d'assainissement (AQUARHESE)

La Charte régionale qualité des réseaux vise à promouvoir une évolution constante des méthodes et des pratiques pour les opérations d'eau potable et d'assainissement.

Depuis 2008, les départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault et des Pyrénées Orientales sont les seuls à bénéficier d'une animation dédiée à cette charte en France. Cette animation, assurée par le groupe Aqua-Valley Pôle mondial de compétitivité eau, consiste à sensibiliser l'ensemble des acteurs locaux (élus, techniciens et professionnels) aux bonnes pratiques prévues dans la charte afin d'obtenir des réseaux étanches, durables et répondant aux objectifs de dépollution. En 2020, cette animation a été étendue à la gestion des eaux pluviales et à l'efficacité du pilotage des services de l'eau et de l'assainissement.

Pour le financement de cette animation, il est décidé de prévoir des crédits de paiement pour l'année 2022 d'un montant de **15 000,00 €** (ligne 65 61 6574 AE 2020 FONCTSTE).

5) La valorisation des boues de stations d'épuration

Le problème du devenir des boues de stations d'épuration se pose sur tout le département. La Chambre d'Agriculture propose la compétence de ses services pour continuer la mission d'animation et de sensibilisation sur la valorisation de ces produits, auprès des professionnels et des collectivités concernés. Sur cette base, il est décidé d'allouer une aide de fonctionnement à la Chambre d'Agriculture, complétée par un soutien financier de l'Agence de l'Eau.

Un projet de convention à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture sera proposé à l'Assemblée départementale. Cette convention précisera les interventions financières de chacun et définira les missions d'accompagnement technique et administratif à développer durant l'année.

Les crédits de paiement votés, pour l'année 2022, s'élèvent à **14 000,00 €** (ligne 65 70 65737 AE 2022 FONCTSTE).

6) L'hydraulique agricole

En cohérence avec le schéma départemental eau-climat 3.0 et dans le cadre réglementaire européen et national, le Conseil départemental applique un dispositif d'aides en matière d'hydraulique agricole individuelle et collective.

Il est décidé d'affecter un montant de 30 000,00 € sur l'autorisation de programme 2022 INVSTE pour les aides à l'hydraulique agricole.

Les crédits de paiement 2022 votés s'élèvent à :

- **894 808,01 €** pour les engagements anciens (BRL Costières, Terroir des 3 Châteaux) (lignes 204 928 2041782 AP 2018 2020 2021 INVSTE et 204 928 20422 AP 2018 2020 2021 INVSTE),
- **10 000,00 €** pour les engagements nouveaux (lignes 204 928 2041782 et 204 928 20422 AP 2022 INVSTE)

B) Subventions solidarité territoriale (359 550,83 €)

1) La reconstruction de la voirie communale suite aux inondations

Les intempéries du 19 septembre 2020 ont causé des dégâts importants sur les voiries des communes situées dans la partie amont des bassins de l'Hérault et dans la vallée Borgne.

Des crédits de paiement d'un montant de **150 000,00 €** est voté pour l'année 2022 (ligne 204 628 204142 AP 2020 FONDESECO).

Par ailleurs, il est proposé une individualisation de l'autorisation de programme 2022 INOND, d'un montant de 4 000 000 €, pour un fonds d'intervention d'urgence permettant d'aider les collectivités dans la réparation de leur voirie, suite aux inondations intervenant sur la période 2021-2027.

Des crédits de paiement d'un montant de **75 000,00 €** est voté pour l'année 2022 (ligne 204 628 204142 AP 2022 INOND), afin d'aider les communes impactées par les inondations.

2) Villages de caractère

L'opération « villages de caractère » a été actée par le Conseil départemental dans le cadre du schéma directeur d'aménagement touristique. Le label « villages de caractère » peut être attribué, uniquement aux communes ayant une population inférieure à 2000 habitants, sur la base d'un plan de mise en valeur relatif à l'animation, l'aménagement, l'embellissement et la promotion touristique des villages. Les opérations réalisées dans le cadre de ce programme doivent répondre à une charte de qualité engageant les maîtres d'ouvrage et les maîtres d'œuvre.

Les villages de Aumessas, Barjac, Dourbies, Lussan, Sauve, et Vézénobres ont été labellisés. Une opération est encore en cours concernant la commune des Plantiers.

Pour cette opération, les crédits de paiement votés pour 2022 s'élèvent à **14 550,83 €** (ligne 204 74 204142 AP 2014 SUBER).

3) Eaux pluviales

En 2020, un nouveau volet du contrat territorial a été créé pour les travaux concernant les eaux pluviales coordonnés avec les travaux sur les routes départementales dans les traversées d'agglomération. Ces opérations peuvent être aidées à hauteur de 25 %, la subvention entrant en compte dans le calcul du plafond appliqué aux dossiers de traversées d'agglomération.

Il est décidé d'affecter un montant de 400 000,00 € sur l'autorisation de programme 2022 INVSTE pour les aides aux travaux concernant les eaux pluviales.

Les crédits de paiement 2022 votés s'élèvent à :

- **80 000,00 €** pour les engagements anciens (ligne 204 68 204142 55 AP 2021 INVSTE)
- **40 000,00 €** pour les engagements nouveaux (ligne 204 68 204142 55 AP 2022 INVSTE)

C) Assistance technique règlementaire à l'eau (87 900,00 € en dépenses et 246 000,00 € en recettes)

Dans le cadre de sa compétence d'assistance technique aux collectivités pour l'assainissement, la gestion des réseaux d'eau potable à travers les objectifs d'économie de la ressource, d'amélioration et de maintien de la qualité des milieux aquatiques, le Conseil départemental est amené à renouveler le matériel nécessaire à la poursuite de ses missions et il recourt à diverses prestations pour assurer ce service.

Ceci nécessite des crédits de fonctionnement de charges générales à hauteur de 59 400,00 € et des crédits d'investissement à hauteur de 28 500,00 € (dont 20 000,00 € pour le renouvellement de véhicules).

Il est rappelé que les lignes de crédits affectées à ces activités sont proposées au vote sur un montant hors taxes.

Ainsi, il est décidé :

- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **59 400,00 €** en dépenses de fonctionnement (lignes 011 61 60636, 011 61 6064, 011 61 61558, 011 61 6156, 011 61 6238, 011 023 6234, 011 61 60631, 011 61 60632 et 011 61 611) ;
- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **28 500,00 €** en dépenses d'investissement (lignes 21 61 2157 et 21 61 2182) ;
- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **246 000,00 €** en recettes de fonctionnement (dont 176 000,00 € ligne 74 61 74788 pour le financement par l'Agence de l'eau prévu par le conventionnement et 70 000,00 € ligne 70 61 705 pour les recettes liées aux conventions avec les collectivités).

D) Contribution à l'Agence Technique Départementale (100 000,00 €)

En 2017, le Conseil départemental a initié la création d'une Agence technique départementale. Les activités de l'Agence ont débuté en 2018. Il est décidé d'inscrire 100 000,00 € de crédits de fonctionnement en 2022 (ligne 65 01 6568).

II. RENFORCER LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS DANS UN ENVIRONNEMENT DE QUALITE

Dans le cadre de l'orientation politique « **Renforcer la sécurité des personnes et des biens dans un environnement de qualité** », les interventions se déclineront en 2 axes comprenant au total 10 missions :

❖ Pour l'axe Préserver et améliorer durablement notre environnement :

- Protéger et valoriser les espaces naturels
- Organiser et valoriser la randonnée et les activités en espace naturel
- Préserver les grands sites et paysages
- Structurer une action politique solidaire
- Contribuer à la lutte contre les pollutions et les nuisances
- Aider les associations
- Contribuer à assurer à la population la ressource en eau en qualité et en quantité

❖ Pour l'axe Développer les politiques de prévention des risques

- Développer la conscience du risque
- Réduire l'impact des éléments naturels par des aménagements structurants et la surveillance
- Structurer une action publique solidaire

Au titre de l'année 2022, il est décidé de créer :

- une autorisation de programme 2022 INVAPN d'une durée de 6 ans, d'un montant de 930 000,00 € et une autorisation d'engagement 2022 FONCTAPN d'une durée de 6 ans d'un montant de 150 000,00 €, pour les subventions concernant l'attractivité et le patrimoine naturel et la lutte contre les incendies de forêts ;
- une autorisation de programme 2022 INVMA, d'une durée de 6 ans, d'un montant de 3 000 000,00 €, et une autorisation d'engagement 2022 FONCTMA, d'une durée de 5 ans, d'un montant de 44 000 €, pour les aides concernant la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Les affectations sont détaillées ci-après.

A) Préserver et améliorer durablement notre environnement

La stratégie de la politique de préservation du patrimoine naturel et d'attractivité du territoire du Conseil départemental est définie par deux documents cadre : le Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS), approuvé en septembre 2017 et le Schéma Départemental de Cohérence des Activités de Pleine Nature (SDCo APN), approuvé en décembre 2019.

Cette stratégie est cohérente avec la politique régionale en matière de biodiversité.

Cette politique est notamment financée pour partie par la Part Départementale de la Taxe d'Aménagement (P.D.T.A.), ex TDENS, (article L 113-8 et suivants du code de l'Urbanisme), perçue sur les autorisations de construire accordées sur le territoire gardois.

Ainsi, pour 2022, la mise en œuvre de cette politique au titre de la Part Départementale de la Taxe d'Aménagement (PDTA) nécessite un montant prévisionnel de crédits de près de 3,5 M€, comprenant la gestion, l'acquisition, les contributions, auxquels s'ajouteront les dépenses de personnel affecté figurant sur le budget de la Direction des Ressources Humaines du Département. La recette votée de cette taxe en 2022 figure à la prestation acquisitions foncières (cf. infra I.A).

1) Protéger et valoriser les espaces naturels (1 391 044,10 €)

Le Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS) définit la stratégie en matière d'acquisition, préservation et attractivité du patrimoine sur la base des trois axes suivants :

- conforter le réseau des espaces naturels du Gard et agir en faveur de la bio et géo diversité par un accompagnement différencié des politiques d'acquisition et de gestion d'ENS ;
- faire du patrimoine naturel un facteur d'attractivité des territoires par un accompagnement maîtrisé de la mise en place et la promotion du plan départemental des ESI conciliant les pratiques des sports de nature et les enjeux naturels et une sensibilisation et communication sur la préservation et la valorisation du patrimoine naturel ;
- consolider une politique partenariale et transversale de la préservation des espèces et leurs milieux par un accompagnement des partenaires et des acteurs à la préservation des espaces naturels.

Ces opérations sont intégralement financées par le produit de la Part Départementale de la Taxe d'Aménagement (P.D.T.A.).

1.1) Acquisitions foncières (443 000 € en dépenses et 3 675 000,00 € en recettes)

Soixante-huit communes ont établi avec le Conseil départemental des zones de préemption au titre de la politique des espaces naturels sensibles.

Le Conseil départemental poursuivra la création de zones de préemption (6 en préparation) au titre des espaces naturels sensibles en relation avec les communes concernées, concrétisant ainsi la démarche initiée en 2007 dans la hiérarchisation des ENS et confirmée par le SDENS en 2019. Cette première étape est également une des pierres angulaires de l'objectif I du Schéma Eau et Climat 3.0 visant à sanctuariser les zones humides et fraîches notamment.

De plus, le Conseil départemental se réserve la possibilité d'acquérir des terrains afin de compléter le réseau des 18 sites Espaces Naturels Sensibles avec comme support, l'autorisation de programme AP 2006 ACQUI TDENS.

Il est décidé d'inscrire **443 000,00 €** de crédits de paiement pour l'année 2022 (ligne 21 738 2118 1 AP 2006 ACQUITDENS).

En autorisation de programme, il est décidé d'augmenter l'AP 2006 ACQUITDENS de 2 306 713,96 € afin d'inscrire en dépenses les montants de taxe d'aménagement affectée non utilisés jusqu'à fin 2020.

Les recettes attendues en 2022 de la part départementale de la taxe d'aménagement sont estimées à 3 675 000,00 € (ligne 73 01 7327 1).

1.2) Actions espaces naturels (642 044,10 € en dépenses et 51 100,00 € en recettes)

a) Travaux d'aménagement et entretien

Le réseau des 18 sites Espaces Naturels Sensibles Départementaux (ENSD), qui couvre à ce jour environ 4 430 ha, est géré dans l'objectif de préservation des milieux naturels remarquables et de leur ouverture au public. Le programme d'actions est établi sur la base des notices et plans de gestion

définis pour chaque site départemental et financé par le produit de la Part Départementale de la Taxe d'Aménagement.

Les travaux sont réalisés en prestation ou en régie par les services du Conseil départemental, ou par les structures associant localement le Conseil départemental et les collectivités autour des sites les plus emblématiques : syndicat mixte de Camargue gardoise, syndicat mixte du massif et des gorges du Gardon, syndicat mixte du Vidourle et Syndicat mixte d'étude et de pilotage du Grand Site de Navacelles.

Pour 2022, en complément des financements alloués aux gestionnaires, ce programme se décline sur le réseau des ENS départementaux comme suit :

Localisation	Description	Montant voté	Imputation
Réseau départemental des ENS	Fournitures, location et maintenance de matériel pour équipes de terrain	20 647 €	10 000 € ligne 011 738 60632 1 10 000 € ligne 21 738 2157 1 647 € ligne 011 738 6156 1
	Travaux sur le réseau des ENS (dont gestion cynégétique et travaux de démolition)	244 000 €	194 000 € ligne 011 738 61524 1 20 000 € ligne 20 738 2031 1 2022 REHABBAUME 30 000 € ligne 23 738 2031 1 2022 RESTAUR127
	Insertion presse pour création zones de préemption	2 000 €	ligne 011 738 6231 1
	Cotisations aux associations de gestionnaires d'espace naturel (Cotisation RNF, labellisation PEFC, Cotisation Volontaire bois et forêts)	725 €	ligne 011 738 6281 1
ENS des Marais de la Tour Carbonnière, les marais du Scamandre, les marais du Cougourlier, les marais de Coutes et les marais des Gargattes (Communes de Saint-Gilles, Vauvert, Saint-Laurent d'Aigouze et le Cailar)	Contribution aux ASA gestionnaires hydrauliques (Canal de Capette, de la Souteyranne, Fosse, des roubines de Canavere, des marais du cougourlier)	25 000 €	ligne 65 738 6568 1
ENS des Gorges de la Cèze (Communes de Méjannes-le-Clap, Tharaux, Saint-Jean de Maruéjols et Saint-Privat-de-Champclos)	Frais de garderie	6 000 €	ligne 011 738 637 1

Localisation	Description	Montant voté	Imputation
	Gestion cynégétique – organisation	30 000 €	ligne 011 738 62268 1 2022 GEST CHASS
	Contribution à l'hectare forêt Méjannes au titre du régime forestier	10 000 €	ligne 65 738 6558 1
	Mise en sécurité des sites (clôture)	10 000 €	ligne 21 738 2128 1
	Mobilier sans pose	5 000 €	ligne 21 738 2188 1
	Travaux sur ENSD dont PDESI, cynégétique et DFCI (comprend 50 000 € d'équipement du pôle vélo-VTT VTT et 40 000 € imprévu CD 127)	185 000 €	ligne 23 738 2312 1

Soit un total de crédits de **538 372,00 €** dont 260 000,00 € de crédits d'investissement.

En autorisations de programme et d'engagement, il est décidé :

- de créer l'autorisation de programme 2022 REHABBAUME, d'un montant total de 450 000,00 €
- de créer l'autorisation de programme 2022 RESTAUR 127, d'un montant total de 1 320 000,00 €
- de créer l'autorisation d'engagement 2022 GESTCHASS, d'un montant total de 100 000,00 €

La gestion des Espaces Naturels Sensibles départementaux donne également lieu à des recettes d'exploitation :

- Location des droits de chasse et pêche : 35 000,00 € (ligne 70 738 7035 1)
- Concessions de pâturage et exploitation de la grotte de la Salamandre : 6 100,00 € (ligne 70 738 70388 1)
- Coupes de bois : 10 000,00 € (ligne 70 738 7022 1)

b) Réalisation de plans de gestion ou de notices de gestion sur les ENS départementaux (ENSD)

Dans le cadre des modalités de gestion du réseau des espaces naturels sensibles départementaux, il est décidé, en 2022, afin de finaliser la réalisation des plans de gestion sur les espaces naturels du lac des Pises et du méandre du Martinet :

- **18 672,10 €** sur l'autorisation d'engagement 2019 PGESTION (ligne 011 738 617 1).

c) Etudes et Diagnostics sur les ENSD

Il est décidé d'inscrire des crédits de fonctionnement à hauteur de **75 000,00 €** (011 738 617 1) pour la réalisation d'études, de diagnostics et d'inventaires sur les ENSD, intégrant la démolition des bâtiments du Cougourlier, mais aussi le confortement de la partie restante.

d) Etudes et Diagnostics sur les ENSD

Il est décidé d'inscrire des crédits d'investissement à hauteur de **10 000,00 €** (ligne 20 738 2031 1) pour la réalisation d'une étude préalable au lancement de travaux d'un pôle vélo-VTT, intégré à l'opération Paris 24.

1.3) Etudes d'intérêt départemental sur les espaces naturels sensibles (70 000,00 €)

Il est décidé d'inscrire des crédits de fonctionnement à hauteur de **70 000,00 €** (lignes 011 738 617 1 et 011 738 617) pour la réalisation d'études d'intérêt départemental sur les espaces naturels sensibles **dont 50 000,00 € hors financement taxe pour une étude relative au Parc Meynier de Salinelles à Nîmes, propriété du Conseil départemental.**

1.4) Subventions espaces naturels sensibles (236 000,00 €)

a) Les subventions aux collectivités pour l'acquisition d'espaces naturels sensibles (145 000,00 €)

Dans la continuité du schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles approuvé par l'Assemblée départementale en 2017, le Conseil départemental poursuivra son soutien auprès des collectivités qui souhaitent acquérir des terrains par substitution au droit de préemption sur les Espaces Naturels Sensibles (art.215-1 et suivants du Code de l'urbanisme).

A ce jour, il est rappelé que dans le département, 68 communes sont concernées par le droit de préemption sur les espaces naturels sensibles.

Les sites ainsi protégés grâce à l'outil juridique et financier du Conseil départemental intégreront le réseau départemental des ENS gardois et pourront faire l'objet d'une information globale.

Il est décidé d'affecter un montant de 200 000,00 € sur l'autorisation de programme 2022 INVAPN, pour les subventions d'acquisitions des espaces naturels sensibles.

Les crédits de paiement 2022 votés s'élèvent à :

- 60 000,00 € pour les aides octroyées en 2019 (ligne 204 738 204142 1 AP 2019 INVAPN)
- 5 000,00 € pour les aides octroyées en 2020 (ligne 204 738 204142 1 AP 2020 INVAPN)
- 60 000,00 € pour les aides octroyées en 2021 (ligne 204 738 204142 1 AP 2021 INVAPN)
- 20 000,00 € pour les aides nouvelles en 2022 (ligne 204 738 204142 1 AP 2022 INVAPN)

b) Subventions aux collectivités pour les actions en faveur de la biodiversité en espaces naturels sensibles (41 000,00 €)

Afin de financer les actions en faveur de la biodiversité menées par les collectivités et établissements publics, en complément des contributions aux syndicats mixtes d'environnement, est décidée, comme en 2021, une inscription de 41 000,00 € (ligne 65 738 65735 1).

L'individualisation de ces crédits sera proposée à l'Assemblée départementale, conformément au dispositif d'appui approuvé, suite au schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles.

c) Prix de la transition énergétique pour les collectivités (50 000,00 €)

Le Conseil départemental a souhaité, dans la gestion de son patrimoine, prendre part de façon opérationnelle à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et à l'adaptation au changement climatique. Dans ce contexte, il a été créé, en 2019, un prix annuel pour les communes et les EPCI engagés dans un projet d'investissement en faveur de la transition énergétique.

A ce titre, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **50 000,00 €**, en investissement (ligne 204 738 204142 1).

2) Organiser et valoriser la randonnée et les activités en espace naturel (842 489,40 €)

Dans le cadre de l'approbation du Schéma Départemental de Cohérence des Activités de Pleine Nature (SDCo APN), sont définies les nouvelles orientations :

- favoriser l'équilibre entre la préservation de l'environnement (dont ENS), la sécurisation des sites et des usagers et le développement économique des sports de nature sur les territoires ;
- confirmer l'existence d'une culture « Activités de Pleine Nature » à l'échelle du département : l'assumer, la partager et la faire vivre ;
- favoriser l'accès aux APN pour tous et pour tous les gardois.

Les APN constituent ainsi de remarquables supports de développement touristique et représentent aussi une opportunité pour l'ensemble des gardois.

Dans le cadre de ce schéma, il est décidé de poursuivre la politique départementale en faveur de l'attractivité du territoire par une organisation des pratiques de pleine nature au travers du Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires (PDESI). Ce document cadre renforce ainsi le partenariat entre le Conseil départemental et les acteurs impliqués dans ces activités, sur la base des objectifs approuvés par l'Assemblée départementale :

- prise en compte globale de l'ensemble des pratiques sportives de pleine nature ;
- garantie de la préservation des espaces naturels gardois par une gestion adaptée des flux de fréquentation notamment dans le cadre des espaces naturels sensibles, des Grand Sites et des sites Natura 2000 ;
- proposition d'une offre touristique et de loisirs, de réseaux multi-activités (sentiers, espaces et sites), facteur de développement des territoires gardois.

Ces domaines d'interventions seront organisés autour des 5 niveaux de sites de pratiques (les 5 pôles nature départementaux, la grande itinérance, les Espaces Sites et Itinéraires (ESI) d'intérêt départementaux, les Réseaux Locaux Espaces Sites et Itinéraires (RLESI) et ESI d'intérêt locaux).

Ces opérations sont financées par le produit de la Part Départementale de la Taxe d'Aménagement (P.D.T.A.).

2.1) Actions espaces, sites et itinéraires (345 000,00 € en dépenses et 4 500,00 € en recettes)

a) Etudes, diagnostic sur le réseau et les sites

Conformément à ses compétences obligatoires et suite à sa forte implication, depuis plus 20 ans, le Conseil départemental assure en maîtrise d'ouvrage l'entretien de plus de 2 500 km de sentiers et de trois sites majeurs d'activités de pleine nature.

Par ailleurs, l'implication, de près d'une vingtaine d'intercommunalités gardoises, partenaires du Conseil départemental et engagée dans le respect de la démarche qualifiée Gard pleine nature, complète cette offre de près de 6 000 km de sentiers.

Parallèlement, le département se caractérise par des pôles majeurs en termes d'attractivité touristique, d'enjeux de préservation et d'activité de pleine nature :

- Massif de l'Aigoual et Massif du Mont Lozère (partie gardoise) (site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO - Présence du Parc National des Cévennes) ;
- Massif et les Gorges de la Cèze (présence du plus grand Espace Naturel Sensible du Gard – participation à la mise en place d'un pôle vélo) et Mont de Bouquet (Site PDESI en maîtrise d'ouvrage Escalade et Vol à voile- Zone Natura 2000 des Garrigues de Lussan) ;
- Massif et les Gorges du Gardon (Grand Site de France) ;
- Camargue gardoise et le littoral gardois (Grand Site de France) ;
- Cirque de Navacelles et Gorges de la Vis (site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO - Opération Grand Site).

Sur la base de cette situation et après 10 ans d'existence de la Commission Départementale des Espaces Sites et Itinéraires (CDESI), instance de pilotage, mais aussi des nouvelles modalités du Schéma Départemental de Cohérence des Activités de Pleine Nature (SDCo APN), il est proposé de poursuivre la mutation numérique de cette politique.

Ceci afin d'être en parfaite cohérence avec l'évolution des politiques dont la mutualisation des moyens aux différentes échelles territoriales et l'évolution des modes de vie avec la place croissante du numérique dans le quotidien des usagers, il est aussi important de poursuivre le déploiement de l'outil numérique RANDOGARD sous solution web (Géotrek) et application (Mickes). Cet outil de partage, de gestion et de promotion, en lien avec les partenaires (Gard Tourisme, intercommunalité, etc.) facilite ainsi la gestion partagée et la valorisation d'itinéraires et espaces qualifiés.

Il est décidé d'inscrire **90 000,00 €** de crédits de paiement (ligne 20 738 2031 1).

b) Travaux d'équipement et entretien du réseau départemental et des sites

En 2022, le Conseil départemental poursuivra sa participation à la mise en place du Pôle Nature Quatre Saisons Mont Aigoual et du Pôle Nature Mont Lozère ainsi que l'accompagnement de la structuration des trois pôles nature identifiés dans le Schéma Départemental de Cohérence des Activités de Pleine Nature (SDCo APN), l'objectif étant de développer une offre de loisirs adaptée et variée sur les massifs concernés. A ces pôles s'ajoute le déploiement de la grande itinérance (Grande Traversée du Massif Central en VTT, Regordane, GR7, Saint Guilhem). Ces opérations ont pour objectif de garantir une offre de qualité intégrant l'ensemble des activités de pleine nature.

Pour l'année 2022, les opérations de travaux nécessaires à la poursuite de l'aménagement des pôles nature, à la création de nouveaux sites, à l'adaptation et l'entretien du réseau d'Espaces Sites et Itinéraires sous maîtrise d'ouvrage départementale, sont évalués à 110 000,00 € (dont 60 000,00 € ligne 23 738 23153 1 et 50 000,00 € ligne 011 738 615231 1).

Le Conseil départemental est partenaire de l'opération « GR 700 – Le Chemin de Régordane » dans le cadre de l'appel à projets « Grandes itinérances – Massif central ». Au titre des travaux d'aménagement, de sécurisation et de valorisation sur l'itinéraire, sont prévus des travaux de sécurisation et restauration du pont roman dit pont de Jouany, support de l'itinéraire historique du Chemin de Régordane sur la commune de Génolhac.

Dans le cadre de cette opération, il est décidé d'inscrire, en 2022, **145 000,00 €** de crédits de paiement, dont 30 000,00 € pour les études (ligne 20 738 2031-1 2021 REGORDANE) et 115 000,00 € pour les travaux (ligne 23 738 23153-1 2021 REGORDANE).

Par ailleurs, il est décidé d'augmenter l'autorisation de programme 2021 REGORDANE de 490 000,00 €.

Ces opérations s'inscrivent dans des projets partenariaux faisant l'objet de subventions (Europe, Etat, Région).

Par ailleurs, il est décidé d'inscrire une recette de 4 500,00 € (ligne 70 738 70848 1) relative au partenariat entre la Communauté de Communes Causses Aigoual Cévennes Terres Solidaires et le Conseil départemental autour des travaux mis en œuvre par l'équipe d'agents de valorisation.

2.2) Subventions espaces, sites et itinéraires (497 489,40 €)

Dans la continuité du schéma départemental de cohérence des activités de pleine nature approuvé par l'Assemblée départementale en décembre 2019, il est décidé de soutenir les actions suivantes :

a) Accompagnement des comités départementaux et associations de la grande itinérance (80 000,00 €)

Pour accompagner les associations de pratiquants, dans le cadre des travaux de la Commission Départementale des Espaces Site et Itinéraires (C.D.E.S.I) et de la mise en œuvre du Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires (P.D.E.SI.), des crédits de paiement d'un montant de 80 000 € sont votés pour l'année 2022 (ligne 65 738 6574 1). Il fera l'objet d'une individualisation en séance plénière.

b) Subventions pour l'étude et l'équipement des espaces, sites ou itinéraires d'initiative locale (376 489,40 €)

A l'échelle intercommunale et en complément du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et Randonnée, de nombreux espaces, sites ou itinéraires restent à aménager et à promouvoir pour offrir une palette d'activités plus large et renforcer l'attractivité touristique au niveau des territoires gardois.

Au regard des projets émergents, il est décidé d'affecter un montant de 480 000,00 € sur l'autorisation de Programme 2022 INVAPN, pour soutenir techniquement et financièrement les projets locaux pour l'aménagement des sentiers et des sites liés aux pratiques de pleine nature.

Les crédits de paiement 2022 votés s'élèvent à :

- **10 413,40 €** pour les aides octroyées en 2018 (ligne 204 738 204152 1 AP 2018 INVAPN)
- **100 000,00 €** pour les aides octroyées en 2019 (ligne 204 738 204142 1 AP 2019 INVAPN)
- **136 076,00 €** pour les aides octroyées en 2020 (ligne 204 738 204142 1 AP 2020 INVAPN)
- **85 000,00 €** pour les aides octroyées en 2021 (lignes 204 738 204141 1 et 204 738 204142 1 AP 2021 INVAPN)
- **45 000,00 €** pour les aides nouvelles en 2022 (lignes 204 738 204141 1 et 204 738 204142 1 AP 2022 INVAPN)

c) Démarche qualifiée Gard pleine nature (41 000,00 €)

Cette politique est organisée en partenariat avec Gard Tourisme qui coédite, avec les acteurs locaux, les documents de promotion des espaces, sites et itinéraires ainsi que les carto-guides de la collection « Espaces Naturels Gardois » et ce, conformément aux termes de la convention liée à la qualification départementale « Gard pleine nature » en vigueur depuis juillet 2011.

Est également décidé, en 2022, aux partenaires du Conseil départemental, la poursuite du déploiement de la qualification « Gard pleine nature » par les conventionnements avec les opérateurs locaux et leur promotion en lieu avec Gard Tourisme.

A ce titre, il est décidé d'inscrire des crédits à hauteur de **41 000,00 €** (chapitre 65, fonction 738, nature 6574 1) pour les actions de Gard Tourisme en faveur de la promotion de l'offre d'activités de pleine nature, éligibles à l'affectation de la PDTA, c'est-à-dire contribuant directement à la valorisation d'équipements légers de gestion de la fréquentation en espaces naturels : sentiers et sites équipés du P.D.E.S.I., sensibilisation du public au patrimoine et aux sites, y compris l'édition de la brochure escapades nature. Ces crédits feront l'objet d'une individualisation en Assemblée départementale, ainsi que d'une convention liée à la qualification « Gard Pleine Nature ».

3) Préserver les grands sites et paysages (1 000 000,00 €)

Au titre de la politique de l'attractivité et de l'amélioration du cadre de vie, le Conseil départemental soutient les opérations Grand site et la préservation des paysages.

Le Conseil départemental poursuivra en 2022 son engagement en tant que membre statutaire des structures chargées de la mise en œuvre des Opérations Grand Site (OGS) ancrées sur le territoire gardois (Camargue gardoise, Pont du Gard et Gorges du Gardon, Cirque de Navacelles).

La définition et l'animation de ces programmes sont assurées par le Syndicat mixte pour la protection et la gestion de la Camargue gardoise, le Syndicat mixte des Gorges du Gardon, le Syndicat mixte pour la mise en œuvre de l'opération Grand Site de Navacelles, et l'EPCC Pont du Gard.

Les participations du Conseil départemental prendront la forme des contributions techniques ou financières telles que mentionnées au titre de la prestation « Contribution au fonctionnement des syndicats mixtes / ententes – patrimoine naturel » ainsi que dans le cadre des dispositifs d'intervention pour l'accompagnement des aménagements sous maîtrise d'ouvrage locale.

3.1) Actions valorisation du patrimoine naturel (100 000,00 €)

Le Conseil départemental conduit ses actions de valorisation du paysage et du cadre de vie dans le cadre de partenariats avec le CAUE du Gard, apportant conseil et appui technique auprès des communes et intercommunalités et Gard Tourisme. L'ensemble de ces actions, ainsi que l'appui ponctuel aux chartes paysagères des collectivités, contribuent directement à la valorisation du cadre de vie des Gardois.

Dans le cadre de l'objectif 1 du Schéma départemental Eau et Climat du Gard 3.0 mais aussi de l'axe 3 du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles, le Conseil départemental souhaite agir en faveur de la biodiversité et de la désartificialisation des bâtiments départementaux. Dans ce cadre, il est proposé d'élargir le dispositif initialement réservé aux communes aux collèges du Gard.

Ainsi, afin de valoriser le cadre de vie des communes gardoises et de participer à la sensibilisation des collégiens à l'impact du réchauffement climatique, il est proposé de procéder à l'acquisition de végétaux auprès d'une entreprise adaptée ou d'un établissement de services d'aide par le travail conformément à l'article 15 du code des marchés publics. En 2022, il est décidé d'inscrire **100 000,00 €** pour cette opération (chapitre 011, fonction 738, nature 6068).

3.2) Financement CAUE (900 000,00 €)

Dans le cadre des dispositions réglementaires fixant les conditions du financement départemental et de reversement du produit de la taxe en faveur du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **900 000,00 €** (chapitre 014, fonction 71, nature 7398-2), il sera également décidé au cours de la même séance d'approuver le taux de répartition entre le CAUE et la politique départementale des espaces naturels sensibles et la convention financière nous liant.

4) Structurer une action politique solidaire : Contribution au fonctionnement des syndicats mixtes et ententes pour le patrimoine naturel (1 757 000,00 €)

Le Conseil départemental confirme son implication aux côtés des structures et des collectivités locales engagées dans la préservation et la valorisation du patrimoine naturel, de la biodiversité et de la préservation des sites et des paysages culturels les plus emblématiques du Gard.

Cette politique garantit un ancrage territorial fort de notre collectivité sur le plan technique et financier par sa contribution au fonctionnement du Syndicat Mixte pour la protection et la gestion de la Camargue gardoise, du Syndicat Mixte des Gorges du Gardon, du Syndicat Mixte d'étude et de pilotage du Grand Site de Navacelles, du Syndicat Mixte de gestion des Gorges de l'Ardèche et du Syndicat mixte du bassin du fleuve Hérault.

La collectivité contribue aussi à la mise en œuvre d'une politique partenariale spécifique dans le cadre de l'exercice de ses compétences : la gestion foncière des espaces naturels, la valorisation des Espaces Naturels Sensibles, le développement des activités de pleine nature, l'ouverture au public et la découverte des sites et l'éducation à l'environnement et au développement durable.

Elle participe ainsi aux grands programmes de valorisation des sites naturels majeurs bénéficiant de statuts de protection et de gestion : Grands Sites, sites Natura 2000, le bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO des « Causses et Cévennes », le Parc National des Cévennes.

Ainsi, il est décidé l'inscription de crédits de paiement à hauteur de **1 757 000,00 €** dont 1 137 000,00 € prélevés sur l'affectation de la Part Départementale de la Taxe d'Aménagement, pour contribuer au fonctionnement des syndicats mixtes et ententes dont le Conseil départemental est membre (620 000,00 € chapitre 65, fonction 738, nature 6561 et 1 137 000,00 € chapitre 65, fonction 738, nature 6561 1).

5) Contribuer à la lutte contre les pollutions et les nuisances (1 382 906,00 € en dépenses et 500 000,00 € en recettes)

La lutte contre les pollutions et les nuisances compte deux volets : la cotisation à l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication de confort et lutte anti-vectorielle et la cotisation à l'Association ATMO Occitanie, ex Air-Languedoc, pour la lutte contre la pollution de l'air.

5.1) Contribution au fonctionnement des syndicats mixtes / ententes – patrimoine naturel (1 381 000,00 € en dépenses et 500 000,00 € en recettes)

Entente Interdépartementale pour la Démoustication

La loi du 16 décembre 1964 et son décret d'application du 1^{er} décembre 1965, relatifs à la lutte contre les moustiques, précisent les compétences des Départements en matière de traitement « de confort ».

Le Conseil départemental est membre de l'Entente Interdépartementale de Démoustication qui effectue des opérations de démoustication de confort. Les traitements, mis en œuvre intégralement par la lutte biologique (Bti), nécessitent un contrôle renforcé notamment sur les sites Natura 2000 selon la législation en vigueur.

Des réflexions seront menées concernant les périmètres d'action et la lutte contre la nuisance.

La participation du Conseil départemental à l'EID Méditerranée est estimée pour l'année 2022 à **1 381 000,00 €** (chapitre 65, fonction 738, nature 6561).

Concernant la démoustication de confort du territoire des communes d'Aigues-Mortes, Aimargues, Le Cailar, Le-Grau-du-Roi, Saint-Gilles, Saint-Laurent-d'Aigouze, Vauvert, Bellegarde et Beaucaire, cette dépense sera en partie compensée par une recette prévisionnelle des communes traitées, à hauteur de 40 %, sur les crédits soit 500 000,00 € (chapitre 74, fonction 738, nature 7474).

5.2) Actions valorisation du patrimoine naturel (1 906,00 €)

ATMO Occitanie

Dans le cadre de la réforme des Régions, les associations régionales Air LR et ORAMIP chargées d'assurer, conformément à l'article L 221-3 du code de l'environnement, la surveillance de l'air et de l'atmosphère en Occitanie, ont fusionné au sein de l'association ORAMIP pour devenir « ATMO Occitanie ».

Par conséquent, en 2022, le Conseil départemental propose d'étudier la possibilité d'adhérer à l'association « ATMO Occitanie » pour une cotisation d'un montant de **1 906,00 €** (chapitre 011, fonction 738, nature 6281).

6) Aider les associations : Subventions de valorisation du patrimoine naturel (171 000,00 €)

6.1) Appel à projets pour les associations environnementales (135 000,00 €)

En cohérence avec le schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles approuvé en 2017, le Conseil départemental accompagne des actions de gestion du territoire et de valorisation du patrimoine naturel, menées par les associations dans le cadre de conventions de partenariats avec le Conseil départemental.

Un appel à projets destiné à financer des projets associatifs d'intérêt départemental en faveur de l'environnement et de la prévention des risques naturels est lancé chaque année. Les attributions font l'objet d'une individualisation par l'Assemblée départementale.

Les crédits de fonctionnement proposés, destinés aux subventions dans le cadre de l'appel à projets 2022 dont les dossiers Escapade nature ainsi que les conventions avec CEN LR et MNE RENE 30, s'élèvent à **135 000,00 €** (chapitre 65, fonction 738, nature 6574 1).

6.2) Prix de l'initiative pour une transition écologique et solidaire (20 000,00 €)

Depuis 2018, le Conseil départemental organise un « Prix de l'initiative pour une transition écologique » afin de récompenser les initiatives locales innovantes portées par les associations dont les actions s'inscrivent dans les domaines suivants :

- le développement d'un territoire socialement responsable ;
- la préservation de l'environnement ;
- l'innovation technologique, d'usage ou sociale.

A ce titre, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **20 000,00 €**, en fonctionnement (chapitre 65, fonction 738, nature 6574).

6.3) Structuration d'une action politique solidaire (16 000,00 €)

Le Conseil départemental intervient également auprès d'autres structures publiques compétentes en matière d'environnement sur des problématiques ou programmes similaires ou convergents. A ce titre, le CPIE des Causses méridionaux est un acteur clé pour la gestion du bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO des Causses et des Cévennes, paysage culturel de l'agro-pastoralisme méditerranéen.

Ces actions donnent lieu à l'inscription d'un budget (crédits PDTA), versé sous forme de subventions qui seront individualisées par l'Assemblée départementale pour un montant de **16 000,00 €** (chapitre 65, fonction 738, nature 6574 1).

7) Contribuer à assurer à la population la ressource en qualité et en quantité (367 000,00 €)

7.1) Actions eau et milieu aquatique (162 000,00 € en dépenses et 81 875,00 € en recettes)

Le Conseil départemental a adhéré à l'A.S.T.E.E (Association Scientifique et Technique de l'Eau et de l'Environnement) et à la F.N.C.C.R (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies).

Afin de prolonger ces adhésions, il est décidé d'inscrire au budget en crédits de paiement une dépense de **4 500,00 €**, sur le chapitre 011, fonction 70, nature 6281 et ce, au titre des cotisations du Conseil départemental pour ces études d'intérêt départemental sur l'eau.

Depuis son lancement effectif au cours de l'année 2000, le projet départemental d'amélioration des connaissances sur l'évolution de la qualité globale des milieux aquatiques répond de manière satisfaisante aux attentes d'origine.

Ce travail permet de mieux cerner les problématiques spécifiques à la gestion qualitative des grands cours d'eau. Il s'inscrit dans le cadre du contrat Département Agence de l'eau signé en 2019.

Aussi, il est décidé :

- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **157 000,00 €** en dépenses de fonctionnement, dont 145 500,00 € (chapitre 011 fonction 738 nature 611) pour permettre le financement d'analyses qualitatives d'eau et les dépenses d'adhésion ;
- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **5 000,00 €** en dépenses d'investissement (chapitre 21 fonction 64 nature 2157) pour l'achat de matériel au bénéfice du réseau de suivi des cours d'eau du Gard ;
- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **81 875,00 €** en recettes de fonctionnement (chapitre 74 fonction 64 nature 74718) correspondant à la subvention de l'Agence de l'eau pour le réseau de suivi de la qualité des eaux superficielles.

7.2) Etude d'intérêt départemental sur l'eau et milieu aquatique (45 000,00 €)

L'année 2020 a vu l'élaboration de la stratégie départementale dans le cadre du schéma eau et climat 3.0.

Dans le prolongement de ce schéma de nouvelles études pourront être conduites.

Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **45 000,00 €** en dépenses de fonctionnement (chapitre 011 fonction 70 nature 617).

7.3) Subventions milieu aquatique (160 000,00 €)

Par délibération du 5 avril 2018, l'Assemblée départementale a adopté un dispositif financier au titre de la solidarité territoriale en faveur de la gestion des milieux aquatiques.

Sont notamment éligibles les opérations d'investissement qui étaient précédemment aidées par le Syndicat mixte départemental d'aménagement et de gestion des milieux aquatiques et cours d'eau du Gard. Il s'agit d'opérations relevant de la gestion intégrée des cours d'eau et répondant aux objectifs de reconquête ou de maintien de la qualité biologique, physicochimique, hydromorphologique des milieux.

C'est dans ce cadre que le Conseil départemental continue d'accompagner en investissements les syndicats pour lesquels la création de la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) a entraîné une modification de gouvernance et le retrait du Conseil départemental (par subvention ou par convention).

Il est décidé d'affecter un montant de **1 135 000,00 €**, sur l'autorisation de programme 2022 INVMA, pour les aides concernant la gestion des milieux aquatiques.

Les crédits de paiement 2022 votés s'élèvent à :

- **80 000,00 €** pour les aides octroyées en 2020 (ligne 204 64 204152 AP 2020 INVMA)
- **20 000,00 €** pour les aides octroyées en 2021 (lignes 204 64 204152 et 204 64 204151 AP 2021 INVMA)
- **60 000,00 €** pour les aides nouvelles en 2022 (lignes 204 64 204152 et 204 64 204151 AP 2022 INVMA)

B) Développer les politiques de prévention des risques

1) Développer la conscience du risque : les actions de Prévention des Inondations (57 750,00 €)

Dans le cadre des opérations menées pour la prévention contre les risques inondations, il est décidé de maintenir au titre de l'exercice de 2022 la formation de sensibilisation auprès des élus autour de thèmes tels que « l'alerte et la gestion de crise », « l'urbanisme » ou « le fonctionnement des cours d'eau et le risque inondation : l'aspect juridique et assurantiel ».

Les frais de repas liés aux formations proposées aux élus sont pris en charge par le Conseil départemental et inscrits au vu des besoins réels. Afin de prendre en charge les repas liés à cette action, il est décidé d'inscrire **3 750,00 €** sur le chapitre 011 fonction 18 nature 6185.

Depuis 2009, le Conseil départemental adhère au Centre Européen de Prévention des Inondations (CEPRI), qui est un acteur incontournable de la prévention du risque inondation. En outre, le Conseil départemental a adhéré en 2012 à l'Institut des Risques Majeurs (IRMA), qui apparaît également comme un organisme essentiel en matière de prévention des risques. Les contributions annuelles correspondantes devraient s'établir pour 2022 à **4 000,00 €** ; il est décidé d'inscrire ce montant sur le chapitre 011 fonction 18 nature 6281.

Par ailleurs, il est décidé d'inscrire **50 000,00 €** (chapitre 65 fonction 18 nature 6568) pour l'estimation de la population et des surfaces urbanisées en zone inondable, réalisée en partenariat avec l'Agence d'urbanisme et de développement des régions Nîmoise et Alésienne.

2) Réduire l'impact des éléments naturels par des aménagements structurants et la surveillance (5 040 137,23 €)

Le Conseil départemental est propriétaire de sept barrages (Sénéchas, Sainte-Cécile-d'Andorge, Les Cambous, la Rouvière, Ceyrac, Conqueyrac et Pises), qu'il convient d'entretenir et dont l'exploitation est assurée en gestion directe.

Les inscriptions de crédits permettent d'assurer le bon fonctionnement et l'entretien de ces barrages et également de mettre en œuvre la sécurisation de 3 ouvrages :

- Barrage de Sainte-Cécile-d'Andorge
- Barrage du lac des Pises
- Barrage des Cambous

2.1) Opérations sur les barrages (1 838 136,68 € en dépenses et 218 880,24 € en recettes)

a) Etudes sur les barrages départementaux (751 304,68 € en dépenses)

En ce qui concerne les études sur les barrages départementaux, il est décidé les inscriptions suivantes :

- 723 304,00 € sur l'Autorisation de Programme 2017 PROCECILE. Ces crédits de paiement se répartissent ainsi : **648 304,00 €** sur le chapitre 20, fonction 64, nature 2031 (42), **75 000,00 €** sur le chapitre 23, fonction 64, nature 237 (42)
- Pour financer les diverses études sur les barrages départementaux, il est décidé d'inscrire en section d'investissement hors autorisation de programme, des crédits de paiement à hauteur de 28 000,68 €. Il est décidé de ventiler les crédits de la manière suivante : **20 000,68 €** sur le chapitre 20, fonction 64, nature 2031 (42) et **8 000,00 €** sur le chapitre 23, fonction 64, nature 237 (42) pour financer les éventuelles avances.

b) Travaux (construction, rénovation, entretien) sur les barrages départementaux (1 086 832,00 € en dépenses et 218 880,24 € en recettes)

En ce qui concerne les travaux sur les barrages départementaux, il est décidé d'inscrire :

- **555 000,00 €** sur l'Autorisation de Programme 2017 SENDROME. Ces crédits de paiement se répartissent ainsi : 60 000,00 € sur la ligne 20.64.2031 (42), 480 000,00 € sur la ligne 23.64.231318 (42), 10 000,00 € sur la ligne 23.64.238 (42) et 5 000,00 € sur la ligne 23.64.237 (42) pour financer les éventuelles avances.
- **136 832,00 €** sur l'Autorisation de Programme 2018 SECURPISE. Ces crédits de paiement se répartissent ainsi : 126 832,00 € sur la ligne 20.64.2031 (42), 10 000,00 € sur la ligne 23.64.237 (42) pour financer les éventuelles avances.

Le montant prévisionnel des travaux prévus, hors autorisation de programme pour 2022 et imputables à la section d'investissement s'élève à **320 000,00 €** sur le chapitre 23, fonction 64, nature 231318 (42).

Il est décidé d'inscrire **75 000,00 €** de dépenses d'investissement sur le chapitre 13, fonction 64, nature 1318 (42) correspondant au remboursement d'un montant de recettes de l'Agence de l'Eau indûment perçu.

Par ailleurs, il est décidé d'inscrire **218 880,24 €** de recettes d'investissement sur le chapitre 13, fonction 64, nature 1318 (42) relatives aux travaux de sécurisation du barrage de Sainte-Cécile-d'Andorge.

Aussi, il est décidé :

- D'inscrire des crédits de paiement d'un montant de 1 086 832,00 € en dépenses d'investissement
- D'inscrire des crédits de paiement d'un montant de 218 880,24 € en recettes d'investissement

2.2) Exploitation des barrages (796 000,77 € en dépenses et 4 000,00 € en recettes)

En ce qui concerne l'exploitation des barrages, il est décidé d'inscrire :

- **262 000,00 €** sur l'Autorisation d'Engagement 2020 EDD. Ces crédits de paiement se répartissent ainsi : 99 066,00 € sur la ligne 011.64.617 (42) et 162 934,00 € sur la ligne 011.64.611 (42)
- **20 000,00 €** sur l'Autorisation d'Engagement 2020 BARRAGES. Ces crédits de paiement sont inscrits sur la ligne 011.64.617 (42)
- **60 000,00 €** sur l'Autorisation d'Engagement 2021 BARRAGES. Ces crédits de paiement sont inscrits sur la ligne 011.64.617 (42)

Il est décidé, par ailleurs, de créer une Autorisation d'Engagement 2022 BARRAGES d'un montant de 60 000,00 € sur deux ans, pour des études liées à la sécurisation des ouvrages hydrauliques, avec un montant de **30 000,00 €** inscrits en crédits de paiement 2022, sur la ligne 011.64.617 (42).

En outre, il est décidé d'inscrire à la section de fonctionnement sur la ligne 011.64.615231 (42) des crédits de paiement à hauteur de **120 000,00 €** pour des opérations de travaux de maintenance.

Les barrages font également l'objet d'opérations d'entretien de manière régulière. Ainsi, il est décidé une inscription de **244 000,77 €** sur diverses opérations en fonctionnement (lignes 011 01 637 42, 011 64 60632 42, 011 64 611 42, 011 64 617 42, 011 64 62268 42 et 011 64 6231 42) et **60 000,00 €** en investissement ligne 21.64.2157 (42) pour faire face aux charges d'exploitation de ces ouvrages (achat de matériel, contrats de prestations, contrats de maintenance, redevance...).

Par ailleurs, il est décidé d'inscrire une recette d'un montant de **4 000,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 70, fonction 64, nature 70323 pour les redevances d'occupation du domaine public départemental (recettes domaniales).

Aussi, il est décidé :

- D'inscrire des crédits de paiement d'un montant de 60 000,00 € en dépenses d'investissement
- D'inscrire des crédits de paiement d'un montant de 736 000,77 € en dépenses de fonctionnement
- D'inscrire des crédits de paiement d'un montant de 4 000,00 € en recettes de fonctionnement
- De créer une Autorisation d'Engagement 2022 BARRAGES d'une durée de 2 ans et d'un montant total de 60 000,00 €

2.3) Subvention pour la protection contre les inondations (2 177 648,45 €)

Au titre de l'année 2022, pour les aides concernant la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, il est décidé de créer une autorisation de programme (2022 INVMA), d'une durée de 5 ans, d'un montant de 3 000 000,00 €, et une autorisation d'engagement (2022 FONCTMA), d'une durée de 5 ans, d'un montant de 44 000,00 €. Les affectations sont détaillées dans le rapport ci-après.

Sont présentées ci-après les actions, opérations et propositions d'inscriptions budgétaires pour l'année 2022.

a) Prévention du risque inondation

Par délibération du 5 avril 2018, l'Assemblée départementale a adopté un dispositif financier au titre de la solidarité territoriale en faveur des aménagements sur les cours d'eau (digues, ouvrages de rétention, ouvrages écrêteurs de crues...) pour la réduction de l'aléa inondations.

Par ailleurs, le Conseil départemental a conventionné en 2019 avec le SYMADREM, s'engageant à poursuivre, le financement des tranches fonctionnelles de l'opération de renforcement et de décorsetage limité des digues du Petit Rhône rive droite, inscrites dans le CPIER Plan Rhône 2015-2020.

Il est décidé d'affecter un montant de 1 785 000,00 €, sur l'autorisation de programme 2022 INVMA, pour supporter les aides devant être octroyées au titre de la protection contre les inondations pour les collectivités et les syndicats de bassins.

Les crédits de paiement votés, relatifs à la protection contre les inondations, s'élèvent à :

- **400 000,00 €** pour les aides octroyées en 2020 (ligne 204 64 204152 AP 2020 INVMA)
- **30 000,00 €** pour les aides octroyées en 2021 (lignes 204 64 204142, 204 64 204151 et 204 64 204152 AP 2021 INVMA)
- **180 000,00 €** pour les aides nouvelles (lignes 204 64 204151, 204 64 204142, 204 64 204152 et 204 64 204141 AP 2022 INVMA)

b) PAPI Nîmes

Le Programme d'Actions de Prévention des Inondations PAPI 2 Nîmes (période 2015 – 2021), initié par la Ville de Nîmes et approuvé par le Conseil départemental le 12 février 2015, a contribué à réduire durablement les conséquences et les dommages des inondations sur les personnes et les biens.

Le PAPI 3 Vistre, en cours d'élaboration, s'inscrira dans la continuité des précédents dispositifs déjà engagés (PAPI 2 Nîmes et PAPI 2 Vistre).

Les aides consenties par le Conseil départemental dans le cadre de ces programmes nécessitent les propositions suivantes :

Les crédits de paiement 2022 s'élèvent à :

- **115 463,16 €** pour les aides octroyées en 2017 (lignes 204 64 204141 et 204 64 204142 AP 2017 PAPINIMES)
- **23 800,21 €** pour les aides octroyées en 2018 (lignes 204 64 204141 et 204 64 204142 AP 2018 INVMA)
- **400,00 €** pour les aides octroyées en 2019 (ligne 204 64 204142 AP 2019 INVMA)
- **180 000,00 €** pour les aides octroyées en 2020 (lignes 204 64 204141 et 204 64 204142 AP 2020 INVMA)
- **995 000,00 €** pour les aides octroyées en 2021 (lignes 204 64 204141 et 204 64 204142 AP 2021 INVMA)

c) Réduction de la vulnérabilité de l'habitat

Le fonds spécial inondations, voté lors du budget 2006 et qui a été depuis adapté au regard des besoins identifiés au fur et à mesure de l'avancement des différents programmes et de l'affinement des politiques départementales en matière de lutte contre les risques, a pour objectif de soutenir les opérations s'insérant dans des programmes globaux, cohérents et solidaires de protection des personnes et des biens.

Il est décidé d'affecter un montant de **80 000,00 €**, sur l'autorisation de programme 2022 INVMA, pour supporter les aides devant être octroyées au titre de la réduction de la vulnérabilité de l'habitat.

Les crédits de paiement votés, relatifs au fonds spécial inondations, s'élèvent à :

- **11 059,28 €** pour les aides octroyées en 2018 (ligne 204 64 204142 AP 2018 INVMA)
- **20 000,00 €** pour les aides octroyées en 2019 (ligne 204 64 204142 AP 2019 INVMA)
- **15 000,00 €** pour les aides octroyées en 2021 (lignes 204 64 204141 et 204 64 204142 AP 2021 INVMA)
- **10 000,00 €** pour les aides nouvelles (ligne 204 64 204142 AP 2022 INVMA)

Le Conseil départemental alloue également des aides aux études à mener en matière de réduction de la vulnérabilité sur le bâti, depuis 2010. A ce titre, il est décidé d'affecter un montant de 44 000,00 € sur l'autorisation d'engagement 2022 FONCTMA.

En fonctionnement, les crédits de paiement votés pour les opérations anciennes s'élèvent à :

- **10 095,98 €** pour les aides octroyées en 2016 (ligne 65 18 65734 AE 2016 FSIFONCT)
- **11 329,82 €** pour les aides octroyées en 2018 (ligne 65 18 65734 AE 2018 FONCTMA)
- **5 500,00 €** pour les aides octroyées en 2020 (ligne 65 18 65734 AE 2020 FONCTMA)
- **15 000,00 €** pour les aides octroyées en 2021 (ligne 65 18 65734 AE 2021 FONCTMA)
- **5 000,00 €** pour les aides nouvelles (ligne 65 18 65734 AE 2022 FONCTMA)

Dans le cadre du programme ALABRI destiné à aider les particuliers à réaliser des mesures de réduction de la vulnérabilité de leur habitation au risque inondations, il est décidé d'inscrire **150 000,00 €** de crédits de paiement pour 2022 (chapitre 204, fonction 64, nature 20422).

Ces crédits seront gérés hors autorisation de programme et seront délégués à la Direction de l'Attractivité du Territoire et de l'Habitat.

2.4) Subventions lutte contre les incendies de forêts (192 351,33 €)

Vu l'article L 3232-5 de la loi n° 2016-340 du 22 mars 2016 relative à la protection des forêts contre l'incendie, le Conseil départemental s'inscrit pleinement dans ce dispositif au côté de l'Etat, du SDIS et des intercommunalités.

Cet engagement est conforté par le Schéma départemental Eau Climat 3.0 qui vise à réduire la vulnérabilité des milieux face au risque accru d'incendie dans le contexte du changement climatique et de la vulnérabilité de la biodiversité mais aussi le Schéma Départemental des espaces naturels sensibles qui visent la préservation du patrimoine naturel.

Ainsi, le Conseil départemental considère que la problématique de défense des forêts contre les incendies s'intègre dans une problématique de gestion plus globale du territoire notamment au travers du maintien de milieux ouverts par l'agriculture ou de mise en œuvre des obligations légales de débroussaillage.

Par conséquent, afin d'intégrer cette dimension, le Conseil départemental propose d'étendre le dispositif d'aide financière aux travaux d'entretien complétant ainsi le soutien à l'investissement mis en place par une intervention au côté de l'Etat à part égale, dans le cadre de la mesure 8.3.1 du Plan de Développement Rural.

Cette politique s'appuie sur le Plan Départemental de Protection de la Forêt contre les Incendies 2012-2018 prolongé jusqu'en 2022. La nouvelle version en cours d'élaboration sera soumise au vote pour approbation en 2022. Basé sur un partenariat entre la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), l'Office National des Forêts (ONF), le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et le Conseil départemental, ce document définira les modalités de participation du Conseil départemental autour des axes stratégiques qui émergeront des différentes consultations et analyses.

A ce titre, pour 2022, la participation technique et financière du Conseil départemental porte sur l'ensemble le volet suivant :

- sensibilisation du public et des acteurs locaux ;
- mise aux normes d'infrastructure DFCI, aménagement de coupures de combustibles et travaux de sylviculture et l'entretien des équipements DFCI déjà normalisés (pistes et points d'eau) ;
- accompagnement technique des collectivités à compétence DFCI sur l'ensemble du département.

Information et sensibilisation du public et des acteurs de la DFCI

En 2022, il est décidé de poursuivre les journées de sensibilisation à destination des élus Gardois (journée d'information annuelle, communication de plaquettes, etc.) en partenariat avec l'Etat.

Accompagnement technique des collectivités à compétence DFCI

Depuis 2017, le Conseil départemental propose aux collectivités à compétence DFCI de l'ensemble du département, une mission d'appui technique. Elle consiste à les soutenir dans la mise en œuvre des plans de massifs, dans la programmation coordonnée des travaux sur les équipements structurants (pistes, points d'eau).

Afin de mettre en cohérence l'opérationnalité de ces équipements au regard des budgets disponibles, le Conseil départemental a effectué en partenariat avec les structures compétentes un travail de priorisation des équipements DFCI (pistes et points d'eau).

Accompagnement des collectivités compétentes en matière de DFCI

Dans un autre rapport présenté à cette séance, il est proposé un nouveau dispositif d'aides d'investissement et de fonctionnement, en matière de DFCI.

Pour la mise en œuvre de ce dispositif, il est décidé d'affecter une somme de :

- 250 000,00 € sur l'autorisation de programme INVAPN 2022 pour les aides aux collectivités concernant la mise aux normes des équipements de DFCI (100 000,00 €) et les aides à l'ONF pour le matériel de surveillance estivale (150 000,00 €) ;
- 150 000,00 € sur l'autorisation d'engagement FONCTAPN 2022 pour les aides aux collectivités concernant l'entretien des pistes DFCI normalisées.

En investissement, les crédits de paiement proposés, relatifs aux équipements de DFCI, s'élèvent à :

- **30 000,00 €** pour les aides octroyées en 2020 (ligne 204 12 204142 AP 2020 INVAPN)
- **40 000,00 €** pour les aides octroyées en 2021 (ligne 204 12 204142 AP 2021 INVAPN)
- **35 000,00 €** pour les aides nouvelles (lignes 204 12 204142 et 204 12 2041782 AP 2022 INVAPN)

En fonctionnement, les crédits de paiement votés, pour l'entretien des pistes DFCI, s'élèvent à :

- **10 491,70 €** pour les aides octroyées en 2016 (ligne 65 12 65734 AE 2016 GR)
- **25 862,41 €** pour les aides octroyées en 2017 (lignes 65 12 65734 et 65 12 65735 AE 2017 GR)
- **15 997,22 €** pour les aides octroyées en 2018 (ligne 65 12 65734 AE 2018 FONCTAPN)
- **15 000,00 €** pour les aides nouvelles (lignes 65 12 65734 et 65 12 65735 AE 2022 FONCTAPN)

Programme de gestion forestière

Le Conseil départemental accompagne les acteurs de la gestion forestière, notamment le Syndicat des propriétaires sylviculteurs gardois qui conduit également des actions de sensibilisation DFCI.

Il est décidé de poursuivre le soutien financier auprès de ce syndicat par une subvention de fonctionnement à hauteur de **20 000,00 €** (chapitre 65, fonction 738, nature 6574).

2.5) Contribution au fonctionnement des syndicats mixtes / ententes DFCI (36 000,00 €)

Le Conseil départemental étant membre de l'Entente pour la forêt méditerranéenne, il est décidé d'inscrire **36 000,00 €** au titre de la contribution au fonctionnement de cette structure (chapitre 65, fonction 18, nature 6561).

3) Structurer une action publique solidaire : subventions aux syndicats mixtes – eau et milieu aquatique (715 000,00 €)

Le Conseil départemental ayant conventionné avec le SYMADREM pour le remboursement des intérêts liés à la dette au passif du Syndicat intercommunal des digues du Rhône et pour la réalisation d'un emprunt dans le cadre des contributions départementales et de l'opération de la digue de Fourques et avec l'EPTB Vidourle pour la réalisation d'un emprunt dans le cadre des contributions départementales de diverses opérations d'investissement, il est proposé d'inscrire les crédits de paiement nécessaires pour honorer ces engagements.

Le montant global pour 2022 des crédits nécessaires à ces actions est évalué à **715 000,00 €**. Il est décidé l'inscription de ces crédits sur le budget 2022 (chapitre 65, fonction 64, nature 65737).

Conclusion :

Pour assurer l'ensemble des interventions citées précédemment, il est décidé :

➤ De créer les autorisations de programme (AP) :

- 2022 REHABBAUME d'un montant de 450 000,00 €
- 2022 RESTAUR127 d'un montant de 1 320 000,00 €
- 2022 INVAPN d'un montant de 930 000,00 €
- 2022 INVSTE d'un montant de 6 330 000,00 €
- 2022 INOND 5 000 000,00 €
- 2022 INVMA d'un montant de 3 000 000,00 €

➤ De créer les autorisations d'engagement (AE) :

- 2022 GEST CHASS d'un montant de 100 000,00 €
- 2022 BARRAGES d'un montant de 60 000,00 €
- 2022 FONCTMA d'un montant de 44 000,00 €
- 2022 FONCTSTE d'un montant de 74 000,00 €
- 2022 FONCTAPN d'un montant de 150 000,00 €

➤ D'augmenter :

- L'autorisation de programme 2006 ACQUITDENS de 2 306 713,96 €
- L'autorisation de programme 2021 REGORDANE de 490 000,00 €

➤ D'inscrire les crédits de paiement 2022 d'un montant total de :

En dépenses :

- ✓ **7 052 978,00 € en fonctionnement**
- ✓ **11 954 378,00 € en investissement**

En recettes :

- ✓ **4 562 475,00 € en fonctionnement**
- ✓ **906 335,00 € en investissement**

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Eau et de la Valorisation du Patrimoine Naturel.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2006	ACQUITDENS	ACQUISITIONS FONCIERES SUR LES ESPACESNATURELS SENSIBLES (PRODUIT TDENS)	19 552 374,29	2 306 713,96	21 859 088,25	443 000,00	12 170 788,81
2014	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL PROGRAMME 2014	14 372 541,31	0,00	14 372 541,31	14 550,83	0,00
2015	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLEET D'ASSAINIISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	11 801 006,63	0,00	11 801 006,63	7 464,01	0,00
2016	FSIFONCT	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	51 329,00	0,00	51 329,00	10 095,98	0,00
2016	GR	GROSSES REPARATIONS INFRASTRUCTURES DEFENSE DE LA FORET CONTRE L'INCENDIE (DFCI)	158 206,32	0,00	158 206,32	10 491,70	5 000,00
2016	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINIISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	6 527 740,10	0,00	6 527 740,10	0,00	164 184,23
2016	SUBVPDESI	SUBVENTION PDESI	425 579,63	0,00	425 579,63	0,00	28 308,30
2017	GEST CHASS	GESTION DE LA CHASSE	85 000,00	0,00	85 000,00	0,00	0,00
2017	GR	GROSSES REPARATIONS DFCI	211 622,08	0,00	211 622,08	25 862,41	0,00
2017	PAPINIMES	PAPINIMES PROGRAMME CADEREAU	2 370 706,81	0,00	2 370 706,81	115 463,16	0,00
2017	PROCECILE	SECURISATION DU BARRAGE DE STE-CECILE-D'ANDORGE PHASE PRO	17 000 000,00	0,00	17 000 000,00	723 304,00	15 395 815,53
2017	SENDROME	INSTALLATION NOUVEAU SYSTEME DE DROME BARRAGE DE SENECHAS	720 000,00	0,00	720 000,00	555 000,00	125 000,00
2017	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL 2017	6 575 162,18	0,00	6 575 162,18	24 923,30	169 740,74
2017	SUBVPDESI	SUBVENTIONS PDESI	134 954,88	0,00	134 954,88	0,00	45 273,70
2018	FONCTAPN	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	144 860,87	0,00	144 860,87	15 997,22	10 000,00
2018	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	25 889,49	0,00	25 889,49	11 329,82	0,00
2018	FONCTSTE	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES SOLIDARITES TERRITORIALES ENVIRONNEMENTALES	53 474,63	0,00	53 474,63	0,00	2 367,04

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2018	INVAPN	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	197 153,12	0,00	197 153,12	10 413,40	7 000,00
2018	INVMA	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	805 959,28	0,00	805 959,28	34 859,49	20 000,00
2018	INVSTE	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES SOLIDARITES TERRITORIALES ENVIRONNEMENTALES	6 867 682,05	0,00	6 867 682,05	1 078 159,37	1 162 999,99
2018	SECURPSE	OPERATION BARRAGE LAC DES PISES	850 000,00	0,00	850 000,00	136 832,00	660 000,00
2019	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
2019	INOND	SUBVENTIONS SUITE AUX INONDATIONS	201 729,84	0,00	201 729,84	0,00	23 710,50
2019	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	553 359,89	0,00	553 359,89	160 000,00	190 633,53
2019	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	599 129,29	0,00	599 129,29	20 400,00	25 420,12
2019	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	5 720 191,49	0,00	5 720 191,49	907 431,76	2 118 342,17
2019	PGESTION	PLANS DE GESTION	55 000,00	0,00	55 000,00	18 672,10	0,00
2020	BARRAGES	EXPLOITATION BARRAGES	130 000,00	0,00	130 000,00	20 000,00	0,00
2020	EDD	ETUDES DE DANGER SUR LES BARRAGES DEPARTEMENTAUX	482 000,00	0,00	482 000,00	262 000,00	170 000,00
2020	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	35 500,00	0,00	35 500,00	5 500,00	20 000,00
2020	FONCTSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	57 000,00	0,00	57 000,00	15 000,00	4 206,55
2020	FONDESECO	FONDS DE SECOURS POUR LES INONDATIONS	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	200 000,00	786 896,00
2020	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	460 320,05	0,00	460 320,05	171 076,00	192 962,05
2020	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	7 226 917,20	0,00	7 226 917,20	660 000,00	5 547 662,09
2020	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALEC	7 702 828,16	0,00	7 702 828,16	1 595 000,00	3 906 166,74
2021	BARRAGES	ETUDES SECURISATION BARRAGES	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	0,00

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2021	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	50 000,00	0,00	50 000,00	15 000,00	35 000,00
2021	FONCTSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	74 000,00	0,00	74 000,00	12 600,00	41 400,00
2021	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	780 000,00	0,00	780 000,00	185 000,00	485 000,00
2021	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	1 060 000,00	1 500 000,00
2021	INVSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6 330 000,00	0,00	6 330 000,00	1 480 000,00	4 210 000,00
2021	REGORDANE	REHABILITATION GR700 LA REGORDANE - PONT JOUANY	310 000,00	490 000,00	800 000,00	145 000,00	630 000,00
2022	BARRAGES	ETUDES SECURISATION BARRAGES		60 000,00	60 000,00	30 000,00	30 000,00
2022	FONCTAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL		150 000,00	150 000,00	15 000,00	135 000,00
2022	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES		44 000,00	44 000,00	5 000,00	39 000,00
2022	FONCTSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES		74 000,00	74 000,00	20 000,00	54 000,00
2022	GESTCHASS	GESTION DE LA CHASSE		100 000,00	100 000,00	30 000,00	70 000,00
2022	INOND	SUBVENTIONS INONDATIONS		5 000 000,00	5 000 000,00	100 000,00	4 900 000,00
2022	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL		930 000,00	930 000,00	100 000,00	830 000,00
2022	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES		3 000 000,00	3 000 000,00	250 000,00	2 750 000,00
2022	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES		6 330 000,00	6 330 000,00	640 000,00	5 690 000,00
2022	REHABBAUME	REHABILITATION DU SITE DE LA BAUME MOULINS ET SEUIL		450 000,00	450 000,00	20 000,00	430 000,00
2022	RESTAUR127	RESTAURATION CD 127 TRANCHE 2022 2026		1 320 000,00	1 320 000,00	30 000,00	1 290 000,00

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2014	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL PROGRAMME 2014	3 466 543,00	0,00	3 466 543,00		
2015	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	4 410 651,09	0,00	4 410 651,09	0,00	26 785,09
2016	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	2 112 336,31	0,00	2 112 336,31		27 543,90
2017	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL 2017	2 874 464,76	0,00	2 874 464,76	335 415,00	32 853,40
2018	INVSTE	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES SOLIDARITES TERRITORIALES ENVIRONNEMENTALES	1 611 454,76	0,00	1 611 454,76	352 039,76	0,00

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Dépenses	Recettes
Subventions de valorisation du patrimoine naturel	65	738	6574			171 000,00		
Prestation						171 000,00		
Subventions eau	13	61	1318	2 017	SUBER			335 415,00
	13	61	1318	2 018	INVSTE			352 039,76
	204	61	204141	2 017	SUBER		24 923,30	
	204	61	204141	2 018	INVSTE		386 970,52	
	204	61	204141	2 019	INVSTE		270 000,00	
	204	61	204141	2 020	INVSTE		290 633,50	
	204	61	204141	2 021	INVSTE		130 000,00	
	204	61	204141	2 022	INVSTE		40 000,00	
	204	61	204142	2 015	SUBER		7 464,01	
	204	61	204142	2 018	INVSTE		291 380,84	
	204	61	204142	2 019	INVSTE		637 431,76	
	204	61	204142	2 020	FONDESECO		50 000,00	
	204	61	204142	2 020	INVSTE		839 366,50	
	204	61	204142	2 021	INVSTE		1 240 000,00	
	204	61	204142	2 022	INOND		25 000,00	
	204	61	204142	2 022	INVSTE		550 000,00	
	204	928	2041782	2 018	INVSTE		18 500,00	
	204	928	2041782	2 020	INVSTE		460 000,00	
	204	928	2041782	2 021	INVSTE		20 000,00	
	204	928	2041782	2 022	INVSTE		5 000,00	
	204	928	20422	2 018	INVSTE		381 308,01	
	204	928	20422	2 020	INVSTE		5 000,00	
	204	928	20422	2 021	INVSTE		10 000,00	
	204	928	20422	2 022	INVSTE		5 000,00	
	65	61	65734	2 021	FONCTSTE	12 600,00		
	65	61	65734	2 022	FONCTSTE	6 000,00		
	65	61	6574	2 020	FONCTSTE	15 000,00		
	65	70	65737	2 022	FONCTSTE	14 000,00		
Prestation						47 600,00	5 687 978,44	687 454,76
Subventions espaces naturels sensibles	204	738	204142				50 000,00	
	204	738	204142	2 019	INVAPN		60 000,00	
	204	738	204142	2 020	INVAPN		5 000,00	
	204	738	204142	2 021	INVAPN		60 000,00	
	204	738	204142	2 022	INVAPN		20 000,00	
	65	738	65735			41 000,00		
Prestation						41 000,00	195 000,00	

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement	
				Année	Code		Dépenses	Recettes
Subventions espaces, sites et itinéraires	204	738	204141	2 021	INVAPN		15 000,00	
	204	738	204141	2 022	INVAPN		5 000,00	
	204	738	204142	2 019	INVAPN		100 000,00	
	204	738	204142	2 020	INVAPN		136 076,00	
	204	738	204142	2 021	INVAPN		70 000,00	
	204	738	204142	2 022	INVAPN		40 000,00	
	204	738	204152	2 018	INVAPN		10 413,40	
	65	738	6574			121 000,00		
Prestation						121 000,00	376 489,40	
Subventions lutte contre les incendies de forêt	204	12	204142	2 020	INVAPN		30 000,00	
	204	12	204142	2 021	INVAPN		40 000,00	
	204	12	204142	2 022	INVAPN		10 000,00	
	204	12	2041782	2 022	INVAPN		25 000,00	
	65	12	65734	2 016	GR	10 491,70		
	65	12	65734	2 017	GR	17 497,96		
	65	12	65734	2 018	FONCTAPN	15 997,22		
	65	12	65734	2 022	FONCTAPN	7 500,00		
	65	12	65735	2 017	GR	8 364,45		
	65	12	65735	2 022	FONCTAPN	7 500,00		
	65	738	6574			20 000,00		
Prestation						87 351,33	105 000,00	
Subventions milieu aquatique	204	64	204151	2 021	INVMA		10 000,00	
	204	64	204151	2 022	INVMA		20 000,00	
	204	64	204152	2 020	INVMA		80 000,00	
	204	64	204152	2 021	INVMA		10 000,00	
	204	64	204152	2 022	INVMA		40 000,00	
Prestation							160 000,00	
Subventions pour la protection contre les inondations	204	64	204141	2 017	PAPINIMES		12 210,40	
	204	64	204141	2 018	INVMA		22 392,33	
	204	64	204141	2 020	INVMA		80 000,00	
	204	64	204141	2 021	INVMA		125 000,00	
	204	64	204141	2 022	INVMA		50 000,00	
	204	64	204142	2 017	PAPINIMES		103 252,76	
	204	64	204142	2 018	INVMA		12 467,16	
	204	64	204142	2 019	INVMA		20 400,00	
	204	64	204142	2 020	INVMA		100 000,00	
	204	64	204142	2 021	INVMA		895 000,00	
	204	64	204142	2 022	INVMA		80 000,00	
	204	64	204151	2 021	INVMA		10 000,00	
	204	64	204151	2 022	INVMA		40 000,00	
	204	64	204152	2 020	INVMA		400 000,00	

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Dépenses	Recettes
Subventions pour la protection contre les inondations	204	64	204152	2 021	INVMA		10 000,00	
	204	64	204152	2 022	INVMA		20 000,00	
	204	64	20422				150 000,00	
	65	18	65734	2 016	FSIFONCT	10 095,98		
	65	18	65734	2 018	FONCTMA	11 329,82		
	65	18	65734	2 020	FONCTMA	5 500,00		
	65	18	65734	2 021	FONCTMA	15 000,00		
	65	18	65734	2 022	FONCTMA	5 000,00		
	Prestation					46 925,80	2 130 722,65	
Subventions solidarité territoriale	204	628	204142	2 020	FONDESECO		150 000,00	
	204	628	204142	2 022	INOND		75 000,00	
	204	68	204142	2 021	INVSTE		80 000,00	
	204	68	204142	2 022	INVSTE		40 000,00	
	204	74	204142	2 014	SUBER		14 550,83	
Prestation							359 550,83	
Totaux						514 877,13	9 014 741,32	687 454,76

S0025

DEVPN - ATTRACTIVITÉ ET PATRIMOINE NATUREL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Acquisitions foncières	21	738	2118	2006	ACQUITDENS			443 000,00
	73	01	7327				3 675 000,00	
Prestation							3 675 000,00	443 000,00
Actions espaces naturels	011	738	60632			10 000,00		
	011	738	61524			194 000,00		
	011	738	6156			647,00		
	011	738	617			75 000,00		
	011	738	617	2019	PGESTION	18 672,10		
	011	738	62268	2022	GESTCHASS	30 000,00		
	011	738	6231			2 000,00		
	011	738	6281			725,00		
	011	738	637			6 000,00		
	20	738	2031					10 000,00
	20	738	2031	2022	REHABBAUME			20 000,00
	20	738	2031	2022	RESTAUR127			30 000,00
	21	738	2128					10 000,00
	21	738	2157					10 000,00
	21	738	2188					5 000,00
	23	738	2312					185 000,00
	65	738	6558			10 000,00		
	65	738	6568			25 000,00		
	70	738	7022				10 000,00	
	70	738	7035				35 000,00	
	70	738	70388				6 100,00	
Prestation						372 044,10	51 100,00	270 000,00
Actions espaces, sites et itinéraires	011	738	615231			50 000,00		
	20	738	2031					90 000,00
	20	738	2031	2021	REGORDANE			30 000,00
	23	738	23153					60 000,00
	23	738	23153	2021	REGORDANE			115 000,00
	70	738	70848				4 500,00	
Prestation						50 000,00	4 500,00	295 000,00
Actions valorisation du patrimoine naturel	011	738	6068			100 000,00		
	011	738	6281			1 906,00		
Prestation						101 906,00		
Etudes d'intérêt départemental sur les espaces naturels sensibles	011	738	617			70 000,00		
Prestation						70 000,00		
Totaux						593 950,10	3 730 600,00	1 008 000,00

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Actions de prévention des inondations	011	18	6185			3 750,00		
	011	18	6281			4 000,00		
	65	18	6568			50 000,00		
Prestation						57 750,00		
Actions eau et milieu aquatique	011	70	6281			4 500,00		
	011	738	60632			2 000,00		
	011	738	611			145 500,00		
	011	738	617			5 000,00		
	21	64	2157					5 000,00
	74	64	74718				81 875,00	
Prestation						157 000,00	81 875,00	5 000,00
Assistance technique réglementaire à l'eau	011	023	6234			1 000,00		
	011	61	60631			1 500,00		
	011	61	60632			3 500,00		
	011	61	60636			1 000,00		
	011	61	6064			800,00		
	011	61	611			45 000,00		
	011	61	61558			5 000,00		
	011	61	6156			1 000,00		
	011	61	6238			600,00		
	21	61	2157					8 500,00
	21	61	2182					20 000,00
	70	61	705				70 000,00	
	74	61	74788				176 000,00	
Prestation						59 400,00	246 000,00	28 500,00
Etudes d'intérêt départemental sur l'eau et milieu aquatique	011	70	617			45 000,00		
Prestation						45 000,00		
Totaux						319 150,00	327 875,00	33 500,00

S0092

DEVPN - SERVICE GRANDS OUVRAGES HYDRAULIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Exploitation des barrages	011	01	637			20 000,00			
	011	64	60632			10 000,77			
	011	64	611			25 000,00			
	011	64	611	2020	EDD	162 934,00			
	011	64	615231			120 000,00			
	011	64	617			60 000,00			
	011	64	617	2020	BARRAGES	20 000,00			
	011	64	617	2020	EDD	99 066,00			
	011	64	617	2021	BARRAGES	60 000,00			
	011	64	617	2022	BARRAGES	30 000,00			
	011	64	62268			125 000,00			
	011	64	6231			4 000,00			
	21	64	2157					60 000,00	
	70	64	70323				4 000,00		
Prestation						736 000,77	4 000,00	60 000,00	
Opérations sur les barrages	13	64	1318					75 000,00	218 880,24
	20	64	2031					20 000,68	
	20	64	2031	2017	PROCECILE			648 304,00	
	20	64	2031	2017	SENDROME			60 000,00	
	20	64	2031	2018	SECURPISE			126 832,00	
	23	64	231318					320 000,00	
	23	64	231318	2017	SENDROME			480 000,00	
	23	64	237					8 000,00	
	23	64	237	2017	PROCECILE			75 000,00	
	23	64	237	2017	SENDROME			5 000,00	
	23	64	237	2018	SECURPISE			10 000,00	
	23	64	238	2017	SENDROME			10 000,00	
Prestation								1 838 136,68	218 880,24
Totaux						736 000,77	4 000,00	1 898 136,68	218 880,24

S0140

DEVPN - COORDINATION ET ANIMATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Contribution à l'Agence Technique Départementale	65	01	6568			100 000,00	
Prestation						100 000,00	
Contribution au fonctionnement des syndicats mixtes/ententes DFCI	65	18	6561			36 000,00	
Prestation						36 000,00	
Contributions au fonctionnement des syndicats mixtes/ ententes patrimoine naturel	65	738	6561			3 138 000,00	
	74	738	7474				500 000,00
Prestation						3 138 000,00	500 000,00
Financement CAUE	014	71	7398			900 000,00	
Prestation						900 000,00	
Subventions aux syndicats mixtes - eau et milieu aquatique	65	64	65737			715 000,00	
Prestation						715 000,00	
Totaux						4 889 000,00	500 000,00

COMMISSION
INFRASTRUCTURES ROUTES ET
RESEAUX

DIRECTION DE LA MOBILITE ET DES ROUTES

L'évolution des besoins en mobilité des gardois est au cœur des propositions budgétaires 2022. Le schéma des mobilités élaboré en partenariat avec les territoires sera mis en place dans les prochains mois. Il permettra de fixer les grandes orientations stratégiques pour les prochaines années.

2022 est d'ores et déjà orientée selon quatre grandes missions de mobilité qui répondent aux enjeux de développement, de sécurisation, d'entretien du réseau routier départemental et de développement des mobilités alternatives aux énergies carbonées :

I. Préparer le réseau gardois aux enjeux de demain : construction/participation/équipement des grandes infrastructures de mobilité :

La modernisation des grands axes de circulation nécessaires à la desserte du territoire, du point de vue économique et touristique, se poursuit en 2022 avec les études et/ou des travaux sur les déviations des grandes agglomérations ainsi que la modernisation des infrastructures routières stratégiques pour le Conseil départemental, telle la RD999 avec la déviation de Redessan ou encore la modernisation de l'itinéraire au nord du Département.

II. Exploiter, entretenir et gérer le patrimoine routier :

Une part conséquente du budget sera consacrée cette année à la réduction de la dette grise du réseau, avec l'entretien curatif de plusieurs sections de routes sur l'ensemble du territoire ainsi que la réparation de grands ouvrages d'art comme le pont de « Brouzen » à Alès.

Les réparations nécessaires suite aux dégâts causés par les intempéries de 2020 et 2021 sont également programmées en 2022.

Les travaux de modernisation de la régie routière pour améliorer et rééquilibrer le maillage territorial seront poursuivis en parallèle.

Enfin, le Conseil départemental poursuivra son engagement pour une démarche d'entretien raisonné des 4 700 kms de routes et de voies vertes départementales.

III. Moderniser et sécuriser les déplacements quotidiens :

Les déplacements du quotidien restent au cœur des priorités de la politique publique départementale de la mobilité. Le niveau d'investissement est donc maintenu pour sécuriser les routes départementales et aménager les traversées d'agglomération des communes du Département. Enfin, le budget 2022 prévoit l'engagement des dépenses pour la reconstruction du pont de Provence à Aigues-Mortes, essentiel au fonctionnement du maillage routier territorial et maritime du sud gardois.

IV. Créer un réseau d'itinéraires cyclables structurant le territoire départemental :

La réalisation d'un maillage de voies vertes connectées se poursuit, permettant ainsi de compléter l'offre locale d'itinéraires cyclables à partir de ces axes structurants. Le réseau devrait ainsi passer de 135 kms à plus de 168 kms d'ici la fin de l'année 2022.

Le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction de la Mobilité et des Routes pour les Déplacements et les Infrastructures s'articule autour de ces quatre missions.

I. PREPARER LE RESEAU GARDOIS AUX ENJEUX DE DEMAIN : CONSTRUCTION, PARTICIPATION ET EQUIPEMENT DES GRANDES INFRASTRUCTURES DE MOBILITE

A) Acquisitions et cessions foncières (23 000 € en dépenses)

En dépenses de fonctionnement, il est décidé d'inscrire **23 000,00 €** pour les frais d'arpentage et la rémunération des conservateurs des hypothèques, les frais d'occupation temporaire ainsi que des participations versées aux associations syndicales répartis de la façon suivante :

011-621-6132 :	3 000,00 €
011-621-6228 :	15 000,00 €
011-70-6132 :	2 000,00 €
65-628-6568 :	3 000,00 €

B) Instruction et suivi du contentieux (7 000,00 € en dépenses)

En dépenses de fonctionnement, il est décidé d'inscrire **7 000,00 €** pour les frais d'actes et de contentieux ainsi que les frais d'enregistrement répartis de la façon suivante :

11-621-6227 :	4 000,00 €
11 621-6354 :	3 000,00 €

C) Travaux d'entretien et d'exploitation du réseau routier (135 000,00 € en dépenses)

En dépenses de fonctionnement, il est décidé d'inscrire sur l'AE 2010 DIPERIPH ligne 65-628-6568, **135 000,00 €** pour la dotation de compensation à verser à la ville de Nîmes suite au transfert du boulevard périphérique Salvador Allende.

D) Etudes générales et préliminaires de projets routiers et cyclables (50 000,00 € en dépenses)

En dépenses d'investissement, il est décidé d'inscrire **50 000,00 €** de crédits sur l'AP 2017 DIAMONT 20-621-2031 afin de poursuivre les études préalables confiées à des prestataires privés : études techniques, topographiques, environnementales, hydrauliques mais aussi des études de faisabilité. L'AP 2017 DIAMONT sera rephasée.

E) Subventions exceptionnelles aux projets structurants routiers (3 030 000,00 € en dépenses)

Afin d'honorer les engagements pris dans le cadre du contrat de plan Etat Région, il convient de revaloriser l'AP 2014 DICPER de 230 000,00 € et de la rephaser pour les projets suivants : RN580 déviation de Laudun, RN580-A9 RD 6580 carrefour giratoire Roquemaure.

Il est par ailleurs décidé d'inscrire en crédits de paiement **3 030 000,00 €** répartis comme suit :

2014 DICPER 204-628-204113 :	2 800 000,00 €
2014 DICPER 23-621-23151 :	230 000,00 €

F) Programmation pluriannuelle/annuelle des opérations (travaux) : 6 920 474,00 € en dépenses et 1 730 000,00 € en recettes

1) En dépenses d'investissement

Il est décidé la création d'une autorisation de programme « DIMODERN » d'un montant de 10 000 000,00 € et d'une durée de 5 ans permettant d'engager les nouveaux projets routiers dans le cadre de la modernisation du réseau routier départemental :

							2022	2023	2024	TOTAL AP
2022 - DIMODERN	1	20	621	2031	0	S0050	50 000,00	150 000,00	300 000,00	500 000,00
	2	21	621	2111	0	S0050		150 000,00	350 000,00	500 000,00
	3	23	621	23151	0	S0050	1 770 000,00	2 000 000,00	3 480 000,00	7 250 000,00
	4	23	621	23153	0	S0050		50 000,00	100 000,00	150 000,00
	5	23	621	237	0	S0050		25 000,00	25 000,00	50 000,00
	6	23	621	238	0	S0050	353 474,00	400 000,00	796 526,00	1 550 000,00
2022 - DIMODERN							2 173 474,00	2 775 000,00	5 051 526,00	10 000 000,00

Il est par ailleurs décidé de rephaser les enveloppes suivantes ; 2011, DIMODERN 2019, et DIMODERN 2020, DIMODERN 2021.

Concernant les crédits de paiement, il est décidé d'inscrire **6 920 474,00 €** de crédits de paiement pour financer les projets routiers en cours de réalisation : RD 999- aménagement traversée du Rey, RD 22/RD225 aménagement carrefour à Dions, RD181 Pompignan Conqueyrac.

2019 DIMODERN 20-621-2031 :	100 000,00 €
2020 DIMODERN 20-621-2031 :	300 000,00 €
2021 DIMODERN 21-621-2031 :	50 000,00 €
2020 DIMODERN 23-621-23151 :	100 000,00 €
2021 DIMODERN 23-621-23151 :	4 197 000,00 €
2022 DIMODERN 20-621-2031 :	50 000,00 €
2022 DIMODERN 23-621-2031 :	1 770 000,00 €
2022 DIMODERN 23-621-238 :	353 474,00 €

2) En recettes d'investissement

Dans le cadre de la convention établie entre la Commune de Gallargues-le-Montueux et le Conseil départemental, il est nécessaire d'inscrire une recette d'un montant de **30 000,00 €** sur l'AP 2011 DITRAVNEUF ligne 27-01-27634 : pour les travaux d'aménagement des voies de desserte du Collège de Gallargues.

Il est décidé d'inscrire, hors enveloppe, **1 700 000,00 €** de subventions régionales et départementales, de dotations de l'Etat (DSID) accordées pour divers aménagements routiers et cyclables dans le cadre des conventions de partenariat établies avec le Conseil départemental.

13-01-1336 :	200 000,00 €
13-621-1321 :	200 000,00 €
13-621-1322 :	1 200 000,00 €
13-621-1323 :	100 000,00 €

G) Charges et produits divers : 5 000,00 € en dépenses

Il est décidé d'inscrire en fonctionnement **5 000,00 €** (chapitre 011, fonction 621, nature 6227) pour financer les dépenses relatives à des frais d'actes et de contentieux et à des charges exceptionnelles (pénalités marchés...).

H) Enquêtes publiques et publications : 3 000,00 € en dépenses

Pour financer les enquêtes publiques ainsi que les publications, il convient d'inscrire en section de **fonctionnement 3 000,00 €** sur le chapitre 011 fonction 621 nature 6231.

II. EXPLOITER, ENTRETENIR ET GERER LE PATRIMOINE ROUTIER

A) Mise en œuvre du programme pluriannuel de grosses réparations (travaux de grosses réparations du réseau routier) : 22 305 000,00 € en dépenses et 1 200 000,00 € en recettes

Il est décidé la création d'une autorisation de programme 2022 « DIGROSSREP » d'un montant de 34 000 000 € et d'une durée de 5 ans permettant d'engager les dépenses de travaux de grosses réparations sur les chaussées en 2022 :

							2022	2023	2024	TOTAL AP
2022 - DIGROSSREP	1	20	621	2031	0	S0050	350 000,00	150 000,00	200 000,00	700 000,00
	2	21	621	2111	0	S0050		2 000,00	3 000,00	5 000,00
	3	23	621	23151	0	S0050	13 825 000,00	6 695 000,00	10 625 000,00	31 145 000,00
	4	23	621	23153	0	S0050		25 000,00	25 000,00	50 000,00
	5	23	621	237	0	S0050		50 000,00	50 000,00	100 000,00
	6	23	621	238	0	S0050	1 300 000,00	300 000,00	400 000,00	2 000 000,00
2022 - DIGROSSREP							15 475 000,00	7 222 000,00	11 303 000,00	34 000 000,00

Il est, par ailleurs, procédé à un rephasage des enveloppes AP 2020 et 2021 DIGROSSREP.

1) En dépenses d'investissement en AP

Suite aux intempéries de septembre 2020 et de l'automne 2021, il est décidé de réserver 1 000 000,00 € sur les crédits DIGROSSREP pour les travaux de réparation. En complément, les principales opérations suivantes sont programmées : RD38 Bellegarde Saint-Gilles, RD6 Seynes Bouquet, RD2 Aramon Villeneuve-Lez-Avignon.

Afin de financer ces travaux de grosses réparations des chaussées et ouvrages d'art, il est décidé d'inscrire **22 305 000,00 €** de crédits de paiement sur les AP 2020, 2021, 2022 DIGROSSREP répartis comme suit :

2021 DIGROSSREP 20-621-2031 :	150 000,00 €
2022 DIGROSSREP 20-621-2031 :	350 000,00 €
2020 DIGROSSREP 23-621-23151 :	2 200 000,00 €
2021 DIGROSSREP 23-621-23151 :	4 480 000,00 €
2022 DIGROSSREP 23-621-23151 :	13 825 000,00 €
2022 DIGROSSREP 23-621-238 :	1 300 000,00 €

2) En recettes d'investissement hors AP

Il est décidé d'inscrire une recette de **1 200 000,00 €** sur le chapitre 13, fonction 621, nature 13272 : pour le financement perçu au titre des travaux de réparation de la digue d'Anduze sur la RD 907 :

B) Acquisition et vente de matériel (2 000 000,00 € en dépenses)

En dépenses d'investissement

Il est décidé de revaloriser l'AP 2020 DIMATPARC de 1 800 000,00 € afin d'engager le renouvellement des véhicules nécessaires pour les activités de la régie routière départementale.

Il est, par ailleurs, procédé au rephasage de l'AP 2020 DIMATPARC.

Au titre de l'exercice budgétaire de 2022, il est également décidé d'inscrire **2 000 000,00 €** de crédits de paiement sur l'AP 2020 DIMATPARC afin d'honorer les dépenses engagées pour l'achat de véhicules et de matériel :

AP 2020 DIMATPARC 20-621-2051 :	20 000,00 €
AP 2020 DIMATPARC 21-621-2157 :	1 960 000,00 €
AP 2020 DIMATPARC 21-621-21838 :	20 000,00 €

C) Travaux et prestations d'exploitation du réseau routier (200 000,00 € en dépenses)

En section d'investissement

Afin de renouveler la signalisation routière verticale usager, il est nécessaire de revaloriser l'AP 2020 DISIGN de 300 000,00 € et de la rephaser.

Il est également décidé d'inscrire **200 000,00 €** de crédits de paiement sur l'AP 2020 DISIGN 21-621-2188, afin d'honorer les dépenses engagées pour la refonte de la signalisation routière sur les axes structurants.

D) Travaux de réparation du réseau routier et cyclable (300 000,00 € en dépenses)

En dépenses de fonctionnement : il est décidé d'inscrire sur le chapitre 011, fonction 621, nature 60633 **300 000,00 €** afin de réparer les chaussées :

E) Mise en œuvre de la politique d'exploitation du réseau (125 000,00 € en dépenses)

En dépenses de fonctionnement, il est décidé d'inscrire **125 000,00 €** pour l'achat de petits équipements et l'entretien et réparations de divers matériels ainsi que des prestations extérieures.

011-621-6132 :	100,00 €
011-621-60633 :	3 500,00 €
011-621-611 :	66 800,00 €
011-621-6156 :	34 600,00 €
011-621-6262 :	20 000,00 €

F) Mise en œuvre de la mise en œuvre des programmes annuels d'entretien du réseau routier (4 389 400,00 € en dépenses)

En dépenses de fonctionnement, **4 339 400,00 €** sont inscrits pour les dépenses d'entretien du réseau routier par les unités territoriales.

011-621-611 :	10 000,00 €
011-621-60633 :	1 400 000,00 €
011-621-6135 :	80 000,00 €
011-621-615231 :	2 739 400,00 €
011-621-6156 :	50 000,00 €
011-621-617 :	60 000,00 €

Il est également décidé d'inscrire **50 000,00 €** (IB 011-621-6156) pour la maintenance des outils de pilotage d'activités de la régie routière.

G) Mise en œuvre des autorisations d'occupation du domaine public (350 000,00 € en recettes)

En recettes de fonctionnement, il est prévu de percevoir sur le chapitre 70, fonction 621, nature 70323 : **350 000,00 €** de redevances d'occupation du domaine public par des tiers.

H) Suivi des dommages au domaine public (150 000,00 € en recettes)

En recettes de fonctionnement, le remboursement par les tiers responsables ou par des sociétés d'assurance des dommages occasionnés au domaine public est estimé à **150 000,00 €** inscrit sur le chapitre 77, fonction 621, nature 7788.

I) Essais laboratoire routier (40 000,00 € en dépenses et 12 000,00 € en recettes)

Il est décidé d'inscrire **40 000,00 €** en dépenses de fonctionnement afin d'honorer les dépenses propres du Laboratoire routier du Parc pour la réalisation d'analyses et essais (essais de matériaux, d'enrobés, de bétons, de liants, de sols et d'assises de chaussées...) sur les chantiers.

011-621-60628 :	8 000,00 €
011-621-60632 :	7 000,00 €
011-621-61558 :	20 000,00 €
011-621-617 :	2 500,00 €
011-621-6182 :	2 500,00 €

Il convient d'inscrire **12 000,00 €** de recettes liées aux prestations réalisées par le laboratoire routier pour le compte de tiers sur le chapitre 70, fonction 628, nature 7061.

J) Etudes et travaux de construction de bâtiments Régie Routière (1 539 681,00 € en dépenses)

Afin de tenir compte du programme de mise en œuvre du nouveau maillage territorial, il est décidé de rephaser l'AP 2018 BREGIROUTE.

Concernant les crédits de paiement, il est décidé d'inscrire **1 539 681,00 €** de crédits afin d'honorer des dépenses de modernisation de la régie routière départementale prévues dans le cadre du nouveau Schéma territorial de maillage des centres d'exploitation. Les principales dépenses sont affectées en 2022 pour la construction du nouveau centre d'exploitation de Pont d'Hérault.

AP 2018 BREGIROUTE 20-0202-2031 :	70 000,00 €
AP 2018 BREGIROUTE 23-0202 238 :	1 469 681,00 €

K) Etudes et travaux de restructuration réhabilitation de bâtiments Régie Routière : (652 845,00 € en dépenses)

Il est décidé d'inscrire **652 845,00 €** de crédits afin de réaliser les travaux de réhabilitation des centres d'exploitation de la régie routière départementale prévues dans le cadre du nouveau Schéma territorial de maillage des centres d'exploitation.

AP 2018 BREGIROUTE 20-0202-2031 :	122 900,00 €
AP 2018 BREGIROUTE 23-0202 231318 :	29 945,00 €
AP 2018 BREGIROUTE 23-0202-237 :	210 000,00 €
AP 2018 BREGIROUTE 23-0202 238 :	290 000,00 €

III. MODERNISER ET SECURISER LES DEPLACEMENTS QUOTIDIENS

I) Contributions aux travaux sur RD en traversées d'agglomérations (co-maîtrise d'ouvrage) (4 000 000,00 € en dépenses)

Il est décidé la création d'une autorisation de programme 2022 « DITRAVAGLO » d'un montant de 4 000 000,00 € et d'une durée de 5 ans permettant d'engager le programme 2022 de financement d'aménagements sur RD en traversée d'agglomérations :

							2022	2023	2024	2025	TOTAL AP
2022 - DITRAVAGLO	1	20	621	2031	0	S0050	30 000,00	50 000,00	80 000,00	40 000,00	200 000,00
	2	23	621	23151	0	S0050	750 000,00	1 250 000,00	1 600 000,00	200 000,00	3 800 000,00
2022 - DITRAVAGLO							780 000,00	1 300 000,00	1 680 000,00	240 000,00	4 000 000,00

Il est, par ailleurs procédé à un rephasage des AP 2019, 2020, 2021 DITRAVAGLO.

Concernant les crédits de paiement y afférents, il est décidé d'inscrire **4 000 000,00 €** de crédits de paiement sur les AP 2019 – 2021, et 2022 DITRAVAGLO.

2021 DITRAVAGLO 20-621-2031 :	20 000,00 €
2022 DITRAVAGLO 20-621-2031 :	30 000,00 €
2019 DITRAVAGLO 23-621-23151 :	200 000,00 €
2020 DITRAVAGLO 23-621-23151 :	600 000,00 €
2021 DITRAVAGLO 23-621-23151 :	2 400 000,00 €
2022 DITRAVAGLO 23-621-23151 :	750 000,00 €

J) Suivi de la concession du port du Grau-du-Roi (26 000,00 € en dépenses)

En dépenses de fonctionnement, il est décidé d'inscrire **26 000,00 €** (chapitre 011, fonction 621, nature 62878) pour honorer les dépenses du Pont Mobile du Port du Grau-du-Roi.

K) Subventions associations de défense des usagers de la SNCF (8 500,00 € en dépenses)

Il est décidé d'inscrire **8 500,00 €** sur le chapitre 65, fonction 18, nature 6574.

L) Opération de sécurité – affectation du produit des amendes radars : 1 622 000,00 € en dépenses et 700 000,00 € en recettes

1) En dépenses d'investissement

Il est décidé d'inscrire **1 622 000,00 €** pour financer des opérations d'investissement destinées à améliorer la sécurité du réseau routier départemental : RD35 sécurisation carrefour Liouc, RD907 carrefour Recoulin Anduze, RD999/ RD11 sécurisation carrefour Sumène.

AP 2020 DIRADARS 20-621-2031 :	20 000,00 €
AP 2020 DIRADARS 23-621-23151 :	1 602 000,00 €

Il convient d'augmenter de 70 000,00 € l'AP 2020 DIRADARS et de la rephaser.

2) En recettes d'investissement

Il est estimé 700 000,00 € de reversement au profit des départements du produit partiel des amendes de police relevées par voie de radars automatiques. Cette recette sera inscrite sur l'AP 2009 DIRADARS ligne 13-621-1345.

Il convient d'augmenter de 3 500 000,00 € l'AP 2020 DIRADARS et de la rephaser.

IV. CREER UN RESEAU D'ITINERAIRES CYCLABLES STRUCTURANT LE TERRITOIRE DEPARTEMENTAL

A) Programmation pluriannuelle ou annuelle des opérations (pistes cyclables) (3 285 000,00 € en dépenses)

Il est décidé la création d'une autorisation de programme « DIDOUX » d'un montant de 5 000 000,00 € et d'une durée de 5 ans permettant d'engager les dépenses réalisées dans le cadre de projets de travaux neufs cyclables du réseau :

							2022	2023	2024	TOTAL AP
2022 - DIDOUX	1	20	621	2031	0	S0050	50 000,00	100 000,00	250 000,00	400 000,00
	3	23	621	23151	0	S0050	2 685 000,00	100 000,00	1 265 000,00	4 050 000,00
	4	23	621	23153	0	S0050		50 000,00	50 000,00	100 000,00
	5	23	621	237	0	S0050		25 000,00	25 000,00	50 000,00
	6	23	621	238	0	S0050	200 000,00	80 000,00	120 000,00	400 000,00
2022 - DIDOUX							2 935 000,00	355 000,00	1 710 000,00	5 000 000,00

Il convient également de rephaser les AP 2020 et 2021 DIDOUX.

Concernant les crédits de paiement au titre de l'exercice 2022, il est décidé d'inscrire **3 285 000,00 €** de crédits de paiement pour finir les travaux et initier les futures opérations cyclables : Voies vertes Fontanès Quissac, Cardet Anduze, Quissac Lézan.

2021 DIDOUX 20-621-2031 :	50 000,00 €
2022 DIDOUX 20-621-2031 :	50 000,00 €
2020 DIDOUX 23-621-23151 :	200 000,00 €
2021 DIDOUX 23-621-23151 :	100 000,00 €
2022 DIDOUX 23-621-23151 :	2 685 000,00 €
2022 DIDOUX 23-621-238 :	200 000,00 €

B) Participation aux projets structurants cyclables (1 895 000,00 € en dépenses)

En section d'investissement

Il est décidé de rephaser les AP 2018, 2019 et d'augmenter l'AP 2020 DICOM de 2 000 000,00 € afin de participer aux financements des projets d'aménagements cyclables portés par d'autres collectivités ; aménagement voie verte Saint-Hippolyte-du-Fort Ganges, aménagement voie verte Beaucaire Bellegarde, aménagement Via Rhôna Beaucaire intra-muros, et aménagement Via Rhôna Villeneuve-Lez-Avignon.

Concernant les crédits de paiement, il est décidé d'inscrire **1 895 000,00 €** répartis comme suit :

AP 2018 DICOM 23-621-23151 :	675 000,00 €
AP 2019 DICOM 23-621-23151 :	200 000,00 €
AP 2020 DICOM 23-621-23151 :	1 020 000,00 €

C) Adhésion réseau en partages (5 800,00 € en dépenses)

Il est décidé de renouveler l'adhésion à l'association des départements cyclables «réseau en partages» afin de bénéficier des retours d'expérience sur les aménagements cyclables et les politiques de mobilité mises en œuvre à l'échelle nationale.

01 621 6281 : **5 800,00 €**

En conclusion :

En crédits de paiement, le tableau ci-dessous résume le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction Générale Adjointe Mobilité et Logistique pour le domaine Déplacements et Infrastructures :

SECTION	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	47 500 000,00	3 630 000,00
FONCTIONNEMENT	5 067 700,00	512 000,00
TOTAL	52 567 700,00	4 142 000,00

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de la Mobilité et des Routes.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2008	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2008	18 200 000,00	0,00	18 200 000,00	0,00	7 173 801,02
2009	DICOM	ROUTES TRAVAUX EN CO-MAITRISE D'OUVRAGE	5 629 935,38	0,00	5 629 935,38	0,00	89 917,52
2009	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE PRODUITS AMENDES / RADARS	3 928 671,00	0,00	3 928 671,00	0,00	1 119 759,16
2009	DISUBV	ROUTES SUBVENTIONS PROGRAMME 2009	1 265 334,14	0,00	1 265 334,14	0,00	532 905,26
2010	DIPERIPH	COMPENSATION TRANSFERT BD PERIPH SUD VILLE DE NIMES	2 001 000,00	0,00	2 001 000,00	135 000,00	537 345,29
2010	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2010	17 002 699,36	0,00	17 002 699,36	0,00	7 077 828,22
2011	DISUBV	ROUTES SUBVENTIONS PROGRAMME 2011	185 000,00	0,00	185 000,00	0,00	123 254,37
2011	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2011	11 545 022,70	0,00	11 545 022,70	0,00	0,00
2012	DICONNEX	DEPLACEMENT DE RESEAUX POUR TRAVAUX ROUTIERS PROGRAMME 2012	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	245 144,32
2012	DIETUDES	ETUDES PLURIANNUELLES DE FONCTIONNEMENT	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	109 203,14
2012	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS SUR LE RESEAU ROUTIER	17 600 000,00	0,00	17 600 000,00	0,00	827 923,97
2012	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2012	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00	916 784,53
2013	DICADEREAU	PROGRAMME CADEREAU PREVENTION INONDATIONS	3 265 000,00	0,00	3 265 000,00	0,00	690 366,65
2013	DIGROSSREP	GROSSE REPARATIONS SUR LE RESEAU ROUTIER PROGRAMME 2013	18 500 000,00	0,00	18 500 000,00	0,00	1 128 624,55
2013	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2013	8 823 469,11	0,00	8 823 469,11	0,00	2 571 546,91
2014	DICOM	ROUTE TRAVAUX EN CO-MAITRISE D'OUVRAGE	6 054 784,25	0,00	6 054 784,25	0,00	344 169,75
2014	DICPER	CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2014-2020	15 085 000,00	230 000,00	15 315 000,00	3 030 000,00	11 256 092,54
2014	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIERPROGRAMME 2014	22 284 000,00	0,00	22 284 000,00	0,00	1 388 847,81
2014	DIINTEMPER	TRAVAUX SUITE AUX DEGATS D'INTEMPERIES	8 270 564,00	0,00	8 270 564,00	0,00	937 837,65

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2014	DIPISTES	TRAVAUX ROUTIERS PISTES CYCLABLES PROGRAMME 2014	8 000 000,00	0,00	8 000 000,00	0,00	2 655 777,83
2014	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2014	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	3 531 204,13
2015	DICONNEX	AMENAGEMENTS CONNEXES DEPLACEMENT DE RESEAUX	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	416 715,84
2015	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	20 340 000,00	0,00	20 340 000,00	0,00	1 613 851,28
2015	DIMATCG	ACQUISITION ENTRETIEN ET VENTE DU MATERIEL	627 838,04	0,00	627 838,04	0,00	402 299,25
2015	DITRAVNEUF	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE/ANNUELLE DES OPERATIONS TRAVAUX NEUFS	9 950 000,00	0,00	9 950 000,00	0,00	3 454 022,59
2016	DICOM	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 654 947,24	0,00	4 654 947,24	0,00	491 107,43
2016	DICONNEX	AMENAGEMENTS CONNEXES DEPLACEMENT DE RESEAUX	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	80 133,41
2016	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	19 800 000,00	0,00	19 800 000,00	0,00	1 187 987,60
2016	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	34 788,97
2017	DIAMONT	ETUDES PRELIMINAIRES	700 000,00	0,00	700 000,00	50 000,00	110 555,87
2017	DICOM	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	5 468 407,07	0,00	5 468 407,07	0,00	2 924 667,18
2017	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	18 000 000,00	0,00	18 000 000,00	0,00	1 319 398,06
2017	DISUBV	SUBVENTIONS	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	38 336,80
2017	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	14 600 000,00	0,00	14 600 000,00	0,00	1 748 976,80
2018	BREGIROUTE	MODERNISATION ET PERENNISATION DE LA REGIE ROUTIERE CONCERNANT LA CONSTRUCTION RESTRUCTURATION REHABILITATION	13 000 000,00	0,00	13 000 000,00	2 192 526,00	8 750 158,12
2018	DIAMONT	ETUDES PRELIMINAIRES	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	123 758,48
2018	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	675 000,00	442 015,40
2018	DICONNEX	TRAVAUX CONNEXES	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	26 434,26
2018	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	25 000 000,00	0,00	25 000 000,00	0,00	916 121,61

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2018	DIPISTES	PISTES CYCLABLES	6 600 000,00	0,00	6 600 000,00	0,00	4 986 674,14
2018	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	413 805,00
2018	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	0,00	5 066 544,09
2019	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	500 000,00	1 886 340,29
2019	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	7 000 000,00	0,00	7 000 000,00	0,00	2 473 729,92
2019	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	32 720 000,00	0,00	32 720 000,00	0,00	1 452 995,01
2019	DIMATPARC	ROUTES - MATERIELS	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	431 039,41
2019	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	100 000,00	3 420 778,70
2019	DISUBV	SUBVENTIONS	330 000,00	0,00	330 000,00	0,00	95 048,64
2019	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	200 000,00	1 663 237,86
2020	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	4 000 000,00	2 000 000,00	6 000 000,00	2 025 000,00	3 605 210,52
2020	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	200 000,00	1 914 366,24
2020	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	45 000 000,00	0,00	45 000 000,00	2 200 000,00	8 930 989,22
2020	DIMATPARC	ROUTES - MATERIELS	4 600 000,00	1 800 000,00	6 400 000,00	2 000 000,00	3 421 319,23
2020	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	400 000,00	7 711 848,35
2020	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE	3 500 000,00	70 000,00	3 570 000,00	1 622 000,00	214 000,48
2020	DISIGN	SIGNALISATION ET PANNEAUX D'INFORMATION	650 000,00	300 000,00	950 000,00	200 000,00	263 134,45
2020	DISUBV	SUBVENTIONS	270 000,00	0,00	270 000,00	0,00	256 711,50
2020	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	600 000,00	1 334 528,00
2021	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	3 210 000,00	0,00	3 210 000,00	150 000,00	2 700 334,10
2021	DIGROSSREP	PILOTAGE DU PROGRAMME PLURIANNUEL DE GROSSES REPARATIONS	35 000 000,00	0,00	35 000 000,00	4 630 000,00	10 585 149,52
2021	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	4 247 000,00	3 516 489,20
2021	DITRAVAGLO	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE / ANNUELLE DES OPERATIONS	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	2 420 000,00	1 051 283,52
2022	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS PISTES CYCLABLES		5 000 000,00	5 000 000,00	2 935 000,00	2 065 000,00
2022	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS		34 000 000,00	34 000 000,00	14 170 000,00	19 830 000,00

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2022	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS		10 000 000,00	10 000 000,00	2 173 474,00	7 826 526,00
2022	DITRAVAGLO	CONTRIBUTION AUX COMMUNES POUR TRAVAUX		4 000 000,00	4 000 000,00	780 000,00	3 220 000,00

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2009	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE PRODUITS AMENDES / RADARS	9 178 627,94	0,00	9 178 627,94		0,00
2011	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2011	162 687,80	345 000,00	507 687,80	30 000,00	315 000,00
2013	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS SUR LE RESEAU ROUTIERPROGRAMME 2013	864 810,61	0,00	864 810,61	0,00	620 000,00
2014	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2014	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
2015	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	561 683,90	0,00	561 683,90	0,00	526 000,00
2015	DITRAVNEUF	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE/ANNUELLE DES OPERATIONS TRAVAUX NEUFS	184 566,00	0,00	184 566,00		0,00
2016	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	11 882,86	0,00	11 882,86		
2020	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE	0,00	3 500 000,00	3 500 000,00	700 000,00	2 800 000,00

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Acquisition vente de matériel	20	621	2051	2 020	DIMATPARC			20 000,00	
	21	621	2157	2 020	DIMATPARC			1 960 000,00	
	21	621	21838	2 020	DIMATPARC			20 000,00	
Prestation								2 000 000,00	
Adhésion réseau partage	011	621	6281			5 800,00			
Prestation						5 800,00			
Charges et produits divers	011	621	6227			5 000,00			
Prestation						5 000,00			
Contributions aux travaux sur RD en traversées d'agglomération (co-maîtrise d'ouvrage)	20	621	2031	2 021	DITRAVAGLO			20 000,00	
	20	621	2031	2 022	DITRAVAGLO			30 000,00	
	23	621	23151	2 019	DITRAVAGLO			200 000,00	
	23	621	23151	2 020	DITRAVAGLO			600 000,00	
	23	621	23151	2 021	DITRAVAGLO			2 400 000,00	
	23	621	23151	2 022	DITRAVAGLO			750 000,00	
Prestation								4 000 000,00	
Etudes et travaux de construction de bâtiment - Régie route	20	0202	2031	2 018	BREGIROUTE			70 000,00	
	23	0202	238	2 018	BREGIROUTE			1 469 681,00	
Prestation								1 539 681,00	
Etudes et travaux de restructuration réhabilitation de bâtiments régie route	20	0202	2031	2 018	BREGIROUTE			122 900,00	
	23	0202	231318	2 018	BREGIROUTE			29 945,00	
	23	0202	237	2 018	BREGIROUTE			210 000,00	
	23	0202	238	2 018	BREGIROUTE			290 000,00	
Prestation								652 845,00	
Etudes générales et préliminaires de projets routiers et cyclables (maîtrise d'ouvrage)	20	621	2031	2 017	DIAMONT			50 000,00	
Prestation								50 000,00	
Opérations de sécurité	13	621	1345	2 020	DIRADARS				700 000,00
	20	621	2031	2 020	DIRADARS			20 000,00	
	23	621	23151	2 020	DIRADARS			1 602 000,00	
Prestation								1 622 000,00	700 000,00
Participations aux projets structurants routiers	23	621	23151	2 018	DICOM			675 000,00	
	23	621	23151	2 019	DICOM			200 000,00	
	23	621	23151	2 020	DICOM			1 020 000,00	
Prestation								1 895 000,00	
Pilotage de la mise en œuvre des programmes annuels d'entretien du réseau routier	011	621	6156			50 000,00			
Prestation						50 000,00			
Pilotage des autorisations d'occupation du domaine public	70	621	70323				350 000,00		
Prestation							350 000,00		
Pilotage du programme pluriannuel de grosses réparations	13	621	13272						1 200 000,00
	20	621	2031	2021	DIGROSSREP			150 000,00	
	20	621	2031	2022	DIGROSSREP			350 000,00	
	23	621	23151	2020	DIGROSSREP			2 200 000,00	
	23	621	23151	2021	DIGROSSREP			4 480 000,00	
	23	621	23151	2022	DIGROSSREP			13 820 000,00	

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	23	621	238	2022	DIGROSSREP			1 300 000,00	
Prestation								22 305 000,00	1 200 000,00
Programmation pluriannuelle /annuelle des opérations (pistes cyclables)	20	621	2031	2 021	DIDOUX			50 000,00	
	20	621	2031	2 022	DIDOUX			50 000,00	
	23	621	23151	2 020	DIDOUX			200 000,00	
	23	621	23151	2 021	DIDOUX			100 000,00	
	23	621	23151	2 022	DIDOUX			2 685 000,00	
	23	621	238	2 022	DIDOUX			200 000,00	
Prestation								3 285 000,00	
Programmation pluriannuelle /annuelle des opérations (travaux)	13	01	1336						200 000,00
	13	621	1321						200 000,00
	13	621	1322						1 200 000,00
	13	621	1323						100 000,00
	20	621	2031	2 019	DIMODERN			100 000,00	
	20	621	2031	2 020	DIMODERN			300 000,00	
	20	621	2031	2 021	DIMODERN			50 000,00	
	20	621	2031	2 022	DIMODERN			50 000,00	
	23	621	23151	2 020	DIMODERN			100 000,00	
	23	621	23151	2 021	DIMODERN			4 197 000,00	
	23	621	23151	2 022	DIMODERN			1 770 000,00	
	23	621	238	2 022	DIMODERN			353 474,00	
	27	01	27634	2 011	DITRAVNEUF				30 000,00
Prestation								6 920 474,00	1 730 000,00
Subvention associations de défense des usagers de la SNCF	65	18	6574			8 500,00			
Prestation						8 500,00			
Subventions exceptionnelles aux projets structurants routiers	204	628	204113	2 014	DICPER			2 800 000,00	
	23	621	23151	2 014	DICPER			230 000,00	
Prestation								3 030 000,00	
Suivi de la concession du Port du Grau-du-Roi	011	621	62878			26 000,00			
Prestation						26 000,00			
Suivi des dommages au domaine public	77	621	7788				150 000,00		
Prestation							150 000,00		
Travaux et prestations d'exploitation du réseau routier	21	621	2188	2 020	DISIGN			200 000,00	
Prestation								200 000,00	
Totaux						95 300,00	500 000,00	47 500 000,00	3 630 000,00

S0152

DTER - SERVICE A USAGER ET A L'EXPLOITATION DES RESEAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Pilotage de la politique d'exploitation du réseau	011	621	60633			3 500,00
	011	621	611			66 800,00
	011	621	6132			100,00
	011	621	6156			34 600,00
	011	621	6262			20 000,00
Prestation						125 000,00
Totaux						125 000,00

S0154

DTER- SERVICE SOUTIEN OPERATIONNEL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Pilotage de la mise en œuvre des programmes annuels d'entretien du réseau routier	011	621	60633			1 400 000,00
	011	621	611			10 000,00
	011	621	6135			80 000,00
	011	621	615231			2 739 400,00
	011	621	6156			50 000,00
	011	621	617			60 000,00
Prestation						4 339 400,00
Totaux						4 339 400,00

Service S0155 DMR - SERVICE LABORATOIRE ROUTIER

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Essais laboratoire routier	011	621	60628			8 000,00	
	011	621	60632			7 000,00	
	011	621	61558			20 000,00	
	011	621	617			2 500,00	
	011	621	6182			2 500,00	
	70	628	7061				12 000,00
Prestation						40 000,00	12 000,00
Totaux						40 000,00	12 000,00

S0163

DMR - SERVICE INGENIERIE FONCIERE ET PROCEDURE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Acquisitions et cessions foncières (routes)	011	621	6132			3 000,00
	011	621	6228			15 000,00
	011	70	6132			2 000,00
	65	628	6568			3 000,00
Prestation						23 000,00
Enquêtes publiques et publications	011	621	6231			3 000,00
Prestation						3 000,00
Instruction et suivi du contentieux	011	621	6227			4 000,00
	011	621	6354			3 000,00
Prestation						7 000,00
Travaux d'entretien et d'exploitation du réseau routier	65	628	6568	2 010	DIPERIPH	135 000,00
Prestation						135 000,00
Totaux						168 000,00

S0217

DTER - SERVICE RESSOURCES TRAVAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Travaux de réparation du réseau routier et cyclable	011	621	60633			300 000,00
Prestation						300 000,00
Totaux						300 000,00

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

L'année 2021 a été consacrée à la poursuite du plan de couverture du réseau « WiGard » (réseau départemental de télécommunications à THD). L'extension du périmètre de la concession THD de 76 à 305 communes (hors zones AMII en principe desservi par les opérateurs privés) a été attribuée pour 25 ans à l'opérateur de réseau SFR Collectivités (340,86 Millions d'Euros d'investissement). 2021 a permis de déployer près de 140 000 prises sur 124 communes.

Cet investissement de l'opérateur est financé pour partie sur fonds publics à hauteur de 7 M€ sur la durée de la concession. 2022 verra le début d'une participation financière du Conseil départemental aux raccordements longs prévus dans la concession de DSP.

Le Budget Primitif 2022 présenté pour l'Aménagement Numérique du Territoire s'articule autour des missions suivantes :

- Les infrastructures facilitant les accès fixes aux télécommunications à haut et très haut débit
- Les infrastructures facilitant les accès aux télécommunications mobiles : téléphone et 3G (Internet sur Smartphone)

I) LES INFRASTRUCTURES FACILITANT LES ACCES FIXES AUX TELECOMMUNICATIONS A HAUT ET TRES HAUT DEBIT

A) En section de fonctionnement (10 000,00 € en dépenses et 816 120,00 € en recettes)

Pour la contribution au réseau départemental d'infrastructures haut débit et à ses usages, il est décidé d'inscrire en section de fonctionnement **10 000,00 €** (IB 011-70-6281) pour l'adhésion à l'association des collectivités intervenant dans le domaine des communications AVICCA.

Il est également prévu en section de fonctionnement la perception d'une recette de 816 120,00 € sur l'AE 2019 REDTHD imputation 75-70-757 et de rephaser l'AE.

B) En section d'investissement (550 000,00 € en dépenses et 1 652 000,00 € en recettes)

Il est décidé de rephaser l'AP 2016 THD pour l'adapter au rythme des investissements proposés par SFR collectivités dans le cadre du déploiement du THD.

Il est également décidé d'inscrire **550 000,00 €** en crédits de paiement afin d'honorer les dépenses déjà engagées liées aux études de faisabilité, d'avant-projet ainsi que les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage :

AP 2016 THD 20-70-2031 :	140 000,00 €
AP 2016 THD 204-70-20421 :	10 000,00 €
AP 2016 THD 204-70-20423 :	300 000,00 €
AP 2016 THD 23-70-23153 :	100 000,00 €

En recettes d'investissement, il est prévu de percevoir 1 652 000,00 € (AP 2016 THD 13-70-13172) pour le financement du plan THD par la Région Occitanie.

II. LES INFRASTRUCTURES FACILITANT LES ACCES AUX TELECOMMUNICATIONS MOBILES

Pour la contribution aux infrastructures de téléphonie mobile, il est décidé d'inscrire en section de fonctionnement **40 000,00 €** (IB 011-70-611) pour l'entretien et la maintenance des pylônes TDF loués par le Conseil départemental.

Concernant les recettes, il est décidé d'inscrire **49 580,00 €** sur le chapitre 70, fonction 70, nature 70388.

En conclusion :

En crédits de paiement, le tableau ci-dessous résume le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction Générale Adjointe Mobilité et Logistique pour l'Aménagement Numérique du Territoire.

SECTION	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	550 000,00 €	1 652 000,00 €
FONCTIONNEMENT	50 000,00 €	865 700,00 €
TOTAL	600 000,00 €	2 517 700,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction du Développement Numérique du Territoire.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement >N
2010	HTDEBITFON	PART MISE EN OEUVRE HAUT DEBIT GARD	2 719 110,00	0,00	2 719 110,00	0,00	220 202,00
2011	TELMOBILE	CONTRIBUTONS INFRASTRUCTURES DETELEPHONIE MOBILE	590 189,77	0,00	590 189,77		
2016	THD	ETUDES, TRAVAUX ET DSP CONCERNANT LE THD	14 878 377,74	0,00	14 878 377,74	550 000,00	3 481 162,94
2017	TELMOBILE	TELEPHONE MOBILE	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	350 755,68

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement >N
2011	TELMOBILE	CONTRIBUTONS INFRASTRUCTURES DETELEPHONIE MOBILE	183 280,26	0,00	183 280,26	0,00	48 858,67
2016	THD	ETUDES, TRAVAUX ET DSP CONCERNANT LE THD	26 715 000,00	0,00	26 715 000,00	1 652 000,00	23 152 000,00
2017	TELMOBILE	TELEPHONE MOBILE	868 400,00	0,00	868 400,00	0,00	658 400,00

Service S0076 DDNT - DIRECTION DEVELOPPEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Contribution au réseau départemental d'infrastructures haut débit et à ses usages	011	70	6281			10 000,00			
	13	70	13172	2 016	THD				1 652 000,00
	20	70	2031	2 016	THD			140 000,00	
	204	70	20421	2 016	THD			10 000,00	
	204	70	20423	2 016	THD			300 000,00	
	23	70	23153	2 016	THD			100 000,00	
	75	70	757	2 019	REDTHD		816 120,00		
Prestation						10 000,00	816 120,00	550 000,00	1 652 000,00
Contribution aux infrastructures de téléphonie mobile	011	70	611			40 000,00			
	70	70	70388				49 580,00		
Prestation						40 000,00	49 580,00		
Totaux						50 000,00	865 700,00	550 000,00	1 652 000,00

COMMISSION SOLIDARITES SOCIALES

DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES

L'autonomie des personnes est un sujet stratégique pour notre collectivité. Sur le plan démographique et comme au niveau national, le Département est touché par le vieillissement de sa population et ce phénomène va s'accélérer dans les décennies à venir. D'ici 20 ans, la population gardoise de plus de 60 ans passera de 21 % à 27 %. Nous savons aussi qu'avant 2050, un gardois sur cinq aura 75 ans ou plus. Notre volonté est bien de mieux répondre aux besoins en étant au plus près des réalités territoriales.

Le nombre de personnes handicapées semble se stabiliser à l'instar des bénéficiaires de la PCH (même si cette prestation a fortement augmenté ces dernières années).

Par ailleurs, une nouvelle loi sur la dépendance des personnes âgées et un élargissement des conditions d'attribution de la Prestation de Compensation du Handicap sont annoncés pour 2022, sans véritable visibilité dans l'immédiat sur leur impact.

L'exercice 2022 est également marqué par les dispositions nationales de revalorisation des métiers de la branche de l'aide domicile (SAAD) qui impactent le budget de l'autonomie à hauteur de 4 600 000,00 € compensée par une recette de la CNSA estimée à 2 000 000,00 €. Cette mesure a pour ambition de répondre aux sérieuses difficultés de recrutement des associations gestionnaires.

Enfin, autre mesure phare dans laquelle le Conseil départemental s'engage : la mise en place de l'allocation « aide à la vie partagée (AVP) ». Dans le cadre de l'habitat inclusif, profiter de la possibilité novatrice pour les personnes âgées ou handicapées, de profiter d'un environnement, de garder un « chez soi », tout en bénéficiant sur place d'un accompagnement de qualité et pérenne. 500 000,00 € ont été inscrits au titre de cette mesure compensée à hauteur de 80 % par la CNSA.

En 2022, le Conseil départemental consacrera **196 817 640,00 €** au service des politiques de l'autonomie, en faveur des personnes âgées et/ou en situation de handicap dont :

- 112 641 740 M€ en faveur des personnes âgées. Les dépenses en faveur des personnes âgées dépendantes représentent la plus grande partie du budget de l'autonomie (57 %) ;
- 84 175 900 M€ en faveur des personnes handicapées (43 % du budget). Il est à noter le rattrapage en cours des dossiers de demandes de la Prestation de Compensation du Handicap et d'aides sociales PH.

Le budget de l'autonomie des personnes en matière de prestation se répartit entre des dépenses d'hébergement et des dépenses liées à la politique de maintien à domicile :

- 59 % consacrés à l'hébergement soit une dépense de 116 166 400 M€ (aide sociale à l'hébergement et APA en établissement) ;
- 35 % en faveur du maintien à domicile à hauteur de 68 938 500 M€ (en intégrant l'accueil familial).

Le reliquat étant consacré notamment à des dépenses d'action sociale, aux subventions aux associations, au fonctionnement du GIP et au transport des élèves en situation de handicap.

Globalement, le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction de l'Autonomie des Personnes se présente comme suit : les prévisions de **dépenses de fonctionnement** sur le champ de l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap s'établissent pour 2022 à **196 817 640,00 €** en augmentation de 4,2 %.

Les **recettes de fonctionnement** sont évaluées à **49 669 281,00 €**.

I) SERVICE APA ET POLITIQUE DE MAINTIEN A DOMICILE – S0047

Les dépenses consacrées à l'aide aux personnes âgées connaissent une légère évolution de 3,2 % en raison de la progression du nombre de bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) conjuguée à l'augmentation des plans moyens d'aide accordée. Cela peut s'expliquer notamment par la dégradation de la santé des personnes âgées et de leurs aidants suite à l'épidémie de la COVID-19. Il faut également prendre en compte les différentes augmentations de tarifs notamment sur l'APA à domicile suite aux mesures nationales de revalorisations salariales des intervenants à domicile (Cf. avenant 43 et tarif socle APA national).

Les recettes sont composées à 98 % de produits versés par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), l'autre partie provenant des récupérations des indus.

A) Allocation d'aides individuelles – APAD

Les prévisions de dépenses d'APA à domicile tiennent compte de l'activité réalisée en 2021 ainsi que de l'augmentation des tarifs (cf. Supra).

1) Dépenses

Les crédits inscrits intègrent en année pleine l'augmentation des tarifs des services d'aide à domicile au 1^{er} janvier 2022.

➤ APAD versée aux services d'aide à domicile	33 835 000,00 €
➤ APAD versée directement aux bénéficiaires	6 770 000,00 €
➤ Titres annulés	3 500,00 €

2) Recettes

➤ Versements de la Caisse Nationale Solidarité pour l'Autonomie Les recettes prévisionnelles sont prévues en fonction des recettes réelles constatées en fin d'exercice.	28 900 000,00 €
➤ Récupération ou annulations de mandats suite aux changements de situation des bénéficiaires	100 000,00 €
➤ Mandats annulés sur exercices antérieurs	10 000,00 €

B) Allocation Personnalisée à l'Autonomie en établissement – APAE

➤ APAE versée à l'établissement	28 130 000,00 €
- APAE payée par forfait dépendance	21 900 000 €
- APAE payée par dotations globales	1 980 000 €
- APAE payée pour des établissements hors Gard	4 250 000 €

En 2022, comme en 2021, à la suite de la réforme de la tarification induite par l'application de la loi ASV, l'ensemble des EHPAD, habilités à l'aide sociale, et non habilités, perçoivent un forfait dépendance dont les modalités de calcul sont opposables au Conseil départemental.

L'année 2017, date de la mise en œuvre du forfait dépendance, a déterminé des forfaits cibles auxquels les établissements peuvent prétendre à l'issue d'un terme fixé par les textes à 7 ans maximum. Toutes les années l'écart constaté est donc repris à la hausse dans le cas d'une convergence positive, ou à la baisse, dans le cas d'une convergence négative. Pour les établissements qui vont signer un contrat (CPOM), obligation est faite au Conseil départemental de tenir compte des nouveaux GMP ou niveau moyen de perte d'autonomie d'une part, et d'autre part, comme le permet la réglementation, la convergence positive sera opérée en une fois pour ne pas pénaliser les établissements.

Ce forfait concerne 89 EHPADs. Il est calculé sur la base des forfaits accordés en 2021, reconduits en 2022, auxquels se rajoutent l'intégration des mesures nouvelles. Ces dernières concernent uniquement :

- la stabilisation du point GIR départemental, dont la valeur reste fixée à 7,51€ en 2022 ;
- la convergence comme expliquée ci-dessus, et notamment au travers des CPOM ;
- l'application d'une mesure de revalorisation pour la dotation globale dépendance en faveur des 5 USLD et de Notre-Dame-de-La-Blache, sur la base d'une analyse financière motivée.

Les 5 Unités de Soins de Longue Durée, toutes situées dans les centres hospitaliers (CHU de Nîmes, CH Bagnols-sur-Cèze, Alès, Le Vigan, Uzès), bénéficient d'une dotation globale dépendance.

➤ Récupération ou annulations de mandats suite aux changements de situation des bénéficiaires	100 000,00 €
---	---------------------

C) Carte mobilité inclusion

➤ Versement à l'imprimerie nationale :	20 000,00 €
--	--------------------

Depuis le 1^{er} juillet 2017, la carte mobilité inclusion (CMI) remplace les cartes de stationnement, d'invalidité ou de priorité.

L'Imprimerie Nationale est seule habilitée à éditer ces cartes afin d'en garantir une plus grande sécurisation. Le coût de fabrication et d'expédition des CMI est estimé à 20 000,00 € à la charge du Conseil départemental (cartes délivrées aux personnes âgées bénéficiaires de l'APA).

D) Subventions pour des actions de modernisation des services d'aide à domicile

1) Dépenses

- Subventions **740 740,00 €**

Ces subventions s'inscrivent dans le cadre de la convention CNSA/Conseil départemental signée en 2020 relative à la modernisation et la professionnalisation des services d'aide et d'accompagnement à domicile. Cette convention est un levier de déclinaison du schéma en faveur de l'autonomie adopté fin 2020, puisqu'elle intègre des actions concourant au maintien à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Elle permet également de financer des projets en faveur des proches aidants de personnes âgées dépendantes ou de personnes handicapées.

Sur le plan financier, cette convention permet au Conseil départemental, pour la mise en œuvre de ses actions, de bénéficier sur une période de 4 ans (de juillet 2020 à 2024), d'un financement de la CNSA à hauteur de 50 % du montant global de la convention qui s'établit à environ 2,428 millions d'euros.

2) Recettes

- Recettes de la CNSA **430 781,00 €**

II) SERVICE AIDE SOCIALE AUX PERSONNES AGEES ET RECOURS – S0187

A) Allocations d'aides individuelles à l'hébergement pour personnes âgées – hors APAE

1) Dépenses

- Aide sociale à l'hébergement pour personnes âgées **33 063 500,00 €**

Allocations d'aide à l'hébergement PA : proposition - 3 601 000,00 €. Mise en place de la 2^{ème} phase de paiement différentiel pour les EHPAD lucratifs et associatifs. Cette seconde phase permet une économie de 4.7 M€ atténuée par l'augmentation des tarifs pour environ 1.0 M€.

Les crédits destinés aux frais d'hébergement des personnes âgées se décomposent de la manière suivante :

- 27 288 500,00 € pour les établissements gardois, dont les établissements lucratifs, non habilités,
- 4 300 000,00 € pour les établissements hors Gard,
- 1 225 000,00 € pour les résidences autonomie,
- 250 000,00 € pour les frais de portage de repas à domicile et en foyer-restaurant.

27 288 500,00 € inscrits en faveur des établissements gardois (hors lucratifs) tient compte en 2022 :

- pour les établissements ayant signé une convention d'aide sociale, l'évolution des tarifs sera assujettie à l'arrêté du ministère de l'Economie qui va fixer le taux d'évolution applicable aux dits tarifs. Ce Décret est à paraître en fin d'année 2021 ;
- de la mise en œuvre de la contraction PA pour les établissements des secteurs associatifs et lucratifs ;

- de la prise en compte de mesures nouvelles et notamment : l'incidence des Plans Pluriannuels d'Investissement validés.

L'augmentation demandée pour les Hors Gard et les Résidences autonomie tient compte des chiffres constatés au compte administratif anticipé 2021.

- Frais hypothécaires **500,00 €**

2) Recettes

- Reversement des ressources des personnes âgées **5 400 000,00 €**
- Mandats annulés sur exercices antérieurs **30 000,00 €**

B) Participation aux associations tutélaires

Chapitre 65 – Fonction 52 – Nature 6558 **17 000,00 €**

La participation du Conseil départemental en faveur des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) découle d'un arrêté pris par les services de l'Etat, qui fixe la contribution de chacun des financeurs institutionnels.

La quote-part forfaitaire des départements est fixée à 0,3 %, stable par rapport à 2021.

C) Prise en charge des aides ménagères pour personnes âgées

- Aide-ménagère publique et privée – Personnes âgées **1 630 000,00 €**

L'aide-ménagère est une prestation d'aide sociale. La participation des usagers reste inchangée par rapport à 2021 (2,15 € de l'heure pour une intervention d'un service prestataire habilité). Le montant proposé correspond aux dépenses constatées fin 2021 augmentée de la hausse du tarif horaire consécutif à la mise en place de l'avenant 43 de la branche de l'aide à domicile, soit + 16 %.

D) Prise en charge des aides ménagères PA – ARSM2

- Allocation représentative des services ménagers (ARSM) – personnes âgées **4 500,00 €**

E) Récupération des créances d'aide sociale

En recettes de fonctionnement, il est décidé d'inscrire :

- Récupération des créances d'aide sociale pour personnes handicapées **10 000,00 €**
- Récupération des créances d'aide sociale pour personnes âgées **1 800 000,00 €**

Les recettes votées tiennent compte des recettes du CA 2021 estimé.

III) SERVICE ANIMATION ET TERRITORIALISATION MAIA – S0254

➤ Dépenses remboursement autres départements	95 000,00 €
➤ Recettes Agence Régionale de Santé	905 000,00 €

Le Conseil départemental compte 5 MAIA (Méthodes d'Action pour l'Intégration des services d'Aide et de Soins dans le champ de l'Autonomie) : quatre portées par le Conseil départemental et une par le Centre Hospitalier Universitaire de Nîmes. Deux des MAIA gérées par le Conseil départemental intègrent dans leur aire d'intervention, des communes de l'Hérault.

Les MAIA, qui s'éteindront fin 2022, sont financées par l'Agence Régionale de Santé sous forme d'une subvention forfaitaire de fonctionnement calculée en fonction notamment du nombre de gestionnaires de cas. Le Conseil départemental du Gard perçoit la totalité de ces subventions. Le Conseil départemental de l'Hérault met, deux postes de gestionnaires de cas à disposition des deux MAIA interdépartementales. Les dépenses proposées correspondent au remboursement de ces deux postes au Conseil départemental de l'Hérault.

IV) DIRECTION ADJOINTE AUTONOMIE DES PERSONNES – S0146

A) Allocation à la vie partagée

➤ Dépenses de fonctionnement	
Chapitre 65 fonction 52 nature 651128 (PH)	250 000,00 €
Chapitre 65 fonction 538 nature 65113 (PA)	250 000,00 €
➤ Recettes de fonctionnement	
Chapitre 74 fonction 531 nature 7478141	200 000,00 €
Chapitre 74 fonction 532 nature 7478142	200 000,00 €

B) Compensation du surcout lié à l'application de l'avenant 43 des SAAD de la branche de l'aide à domicile

➤ Dépenses de fonctionnement	
Chapitre 016 fonction 551 nature 651141 - APAD	3 220 000,00 €
Chapitre 65 fonction 52 nature 6511211 – PCH	1 150 000,00 €
Chapitre 65 fonction 538 nature 6514 – Aide ménagère	230 000,00 €

➤ Recettes de fonctionnement :

Chapitre 016 fonction 551 nature 747811 - APAD	1 400 000,00 €
Chapitre 74 fonction 52 nature 747812 – PCH	500 000,00 €
Chapitre 74 fonction 538 nature 747818 – Aide ménagère	100 000,00 €

C) Financement des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie

En dépenses et en recettes	2 200 000,00 €
----------------------------	----------------

La loi du 28 décembre 2015 a réaffirmé le rôle du Département comme chef de file de l'action sociale et plus particulièrement de l'action gériatrique en lui confiant la responsabilité de la conférence des financeurs de la perte d'autonomie des personnes âgées.

Un concours financier est versé par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) à hauteur des dépenses. L'objectif est de permettre le développement d'actions de prévention de la perte d'autonomie sur le territoire retenues à l'issue d'un appel à initiatives ouvert chaque année.

Ces actions se répartissent en actions collectives et en actions de prévention proposées par les résidences – autonomie (forfaits autonomie). Le périmètre d'intervention de la conférence des financeurs s'est élargi progressivement aux EHPAD dans un premier temps et à compter de 2020 à l'habitat inclusif.

D) Subventions à divers organismes partenaires

218 000,00 €

Le montant prévu en faveur des associations de personnes handicapées est plus élevé que celui envisagé pour les personnes âgées dans la mesure où la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie pourrait intégrer le financement d'associations œuvrant dans le champ des personnes âgées.

Subventions aux associations pour personnes handicapées	162 000,00 €
Subventions aux associations pour personnes âgées	56 000,00 €

V) MISSION GESTION DU GIP ET MODES D'ACCUEIL ALTERNATIFS – S0204

A) Formation des accueillants PA-PH

Marché de formation des accueillants PA-PH	57 000,00 €
Remboursements des frais de déplacement	2 000,00 €

B) Hébergement des personnes handicapées en familles d'accueil

Hébergement des personnes handicapées en familles d'accueil	380 000,00 €
---	---------------------

Sans changement par rapport à 2021

C) Participation au GIP

Fonds de compensation du handicap	28 500,00 €
-----------------------------------	--------------------

Ces crédits correspondent à la participation du Conseil départemental au financement du Fonds de Compensation, qui est également alimenté par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, la Mutualité Sociale Agricole, et l'Etat.

Participation volontaire au GIP	300 000,00 €
---------------------------------	---------------------

D) Subventions pour des modes d'accueil alternatifs

Il s'agit des maisons en partage portées par des CCAS, communautés de communes ou des associations. L'augmentation intègre le financement en année pleine de la maison en partage de Roquemaure.

-Subventions aux communes et structures intercommunales	10 500,00 €
---	--------------------

-Subventions aux établissements publics locaux/CCAS	71 250,00 €
---	--------------------

-Subventions aux associations	64 750,00 €
-------------------------------	--------------------

E) Suivi médico-social des personnes accueillies en familles d'accueil (PA/PH)

Chapitre 016 fonction 553 nature 611	273 000,00 €
--------------------------------------	---------------------

Les crédits inscrits correspondent au suivi des personnes âgées et handicapées en famille d'accueil dont les modalités ont été revues dans le cadre d'un marché public qui vient d'être renouvelé.

IV) SERVICE DE LA COMPENSATION DU HANDICAP – S0186

A) Allocation Compensatrice (ACTP/ACFP)

1) Dépenses

Allocation

3 400 000,00 €

L'Allocation Compensatrice, créée par la loi du 30 juin 1975, ne donne plus lieu à l'instruction de nouvelles demandes depuis le 1^{er} janvier 2006. En effet, la Prestation de Compensation instaurée par la loi du 11 février 2005 remplace cette prestation. Pour autant, un droit d'option entre ces deux prestations reste ouvert aux personnes qui bénéficiaient de l'Allocation Compensatrice avant le 1^{er} janvier 2006.

Il est décidé de diminuer le montant des dépenses de 100 000,00 € au regard du nombre de bénéficiaires estimé fin 2021.

2) Recettes

Indus

50 000,00 €

B) Allocations d'aides individuelles à l'hébergement pour personnes handicapées

1) Dépenses

Aide Sociale à l'hébergement pour personnes handicapées

54 972 900,00 €

Les crédits 2022 consacrés aux dépenses d'hébergement dans les établissements et services médico-sociaux pour adultes handicapés ressortissants gardois sont reconduits par rapport aux crédits votés sur l'exercice précédent. Il convient de souligner que les dispositions conventionnelles et augmentation de la valeur du point ou taux horaire SMIC (pour les LVA Adultes Handicapés) restent opposables au financeur. La création/transformation de 10 places de SAMSAH (80 000,00 €) sur 2022 et 15 places de FAM (942 039,00 €) pour un total de 1 022 039,00 € en année pleine.

Pour autant, l'incidence des plans pluriannuels validés n'est pas intégrée dans la base de reconduction.

Globalement, les crédits destinés à l'hébergement des personnes handicapées au titre de l'aide sociale se répartissent de la manière suivante :

- Etablissements Gardois (dotation globale/facturation/frais transport)	36 918 900,00 €
- Hébergement hors Gard	12 800 000,00 €
- Hébergement -60 ans en EHPAD/Résidence-autonomie	1 500 000,00 €
- IMPRO « Amendement Creton »	500 000,00 €
- Services accompagnement à la Vie Sociale (SAVS/SAMSAH) services intégrés dans les CPOM	3 254 000,00 €

Remboursement à des tiers pour la constitution des dossiers d'aide sociale – CCAS	55 000,00 €
Remboursement à d'autres départements	25 000,00 €

2) Recettes

Recouvrement sur bénéficiaires	300 000,00 €
Annulation mandats exercices antérieurs	2000,00 €
Remboursement autres départements	500,00 €

C) Prestation de compensation du handicap

La Prestation de Compensation du Handicap (PCH), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006, est une aide personnalisée visant à financer les besoins de compensation des personnes handicapées au regard de leur projet de vie. Depuis sa mise en place, cette prestation a connu une évolution dynamique du nombre de ses bénéficiaires (+200 nouveaux bénéficiaires en moyenne chaque année). En 2022, le nombre de personnes émergeant à la PCH se stabilise.

L'augmentation budgétaire intègre la montée de la nouvelle prestation "PCH parentalité" pour 600 000,00 € ainsi qu'une augmentation consécutive au coût de la PCH.

1) Dépenses

PCH + de 20 ans	21 350 000,00 €
PCH – de 20 ans	1 500 000,00 €

2) Recettes

PCH	7 000 000,00 €
-----	----------------

Ce montant correspond à l'anticipation de la compensation des dépenses PCH par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA). Il sera ajusté en fonction de la réalité de la recette, dont le montant définitif ne sera connu qu'en fin d'année 2021.

Indus PCH	30 000,00 €
-----------	-------------

Il est décidé d'inscrire le montant moyen des indus constaté au cours des exercices précédents.

D) Prise en charge des aides ménagères

Dépenses Aide-ménagère	15 000,00 €
------------------------	-------------

VII) SERVICE ACCUEIL ADMINISTRATIF, INFORMATION – S0144

Le budget de la Direction de l'Autonomie comprend le financement du transport des élèves et étudiants handicapés, compétence obligatoire du Conseil départemental.

A) Dépenses

Allocation aux familles pour le transport des élèves handicapés versée directement aux prestataires
1 900 000,00 €

Il s'agit de la prise en charge du transport des élèves handicapés en taxi individuel ou collectif, proposition stabilisée pour 2022

Allocation aux familles pour le transport des élèves handicapés versée directement aux bénéficiaires
585 000,00 €

Il s'agit de la participation au coût du transport des élèves assuré par les familles sous forme de défraitements dont le montant est stable pour 2022.

B) Recettes

Indus d'allocations aux familles pour le transport des élèves handicapés **1 000,00 €**.

VIII) SERVICE GESTION DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX PERSONNES AGEES ET HANDICAPEES-S0145

Subventions d'investissement pour la construction ou la réhabilitation des établissements :
4 009 255,00 € de crédits de paiement sont prévus au budget 2022 en vue de poursuivre ou de solder les engagements déjà pris (subventions accordées les années précédentes), et permettre le démarrage de nouveaux projets en attente du financement départemental.

A) Engagements antérieurs

3 709 255 € de crédits de paiement sur les Autorisations de Programme (AP) de 2017 à 2021, pour le paiement des subventions accordées les années antérieures.

B) Opérations nouvelles non engagées

Il est décidé de créer une autorisation de programme « 2022-SOLIDARITE » d'un montant de 6 000 000,00 € avec un phasage de crédits de paiement de 300 000,00 € en 2022. Cette autorisation de programme permettra de financer notamment dans le cadre du SEGUR de l'investissement diverses opérations, ainsi que des mises aux normes (modernisation des systèmes de sécurité incendie, des services alimentaires, travaux de sécurisation, d'adaptation des ascenseurs ou d'accessibilité, etc.) ou d'acquisition d'équipement (mobilier, etc.).

C) Gestion des Autorisations de programme

Il est décidé de clôturer les AP :

- 2014 SOLIDARITE, après l'avoir réduite de 16 834,00 €
- 2015 SOLIDARITE, après l'avoir réduite de 5 095,00 €
- 2016 SOLIDARITE, après l'avoir réduite de 6 086,00 €

Il est décidé de réduire les AP :

- 2017 SOLIDARITE de 71 918,63 €
- 2018 SOLIDARITE de 2 576 163,54 €
- 2019 SOLIDARITE de 1 402 828,81 €
- 2020 SOLIDARITE de 674 167,00 €
- 2021 SOLIDARITE de 172 421,06 €

Le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction de l'Autonomie des Personnes s'élève à :

Fonctionnement

Dépenses	196 817 640,00 €
Recettes	49 669 281,00 €

Investissement

Dépenses	4 009 255,00 €
----------	-----------------------

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Autonomie des Personnes.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2014	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	9 436 684,00	-16 834,00	9 419 850,00	0,00	0,00
2015	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES	4 486 254,00	-5 095,00	4 481 159,00	0,00	0,00
2016	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES	439 098,50	-6 086,00	433 012,50	0,00	0,00
2017	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	4 400 883,68	-71 918,63	4 328 965,05	344 839,06	0,00
2018	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	6 684 416,80	-2 576 163,54	4 108 253,26	450 000,00	208 250,32
2019	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	5 038 731,00	-1 402 828,81	3 635 902,19	1 100 000,00	1 425 539,20
2020	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	3 000 000,00	-674 167,00	2 325 833,00	900 000,00	315 081,00
2021	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	3 000 000,00	-169 821,00	2 830 179,00	914 415,94	1 745 521,06
2022	SOLIDARITE	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A DESTINATION DES ESMS		6 000 000,00	6 000 000,00	300 000,00	5 700 000,00

Service S0047 DAUT - SERVICE APA ET POLITIQUE MAINTIEN A DOMICILE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Allocation d'aides individuelles (APAD)	016	550	673			3 500,00	
	016	550	747811				28 900 000,00
	016	551	651141			33 835 000,00	
	016	551	651142			6 770 000,00	
	016	551	7533				100 000,00
	016	553	773				10 000,00
Prestation						40 608 500,00	29 010 000,00
Allocation personnalisée à l'autonomie en établissement (APAE)	016	553	651144			28 130 000,00	
	016	553	7533				100 000,00
Prestation						28 130 000,00	100 000,00
Carte mobilité inclusion	011	538	611			20 000,00	
Prestation						20 000,00	
Subventions pour des actions de modernisation des services d'aide à domicile	65	538	6574			740 740,00	
	74	538	74788				430 781,00
Prestation						740 740,00	430 781,00
Totaux						69 499 240,00	29 540 781,00

Service S0144 DAUT - ACCUEIL INFORMATION ET AIDE AU TRANSPORT SCOLAIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Allocations aux familles pour le transport des élèves handicapés	65	81	6514			1 900 000,00	
	65	81	6518			585 000,00	
	77	81	773				1 000,00
Prestation						2 485 000,00	1 000,00
Totaux						2 485 000,00	1 000,00

Service S0145 DAUT - SERVICE GESTION DES ETS SOCIAUX ET MS PA PH

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Subventions d'investissement pour la construction ou la réhabilitation des établissements PA	204	52	20422	2 022	SOLIDARITE	150 000,00
	204	538	2041721	2 019	SOLIDARITE	187 500,00
	204	538	2041722	2 017	SOLIDARITE	344 839,06
	204	538	2041722	2 019	SOLIDARITE	134 025,00
	204	538	2041722	2 021	SOLIDARITE	26 015,00
	204	538	2041781	2 019	SOLIDARITE	67 869,40
	204	538	2041781	2 021	SOLIDARITE	172 000,00
	204	538	2041782	2 018	SOLIDARITE	328 445,13
	204	538	2041782	2 019	SOLIDARITE	575 243,86
	204	538	2041782	2 020	SOLIDARITE	349 833,00
	204	538	2041782	2 021	SOLIDARITE	699 999,94
	204	538	20422	2 018	SOLIDARITE	121 554,87
	204	538	20422	2 019	SOLIDARITE	135 361,74
	204	538	20422	2 020	SOLIDARITE	550 167,00
	204	538	20422	2 021	SOLIDARITE	16 401,00
	204	538	20422	2 022	SOLIDARITE	150 000,00
Prestation						4 009 255,00
Totaux						4 009 255,00

Service S0146 DAUT - DIRECTION DE L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Allocation à la vie partagée	65	52	651128			250 000,00	
	65	538	65113			250 000,00	
	74	531	7478141				200 000,00
	74	532	7478142				200 000,00
Prestation						500 000,00	400 000,00
Compensation du surcout lié à l'application de l'avenant 43de la branche de l'aide à domicile pour les SAAD non couverts par des CPOM	016	551	651141			3 220 000,00	
	016	551	747811				1 400 000,00
	65	52	6511211			1 150 000,00	
	65	538	6514			230 000,00	
	74	52	747812				500 000,00
	74	538	747818				100 000,00
Prestation						4 600 000,00	2 000 000,00
Financement des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie	65	531	6568			285 000,00	
	65	532	6574			1 915 000,00	
	74	531	7478141				285 000,00
	74	532	7478142				1 915 000,00
Prestation						2 200 000,00	2 200 000,00
Subventions à divers organismes partenaires	65	52	6574			218 000,00	
Prestation						218 000,00	
Totaux						7 518 000,00	4 600 000,00

Service S0187 DAUT - SERVICE AIDE SOCIALE AUX PA ET RECOURS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Allocation d'aides individuelles à l'hébergement PA (HORS APAE)	011	538	6227			500,00	
	65	538	65243			33 063 500,00	
	75	538	7513				5 400 000,00
	77	538	773				30 000,00
Prestation						33 064 000,00	5 430 000,00
Participation aux associations tutélaires	65	52	6568			17 000,00	
Prestation						17 000,00	
Prise en charge des aides ménagères PA	65	538	6514			1 630 000,00	
Prestation						1 630 000,00	
Prise en charge des aides ménagères PA (ARSM2)	65	538	65113			4 500,00	
Prestation						4 500,00	
Récupération des créances d'aide sociale	75	52	7513				10 000,00
	75	538	7513				1 800 000,00
Prestation							1 810 000,00
Totaux						34 715 500,00	7 240 000,00

Service S0204 DAUT - MISSION SOUTIEN AU GIP ET MODE D'ACCUEILS ALTERNATIFS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Formation des accueillants PA-PH	011	50	6183			57 000,00
	011	50	62878			2 000,00
Prestation						59 000,00
Hébergement personnes handicapées en familles d'accueil	65	52	6522			380 000,00
Prestation						380 000,00
Participation au GIP	65	52	651123			28 500,00
	65	52	6568			300 000,00
Prestation						328 500,00
Subvention pour les modes d'accueil alternatif	65	538	65734			10 500,00
	65	538	65737			71 250,00
	65	538	6574			64 750,00
Prestation						146 500,00
Suivi médico-social des personnes accueillies en famille d'accueil (PA et PH)	016	553	611			273 000,00
Prestation						273 000,00
Totaux						1 187 000,00

Service S0254 DAUT - ANIMATION ET TERRITORIALISATION MAIA

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Gestion du dispositif MAIA	011	538	62878			95 000,00	
	74	538	74788				905 000,00
Prestation						95 000,00	905 000,00
Totaux						95 000,00	905 000,00

DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA PETITE ENFANCE

Année charnière de mise en œuvre du schéma unique des solidarités sociales, les crédits inscrits doivent permettre de répondre à deux enjeux :

- l'urgence de répondre à la saturation de l'offre d'accueil pour les enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance ;
- la poursuite de la contractualisation sur la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance qui permet à la fois de renforcer des actions de prévention portées par la Protection Maternelle et Infantile et d'améliorer la protection des enfants de l'ASE.

Dans le cadre de ses missions obligatoires de PMI et de protection de l'enfance, il s'agit de poursuivre les missions dans la continuité des années précédentes en attente de la concrétisation des réflexions du nouveau schéma.

Enfin, dans le courant de l'année 2022, deux lois sont attendues, ces dernières pourraient avoir des impacts sur l'exercice budgétaire, il s'agit de :

- une nouvelle loi de protection de l'enfance
- une réforme concernant l'adoption

Globalement, le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction de l'Enfance et de la Petite Enfance se présente comme suit :

I) DIRECTION ADJOINTE AIDE SOCIALE A L'ENFANCE – S0261

A) Prise en charge des interventions des équipes sociales associatives : AEMO/AEMO renforcée, AED/ AED renforcée

AEMO/AEMO renforcée, AED/AED renforcée

6 410 781,00 €

Ces crédits concernent les aides éducatives et aides éducatives renforcées mises en place dans le cadre de mesures de prévention. Les Aides Educatives en Milieu Ouvert (AEMO/AEMO Renforcées) sont décidées par les Juges des Enfants ; les Aides Educatives à Domicile (AED/AED Renforcées) sont décidées dans un cadre contractuel par délégation de la Présidente du Conseil départemental et exercées, soit par les équipes ASE des territoires pour une partie des mesures administratives, soit par les équipes associatives des opérateurs œuvrant dans le champ de la protection de l'enfance (MECS, CPEAG L, Association Pluriels).

Les crédits inscrits tiennent compte d'un taux d'évolution de 1 % auxquels se rajoutent 135 000,00 € réservés aux mesures éducatives exercées hors du Département du Gard pour des enfants domiciliés sur le Département.

B) Interventions des aides ménagères et des techniciennes de l'intervention sociale et familiale

TISF

750 000,00 €

Ces crédits correspondent à la part du Conseil départemental dans la prise en charge financière des interventions à domicile des techniciennes de l'intervention sociale et familiale, aides ménagères et auxiliaires de vie sociale dans le cadre des mesures visant le maintien de l'enfant mineur au domicile familial, et de visites parentales en présence d'un tiers, ordonnées par l'autorité judiciaire.

Les crédits sont ajustés au niveau de la consommation 2021.

C) Prise en charge des tutelles aux biens et administration ad hoc

Marché de tutelles aux biens et administration ad hoc

50 000,00 €

Le Conseil départemental se voit attribuer, sur décision de justice, la responsabilité de la gestion des biens de certains enfants confiés, en qualité de tuteur aux biens ; par ailleurs, et ce depuis la loi du 05 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, le Conseil départemental se voit désigner en qualité d'administrateur *ad hoc* afin de garantir la représentation, dans l'ensemble des actes de la vie courante de certains enfants confiés. Ces dispositions nécessitent que soient pris en compte leur impact qui pour partie, et au-delà des ressources internes qui y sont consacrées, nécessitent l'intervention ponctuelle de prestataires de service.

Les crédits sont maintenus au niveau de ceux de l'année 2021.

D) Suivi financier des dessaisissements

1) Dépenses

Remboursement des frais pris en charge par d'autres départements

400 000,00 €

Ces crédits concernent les remboursements par le Conseil départemental du Gard des frais d'accueil avancés par les autres départements suite aux dessaisissements des juges des enfants du Gard.

Les décisions des juges, le nombre d'enfants placés et le coût réel de ces placements sont très variables, d'autant que les décisions des juges et les demandes de remboursement sont transmises tardivement. Ces crédits s'ajustent à la consommation 2021.

2) Recettes

Remboursement des frais d'accueil d'enfants qui, à la suite d'un dessaisissement du juge des enfants, incombent à un autre département :

330 000,00 €

E) Subventions à des structures œuvrant dans le champ de la prévention

Subventions pour des associations

325 000,00 €

Il s'agit d'actions associatives qui contribuent, à travers notamment le soutien à la parentalité et dans les lieux les plus défavorisés, à la restauration du lien social pour les familles. Ces associations participent ainsi à la prévention dans le cadre de la protection de l'enfance.

F) Participation à des structures ou des associations intervenant en prévention

Participations

34 400,00 €

Ces crédits concernent la participation au financement de l'unité médico-judiciaire des mineurs victimes de violence portée par le CHU de Nîmes.

G) Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance (Plan Taquet)

Dépenses 1 500 000,00 €

Recettes 1 500 000,00 €

Ces crédits concernent la création d'actions nouvelles ou le renforcement d'actions existantes visant à atteindre les objectifs fixés par l'Etat autour de 4 engagements :

- Agir le plus précocement possible
- Sécuriser les parcours et prévenir les ruptures pour les enfants confiés ou suivis par l'ASE
- Garantir les droits des enfants de l'ASE et leur donner les moyens d'agir
- Préparer leur vie d'adulte

Ces quatre engagements visent l'objectif national fixé par l'Etat, de réduire les inégalités sociales et de santé et de mieux protéger les enfants en danger ou en risque de danger. L'année 2022 va voir se concrétiser des actions retardées du fait de la crise sanitaire au bénéfice des enfants et des familles ciblées.

II) CELLULE DE RECUEIL DES INFORMATIONS PREOCCUPANTES – S0225

Coordination départementale dans le traitement des informations préoccupantes (chapitre 65, fonction 51, nature 6568)

27 100,00 €

Le Département contribue au financement des frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Public gérant le Service National d'Accueil Téléphonique de l'Enfance en Danger (SNATED) et l'Observatoire National de la Protection de l'Enfance (ONPE) sur la base d'une contribution annuelle fixée par décret et réajustée annuellement en fonction des données démographiques.

En 2020, les services ont traité 2310 Informations Préoccupantes. 1040 ont fait l'objet d'une évaluation, et immédiatement ou suite à évaluation 60 % ont été signalées à la Justice.

III) SERVICE DE L'OFFRE D'ACCUEIL – S0169

A) Prise en charge de l'accueil des mères avec enfants

Accueil à l'hôtel ou dans des associations

352 000,00 €

Ces crédits pourraient faire l'objet d'ajustement en fonction de la parution de la nouvelle loi Protection de l'enfant courant 2022.

Protocole Conseil départemental /Préfet relatif à l'accueil et l'hébergement des demandeurs d'asile

50 000,00 €

Ces crédits concernent spécifiquement les situations qui relèvent de la compétence du Conseil départemental encadrée par le Code de l'action sociale et des familles et excluent donc de fait les situations qui relèvent de la compétence de l'Etat, au titre de l'accueil d'urgence des familles (mères, pères et enfants par exemple).

B) Prise en charge de l'accueil dans les lieux de vie

Lieux de vie

4 151 366,00 €

Ces crédits concernent l'accueil dans les 19 structures autorisées « lieux de vie et d'accueil », d'enfants qui relèvent de prises en charge spécifiques et ne permettent, ni l'accueil dans les établissements médico-sociaux du champ de la protection de l'enfance, ni l'accueil en famille.

Ces prises en charge relèvent de savoir-faire et d'activités supports qui correspondent tout particulièrement aux besoins de certains enfants confiés, notamment pour les adolescents avec des problématiques psychiatriques. Lorsque la situation le requiert, ces crédits peuvent également être mobilisés afin de financer des prises en charge dans des lieux de vie hors Gard.

L'activité de ces structures correspond à une prise en charge souvent complexe d'enfants et d'adolescents développant des troubles psychiques et détenant une orientation MDPH.

5 lieux de vie et d'accueil bénéficient d'un financement par dotation globale et sont conventionnés avec le Conseil départemental du Gard avec pour objectif de garantir un taux d'occupation à ces structures correspondant aux besoins repérés et prenant en charge prioritairement des enfants gardois.

5 lieux de vie et d'accueil bénéficient d'un financement par dotation globale et sont conventionnés avec le Conseil départemental du Gard avec pour objectif de garantir un taux d'occupation à ces structures correspondant aux besoins repérés et prenant en charge prioritairement des enfants gardois.

C) Prise en charge de l'accueil au Centre Départemental d'Accueil des Familles

Centre départemental d'accueil des familles (CDAF)

4 392 132,00 €

Ces crédits concernent la dotation annuelle allouée au Centre Départemental d'Accueil des Familles, Etablissement public autonome. Le Centre Départemental d'Accueil des Familles exerce, en application du Code de l'Action Sociale et des Familles, des missions d'accueil, d'hébergement, d'accompagnement et d'orientation des femmes enceintes et des mères isolées avec enfants de moins de 3 ans à charge.

Les crédits inscrits pour 2022 tiennent compte d'un taux d'évolution de 1% pour prendre en compte l'incidence des dépenses liées au PPCR (Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations), le Glissement Vieillessement Technicité (GVT), l'impact du Ségur de la santé, ainsi que des mesures nouvelles liées à la création d'un poste d'agent de service hospitalier et au passage à la fibre professionnelle.

Foyer Départemental de l'Enfance (FDE)

10 164 887,00 €

Ces crédits concernent la dotation annuelle allouée au Foyer Départemental de l'Enfance du Gard, Etablissement public autonome. Le Foyer Départemental de l'Enfance est chargé de l'accueil d'urgence de l'hébergement, de l'orientation des mineurs confiés au service par OPP (Ordonnance de Placement Provisoire) ou par décision administrative.

Les crédits inscrits pour 2022 à hauteur de 7 875 171,00 € avec un taux d'évolution de 1% intègrent la prise en compte des dépenses liées au PPCR (Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations), du GVT, l'impact du Ségur de la santé et les mesures nouvelles liées aux travaux de rénovation de la cuisine collective.

Aux crédits de fonctionnement du foyer se rajoutent :

- la prise en compte de places de SAPMN (Service d'Adaptation Progressive en Milieu Naturel) pour un montant de 111 100,00 € destinés aux plus petits ;
- la prise en compte de la nécessité d'accroître les capacités d'accueil temporairement pour les plus jeunes enfants (212 400,00 €) et pour l'ensemble des tranches d'âge (1 642 500,00 € pour 20 places).

D) Prise en charge de l'accueil des jeunes en foyers de jeunes travailleurs et à l'hôtel

200 000,00 €

Afin de faire face aux contraintes en termes de places des dispositifs de protection de l'enfance, les jeunes mineurs et majeurs les moins en difficulté sont accueillis en nombre plus important au sein des foyers de jeunes travailleurs ou en hôtels avec un accompagnement socio-éducatif porté directement par les services du Conseil départemental afin de finaliser leur autonomisation. Les crédits sont ajustés au niveau de la consommation 2021.

E) Prise en charge de l'accueil en Maisons d'Enfants (MECS)

Maisons d'enfants à caractère social

34 209 200,26 €

Les crédits 2022 destinés à la prise en charge des enfants en MECS se répartissent comme suit :

- Etablissements gardois : 32 372 926,00 €
- Prise en compte de 11 lots spécifiques mesures SAPMN : 636 300,00 €

Ces crédits concernent les accueils dans les 11 Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS) du Gard et les accueils des enfants gardois dans les MECS hors Gard.

Concernant l'exercice 2022, un taux d'évolution de 1 % est proposé. Les budgets incluent la prise en compte des incidences des Plans Pluriannuels d'Investissement validés ainsi que celles des mesures conventionnelles accordées au personnel (notamment les Indemnités départ en retraite) opposables aux financeurs et les mesures nouvelles qui seront accordées.

F) Prise en charge des frais de la vie quotidienne des enfants

1) Dépenses

Primes d'assurances – frais non couverts par la responsabilité civile individuelle du Département
1 000,00 €

Frais divers – dont frais d'inhumation
1 000,00 €

Remboursement des familles d'accueil – assistants familiaux qui assurent l'avance de frais nécessaires à la vie quotidienne de l'enfant accueilli au titre de l'aide sociale à l'enfance
130 000,00 €

Prise en charge des besoins des enfants accueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance, paiement direct au prestataire
726 000,00 €

Le Département doit pourvoir à l'ensemble des besoins des mineurs qui lui sont confiés. Le règlement départemental de l'aide sociale à l'enfance fixe les catégories de dépenses prises en compte et qui sont soit remboursées aux assistants familiaux qui en ont fait l'avance, soit payées directement aux prestataires.

Il s'agit notamment de frais de cantine scolaire et de demi-pension, frais scolaires et extrascolaires, frais de camps et de colonies de vacances, frais de participation à des activités culturelles et sportives ou d'inscription en centre de loisirs sans hébergement.

L'augmentation est due à la hausse du nombre de situations d'enfants.

Frais éducatifs

30 000,00 €

Il s'agit de prendre en charge les remboursements des frais d'accompagnement éducatifs avancés par les travailleurs sociaux et psychologues à l'occasion des temps de rencontres professionnelles avec enfants et familles autour d'une collation ou d'une activité.

Habillement, argent de poche, dots, primes – allocations d'anniversaire versées aux enfants pupilles, sous tutelle ou en délégation d'autorité parentale, primes de réussite aux examens et primes d'installation versées aux jeunes majeurs ne pouvant prétendre à aucun secours de leur famille.

15 000,00 €

2) Recettes

Recouvrement sur sécurité sociale et organismes de mutuelle – recouvrements sur les caisses d'assurances maladie et les mutuelles des frais médicaux avancés par le Conseil départemental

5 000,00 €

Recouvrements des participations financières aux frais d'accueil décidées par le Juge ou fixées dans le cadre contractuel, auprès des parents, des organismes de tutelle ou des allocations familiales par la CAF

500 000,00 €

Recouvrement sur autres redevables

18 000,00 €

Mandats annulés sur exercices antérieurs

10 000,00 €

G) Frais d'hébergement en famille d'accueil

Chapitre 65, fonction 51, nature 6522

907 000,00 €

Ces crédits concernent l'indemnisation des accueils des enfants placés dans certaines familles n'ayant pas le statut d'assistants familiaux. Il s'agit des accueils par des tiers dignes de confiance désignés par le Juge des Enfants, conformément à l'article 375-3 2 du Code civil. Cette indemnisation concerne aussi les assistants familiaux ayant adopté un enfant pupille de l'Etat dont ils ont assuré la garde, conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles (articles L225-2 et L225-9 relatifs à l'évaluation de leur situation familiale et financière). Ces crédits s'ajustent à la consommation 2021.

H) Frais d'accueil chez les assistants familiaux

Chapitre 65, fonction 51, nature 6518

705 000,00 €

Chapitre 65, fonction 51, nature 65211

65 000,00 €

Ces crédits concernent les allocations habillement, argent de poche, rentrée scolaire et cadeau de Noël versées en faveur des mineurs confiés au Conseil départemental et accueillis par des assistants familiaux conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles (art L228-3).

I) Activités du réseau ado

Chapitre 65, fonction 51, nature 6514

1 500,00 €

Cette prestation incorpore les dépenses des sorties du « Réseau Ados », qui concernent des déplacements culturels et des loisirs à visée éducative (frais d'alimentation compris), notamment lors de vacances scolaires, pour de petits groupes d'adolescents accueillis en familles d'accueil. Une régie d'avances a été créée à cet effet.

IV) SERVICE MINEURS NON ACCOMPAGNES – S0268

Au regard de ses compétences en matière de protection de l'enfance, et particulièrement au titre de l'article L222-5 du Code de l'action sociale et des familles, le Conseil départemental est dans l'obligation de prendre en charge tout mineur déclaré comme étant isolé, dès lors qu'un jugement d'assistance éducative lui en confie la mission.

C'est à ce titre, et dans le cadre d'un dispositif national de répartition que les mineurs dits non accompagnés sont pris en charge par nos services.

Pour l'année 2021, le Conseil départemental était tenu de prendre en charge 1,08 % du nombre total de mineurs concernés sur le territoire national. Ainsi, il s'est vu confier 100 mineurs cette année.

Le montant des recettes de l'Etat seront moindres que l'année dernière car il n'est pas prévu de recettes exceptionnelles et le flux des nouveaux arrivants est moindre depuis la crise sanitaire.

A) Dépenses

Accueil en MECS

3 818 000,00 €

Accueil au Foyer départemental de l'enfance

547 500,00 €

Le groupe d'accueil de MNA est maintenu pour 30 places

Divers dont Accueil en hôtel et évaluation

5 574 500,00 €

Prise en charge des besoins des mineurs accueillis, paiement direct au prestataire

30 000,00 €

Remboursement autres départements

30 000,00 €

B) Recettes

Il s'agit d'une estimation des recettes à la fois de l'Etat sur la prise en charge des primo arrivants, et des remboursements des frais engagés pour le compte d'autres départements.

Recouvrement sur l'ASP pour les MNA

98 000,00 €

Cette recette est considérablement en baisse du fait de la crise sanitaire qui a réduit le flux des primo-arrivants.

Remboursement autres départements

500 000,00 €

V) EQUIPE ADOPTION – S0174

Achat de trousseaux pour les nouveaux nés confiés à l'ASE dont la mère a accouché dans le secret.

3 500,00 €

Ces crédits concernent l'achat de trousseaux pour des nourrissons dont la mère a accouché dans le secret et pour des nourrissons remis au service de l'Aide Sociale à l'Enfance à la naissance.

VI) DIRECTION ADJOINTE PMI – S0180

La Protection Maternelle Infantile (PMI) a pour mission de garantir la qualité de l'accueil de la petite enfance et de favoriser les actions de prévention en matière de santé. Les crédits prennent en compte la mise en œuvre des compétences obligatoires en matière de protection et promotion de la santé de la famille et de l'enfance, ainsi que les orientations départementales en matière d'accueil de la petite enfance.

Cela recouvre l'ensemble des dépenses et recettes relatives à des actions de promotion de la santé de la mère et de l'enfant dans le domaine de la périnatalité, à des actions médico-sociales individuelles ou collectives en faveur des jeunes enfants, des jeunes et de leurs parents, et à l'accueil de la Petite Enfance.

A) Prise en charge des frais liés à la grossesse

1) Dépenses

Frais liés à la grossesse

145 152,00 €

Ces crédits permettront la prise en charge des frais détaillés ci-dessous :

- Remboursement des frais d'analyses biologiques prescrites dans le cadre des consultations de planification familiale (contraception, tests de grossesse) et pour le dépistage des Infections Sexuellement Transmissibles)
- Remboursement d'échographies aux cabinets privés conventionnés dans le cadre des consultations de planification familiale pour le diagnostic de la grossesse
- Remboursement des frais d'examens de laboratoires et échographies demandés à l'hôpital lors des consultations prénatales pour les femmes sans couverture sociale
- Remboursement aux cabinets d'échographie des examens prescrits dans le cadre des consultations prénatales départementales pour le diagnostic anténatal prédictif de malformation concernant les femmes enceintes sans couverture sociale ainsi que les bilans biologiques obligatoires de surveillance de la grossesse du 1^{er} trimestre, du 6^e mois de grossesse et du dépistage de la trisomie 21 ; ce remboursement s'effectue dans le cadre d'une convention de partenariat avec des cabinets privés élargie dans le cadre d'une procédure d'appel à candidature actualisé
- Financement d'heures d'aides ménagères, de techniciennes de l'intervention sociale et familiale (TISF), d'auxiliaires de vie sociale dans un objectif de prévention auprès de femmes enceintes présentant une grossesse à risque médical et/ou psychosocial

2) Recettes

Recettes SESAME-Vitale

300 000,00 €

Ces recettes sont liées à la mise en place du dispositif SESAME-Vitale qui établit un remboursement sur la base des actes effectués par les professionnels de santé du Conseil départemental en lieu et place d'un remboursement forfaitaire (en vigueur jusqu'en 2012), sur la base d'un bilan d'activité. La montée en charge de ce dispositif ne pourra être totalement effective qu'au terme de plusieurs exercices, compte tenu de la complexité des mécanismes à l'œuvre.

B) Contribution à des actions d'accompagnement à la parentalité

Achat de matériel spécialisé pour les séances d'éducation à la santé, sexualité et accompagnement à la parentalité

1 200,00 €

Documentation générale – documentation spécialisée pour l'éducation à la santé, à la sexualité et l'accompagnement à la parentalité

200,00 €

Financement d'actions collectives d'accompagnement à la parentalité auprès de parents de jeunes enfants-intervention en piscine

3 000,00 €

Cotisation annuelle du Conseil départemental dans le cadre de son appartenance au réseau périnatal « Naître en Languedoc-Roussillon »

100,00 €

C) Achat de matériel nécessaire au fonctionnement de la PMI

Carnets de santé, dossiers obstétricaux

30 000,00 €

Il s'agit de l'achat de tous les imprimés utilisés dans le cadre des actions de PMI, notamment les carnets de santé, carnets de maternité, imprimés CERFA servant à l'instruction de dossiers d'assistantes maternelles et d'assistantes familiales, carnets bucco-dentaires, dossiers médicaux petite enfance et CPEF, les carnets de liaison avec l'Education Nationale (bilans en école maternelle). Cela fait l'objet d'un marché public.

D) Achat de produits pharmaceutiques

Médicaments et contraceptifs

36 000,00 €

Il s'agit d'achat de médicaments pour les consultations pré et postnatales et d'achat de médicaments contraceptifs, notamment ceux permettant l'accès à la contraception d'urgence, utilisés dans les centres de planification et d'éducation familiale.

Vaccins

30 000,00 €

Les vaccinations sont effectuées dans le cadre des consultations de PMI pour les enfants de 0 à 6 ans. Les crédits proposés prennent en considération l'orientation prioritaire des familles par les médecins territoriaux vers les dispositifs de droit commun. Cette somme correspond aux vaccins fournis aux consultations de nourrissons dans un objectif d'accès de tous aux dispositifs de santé publique. Les dépenses engagées devraient être remboursées au Conseil départemental dans le cadre de la convention qui le lie à la CPAM du Gard. Ces achats font l'objet d'un marché public.

Achat de thermomètres, de réfrigérateurs et de préservatifs

2 000,00 €

Il s'agit de l'achat de thermomètres de réfrigérateurs en vue d'en surveiller les évolutions de température et de limiter le nombre de pertes de vaccins en cas de panne. Sur cet article est également imputé le coût des préservatifs mis à disposition dans les centres de planification et d'éducation familiale. Ces achats font l'objet de marchés publics.

E) Formation des assistantes maternelles

La loi distingue les professions d'assistants maternels et d'assistants familiaux. Les demandes d'agrément sont traitées dans la globalité par la Direction adjointe. La formation des assistants maternels est obligatoire et incombe à cette dernière. Elle doit avoir lieu avant le premier accueil.

Versement à des organismes de formation

188 000,00 €

Chapitre 012, fonction 41, nature 6218

2 000,00 €

Il s'agit d'une ligne permettant de régler des frais supplémentaires occasionnés aux parents, pour l'accueil de leur enfant durant le parcours de formation de l'assistante maternelle.

F) Subventions aux LAEP

Subventions à des associations	172 632,00 €
Subventions à des communes et des structures intercommunales	28 135,00 €
Subventions à des CCAS	6 420,00 €

Ces crédits correspondent aux subventions de fonctionnement des Lieux d'Accueil Enfants/Parents (LAEP) à gestion associative ou publique. 23 LAEP bénéficient de la subvention départementale dont un inter départemental et deux nouveaux verront le jour en 2022.

Participations à des structures œuvrant dans le domaine de la parentalité

Subventions à des associations	21 000,00 €
Participations à des structures hospitalières	21 000,00 €

Ces lignes permettent de financer :

- Des associations intervenant dans le champ de la parentalité au titre de la politique petite enfance
- Les remboursements aux organismes hospitaliers et associatifs gestionnaires des centres de planification et d'éducation familiale
- Les frais d'inscription permettant la participation des assistantes maternelles au colloque national de l'Association Départementale des Assistantes Maternelles et des Familles d'Accueil

G) Participation au CAMSP de Nîmes

Participation au CAMSP de Nîmes	180 034,00 €
---------------------------------	---------------------

Le budget du CAMSP de Nîmes est fixé par une dotation globale décidée en accord avec l'Agence Régionale de Santé. L'Agence Régionale de Santé octroie au Conseil départemental 80% du budget global du CAMSP (dépenses de personnel comprises). Les 20 % restant sont à la charge du Conseil départemental.

La somme ci-dessus correspond au montant de la dotation globale prévisionnelle 2022 représentant 20 % du budget en tant que financeur institutionnel prenant en compte un taux d'évolution de 1 % par rapport à la dotation globale de financement 2021.

H) Participation au CAMSP d'Alès

206 969,00 €

Les crédits inscrits pour l'exercice 2022 correspondent à la part du Conseil départemental soit 20 % du budget de fonctionnement alloué, prenant en compte un taux d'évolution de 1 % par rapport à la dotation globale de financement 2021.

I) Participation au CAMSP de Bagnols-sur-Cèze

121 111,00 €

Les crédits inscrits pour l'exercice 2022 correspondent à la part du Conseil départemental soit 20 % du budget de fonctionnement alloué prenant en compte un taux d'évolution de 1 % par rapport à la dotation globale de financement 2021.

J) Subventions à des structures œuvrant dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins

Subventions aux associations prévention et éducation à la santé :

33 500,00 €

Cette ligne d'imputation permet de financer le soutien aux associations œuvrant dans le domaine de la promotion de la santé et de la prévention des conduites à risques.

La plupart des associations financées dans ce domaine contribuent à soutenir la mise en œuvre de la politique départementale en matière :

- d'actions de prévention auprès des jeunes les plus vulnérables (prévention des conduites à risques) ou les plus exclus (réduction des risques) ;
- d'équité d'accès à la prévention pour les publics vulnérables, notamment en situation de handicap.

Le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction de l'Enfance et de la Petite Enfance s'élève à :

Fonctionnement

- Dépenses :	76 830 345,00 €
- Recettes :	3 261 000,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Enfance et de la Petite Enfance.

Service S0169 DEPE - SERVICE OFFRE D'ACCUEIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Activités réseau ados	65	51	6514			1 500,00	
Prestation						1 500,00	
Frais d'accueil chez les assistants familiaux	65	51	6518			705 000,00	
	65	51	65211			65 000,00	
Prestation						770 000,00	
Frais d'hébergement en famille d'accueil	65	51	6522			907 000,00	
Prestation						907 000,00	
Prise en charge de l'accueil au Centre départemental d'accueil des familles	65	51	652411			4 392 132,00	
Prestation						4 392 132,00	
Prise en charge de l'accueil au Foyer de l'Enfance	65	51	652411			10 164 887,00	
Prestation						10 164 887,00	
Prise en charge de l'accueil dans des lieux de vie	65	51	652413			4 151 366,00	
Prestation						4 151 366,00	
Prise en charge de l'accueil des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs et à l'hôtel	65	51	652414			40 000,00	
	65	51	652418			160 000,00	
Prestation						200 000,00	
Prise en charge de l'accueil des mères avec enfants	011	51	62878			50 000,00	
	65	51	652418			352 000,00	
Prestation						402 000,00	
Prise en charge de l'accueil en Maisons d'Enfants	65	51	652412			34 209 226,00	
Prestation						34 209 226,00	
Prise en charge des frais de la vie quotidienne des enfants accueillis	011	51	6068			1 000,00	
	011	51	6161			1 000,00	
	011	51	62878			30 000,00	
	65	51	6514			726 000,00	
	65	51	6518			15 000,00	
	65	51	6522			130 000,00	
	75	51	7512				5 000,00
	75	51	7513				500 000,00
	75	51	7518				18 000,00
	77	51	773				10 000,00
Prestation						903 000,00	533 000,00
Totaux						56 101 111,00	533 000,00

Service S0174 DEPE - SERVICE EQUIPE ADOPTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	
Achat de trousseaux de naissance	65	51	6514			3 500,00	
Prestation						3 500,00	
Totaux						3 500,00	

Service S0180 DEPE - DIRECTION ADJOINTE PROTECTION MATERNELLE INFANTILE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Achat de matériel nécessaire au fonctionnement de la PMI	011	40	6236			30 000,00	
Prestation						30 000,00	
Achat de produits pharmaceutiques	011	41	60661			36 000,00	
	011	41	60662			30 000,00	
	011	41	60668			2 000,00	
Prestation						68 000,00	
Contribution à des actions d'accompagnement à la parentalité	011	41	60632			1 200,00	
	011	41	6182			200,00	
	011	41	6281			100,00	
	65	41	6514			3 000,00	
Prestation						4 500,00	
Formation des Assistantes Maternelles	011	41	6183			188 000,00	
	012	41	6218			2 000,00	
Prestation						190 000,00	
Participation au CAMSP d'Alès	65	41	6568			206 969,00	
Prestation						206 969,00	
Participation au CAMSP de Bagnols sur Cèze	65	41	6568			121 111,00	
Prestation						121 111,00	
Participation au CAMSP de Nîmes	65	41	65821			180 034,00	
Prestation						180 034,00	
Participations à des structures œuvrant dans le domaine de la parentalité	65	41	6568			21 000,00	
	65	41	6574			21 000,00	
Prestation						42 000,00	
Prise en charge des frais liés à la grossesse	65	41	6514			145 152,00	
	74	41	7476				300 000,00
Prestation						145 152,00	300 000,00
Subventions à des structures œuvrant dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins	65	42	6574			33 500,00	
Prestation						33 500,00	
Subventions pour les lieux d'accueil enfants parents (LAEP) et les relais assistants familiaux (RAM)	65	41	65734			28 135,00	
	65	41	65737			6 420,00	
	65	41	6574			172 632,00	
Prestation						207 187,00	
Totaux						1 228 453,00	300 000,00

Service S0225 DEPE - CELLULE RECUEIL DES INFORMATIONS PREOCCUPANTES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Coordination départementale dans le traitement des informations préoccupantes	65	51	6568			27 100,00
Prestation						27 100,00
Totaux						27 100,00

Service S0261 DEPE - DIRECTION ADJOINTE DE L'ASE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Interventions des aides ménagères et des techniciennes de l'intervention sociale et familiale	65	51	6514			750 000,00	
Prestation						750 000,00	
Participations à des structures ou des associations intervenant en prévention	65	51	6568			34 400,00	
Prestation						34 400,00	
Prise en charge des interventions des équipes sociales associatives : AED, AED renforcée AEMO, AEMO renforcée	65	51	652416			6 410 781,00	
Prestation						6 410 781,00	
Prise en charge des tutelles aux biens et administration ad hoc	011	51	611			50 000,00	
Prestation						50 000,00	
Stratégie nationale de prévention et protection de l'enfance (Plan Taquet)	011	51	6183			350 000,00	
	65	51	6514			1 150 000,00	
	75	51	7588				1 500 000,00
Prestation						1 500 000,00	1 500 000,00
Subventions à des structures œuvrant dans le champ de la prévention	65	51	6574			325 000,00	
Prestation						325 000,00	
Suivi financier des dessaisissements	011	51	62878			400 000,00	
	75	51	7511				330 000,00
Prestation						400 000,00	330 000,00
Totaux						9 470 181,00	1 830 000,00

Service S0268 DEPE - SERVICE EQUIPE MINEURS NON ACCOMPAGNES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Prise en charge de l'hébergement et des frais de la vie quotidienne des mineurs non accompagnés	011	51	62878			30 000,00	
	65	51	6514			30 000,00	
	65	51	652411			547 500,00	
	65	51	652412			3 818 000,00	
	65	51	652418			5 574 500,00	
	74	51	74788				98 000,00
	75	51	7511				500 000,00
Prestation						10 000 000,00	598 000,00
Totaux						10 000 000,00	598 000,00

DIRECTION DE L'ANIMATION ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES

I) LA POLITIQUE D'ACTION SOCIALE

La politique d'action sociale, portée par l'ensemble des services sociaux territoriaux, contribue au soutien nécessaire à apporter aux familles et aux personnes fragilisées du fait même de leur situation personnelle, conséquence, le plus souvent de rupture dans leurs parcours de vie.

Ces politiques sont déclinées sur les UTASI regroupées au sein de la Direction de l'Animation et du Développement Social des Territoires (D.A.D.S.T.), au plus près des réalités des territoires, avec pour objectifs fondamentaux, de :

- conforter la place de l'usager au cœur de ses interventions, et ce particulièrement dans le cadre de l'accompagnement social lui permettant d'exercer ses droits, et ainsi de retrouver toute sa dignité et de développer toutes ses potentialités ;
- apporter des réponses qui tendent à maintenir l'autonomie des personnes en favorisant l'articulation et la mise en synergie des politiques publiques ;
- construire des réponses adaptées aux besoins des enfants, des jeunes et des familles dans la proximité et la diversité en s'appuyant sur un partenariat structuré au niveau départemental et territorial dans le cadre des politiques sociales départementales.

L'ensemble de ces objectifs et de ces projets s'inscrivent dans un contexte de crise économique et sanitaire et de précarité élevée dans la région et particulièrement dans le département du Gard : au 30 juin 2021, taux de chômage de 10.9 % dans le Gard, supérieur au taux national qui s'établit à 8,1%. Par ailleurs, près de 20 % de la population gardoise vit en dessous du seuil de pauvreté (moins de 1 000,00 € /mois).

Dans cette situation, il relève de la responsabilité du Conseil départemental en lien avec les autres collectivités et l'Etat de participer à la réponse aux besoins des Gardois en affirmant son engagement de solidarité envers les plus précaires.

Le Conseil départemental stabilise désormais ses dispositifs en la matière en renforçant l'adaptabilité et l'évolution des modalités de prises en charge.

Ce Budget Primitif 2022 tient compte des contreparties départementales proposées dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, notamment concernant les centres sociaux.

A) Service coordination de l'action sociale – S0260

Il s'agit de développer les politiques d'accompagnement social et d'accès aux droits afin d'aider les familles les plus fragiles.

1) Prise en charge des aides financières individuelles légales

➤ Dépenses

Aides financières d'aide sociale à l'enfance versées aux foyers ayant un enfant mineur à charge et aux femmes enceintes.

750 000,00 €

➤ Recettes

Recouvrement sur bénéficiaires

2 000,00 €

2) Fonds d'aide aux jeunes

Concernant les aides financières Fonds d'Aide aux Jeunes - secours d'urgence.

150 000,00 €

Le Conseil départemental est compétent pour attribuer des aides destinées à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 18 – 25 ans et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

3) Prise en charge des aides financières individuelles extra-légales

➤ Dépenses

Pour les secours financiers versés aux foyers sans enfant à charge et en situation de précarité.

400 000,00 €

Les aides financières extra légales sont attribuées aux personnes seules, aux couples sans enfant ou aux foyers n'ayant à leur charge que des enfants majeurs en situation de précarité et ne pouvant faire face aux besoins de première nécessité ou au financement de leur projet d'insertion.

Il est à noter qu'une proposition d'adaptation technique et juridique du règlement départemental des aides financières sera présentée à l'Assemblée départementale.

➤ Recettes

Pour les mandats annulés sur exercice antérieur

500,00 €

4) Subventions aux actions de soutien à la parentalité (REAAP)

54 200,00 €

Ces crédits correspondent aux subventions attribuées par le Conseil départemental, dans le cadre du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents du Gard (REAAP), en lien avec la Caisse d'Allocations Familiales, la Mutualité Sociale Agricole, et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, Plus de 45 structures bénéficient du soutien du conseil départemental dans le cadre de cet appel à projets, pour des soutiens allant de 3 000,00 € et 15 000,00 € pour la participation au financement de l'animation du réseau.

5) Subventions de fonctionnement dans le champ de l'action sociale

Subventions aux associations

421 000,00 €

Ces crédits correspondent notamment, aux subventions accordées aux associations œuvrant dans le champ de l'aide de première nécessité pour les publics les plus démunis.

Adhésion à culture du cœur

60,00 €

Par cette convention, les Centres Médico-Sociaux du territoire de l'UTASI UGR sont agréés comme structure « relais » pour mettre à disposition des personnes et des familles bénéficiant d'un accompagnement social éducatif, l'offre culturelle de l'association, par une redistribution des places de spectacles offertes.

6) Subventions d'investissement et d'équipement dans le champ de l'action sociale

Subventions d'investissement

55 000,00 €

Cette ligne permet d'accompagner le tissu associatif dans l'achat d'équipements nécessaires à la mise en œuvre des actions.

En 2020, 6 structures ont bénéficié du soutien du Conseil départemental dans le cadre d'investissement en véhicule, et travaux d'aménagement divers.

Les crédits de paiement 2022 de l'AE 2021 INVAS s'élève à 30 000,00 € et 25 000,00 € hors enveloppe sur le chapitre 204, fonction 58, nature 20421.

7) Participation aux Maisons de justice et du droit

Participations

31 200,00 €

Les Maisons de la Justice et du Droit visent à développer des réponses alternatives pour lutter contre la petite et moyenne délinquance. Elles assurent une présence judiciaire de proximité, exercent une mission judiciaire en lien avec la politique pénale déterminée par le Procureur de la République, ainsi qu'une mission d'accueil, d'information juridique des victimes d'infractions pénales.

L'accueil et le secrétariat de ces Maisons sont assurés par un fonctionnaire du greffe du Tribunal de Grande Instance et par un agent d'accueil et de conseil.

Le Conseil départemental, dans le cadre d'une convention partenariale participe au financement des deux postes d'agents d'accueil à parité avec la commune de Bagnols-sur-Cèze et la Communauté de communes Petite Camargue.

8) Subventions dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins

Subventions aux associations prévention et éducation à la santé :

133 600,00 €

Cette ligne d'imputation permet de financer le soutien aux associations œuvrant dans le domaine de la promotion de la santé et de la prévention des conduites à risques. Ce soutien s'inscrit dans une dynamique transversale à toutes les directions de l'Action Sociale.

Participation à des actions visant à améliorer l'accès aux soins dans les zones de désertification médicale :

50 000,00 €

Dans le cadre des travaux du schéma des solidarités, cette participation sera dédiée à l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'action visant à lutter contre la désertification médicale en complémentarité des initiatives des autres acteurs institutionnels, en particulier la Région.

B) Service logement -S0039

1) FSL charges : Prise en charge des aides financières liées au logement

Conformément aux lois et règlements en vigueur, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) accorde des aides financières aux personnes qui rencontrent des difficultés pour assurer les dépenses de leur logement et notamment :

- les dépenses liées à l'entrée dans un logement ;
- les dettes de loyers charges comprises, les factures d'énergies.

Ce fonds a été transféré aux départements en 2005 [(article n° 65 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 / décret n°2005-212 du 02 mars 2005 relatif au Fonds Solidarité pour le Logement (FSL)]. Il constitue le dispositif financier et social du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD), créé par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite loi ALUR et renforcé par le décret n°2017- 1565 du 14 novembre 2017 relatif aux Plans départementaux pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées qui indique que le *PDALHPD vérifie que le fonds de solidarité pour le logement et, le cas échéant, les fonds locaux concourent aux objectifs du plan et font des propositions en la matière. En lien avec la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) mentionnée à l'article 7-2 de la loi du 31 mai 1990, il s'assure du concours du fonds de solidarité pour le logement et, le cas échéant, des fonds locaux, en vue du maintien dans le logement et du relogement des personnes menacées d'expulsion.*

Le FSL permet effectivement de venir en aide au public relevant du PDALHPD, sous la forme d'aides financières pour l'accès à un logement (à 85% sous forme de prêts, récupérables sur les prestations), pour le maintien dans un logement (à 52% sous forme de prêts), pour le règlement des charges liées au logement (*eau, énergie, chauffage*). ; il permet également le financement d'actions d'accompagnement des publics du PDALHPD.

➤ Dépenses

FSL charges

1 099 500,00 €

Bien que l'offre de service social des fournisseurs d'énergie s'étoffe, le budget 2022 marque la persistance de l'engagement départemental en faveur du maintien des fournitures eau, électricité, gaz, aux foyers les plus précarisés.

Ces aides couplées avec les actions menées dans le cadre du service local d'information sur la maîtrise des énergies (SLIME) permettent d'avoir une politique plus globale articulant les aides à la rénovation de l'habitat et le soutien au pouvoir d'achat afin de lutter contre la précarité énergétique.

➤ Recettes

Participations volontaires des fournisseurs d'énergie

510 000,00 €

Annulations de mandats sur exercices antérieurs

500,00 €

2) Subventions de fonctionnement dans le champ du FSL

1 027 500,00 €

Ces crédits sont prévus pour conduire des actions inscrites dans le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD).

Ces actions renforcent celles menées par les travailleurs sociaux du Conseil départemental en :

- mobilisant l'offre locative du parc privé pour les publics du PDALHPD ;
- développant de la médiation sur la thématique du logement ;
- contribuant à la montée en compétence des travailleurs sociaux du Conseil départemental et des partenaires ;
- sécurisant les bailleurs et les locataires dans l'accès au logement et la prévention des expulsions par la mise en œuvre notamment des accompagnements sociaux liés au logement (ASLL) qui permettent le traitement de la dette locative et l'accès à un nouveau logement si nécessaire ;
- intervenant dans la prévention de la précarité énergétique avec le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise des Energies (SLIME).

3) FSL Accès et maintien : suivi de la gestion déléguée de la CAF

➤ Dépenses de fonctionnement

Défraiement de la CAF pour les frais de gestion du FSL

274 500,00 €

Une nouvelle convention de mandat de gestion avec la Caf pour trois années a été votée lors de la séance du Conseil départemental du 22 octobre 2020.

Les crédits de paiement 2022 s'élèvent à 274 500,00 € sur l'autorisation d'engagement « 2020 FSL ».

Frais bancaires

900,00 €

Allocations-Aides financières

535 260,00 €

Des aides sont attribuées sous forme de secours non remboursables, afin de recouvrer les frais liés à l'accès et/ou au maintien dans le logement tel que définis dans le règlement intérieur du FSL (modifié par délibération du Conseil départemental en date du 14 février 2018). Le budget 2022 est ajusté à la consommation budgétaire de 2021.

Admission en non-valeur et remises de dettes

160 000,00 €

- Admission en non-valeur : 140 000,00 €
- Remises de dettes : 20 000,00 €

Les aides du Fonds de Solidarité Logement peuvent être attribuées sous forme de prêts, notamment l'aide au dépôt de garantie que le locataire récupérera à sa sortie du logement. Les remises de dettes peuvent être consenties lorsque le remboursement du prêt met en péril les moyens de subsistance du foyer, suite à un changement intervenu dans la situation familiale ou au niveau socio-économique.

Créances éteintes

50 000,00 €

➤ Recettes de fonctionnement

Communes et structures intercommunales

10 000,00 €

Autres groupements de collectivité et établissements publics

60 000,00 €

Autres structures – CAF et MSA

60 000,00 €

Comme prévu par la réglementation, le FSL peut recevoir une participation financière volontaire de la part d'autres collectivités territoriales, des CCAS, des organismes d'HLM, des CAF et MSA. Ces participations font l'objet d'un conventionnement.

Mandats annulés sur exercices antérieurs

500,00 €

➤ Dépenses d'investissement

Aides financières accordées sous forme de prêts pour le maintien et l'accès dans un logement

1 300 000,00 €

Selon les modalités du règlement intérieur du FSL, des aides financières peuvent être accordées sous forme de prêt remboursable pour l'accès au logement et/ou pour le maintien dans le logement. Même si ces sollicitations diminuent, il est prévu ici de réserver les crédits nécessaires à honorer les dépenses de prêts accordés. Au vu du caractère imprévisible des effets de long terme de la crise sanitaire, le Conseil départemental se doit de se doter des moyens d'agir en direction des ménages les plus modestes.

Cautionnement envers les bailleurs

200 000,00 €

Dans le cadre de l'accès au logement, il est prévu une aide complémentaire sous forme de cautionnement envers le bailleur. Il est prévu ici les crédits nécessaires à couvrir la mise en jeu de ces garanties.

Cette mise en jeu est remboursée par les personnes par le biais des récupérations sur prestations par la CAF.

➤ Recettes d'investissement

Remboursement des prêts accordés

1 300 000,00 €

Remboursement des créances nées de la mise en jeu des garanties

200 000,00 €

Il est à noter que les remboursements de prêts accordés couvrent à près de 90 % le montant de l'enveloppe inscrite en dépenses.

4) Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)

MASP

460 000,00 €

Il s'agit d'une prestation relevant d'une mission obligatoire pour le Conseil départemental aux termes de la loi de mars 2007. La mise en cohérence de ces mesures avec les autres types d'accompagnement social que sont l'accompagnement social lié au logement et les accompagnements éducatifs budgétaires menés par les services du Conseil départemental (liés aux difficultés budgétaires et mises en œuvre dans le cadre de la politique de développement social) est désormais effective.

Cette prestation concerne les publics les plus vulnérables dont la situation budgétaire a des incidences sur leur sécurité. Au vu des demandes des opérateurs de ces mesures, il est proposé de revaloriser le "mois mesure" qui leur est appliqué. Ceci afin que les opérateurs des MASP puissent réaliser correctement leur accompagnement.

II) VOLET INSERTION

Le Programme Départemental d'Insertion (PDI) 2017-2021 a été adopté par l'Assemblée départementale le 22 juin 2017 et prorogé pour un an par l'assemblée du 11 juin 2020.

Quatre objectifs stratégiques ont été définis :

- Faciliter l'accès à un juste droit ;
- Garantir le parcours d'insertion ;
- Favoriser le retour à l'emploi en activant l'ensemble des dispositifs d'insertion sociale et professionnelle ;
- Piloter et gouverner en partenariat le P.D.I.

Ces objectifs sont prépondérants au regard de la place occupée par le Conseil départemental en matière des solidarités et ce, dans un contexte socioéconomique dégradé qui rend les attentes des bénéficiaires du RSA encore plus prégnantes, alors même que les collectivités départementales sont confrontées à des enjeux financiers cruciaux.

En 2019, alors que le Conseil départemental devient territoire démonstrateur de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, sa politique d'insertion est renforcée par le principe d'un retour à l'activité des bénéficiaires du RSA.

Le Conseil départemental, conforté dans sa qualité de chef de file de l'inclusion active, continue alors d'affirmer son soutien aux acteurs institutionnels et associatifs. C'est l'enjeu du pacte territorial d'insertion voté en décembre 2018 dont la dimension de développement social vise à fédérer, sur les territoires des U.T.A.S.I, les ressources en présence et les énergies locales.

Le Pacte Territorial d'Insertion et de Développement Social (PTI.DS) vient décliner quatre des dimensions contenues dans le PDI :

- Améliorer la coordination des services aux populations quant à l'usage du numérique à partir des préconisations effectuées dans le Plan d'Inclusion Numérique
- Mettre en place sur les territoires l'outil développé cette année afin d'améliorer l'accueil des publics (Accueil de Proximité Pour l'Accès aux Droits)
- Diffuser sur les territoires avec les partenaires du Conseil départemental les bonnes pratiques permettant de favoriser la participation des personnes accompagnées
- Améliorer sur les territoires les modalités de mise en relation concernant les offres d'emploi et d'activité pour les publics en insertion

De plus, il convient de poursuivre localement, l'effort d'équilibre à maintenir avec les politiques publiques portées par les collectivités, celles-ci concourant toutes à favoriser l'insertion des publics concernés, à lutter contre toute forme d'exclusion (accès à l'éducation, à la culture, aux sports, aux transports, etc.) et à contribuer au soutien de l'économie départementale.

D'autre part, la perspective d'accès à l'emploi étant la finalité de tout accompagnement vers l'insertion, le Conseil départemental et Pôle emploi développent un partenariat soutenu qui fait l'objet d'une contractualisation. Tous deux sont engagés dans la lutte contre la pauvreté en agissant en complémentarité sur l'activation de l'offre d'insertion professionnelle destinées aux demandeurs d'emploi en particulier les bénéficiaires du RSA. 70% des personnes qui entrent dans le dispositif du RSA sont désormais orientées vers Pôle Emploi.

Parallèlement, le Conseil départemental négocie chaque année avec l'État une convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) qui porte sur le soutien aux emplois aidés en matière d'insertion par l'activité économique et principalement concernant les ateliers et chantiers d'insertion dont la composante du dispositif demeure un des leviers vers l'emploi.

En 2020, le Conseil départemental s'est engagé dans un partenariat contractualisé avec la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée pour valoriser les actions déjà développées conjointement et mettre l'accent sur la formation professionnelle, une des clés d'accès à l'emploi. L'objectif pour 2021 est de permettre aux acteurs de l'insertion, partenaires du Conseil départemental, d'orienter directement les publics qu'ils accompagnent sur des dispositifs de formation, notamment en ayant un accès à la plateforme Ouiform.

D'autre part, en 2021, le Conseil départemental a contractualisé avec l'AFPA de façon là encore à mobiliser ses partenaires dans l'orientation des publics.

Le conventionnement du Conseil départemental avec les acteurs institutionnels et associatifs de l'insertion s'étale parfois sur plusieurs années civiles. Ce qui a conduit le Conseil départemental à recourir aux procédures d'autorisation d'engagement pour certaines dépenses de fonctionnement ; ces modalités de gestion pluriannuelle entraînent de ce fait la déclinaison des actions concernées en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Afin de mettre en œuvre l'ensemble de ces orientations, le budget géré par la Direction de l'Animation et du Développement Social des Territoires, au titre de la politique d'insertion s'élève globalement à **204 646 087,00 €** en fonctionnement.

Ce montant est réparti comme suit :

- 195 078 400,00 € en fonctionnement, service allocations RSA
- 9 179 687,00 € en fonctionnement, service insertion
- 361 000,00 € en fonctionnement, service économie sociale et solidaire

Ces crédits visent à maintenir les conditions d'une solidarité active pour développer une offre d'insertion qui vienne accompagner, dans les meilleures conditions la réalisation du projet professionnel des bénéficiaires du RSA, et favoriser ainsi leur retour à la vie active.

La collectivité, au travers sa politique d'insertion, vise à :

- Placer l'usager au cœur de ses interventions, et ce particulièrement dans le cadre de l'accompagnement social lui permettant de retrouver toute sa dignité
- Apporter des réponses qui tendent à maintenir l'autonomie des personnes par le retour à l'emploi durable en favorisant d'une part, l'articulation de l'ensemble des politiques mises en œuvre qui y concourent (action sociale, développement économique et emploi, transport, éducation, culture, etc.), d'autre part, celle de l'ensemble des acteurs (Etat, Région, collectivités territoriales, associations), impliqués, chacun pour ce qui les concerne, en fonction de leurs compétences respectives

Ces dernières années, la collectivité a initié des actions et des dispositifs nouveaux comme par exemple :

- En 2017, la création du SLIME (Service Local d'Intervention pour la Maîtrise des Energies) avec la mise en place d'un guichet local qui a permis d'agir sur la prise en charge des situations de précarité énergétique des ménages. Ce dispositif, initialement financé au travers le fonds d'appui aux politiques d'insertion, est désormais financé par le fonds d'appui au plan de lutte contre la pauvreté.
- Depuis 2018, le recours à un prestataire externe pour étudier les conditions de faisabilité du déploiement concerté d'un accueil inconditionnel de proximité (ASIP) : en 2019, l'ASIP devient un enjeu de la contractualisation entre le Conseil départemental et l'Etat au titre de la stratégie contre la pauvreté. Les premiers acteurs du réseau de l'ASIP sont alors mobilisés avec les centres sociaux, où la fonction accueil est primordiale, et les relais emplois dont les missions ont été élargies à l'accompagnement des usagers dans leurs démarches en ligne pour faire valoir leurs droits. L'expérimentation de l'ASIP au sein du nouvel équipement Diderot a été un des enjeux fin 2020.
- Depuis 2019, un enjeu de la contractualisation entre le Conseil départemental et l'Etat au titre de la stratégie de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, la conception d'un nouveau dispositif d'accompagnement renforcé dont l'objectif est de sécuriser le parcours du bénéficiaire du RSA vers et dans l'emploi. Il s'agit de l'action « agir pour son avenir professionnel », financée au travers les crédits issus du fonds d'appui à la lutte contre la

pauvreté. Ce dispositif, en 2019, a démontré un taux de résultat de 40% de retour à l'activité des bénéficiaires du RSA. Il a été reconduit en 2020 et 2021 et se poursuivra en 2022.

- Depuis 2019, le recours à la clause sociale dans le marché public du Plan Très Haut débit qui est aussi un nouveau levier pour agir sur l'insertion des publics.

A) Service allocation RSA. – S0123

1) Revenu de Solidarité Active

➤ Dépenses

RSA Socle :	166 455 000,00 €
RSA socle majoré	28 545 000,00 €
Frais divers (options payantes CAF)	30 000,00 €

Il s'agit du paiement des options payantes telles qu'indiquées dans la convention de gestion conclue avec la CAF.

Remboursement des frais des bénéficiaires du RSA qui participent aux travaux des équipes pluridisciplinaires	400,00 €
--	-----------------

➤ Gestion des indus

Créances éteintes (Chapitre 017 – Fonction 567 – Nature 6542)	5 000,00 €
Titres annulés sur exercices antérieurs	25 000,00 €
Remises de dettes et annulations de titres	10 000,00 €
Remises de dettes CDAS et tribunal administratif	8 000,00 €

➤ Recettes

Les recettes du Conseil départemental se composent, d'une part, du versement de la compensation de l'Etat suite au transfert du RSA vers les départements, et, d'autre part, de la récupération sur des indus constatés sur le versement de l'allocation.

Les compensations

La taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	99 644 520,00 €
---	------------------------

Le Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	8 188 200,00 €
--	-----------------------

Les indus

Dans le cadre de la convention de gestion de l'allocation RSA liant le Conseil départemental et les caisses (CAF et MSA), il est prévu le transfert des créances devenues irrécouvrables par ces dernières. Bien que le taux de recouvrement atteigne 90 % (essentiellement dû à la fongibilité des aides), il est néanmoins nécessaire d'inscrire des crédits pour l'émission de ces créances.

Recouvrement indus RSA socle	1 440 000,00 €
------------------------------	-----------------------

Recouvrement indus RSA socle majoré	100 000,00 €
-------------------------------------	---------------------

Cette recette correspond aux pénalités demandées par le tribunal en faveur du Conseil départemental, dans le cadre des fraudes.

Indemnités exceptionnelles article 475-1 du Code pénal	10 000,00 €
--	--------------------

2) Plan de contrôle RSA

Chapitre 017 – Fonction 565 – Nature 6568	27 000,00 €
---	--------------------

Ces crédits seront consacrés au paiement d'interventions spécifiques des organismes payeurs afin d'assurer le contrôle qualité de la gestion de la prestation.

En effet, les actions de contrôle des bénéficiaires du RSA relèvent d'un plan de contrôle national décliné localement au niveau de chaque Caisse (CAF et MSA). Pour 2020, un Plan départemental pluriannuel de contrôle de l'allocation RSA a été validé par l'Assemblée départementale du 21 juillet 2020.

Le Département définit annuellement des cibles de contrôle avec la CAF du Gard, selon deux types d'action :

- un financement à hauteur de 37 000,00 € annuel permettant de contrôler « sur place » les bénéficiaires du RSA, par des agents de contrôle assermentés. Sur 1099 contrôles sur place, 97 ont été diligentés par le Département. Les contrôles sur place ont permis de détecter 1,37 M€ de versements indus.
- depuis 2016, un poste de chargé de mission a été mis en place par redéploiement au sein du Service Allocation afin de mettre en œuvre des actions de contrôle ciblées.

En 2020, le nombre de contrôles directs (ciblages RSA) a été très largement impacté par la crise sanitaire. Cette dernière ayant induit des mécanismes de solidarité nationale allégeant les obligations des bénéficiaires. Par ailleurs, les contraintes de circulation liées à la crise sanitaire n'ont pas permis de réaliser les contrôles sur place tels que demandés.

Aussi pour 2020, les contrôles directs et indirects impactant les bénéficiaires du RSA se sont élevés à : (les données 2021 seront disponibles fin du 1^{er} semestre 2022) :

- 14 980 contrôles sur pièces,
- 793 contrôles sur place (réalisés par un contrôleur assermenté),
- 233 511 contrôles par échanges automatisés (Pôle emploi, Impôts).

Les actions de contrôle RSA ont donné lieu en 2020 à des régularisations financières (indus et rappels) à hauteur de 5 384 818,00 €. Le montant des indus (3 591 667,00 €) est supérieur au montant des rappels (1 793 152,00 €).

B) Service insertion – S0124

L'ensemble des crédits de fonctionnement sont affecté à la mise en œuvre opérationnelle de la politique d'insertion dont les orientations stratégiques sont posées dans le PDI 2017-2020 ; et depuis 2019, au travers les engagements contractualisés sur trois ans entre le Conseil départemental et l'Etat dans la stratégie de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi.

Ces crédits de fonctionnement sont dédiés à l'ensemble de l'offre d'insertion socio professionnelle développée par la collectivité en direction des publics très éloignés du marché de l'emploi.

En 2022, les dépenses du service insertion intègrent, par anticipation, les dépenses relatives à la mise en œuvre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE).

1) Plan d'appui à la lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi

En 2019, le Conseil départemental en tant que territoire démonstrateur a signé une convention de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi sur trois ans. Les engagements pluriannuels socles de la convention s'inscrivent dans trois domaines : insertion, action sociale et aide sociale à l'enfance. Ils portent aussi sur des actions à l'initiative de la collectivité.

Parallèlement, en 2017, le Conseil départemental avait signé avec l'Etat une convention d'appui aux politiques d'insertion qui s'est achevée fin 2019. Ces engagements portaient dans quatre domaines : insertion, action sociale, aide sociale à l'enfance et politique de la ville.

En 2020, les crédits du Fonds d'Appui à la Politique d'Insertion (FAPI) ont été fusionnés avec les crédits du fonds d'appui au plan de lutte contre la pauvreté.

Contractuellement depuis 2019, le taux de ventilation des crédits est le suivant :

- | | |
|---------------------------|------|
| ▪ Insertion : | 70 % |
| ▪ Enfance : | 17 % |
| ▪ Logement : | 6 % |
| ▪ Action sociale : | 5 % |
| ▪ Politique de la ville : | 1 % |

Pour 2022, l'Etat a fait connaître aux Départements ayant contractualisé sa volonté de prolonger son engagement financier. ^

Subventions (dépenses de fonctionnement)	2 300 000,00 €
Recettes de fonctionnement	2 300 000,00 €

2) Accompagnement dans l'insertion par l'activité économique

2.1) Favoriser la formation professionnelle et l'emploi pour les publics en insertion

Chaque année, le Conseil départemental et l'Etat s'engagent conjointement, au travers d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM), sur la volumétrie et les modalités de co-financement des contrats aidés conclus par les structures de l'insertion par l'activité économique. La prestation ci-dessous permet de prendre en charge les coûts des salaires des bénéficiaires du RSA et la participation aux salaires des jeunes recrutés sur ces emplois aidés. Elle permet aussi de couvrir les frais de gestion de l'Agence de Service et de Paiement (ASP), mandatée par convention de gestion.

➤ Financement des emplois du secteur non marchand (CAOM)

Versements au titre des contrats à durée déterminée d'insertion et contrats d'accompagnement dans l'emploi	2 502 000,00 €
--	----------------

Frais de gestion au titre des BRSA	12 000,00 €
------------------------------------	-------------

2.2) Favoriser l'insertion professionnelle

L'insertion par l'activité économique constitue un axe prépondérant de l'offre d'insertion développée par le Conseil départemental. Elle permet en effet de proposer à toutes personnes en insertion, en particulier les bénéficiaires du RSA et les jeunes, à la fois un emploi, un accompagnement social et professionnel et enfin une formation ; l'ensemble constitue, pour les personnes qui en bénéficient, un levier vers le retour sur le marché du travail. L'offre représente 44 ateliers et chantiers d'insertion dans le Gard gérés par 30 acteurs institutionnels et associatifs ; ce qui représente environ 1 000 emplois. Les orientations budgétaires 2022 s'inscrivent dans l'esprit de celles de 2021 selon la répartition ci-dessous :

➤ Subventions pour des actions favorisant l'insertion par l'activité économique non marchand (ateliers et chantiers d'Insertion)

Subventions pour des associations	2 804 961,90 €
Subventions pour des communes et structures intercommunales	26 000,01 €
Subventions pour des CCAS	249 789,00 €
Participation pour le Syndicat Mixte des Gorges du Gardon	77 480,00 €

Il est décidé de réviser à la baisse l'AE IAECHANTIE 2016 de 10 398,66 € et de la clôturer :

Il est décidé de réduire les AE :

- 2020 IAECHANTIE de 3 351,00 €
- 2021 IAECHANTIE de 140 216,68 €

Il est par ailleurs décidé de créer une autorisation d'engagement « 2021-IAECHANTIE » d'un montant de 3 100 000,00 €.

➤ Subvention pour le fonctionnement des acteurs de l'IAE

Chapitre 017 – Fonction 564 – Nature 6574

128 000,00 €

Cette prestation permet de venir en soutien du fonctionnement des acteurs de l'insertion par l'activité économique, qu'ils soient issus du secteur non marchand ou marchand.

➤ Subventions pour des actions d'insertion et d'accompagnement (AIA)

Subventions pour des associations

869 456,09 €

Ces crédits permettent de financer annuellement des actions. En 2022, pour 789 200,00 € et des actions pluriannuelles pour 5 000,00 €.

Les actions d'insertion et d'accompagnement (AIA) constituent une part de l'offre d'insertion développée par le Conseil départemental. Les orientations du PDI 2017/2020, confortées désormais par les engagements contractualisés du plan de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, sont venues requalifier cette offre pour mettre l'accent sur l'accompagnement au projet professionnel et à la levée des freins dans des domaines précis : accès aux droits numériques, santé, mobilité, savoirs de base.

C'est ainsi que 2019 a donné naissance à une 2^{ème} génération d'AIA dont l'objectif est de venir en soutien des personnes inscrites dans une démarche de redynamisation sociale pour favoriser leur retour vers une activité.

Ces crédits viennent en contrepartie des crédits du fonds d'appui au plan de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi qui permettent de financer les partenaires qui s'engagent chaque année dans le développement de l'action socle « agir pour son avenir professionnel », et également de financer les initiatives du Conseil départemental menées sur les actions d'insertion et d'accompagnement.

➤ Subventions de fonctionnement dans le domaine de l'insertion

Subventions (fonctionnement)

75 000,00 €

Cette prestation concerne des actions spécifiques développées au titre des orientations du PDI 2017/2020 (prorogé d'une année en 2020) dans le cadre de la mobilité et l'inclusion numérique.

➤ Subventions favorisant l'emploi pour les publics en insertion

Subventions (fonctionnement)

31 000,00 €

Cette prestation permet de venir en soutien du fonctionnement des structures qui développent des actions pour agir sur la mise en relation entre l'offre d'emploi et la demande des publics en insertion. Elles ont un rôle d'interface et de médiation entre les publics très éloignés du marché du travail et les acteurs du monde économique.

➤ Ingénierie des usagers Plan de lutte contre la pauvreté

Le Conseil départemental a affirmé dès 2017, sa volonté d'associer les usagers dans la conception et la mise en œuvre du Programme Départemental d'Insertion 2017/2020 prorogé d'une année en 2020. Cette volonté s'inscrit désormais pleinement dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté où la participation des usagers est mobilisée. Elle fait également l'objet d'un groupe de travail animé par les services du Conseil départemental à l'échelle de la Région Occitanie.

La prestation ci-dessous permet de financer un prestataire spécialisé dans la méthode du design social pour venir en appui des usagers et leur permettre de monter en compétence. Les crédits d'insertion sont la contrepartie des crédits affectés par l'Etat au travers de la convention d'appui au plan de lutte contre la pauvreté.

Ces crédits sont en contrepartie des crédits du fonds d'appui à la lutte contre la pauvreté.

10 000,00 €

➤ Conduite de missions de primo accueil et d'accompagnement des Gens du voyage

Chapitre 011, fonction 58, nature 6228 – AE « GDV 2018 »

94 000,00 €

Cette prestation permet de contribuer à la prise en charge d'un dispositif de premier accueil et d'accompagnement social des personnes installées sur les aires d'accueil des gens du voyage implantées dans le Gard. Ce dispositif vient répondre à l'un des besoins de la mise en œuvre du schéma départemental de l'accueil et de l'habitat des gens du voyage révisé par arrêté du 19 juillet 2019.

C) Mission économie sociale et solidaire – S0931

1) Favoriser le maintien et la création d'emplois et développer l'économie solidaire

Le 31 août 2014 et le 07 août 2015 ont été adoptées respectivement la loi redéfinissant l'économie sociale et solidaire, dite loi « Hamon », et la loi sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi « NOTRe ».

Depuis 2015, les modalités d'intervention du Conseil départemental ont été redéfinies en application de la loi NOTRe. Les compétences du Département en matière d'intervention économique sont désormais fortement encadrées.

Pour autant, en soutenant l'économie sociale et solidaire, la collectivité départementale peut poursuivre le développement d'une politique répondant aux principaux besoins des Gardois : l'emploi local et durable, la création et la préservation d'activités d'utilité sociale, le soutien aux projets citoyens.

Il est à souligner le poids de l'ESS dans l'économie gardoise :

- Plus de 4 000 structures gardoises
- Plus de 22 000 actifs (11 % des effectifs salariés du secteur privé)
- Une masse salariale de plus de 560 millions €
- Des réponses multiples et innovantes aux besoins des 750 000 Gardois.

Le 21 juillet 2020, le Conseil départemental a adopté un livre blanc du Département pour l'Economie Sociale et Solidaire dans le Gard. De nombreuses pistes de développement ont été identifiées grâce à une large concertation citoyenne organisée en 2019 :

- Soutenir les structures et initiatives par leur promotion auprès des Gardois
- Mettre en réseau et faciliter l'interconnaissance des structures de l'ESS
- Appuyer le développement de l'emploi et de la professionnalisation sur les métiers de l'ESS
- Soutenir le développement de l'activité économique des structures de l'ESS, notamment à travers le déploiement des clauses sociales

1) Favoriser l'entrepreneuriat et l'emploi pour les publics en insertion

1.1) Subventions aux actions d'insertion par l'activité non salariée

Subventions aux associations

186 000,00 €

L'accompagnement à la création/reprise concerne près de 1 000 bénéficiaires du RSA. Il doit permettre également de contribuer à faire sortir les travailleurs indépendants inscrits dans des dispositifs d'insertion et bénéficiaires de l'allocation RSA. La prestation porte notamment, et de manière croissante, sur la consolidation d'activités, afin de faciliter la sortie durable de la précarité par une augmentation du chiffre d'affaires, des revenus et des bénéfices économiques. Elle permet également d'accompagner des publics en insertion vers un retour à l'emploi salarié.

Les crédits inscrits permettront de financer les dispositifs transmission/reprise/création proposés essentiellement par des structures associatives en complémentarité avec la Région et l'Etat.

1.2) Subventions aux réseaux de l'économie sociale et solidaire

Subventions aux associations

50 000,00 €

L'Economie Sociale et solidaire (ESS) représente plus de 10 % du PIB gardois, plus de 12 % des salariés du secteur privé, soit près de 4 000 structures relevant de l'ESS (85 % sous forme associative), soit 23 000 salariés et entrepreneurs.

Les entreprises de l'ESS (associations comprises) répondent à des besoins d'utilité sociale dans les territoires gardois. Les emplois de l'ESS sont difficilement délocalisables, l'ensemble des salariés participant selon des modalités diverses à la gouvernance de leur entreprise.

L'ESS gardoise est créatrice de richesses et d'emploi. Elle apporte des réponses aux besoins des Gardois et participe largement à la mise en œuvre des politiques publiques du Conseil départemental, principalement dans l'insertion sociale et professionnelle, l'aide à l'enfance et petite enfance, la prise en charge des personnes en manque d'autonomie, ainsi que dans le secteur des loisirs, de la culture et des sports.

L'ESS reste toutefois fragile : 85 % des structures gardoises sont sous forme associative. Leurs ressources financières sont contraintes alors que les besoins des gardois sont en progression constante. Les emplois peuvent être précaires. D'autres formes d'entreprises de l'ESS peuvent également répondre à des besoins locaux, telles que les SCOP (sociétés coopératives et participatives) et les SCIC (sociétés coopératives d'intérêt collectif). Des initiatives et des projets émergent sur les territoires en lien avec des collectivités locales, dont le soutien est rendu possible par les lois précitées de 2014 et 2015.

Le Conseil départemental apporte un soutien aux principales organisations représentatives des activités et entreprises de l'ESS gardoise. Il contribue à mieux faire connaître les structures de l'ESS, leurs atouts pour l'économie et l'emploi de proximité.

En novembre 2020, le Conseil départemental a participé à l'agora de l'ESS, organisée par la CRESS en mode webinaire.

C'est également en distanciel et pendant le mois de l'ESS que le Conseil départemental a organisé une conférence autour des valeurs et services rendus par les associations, les mutuelles, les coopératives, les fondations et les entreprises commerciales de l'ESS.

2) Subventions aux actions d'insertion par l'activité agricole

Subventions aux associations

125 000,00 €

Le Conseil départemental apporte un soutien aux exploitants, salariés et porteurs de projets agricoles en grande précarité :

- un accompagnement des porteurs de projets d'agriculture paysanne et d'activités agri-rurales ;
- un accompagnement des exploitants agricoles en voie de cessation d'activité ou de redressement judiciaire ;
- un service de remplacement des exploitants indisponibles ;
- un service de rapprochement de l'offre et de la demande de travail saisonnier ;
- une participation au Groupe Inter Organismes piloté par la MSA, chargé d'étudier et d'orienter les dossiers des entreprises agricoles gardoises en grande difficulté structurelle.

Par ailleurs, en 2021, l'action du Conseil départemental pourrait se traduire par un appui à la reprise d'entreprises agricoles, en lien avec le livre blanc pour une économie sociale et solidaire.

L'objectif 4-5 porte en effet sur le « soutien à la création, au développement et à la consolidation d'activités agricoles ».

Globalement, le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction de l'Animation et du Développement Social des territoires, volet insertion, se présente comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses :	210 243 807,00 €
- Recettes :	112 326 220,00 €

Investissement

- Dépenses :	1 555 000,00 €
- Recettes :	1 500 000,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Animation et du Développement Social des Territoires.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2014	FSEPLIENM	PROGRAMMATION FSE NIMES METROPOLE	322 676,25	0,00	322 676,25		0,00
2016	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	2 290 923,31	-10 398,66	2 280 524,65	0,00	0,00
2018	GDV	CONDUITE DE MISSION DE PRIMO ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DES GENS DU VOYAGE	270 000,00	0,00	270 000,00	0,00	
2019	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	2 364 636,00	0,00	2 364 636,00	12 999,99	0,00
2020	FSL	FRAIS DE GESTION CONVENTION DE MANDAT	823 500,00	0,00	823 500,00	274 500,00	0,00
2020	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	2 433 157,00	-3 351,00	2 429 806,00	0,00	0,00
2021	GDV	CONDUITE DE MISSION DE PRIMO ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DESGENS DU VOYAGE	282 000,00	0,00	282 000,00	94 000,00	141 000,00
2021	IAECHANTIE	FINANCEMENTS DES CHANTIERS D'INSERTION	2 689 583,34	-140 216,68	2 549 366,66	752 750,92	0,00
2021	INVAS	FINANCEMENT INVESTISSEMENT DES ETABLISSEMENTS ACTION SOCIALE	220 000,00	0,00	220 000,00	30 000,00	0,00
2022	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION		3 100 000,00	3 100 000,00	2 315 000,00	785 000,00

Service S0039 DADST - LOGEMENT

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
FSL accès et maintien, suivi de la gestion déléguée à la CAF	011	72	611	2 020	FSL	274 500,00			
	011	72	627			900,00			
	27	01	2748					1 300 000,00	1 300 000,00
	27	01	2764					200 000,00	200 000,00
	65	72	6518			535 260,00			
	65	72	6542			50 000,00			
	65	72	6577			160 000,00			
	74	72	7474				10 000,00		
	74	72	7475				60 000,00		
	74	72	74788				60 000,00		
	77	72	773				500,00		
Prestation						1 020 660,00	130 500,00	1 500 000,00	1 500 000,00
FSL Charges, prise en charge des aides financières liées au logement	65	72	6518			1 099 500,00			
	74	72	74788				510 000,00		
	77	72	773				500,00		
Prestation						1 099 500,00	510 500,00		
Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)	011	58	611			460 000,00			
Prestation						460 000,00			
Subvention de fonctionnement dans le champ du FSL	65	72	6574			1 027 500,00			
Prestation						1 027 500,00			
Totaux						3 607 660,00	641 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00

Service S0123 DADST - ALLOCATIONS RSA

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Plan de contrôle des allocataires RSA avec les organismes payeurs	017	565	6568			27 000,00	
Prestation						27 000,00	
Revenu de solidarité active	011	58	62878			400,00	
	017	567	6188			30 000,00	
	017	567	65171			166 455 000,00	
	017	567	65172			28 545 000,00	
	017	567	6542			5 000,00	
	017	567	75342				1 440 000,00
	017	567	75343				100 000,00
	017	567	7788				10 000,00
	017	568	6577			10 000,00	
	017	568	6718			8 000,00	
Revenu de solidarité active	017	568	673			25 000,00	
	73	01	7352				99 644 520,00
	74	01	74783				8 188 200,00
Prestation						195 078 400,00	109 382 720,00
Totaux						195 105 400,00	109 382 720,00

S0124 DADST - INSERTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Plan d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi	011	58	6228			20 000,00	
	017	564	6574			1 334 000,00	
	65	58	6574			946 000,00	
	74	58	74718				2 300 000,00
Prestation						2 300 000,00	2 300 000,00
Financement des emplois du secteur non marchand (CAOM)	017	564	65661			2 502 000,00	
	017	564	6568			12 000,00	
Prestation						2 514 000,00	
Subventions pour des actions favorisant l'insertion par l'activité économique non marchande (Ateliers, chantiers d'insertion, ACI)	017	564	6561			77 480,00	
	017	564	65734	2021	IAECHANTIE	6 500,01	
	017	564	65734	2022	IAECHANTIE	19 500,00	
	017	564	65737	2021	IAECHANTIE	62 289,00	
	017	564	65737	2022	IAECHANTIE	187 500,00	
	017	564	6574	2019	IAECHANTIE	12 999,99	
	017	564	6574	2021	IAECHANTIE	683 961,91	
	017	564	6574	2022	IAECHANTIE	2 108 000,00	
Prestation						3 158 230,91	
Subventions pour le fonctionnement des acteurs de l'IAE	017	564	6574			128 000,00	
Prestation						128 000,00	
Subventions pour des actions d'insertion et d'accompagnement (AIA)- Ordinaires	017	564	6574			869 456,09	
Prestation						869 456,09	
Subvention de fonctionnement dans le domaine de l'insertion	65	58	6574			75 000,00	
Prestation						75 000,00	
Subvention favorisant l'emploi pour les publics en insertion	017	564	6574			31 000,00	
Prestation						31 000,00	
Ingénierie des usagers Plan de Lutte Pauvreté	011	58	6228			10 000,00	
Prestation						10 000,00	
Conduite de missions de primo accueil et d'accompagnement des Gens du voyage	011	58	6228	2021	GDV	94 000,00	
Prestation						94 000,00	
Totaux						9 179 687,00	2 300 000,00

Service S0260 DADST - COORDINATION DE L'ACTION SOCIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Fonds d'Aide aux Jeunes	65	51	6512			150 000,00		
Prestation						150 000,00		
Participation à la maison de justice et du droit	65	58	6568			31 200,00		
Prestation						31 200,00		
Prise en charge des aides financières individuelles extra-légales	65	58	6512			400 000,00		
	77	58	773				500,00	
Prestation						400 000,00	500,00	
Prise en charge des aides financières individuelles légales	65	51	65111			750 000,00		
	77	51	773				2 000,00	
Prestation						750 000,00	2 000,00	
Subventions à des structures oeuvrant dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins	65	42	6574			183 600,00		
Prestation						183 600,00		
Subventions aux actions de soutien à la parentalité (REAAP)	65	51	6574			54 200,00		
Prestation						54 200,00		
Subventions de fonctionnement dans le champs de l'action sociale	011	58	6281			60,00		
	65	58	6574			421 000,00		
Prestation						421 060,00		
Subventions d'investissement et d'équipement dans le champ de l'action sociale	204	58	20421					25 000,00
	204	58	20422	2 021	INVAS			30 000,00
Prestation								55 000,00
Totaux						1 990 060,00	2 500,00	55 000,00

Service S0931 DADST - MISSION ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDARITE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Subvention aux actions d'insertion par l'activité agricole	017	564	6574			125 000,00
Prestation						125 000,00
Subvention aux actions d'insertion par l'activité non salarié	65	91	6574			186 000,00
Prestation						186 000,00
Subventions aux réseaux de l'économie sociale et solidaire	65	58	6574			20 000,00
	65	91	6574			30 000,00
Prestation						50 000,00
Totaux						361 000,00

DIRECTION D'APPUI DE LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES

Les crédits votés permettent essentiellement de prendre en compte les dépenses couvrant les besoins et les achats spécifiques aux métiers des agents de la DGADS, comme par exemple la supervision des équipes, les gardiennages de site, les jeux et jouets, et les produits pharmaceutiques.

En outre, le budget affecté à la Direction DAPPUI permet, depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, de financer des dispositifs contribuant au respect des gestes barrières à savoir du gel hydroalcoolique et de la solution hydroalcoolique.

I) SERVICE COORDINATION RESSOURCES HUMAINES, JURIDIQUE, PROCESS ET COMMUNICATION – S0262

Dépenses de fonctionnement

35 000,00 €

Cette dépense récurrente correspond à la participation annuelle au Conseil Départemental d'Accès au Droit du Gard.

II) SERVICE COORDINATION ACHATS PUBLICS ET ASSEMBLEES – S0118

1) Fonctionnement de la structure

161 635,00 €

Il est décidé d'inscrire 161 635,00 € pour divers frais engagés pour l'ensemble de la DGADS. Sur ces prestations communes à chaque direction, la répartition des crédits est la suivante :

Imputation budgétaire	Libellé	Montants 2022
011 50 6227	Frais d'actes et de contentieux	5 400,00 €
011 52 6228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires divers	3 135,00 €
011 51 6132	Location de salles	1 500,00 €
01 50 6234	Frais de réception	500,00 €
011 50 6282	Gardiennage	150 000,00 €
65 58 65818	Sacem	1 100,00 €
Total		161 635,00 €

Il est à noter la prise en compte des dépenses liées à la mise en place de vigiles à l'entrée des sites situés dans les quartiers Politique de la Ville. Ces dépenses étaient précédemment affectées au budget de la Direction de la Logistique de la DGAML.

2) Pour les équipes du secteur social

130 000,00 €

Les crédits inscrits permettent de répondre aux besoins d'accompagnement des équipes confrontées à des situations de plus en plus difficiles à gérer, en raison de la montée croissante de la précarité et de la violence, et des répercussions de la crise sanitaire de la COVID-19.

Cet accompagnement se traduit par la mise en place de plusieurs outils distincts :

- Analyse de pratique : offrir aux équipes de professionnels un espace d'échange autour des pratiques professionnelles.
- Accompagnement méthodologique : pour les équipes traversant une situation complexe pouvant être préjudiciable pour les agents et pour le fonctionnement des centres médico-sociaux. Il peut également être mis en place lors de la réflexion ou de l'élaboration d'un projet spécifique.
- Médiateur, accompagnement, écoute : mesure mise en place sur les UTASI à la suite de violences faites aux agents des Centres médico-sociaux.

3) Déplacement des mineurs et des adultes désignés par le Conseil départemental (voyages)

50 000,00 €

Les crédits inscrits sur cette prestation correspondent aux frais de voyage des enfants de l'Aide Sociale à l'Enfance gérés par la Direction de l'enfance et la petite enfance (DEPE) via un marché public.

4) Prise en charge des frais liés aux actions et informations collectives

13 300,00 €

Il s'agit, lors des actions collectives avec les usagers, de proposer des collations et supports de rencontres (petits déjeuners partenariaux, goûters avec les mères et les enfants, sorties culturelles...).

5) Interprétariat

3 200,00 €

La diversité des langues parlées par les populations en situation de précarité accueillies dans les centres médico-sociaux oblige à disposer d'intervenants dans le plus de langues et dialectes possible. Pour répondre aux besoins spécifiques, et permettre à chacun de se reconnaître dans le dispositif d'insertion sociale, il convient d'apporter un soutien en matière d'interprétariat, tant pour les usagers déjà fragilisés par des situations complexes et difficiles, que pour les travailleurs sociaux.

6) Achat de matériel pour les consultations pré et postnatales

➤ Jeux, jouets et matériels de dépistage

19 315,00 €

Afin d'assurer un accueil convivial des familles au sein de nos différents sites, il convient de mettre à disposition des jeux et jouets à l'attention des enfants. Ces jeux et jouets peuvent être utilisés aussi lors de visites médiatisées.

➤ Réparation de petit matériel

6 000,00 €

Ces dépenses visent à permettre l'entretien et la maintenance du matériel médical utilisé pour les activités de PMI, notamment les monitorings utilisés par les sages-femmes pour la surveillance des femmes enceintes en situation de vulnérabilité, les pèses bébés, otoscopes, stéthoscopes utilisés en consultation de nourrissons.

➤ Dépenses d'investissement

35 000,00 €

Il s'agit d'achat de matériel médical en crédits d'investissement pour les activités de PMI, notamment les monitorings utilisés par les sages-femmes pour la surveillance des femmes enceintes en situation de vulnérabilité, les pèses bébés, otoscopes, stéthoscopes utilisés en consultation de nourrissons.

7) Achat de produits pharmaceutiques

21 650,00 €

Il s'agit des produits désinfectants, draps d'examens, coton, compresses, gels de monitoring, etc., nécessaires aux consultations médicales pré et post natales.

8) Achat de matériel roulant pour sages-femmes et autres personnes de l'action sociale

13 000,00 €

Il s'agit de l'achat de valises à roulettes et autres matériels roulants facilitant et sécurisant les déplacements des agents de la DGADS

9) Mise en œuvre de dispositifs de protection dans le cadre de la crise sanitaire

95 000,00 €

Ces crédits permettent d'acheter des dispositifs de protection dans le cadre de la crise de la COVID-19 à savoir du gel hydroalcoolique et de la solution hydroalcoolique.

Globalement, le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction d'Appui de la Direction Générale Adjointe des Solidarités se présente comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 548 100,00 €

Investissement

- Dépenses : 35 000,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction d'Appui de la Direction Générale Adjointe des Solidarités.

Service S0118 DAP - SERVICE COORDINATION FINANCIERE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Achat de matériel pour les consultations pré et post natales	011	41	61558			6 000,00	
	011	50	60632			19 315,00	
	21	41	2188				35 000,00
Prestation						25 315,00	35 000,00
Achat de matériel roulant pour les sages-femmes et autres personnes de l'action sociale	011	41	60632			13 000,00	
Prestation						13 000,00	
Achat de produits pharmaceutiques	011	41	60668			21 650,00	
Prestation						21 650,00	
Déplacement des mineurs et des adultes désignés par le CG (voyages)	011	50	6245			50 000,00	
Prestation						50 000,00	
Fonctionnement de la structure	011	50	6227			5 400,00	
	011	50	6234			500,00	
	011	50	6282			150 000,00	
	011	51	6132			1 500,00	
	011	52	6228			3 135,00	
	65	58	65818			1 100,00	
Prestation						161 635,00	
Interprétariat	011	58	6228			3 200,00	
Prestation						3 200,00	
Mise en œuvre des dispositifs de protection dans le cadre de la crise sanitaire	011	50	60668			95 000,00	
Prestation						95 000,00	
Prise en charge des frais liés aux actions et informations collectives	011	50	60623			10 200,00	
	011	50	60632			3 100,00	
Prestation						13 300,00	
Supervisions pour les équipes du secteur social	011	50	6228			130 000,00	
Prestation						130 000,00	
Totaux						513 100,00	35 000,00

Service S0262 DAP - SERVICE COORDINATION EXPERTISE JURIDIQUE ET PROCESS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Participation pour le Conseil départemental d'Accès au Droit du Gard	65	58	6568			35 000,00
Prestation						35 000,00
Totaux						35 000,00

MISSION POLITIQUE DE LA VILLE

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 a affirmé l'obligation pour les Départements d'être partenaires des contrats de ville 2015-2020.

Le Conseil départemental s'est engagé, dès 2000, comme partenaire de cette politique et en est devenu un acteur essentiel.

C'est donc naturellement qu'il a signé les 8 contrats de ville aboutis en 2015.

Pour mémoire, ces contrats de ville concernent les EPCI et les villes suivantes :

Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI)	Communes concernées
Communauté Agglomération Alès	Anduze
	Alès
	La Grand Combe *
Communauté Agglomération de Nîmes	Nîmes
	Saint-Gilles
Communauté Agglomération Gard Rhodanien	Pont-Saint-Esprit
	Bagnols-sur-Cèze
Communauté de Communes Terre d'Argence	Beaucaire
Communauté de Communes Cèze Cévennes	Saint-Ambroix
Communauté de Communes Petite Camargue	Vauvert
Communauté de Communes Pays d'Uzès	Uzès

* Compte-tenu de la fusion de l'agglomération d'Alès et de la Communauté de Communes du Pays Grand-Combien notamment, le contrat de ville concernant la commune de la Grand Combe est désormais intégré à celui de l'agglomération d'Alès.

Ces contrats uniques sont structurés autour de trois axes principaux ou « piliers » :

- ⇒ la cohésion sociale
- ⇒ le développement économique et l'emploi
- ⇒ l'habitat et le cadre de vie

A ces axes principaux s'ajoutent des axes transversaux :

- ❖ le soutien à la Jeunesse
- ❖ l'égalité entre les femmes et hommes
- ❖ la lutte contre les discriminations

En ce qui concerne l'année 2022, le Conseil départemental a souhaité mettre l'accent sur les priorités suivantes, celles-ci faisant l'objet d'une indication spécifique dans le cadre des appels à projets en cours.

Il s'agira de promouvoir plus particulièrement les valeurs de la République par la formation et l'éducation à la vie citoyenne, de soutenir les initiatives citoyennes, de développer l'éco-citoyenneté (autour des notions d'éco consommation et d'alimentation saine et durable).

Par ailleurs, le pilier développement économique fera également l'objet d'une attention particulière, notamment en lien avec les projets d'économie sociale et solidaire.

Enfin, les questions de lutte contre la désinformation (initier aux pratiques médiatiques), et du soutien à l'accès aux soins et la santé, feront l'objet d'une attention particulière.

Par sa signature, le Conseil départemental s'engage à mobiliser ses interventions de droit commun sur les quartiers prioritaires afin de leur offrir un même niveau de services et de prestations que sur les autres quartiers.

Au-delà de la mobilisation de ses politiques de droit commun, la collectivité départementale soutient les actions réalisées dans le cadre des contrats de ville au moyen d'un outil financier unique : le Fonds de Développement Social (FDS).

Au titre de l'année 2021, 825 demandes de subventions ont été déposées par 404 porteurs de projets. 599, dont 110 nouvelles actions ont été soutenues en majorité sur les thématiques liées à la jeunesse, l'éducation, le lien social et la citoyenneté.

Suite au Pacte de Dijon du 16 juillet 2018 qui donne une nouvelle impulsion à la politique de cohésion sociale, l'Etat a invité le Conseil départemental et les collectivités à définir des protocoles d'engagements renforcés et réciproques à mettre en œuvre jusqu'en 2022, date de prolongation des contrats de ville. Il est probable désormais que ceux-ci soient prolongés jusqu'en fin 2023.

Ces protocoles d'engagements renforcés et réciproques ont été adoptés par l'Assemblée départementale lors de la session du 22 octobre 2020.

Ils se sont notamment traduits par la prolongation jusqu'en 2022 des conventions pluriannuelles d'objectifs actualisées et par la proposition de nouvelles conventions avec des associations impliquées durablement sur les quartiers prioritaires.

La proposition budgétaire intègre également une enveloppe permettant d'assurer le fonctionnement et l'animation du site Diderot, situé au cœur des quartiers ouest de la Ville de Nîmes et abritant, outre les services d'action sociale et d'insertion du Conseil départemental, la Maison de Justice et du droit, le Greta ainsi que des acteurs associatifs au service des habitants de ces quartiers.

Par cet engagement, le Conseil départemental affirme à nouveau son soutien actif aux habitants des quartiers prioritaires pour lesquels il vous est proposé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **1 277 000,00 €**.

I) SUBVENTIONS POUR DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DANS LE CADRE DU FDS (HORS ORU)

- | | |
|--|-----------------------|
| ➤ Subventions associations
Chapitre 65 – Fonction 30 – Nature 6574 | 1 135 000,00 € |
| ➤ Subventions communes et structures intercommunales
Chapitre 65 – Fonction 30 – Nature 65734 | 63 000,00 € |

➤ Subventions établissements publics Chapitre 65 – Fonction 30 – Nature 65737	29 000 ,00 €
➤ Participation au GIP Chapitre – Fonction 30 – Nature 6568	35 000,00 €
➤ Fonctionnement de l'Espace Diderot Chapitre 011 – Fonction 30 – Nature 60623 Chapitre 65 – Fonction 30 – Nature 6574	15 000,00 € 5 000,00 € 10 000,00 €

II) SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX CENTRES SOCIAUX

Les 28 centres sociaux constituent à travers le maillage territorial un point d'appui important sur l'animation de la vie sociale. Ils participent de l'ensemble des politiques sociales du Conseil départemental en accueillant toutes les générations d'âge sur les quartiers en difficulté. Ils sont inclus dans notre partenariat avec la Caisse d'allocations familiales dans le cadre de la convention globale Conseil départemental-CAF.

Le Conseil départemental maintient sa participation financière aux centres sociaux dans le cadre d'une politique de prévention concernant la jeunesse en difficulté au travers du soutien aux postes de référents famille.

Cette participation est par ailleurs inscrite dans la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, en ce qui concerne la valorisation de la fonction d'accueil et orientation auprès des publics les plus fragilisés et les plus vulnérables, en articulation avec nos missions d'action sociale.

65	58	65734 :	213 710,00 €
65	58	65737 :	67 570,00 €
65	58	6574 :	637 860,00 €

Soit au total : 919 140,00 €

III) CONTRIBUTION A DES ACTIONS DE PREVENTION SPECIALISEE

Chapitre 65, fonction 51, nature 6568

1 677 973,00 €

Dans le cadre de la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant, le Conseil départemental se doit de mettre en œuvre des actions de prévention spécialisée. Cette ligne consiste à financer, par le biais d'une dotation de fonctionnement, quatre associations habilitées mobilisant des personnels éducatifs intervenant auprès de jeunes en grande difficulté et notamment en décrochage scolaire, aux fins de les accompagner vers une insertion sociale et professionnelle.

Les crédits consacrés aux actions de prévention sont en évolution dans la mesure où ils intègrent des demandes formulées par les quatre structures intervenant dans ce domaine, présentées conformément à la réglementation dans leurs propositions budgétaires 2022, et permettant de stabiliser voire de renforcer leurs interventions.

Contribuant à la politique de prévention globale mise en œuvre par la collectivité, les interventions des associations de prévention spécialisée sont articulées avec celles de nos services, particulièrement l'action sociale générale et l'aide sociale à l'enfance, mais également avec celles des acteurs associatifs intervenant auprès des jeunes et des familles sur les quartiers prioritaires de la ville.

Globalement, le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction d'Appui des Solidarités se présente comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses	3 874 113,00 €
------------	-----------------------

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par la Mission Politique de la Ville.

Service S0078 MPV - MISSION POLITIQUE DE LA VILLE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Contribution à des actions de prévention spécialisée	65	51	6568			1 677 973,00
Prestation						1 677 973,00
Subvention fonctionnement des centres sociaux	65	58	65734			213 710,00
	65	58	65737			67 570,00
	65	58	6574			637 860,00
Prestation						919 140,00
Subventions pour des actions de développement social dans le cadre du FDS (hors ORU)	011	30	60623			5 000,00
	65	30	6568			35 000,00
	65	30	65734			63 000,00
	65	30	65737			29 000,00
	65	30	6574			1 145 000,00
Prestation						1 277 000,00
Totaux						3 874 113,00

COMMISSION EDUCATION COLLEGES ET CITOYENNETE

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DU SPORT - Savoir et jeunesse

I) EDUCATION : ASSURER L'ACCES AUX SAVOIRS ET A LA CONNAISSANCE

Dans le cadre de la priorité donnée à l'éducation, le Conseil départemental consacre d'importants moyens en faveur des établissements, des collégiens et de leurs familles. Cet effort qui vise la réussite éducative des collégiens, s'inscrit dans le cadre du « schéma départemental de l'Education et des Collèges », il a pour objectif d'agir sur l'environnement quotidien des collégiens afin de contribuer à l'épanouissement de tous les élèves.

Par ailleurs, ces dépenses de fonctionnement des collèges sont obligatoires pour le Conseil départemental (Code de l'Education, notamment les articles L213-2 et L213-8).

Le Conseil départemental, garant du bon fonctionnement des collèges, attribue à chaque établissement, selon sa spécificité, une enveloppe annuelle de fonctionnement qui lui permet d'élaborer un budget annuel (chauffage, eau, électricité, entretien général et technique, charges générales, activités socio-éducatives). En cas de difficulté, le Conseil départemental attribue également des dotations complémentaires après examen de la situation des collèges concernés.

La mise en place du mode de calcul de la DGF a permis ces dernières années de maîtriser l'augmentation de l'enveloppe budgétaire dédiée aux EPLE, tout en faisant diminuer le fonds de roulement des collèges avec la fixation d'un seuil plafond à 70 jours de fonds de roulement. Les grands principes de calcul de la DGF, désormais bien intégrés par les directions d'établissements, sont maintenus pour l'année 2022.

Sur le budget Education l'augmentation est de 88 840,00 € essentiellement portée sur la dotation globale de fonctionnement qui est évaluée pour 2022 à 6 400 000,00 €.

Pour mémoire, il y a 53 collèges publics gardois, et 18 collèges privés, accueillant près de 38 000 collégiens.

Dans le cadre de notre orientation politique « assurer l'accès aux savoirs et à la connaissance », il est décidé d'inscrire :

- En fonctionnement : 11 751 561,00 € en dépenses et 2 082 000,00 € en recettes
- En investissement : 976 200,00 € en dépenses

A) Les dépenses

1) Dotation annuelle de fonctionnement aux collèges publics

Cette contribution est obligatoire selon l'article L. 421-11 du Code de l'Education.

Cette dotation a fait l'objet d'une première répartition entre les collèges publics gardois lors de la séance du 22 octobre 2021 au titre de l'année 2022, les dotations devant être notifiées avant le 1^{er} novembre 2021 pour permettre aux établissements de préparer leur budget.

Aussi, il est décidé d'inscrire **6 450 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 65511.

Le mode de calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) répond au plus près des besoins des EPLE, en affirmant la volonté pour ces derniers de maintenir une trésorerie réaliste et raisonnable.

2) Dotation de fonctionnement au collèges privés

Cette contribution est obligatoire selon l'article 442-9 du code de l'Education.

Il convient d'accorder aux établissements privés du Gard sous contrats une dotation de fonctionnement déterminée par référence au coût matériel supporté par le Conseil départemental pour chaque collégien de l'enseignement public. L'augmentation de la dotation des collèges privés est liée à l'augmentation des effectifs élèves de ces établissements.

Lors de la séance plénière du 22 octobre 2020, cette dotation a été répartie entre les différents établissements, conformément à la loi.

Aussi, il est décidé d'inscrire **2 121 061,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 65512.

3) Dotation pour forfait externat

Cette dotation pour les collèges privés sous contrat d'association participe aux dépenses de rémunérations des personnels non enseignants du privé comme le prévoit le code de l'éducation.

Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **1 976 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 6568.

4) Attribution aux collèges d'aides spécifiques en fonctionnement

Voulues par l'Assemblée départementale pour améliorer les conditions d'enseignement dont peuvent disposer les collèges gardois, ces aides sont le reflet de l'ambition du Conseil départemental de faciliter la réussite et l'épanouissement de nos collégiens.

A travers ces prestations, le Conseil départemental soutient les projets portés par les équipes pédagogiques au sein des collèges.

Les domaines d'intervention sont nombreux : les pratiques sportives, l'enseignement adapté au travers des aides Segpa, des classes ULIS, les frais de déménagement, etc.

Aussi, il est décidé, en fonctionnement, pour chacune des prestations suivantes :

- d'inscrire pour la prise en charge des transports EPS des crédits de paiement d'un montant de **200 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 6568 ;
- d'inscrire pour la prise en charge de matières d'œuvre et petits travaux des crédits de paiement d'un montant de **180 200,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 6568 ;

- d'inscrire pour la Prise en charge de frais supplémentaires des collèges (frais divers) des crédits de paiement d'un montant de **5 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 6568 ;
- d'inscrire pour la prise en charge des classes Segpa des crédits de paiement d'un montant de **49 800,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 6568 ;
- d'inscrire pour la prise en charge de la participation de la MDPH à la majoration des enseignants référents des crédits de paiement d'un montant de **22 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 6568 ;
- d'inscrire pour la prise en charge des frais de déménagement des crédits de paiement d'un montant de **15 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 011, fonction 221, nature 6241 ;
- d'inscrire pour la participation au fonctionnement des collèges des départements limitrophes accueillant des gardois des crédits de paiement d'un montant de **282 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 6558. Cette participation est obligatoire quand un collège à recrutement interdépartemental accueille dans son effectif au moins 10% d'élèves d'un département limitrophe ;
- d'inscrire pour la participation au fonctionnement des halles de sports des crédits de paiement d'un montant de **250 200,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 6568. Cette participation est obligatoire. Elle permet au collège de faire face aux dépenses de viabilisation et d'entretien de leur halle de sports. Ces dépenses sont partagées avec les communes, communautés de communes et syndicat sur le territoire desquels sont construites ces halles ;
- d'inscrire pour la participation au fonctionnement des équipements sportifs communaux mis à disposition des collèges des crédits de paiement d'un montant de **200 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 6568. Cette participation s'applique aux communes avec lesquelles la gratuité n'a pas été actée. Elle est calculée en fonction d'un nombre d'heures d'éducation physique et sportive attribué à chaque collège.

5) Attribution aux collèges d'aides spécifiques en investissement

Il est décidé également en investissement (hors AP) :

- d'inscrire pour la dotation annuelle d'équipement des collèges des crédits de paiement d'un montant de **300 000,00 €** en investissement, au chapitre 204, fonction 221, nature 20431 ;
- d'inscrire pour la dotation d'équipement des classes Segpa des crédits de paiement d'un montant de **50 200,00 €** en investissement, au chapitre 204, fonction 221, nature 20431 ;
- d'inscrire pour la dotation pour l'acquisition de véhicules de services des crédits de paiement d'un montant de **16 000,00 €** en investissement, au chapitre 204, fonction 221, nature 20431 ;
- d'inscrire pour la dotation création classes ULIS des crédits de paiement d'un montant de **10 000,00 €** en investissement, au chapitre 204, fonction 221, nature 20431.

6) Equipement des collèges en mobilier, matériel et outillage

Les prestations suivantes permettent, par le biais des marchés ou par voie de recours à l'UGAP, l'équipement des collèges neufs ou restructurés, ainsi que celui des nouvelles halles de sports construites par le Conseil départemental :

Aussi, il est décidé, en investissement, pour les prestations suivantes :

- d'inscrire pour la **mise à disposition de matériels et outillages techniques** des crédits de paiement d'un montant de **100 000,00 €** en investissement, au chapitre 21, fonction 221, nature 2157
- d'inscrire pour la **mise à disposition de mobilier scolaire** des crédits de paiement d'un montant de **400 000,00 €** en investissement, au chapitre 21, fonction 221, nature 21841
- d'inscrire pour la **mise à disposition autres mobiliers et matériels** des crédits de paiement d'un montant de **100 000,00 €** en investissement, au chapitre 21, fonction 221, nature 2188

B) Les recettes

Il s'agit d'inscrire un montant estimatif des recettes qui pourront être récupérées par la collectivité auprès des différents partenaires

Aussi, il est décidé, sur les prestations suivantes :

- d'inscrire pour le fonds départemental des personnels d'internat (FDPI) une recette de **1 780 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 74, fonction 221, nature 7475 ;
- d'inscrire pour le remboursement par la MDPH de la majoration enseignants référents une recette de **22 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 70, fonction 221, nature 70878 ;
- d'inscrire pour la participation au fonctionnement des halles de sports une recette de **85 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 74, fonction 221, nature 7474 ;
- d'inscrire pour la participation des Départements limitrophes au fonctionnement des **collèges** gardois à recrutement interdépartemental une recette de **145 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 74, fonction 221, nature 7473 ;
- d'inscrire pour les loyers des logements de fonction des collèges une recette de **50 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 74, fonction 221, nature 752.

Il convient ainsi d'inscrire pour l'exercice budgétaire 2022 :

- 11 751 261,00 € en dépenses de fonctionnement :
- 976 200,00 € en dépenses d'investissement
- 2 082 000,00 € en recettes de fonctionnement

II) DONNER TOUTE SA PLACE A LA JEUNESSE

La politique jeunesse départementale vise à renforcer l'insertion des jeunes, leur formation et leur citoyenneté.

Ses principaux enjeux sont :

- ⇒ soutenir les projets territoriaux en faveur de la jeunesse
- ⇒ participer aux actions éducatives en lien avec les collègues
- ⇒ encourager l'initiative des jeunes et de leur autonomie
- ⇒ soutenir les actions citoyennes, notamment à travers le dispositif des services civiques

Les principales actions du Conseil départemental visent :

- à encourager les associations et intercommunalités qui mettent en œuvre des actions pour répondre aux enjeux affichés par le Conseil départemental, et qui renforcent ainsi la citoyenneté des jeunes, leur mixité et les valeurs de la République ;
- à soutenir, dans le cadre des actions éducatives, les projets associatifs en lien avec les collègues et à contribuer à certains dispositifs partenariaux comme le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) ;
- à accompagner le développement de l'autonomie des jeunes, particulièrement encouragé avec le dispositif des "projets jeunes" qui permet à des jeunes individuels ou en groupes, d'être à l'initiative et à la mise en œuvre de projets ayant un intérêt local ou général sur des thèmes variés comme la solidarité, le développement durable, la prévention, etc. ;
- à développer le dispositif des services civiques au sein de la collectivité.

Des crédits sont également inscrits pour la mise en œuvre d'un Conseil départemental de la Jeunesse, dont l'installation aura lieu en 2022 et qui permettra de renforcer l'engagement de jeunes dans la vie démocratique et citoyenne.

De forts enjeux reposent donc sur cette thématique transversale. Les crédits proposés permettront d'accompagner ou de développer des projets structurants, d'envergure, de manière parfois transversale avec d'autres directions de notre collectivité, notamment en lien avec les compétences dites obligatoires comme les collègues, la politique de la ville ou bien encore l'action sociale et l'insertion.

Il est décidé d'inscrire 675 000,00 € en dépenses 2022 sur l'axe « Donner toute sa place à la Jeunesse ».

Les crédits se répartissent au sein de 3 prestations de la façon suivante :

A) Subvention aux actions en faveur de la jeunesse

Il est décidé d'inscrire un budget de **465 000,00 €** pour les subventions aux actions en faveur de la Jeunesse sur les imputations suivantes :

- Chapitre 011, fonction 33, nature 6184 : 25 000,00 €
- Chapitre 65, fonction 33, nature 65734 : 70 000,00 €
- Chapitre 65, fonction 33, nature 65737 : 5 000,00 €

- Chapitre 65, fonction 33, nature 6574 : 365 000,00 €

Ces crédits permettront d'attribuer des subventions pour différents types de projets qui poursuivent 3 objectifs :

- ⇒ Soutenir les projets territoriaux en faveur de la Jeunesse
- ⇒ Encourager l'initiative des jeunes
- ⇒ Soutenir les initiatives citoyennes à travers le service civique

1) Soutenir les projets territoriaux en faveur de la Jeunesse

Plusieurs types de subventions peuvent être accordées pour répondre à l'objectif de soutien des projets territoriaux en faveur de la Jeunesse :

- ❖ **Les subventions pour le fonctionnement des associations départementales de la Jeunesse**
Acteurs incontournables de la politique Jeunesse, les associations départementales de la Jeunesse et de l'éducation populaire sont subventionnées pour leur fonctionnement, mais surtout un partenariat important est développé avec ces structures qui restent les porteurs et garants des valeurs citoyennes et laïques de notre République auprès des jeunes.
- ❖ **Les subventions pour des projets et actions Jeunesse structurantes pour le territoire**
Il s'agit ici d'accompagner les projets d'associations locales ou départementales dans leurs actions avec et pour les jeunes, sachant que parmi les objectifs visés, l'insertion des jeunes reste une priorité. Ces projets apportent une dynamique de territoire qu'il convient d'encourager. Ils peuvent également être initiés par le Conseil départemental comme celui porté par les services Jeunesse, Politique de la Ville la Mission Europe du Conseil départemental, relatif à la mobilité des jeunes, en proposant des sessions d'information et de formation aux associations, en responsabilisant des jeunes souhaitant s'engager dans leurs associations et sur le montage de projets, notamment sur la mobilité.
- ❖ **Les subventions pour l'accompagnement des missions de coordination des politiques Jeunesse territoriales**
Ces aides visent à accompagner la mise en cohérence des projets Jeunesse par leur coordination dans les politiques Jeunesse de territoires.

2) Encourager l'initiative des jeunes

Plusieurs types de financement peuvent être accordés pour encourager l'initiative des jeunes :

- ❖ **Subventions aux postes FONJEP**
Le soutien financier aux postes de coordonnateur Jeunesse et éducation populaire au sein d'associations permet de structurer les actions menées avec les jeunes et également de relayer au mieux les politiques publiques Jeunesse.
- ❖ **Subventions aux projets individuels de jeunes**
Les initiatives de jeunes se doivent d'être encouragées à partir du moment où elles répondent aux objectifs fixés par l'appel à projets jeunes, notamment sur les valeurs d'engagement, d'intérêt général ou de solidarité.

❖ **Subventions aux projets collectifs de jeunes**

Il s'agit du même dispositif d'appel à projets jeunes décrit précédemment. On peut souligner que les projets collectifs de jeunes restent largement majoritaires en comparaison des projets individuels.

3) Soutenir les initiatives citoyennes à travers le service civique

Le Conseil départemental, dans le cadre de sa politique Jeunesse, a souhaité accueillir des services civiques depuis 2016. Ce dispositif permet de valoriser les politiques publiques en apportant une plus-value à des missions d'intérêt général, auprès de publics visés, mais permet aussi aux jeunes de développer des compétences et savoirs- être tout en affinant leur projet d'avenir.

Ce dispositif désormais « phare » de la politique Jeunesse du Conseil départemental affiche aujourd'hui le recrutement d'une cinquantaine de jeunes par an au sein de ses services, avec des missions de plus en plus diversifiées (développement durable, aux archives départementales ou bien encore dans le développement du sport pour tous).

Les crédits votés permettront de financer les types de projets suivants :

❖ **Subventions aux associations accompagnant les services civiques**

Certaines associations partenaires du Conseil départemental sont engagées sur des projets communs menés avec des services civiques.

❖ **Subventions aux associations pour la sensibilisation à la citoyenneté**

Cela peut notamment s'organiser dans le cadre de formations à destination des jeunes.

B) Conseil départemental de la Jeunesse

Il est décidé d'inscrire **60 000,00 €** en 2022 dans le cadre de la mise en place du Conseil départemental de la Jeunesse (CDJ) sur les imputations suivantes :

- Chapitre 011, fonction 33, nature 6228 : 30 000,00 €
- Chapitre 65, fonction 33, nature 6514 : 30 000,00 €

Ces crédits permettront de financer à la fois l'accompagnement et l'animation du CDJ, mais également les actions ou projets proposés par les jeunes.

C) Actions éducatives en lien avec les collèves

Il est décidé l'inscription de **150 000 €** sur cette prestation (chapitre 65, fonction 33, nature 6574).

L'objectif global poursuivi ici est de contribuer à la réussite éducative, que ce soit sur le temps scolaire ou périscolaire.

Les crédits permettront de financer les types de projet suivants :

❖ **Subventions aux associations pour les projets éducatifs en temps scolaire**

Certaines associations peuvent être soutenues pour la mise en œuvre de leurs projets complémentaires au champ éducatif traditionnel (sensibilisation des collégiens à la lutte contre les discriminations, à la laïcité etc....)

❖ **Subventions aux associations dans le cadre du dispositif CLAS (Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité)**

Le CLAS vise à soutenir les actions d'accompagnement des enfants ou adolescents et de leurs parents, en lien avec les établissements scolaires, pour favoriser la réussite scolaire, éducative et sociale, et promouvoir l'égalité des chances. Il se déroule en dehors du temps scolaire (péri scolaire principalement), et s'avère aujourd'hui incontournable, notamment dans les quartiers prioritaires, mais également sur l'ensemble du territoire. Il est assuré en grande majorité par le tissu associatif local et est plus que jamais central suite à la période de confinement qui a entraîné l'accentuation des difficultés sur certains publics fragilisés.

Le Conseil départemental y consacre des crédits de droit commun Jeunesse mais également des crédits relevant de la politique de la ville.

A noter la mise en place d'une opération de lutte contre la rupture numérique avec des financements d'Etat (Education nationale et la politique de la ville) et de la CAF à laquelle le Conseil départemental s'est associé en s'appuyant sur la structure coordinatrice du CLAS.

Globalement, le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction de l'Education, de la Jeunesse, de la Culture et du Sport - Savoir et Jeunesse se présente comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses :	12 426 261,00 €
- Recettes :	2 082 000,00 €

Investissement

- Dépenses :	976 200,00 €
--------------	--------------

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Education, de la Jeunesse, de la Culture et du Sport - Savoir et Jeunesse.

Service S0033 DEJCS - SPORT ET JEUNESSE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Actions éducatives en lien avec les collèges	65	33	6574			150 000,00	
Prestation						150 000,00	
Conseil départemental de la Jeunesse	011	33	6228			30 000,00	
	65	33	6514			30 000,00	
Prestation						60 000,00	
Subventions aux actions en faveur de la Jeunesse	011	33	6184			25 000,00	
	65	33	65734			70 000,00	
	65	33	65737			5 000,00	
	65	33	6574			365 000,00	
Prestation						465 000,00	
Totaux						675 000,00	

Service S0066 DEJCS - EDUCATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Dotation annuelle de fonctionnement aux collèges publics	65	221	65511			6 450 000,00		
Prestation						6 450 000,00		
Dotation annuelle de fonctionnement collèges privés	65	221	65512			2 121 061,00		
Prestation						2 121 061,00		
Dotation annuelle équipement des collèges	204	221	20431					300 000,00
Prestation								300 000,00
Dotation classes Segpa	204	221	20431					50 200,00
	65	221	6568			49 800,00		
Prestation						49 800,00		50 200,00
Dotation création classe ULIS	204	221	20431					10 000,00
Prestation								10 000,00
Dotation pour forfait externat collèges privés	65	221	6568			1 976 000,00		
Prestation						1 976 000,00		
Dotation pour l'acquisition de véhicules de services	204	221	20431					16 000,00
Prestation								16 000,00
Fonds départemental des Personnels d'Internat	74	221	7475				1 780 000,00	
Prestation							1 780 000,00	
Loyers des logements de fonction des collèges	75	221	752				50 000,00	
Prestation							50 000,00	
Mise à disposition autres mobiliers et matériels	21	221	2188					100 000,00
Prestation								100 000,00
Mise à disposition de matériels et outillages techniques	21	221	2157					100 000,00
Prestation								100 000,00
Mise à disposition de mobilier scolaire	21	221	21841					400 000,00
Prestation								400 000,00
Participation au fonctionnement des collèges des Départements limitrophes accueillant des	65	221	6558			282 000,00		

Service S0066 DEJCS - EDUCATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
gardois								
Prestation						282 000,00		
Participation au fonctionnement des équipements sportifs communaux mis à disposition des collèges	65	221	6568			200 000,00		
Prestation						200 000,00		
Participation au fonctionnement des halles de sport	65	221	6568			250 200,00		
	74	221	7474				85 000,00	
Prestation						250 200,00	85 000,00	
Participation des Départements limitrophes au fonctionnement des collèges gardois accueillant des élèves non gardois	74	221	7473				145 000,00	
Prestation							145 000,00	
Prise en charge de frais supplémentaires des collèges	65	221	6568			5 000,00		
Prestation						5 000,00		
Prise en charge de la participation de la MDPH à la majoration enseignements référents	65	221	6568			22 000,00		
Prestation						22 000,00		
Prise en charge de matières d'œuvre et des petits travaux pour les collèges	65	221	6568			180 200,00		
Prestation						180 200,00		
Prise en charge des frais de déménagement	011	221	6241			15 000,00		
Prestation						15 000,00		
Prise en charge des transports EPS	65	221	6568			200 000,00		
Prestation						200 000,00		
Remboursement par la MDPH de la majoration enseignements référents	70	221	70878				22 000,00	
Prestation							22 000,00	
Totaux						11 751 261,00	2 082 000,00	976 200,00

DIRECTION DE LA LOGISTIQUE - Gestion des collèges et du patrimoine

Le budget de la Direction de la Logistique pour la gestion des collèges et du patrimoine s'inscrira en 2022 dans la déclinaison du plan pluriannuel d'investissement structuré pour optimiser le parc immobilier départemental, prendre en compte le développement durable dans les déplacements et les environnements de travail et affecter les moyens nécessaires à la maintenance et l'adaptation des bâtiments aux enjeux du territoire gardois en matière d'accès aux services publics et de lieux d'éducation.

Seront à ce titre conduits en 2022 les travaux de maintenance annuelle des 53 collèges gardois, ainsi que les travaux de requalification bâtimentaires suivants :

- le lancement des travaux de rénovation énergétique sur 3 collèges dans le cadre du plan France Relance, financés en partie par l'Etat ;
- la mise en œuvre du plan pluriannuel d'investissement du Schéma directeur de l'éducation approuvé en 2020, avec la poursuite du projet d'extension du collège du Mourion à Villeneuve-Lez-Avignon, le lancement des études programmatiques de reconstruction des collèges de Saint-Gilles et de Pont-Saint-Esprit, et de restructuration-extension du collège de Salindres ;
- la mise en service et le lancement de la phase 2 du chantier du nouveau collège Voltaire, à Remoulins ;
- l'étude pour la conversion de 11 bâtiments, dont 7 collèges, aux énergies renouvelables ;
- la mise en place d'un programme pluriannuel de rénovation des cuisines des collèges en lien avec le développement de la certification des établissements.

Le Budget Primitif 2022 présenté pour la gestion et patrimoine des collèges s'articule autour des missions suivantes :

- 1 – Optimiser le parc immobilier départemental**
- 2 – Pérenniser la qualité des lieux d'éducation**
- 3 – Prendre en compte le développement durable dans la stratégie patrimoniale**
- 4 – Moderniser et adapter les lieux d'éducation à l'évolution des Territoires gardois**

L'ensemble des mouvements détaillés ci-dessous permet de poursuivre la réalisation du programme d'opérations en fonction de leur état d'avancement.

I) OPTIMISER LE PARC IMMOBILIER DEPARTEMENTAL

A) Gestion des marchés d'assurance (341 000,00 € en dépenses)

Il est décidé d'inscrire **341 000,00 €** (Chapitre 011, fonction 221, nature 6161) en dépenses de fonctionnement pour payer les primes d'assurance.

B) Gestion des propriétés (12 000,00 € en dépenses)

En dépenses de fonctionnement, il est décidé d'inscrire **12 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 221, nature 62878 pour les frais de gestion administrative des différentes propriétés du Conseil départemental.

C) Suivi des sinistres (10 000,00 € en recettes)

Il est prévu de percevoir 10 000,00 € sur le chapitre 77, fonction 221, nature 7788.

II) PERENNISER LA QUALITE DES LIEUX D'EDUCATION

A) Achat de fournitures et matière d'œuvre (30 000,00 € en dépenses)

Il est décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement, sur le chapitre 011, fonction 221, nature 60632, **30 000,00 €** pour l'achat de fournitures.

B) Gestion des marchés de maintenance, de sécurité et de vérification des installations techniques (643 000,00 € en dépenses)

➤ Section de fonctionnement

Il est décidé d'inscrire **193 000,00 €** pour la maintenance et la vérification des installations de sécurité des collèges.

011-221-6156 : 65 000,00 €

011-221-6228 : 128 000,00 €

➤ Section d'investissement

Il est décidé d'inscrire **450 000,00 €** pour les travaux de maintenance et de sécurité ou de mise en conformité gérés par le Service Ateliers et Maintenance :

20-221-2031 : 40 000,00 €

23-221-231351 : 250 000,00 €

23-221-231735 : 160 000,00 €

C) Réalisation des travaux par les entreprises (1 600,00 € en dépenses)

Il est décidé d'inscrire **1 600,00 €** en dépenses de fonctionnement (Chapitre 011, fonction 221, nature 615221) pour financer les travaux réalisés par des entreprises en 2021.

D) Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des collèges (10 613 700,00 € en dépenses et 3 830 215,00 € en recettes)

➤ Section de fonctionnement

Il est décidé d'inscrire **753 700,00 €** en dépenses de fonctionnement pour la maintenance et la sécurité des collèges.

011-221-6135 :	500,00 €
011-221-615221 :	693 000,00 €
011-221-6156 :	9 200,00 €
011-221-617 :	1 000,00 €
011-221-6228 :	50 000,00 €

➤ Section d'investissement

Afin de programmer des nouvelles opérations de travaux et de maintenance des collèges, il est décidé la création d'une AP 2022 COLLEGE22 d'un montant total de 34 500 000,00 € répartis sur 5 ans :

							2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL AP
2022 - COLLEGE22	1	20	221	2031	0	S0017	500 000,00	450 000,00	400 000,00	300 000,00	250 000,00	1 900 000,00
	2	23	221	238	0	S0017	80 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	400 000,00
	3	23	221	231312	0	S0017	1 120 000,00	420 000,00	420 000,00	420 000,00	1 220 000,00	3 600 000,00
	4	23	221	2317312	0	S0017	90 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	110 000,00	500 000,00
	5	23	221	231351	0	S0017	3 430 000,00	4 880 000,00	4 050 000,00	2 800 000,00	2 410 000,00	17 570 000,00
	6	23	221	231735	0	S0017	1 910 000,00	2 000 000,00	1 980 000,00	1 900 000,00	2 740 000,00	10 530 000,00
2022 - COLLEGE22							7 130 000,00	7 930 000,00	7 030 000,00	5 600 000,00	6 810 000,00	34 500 000,00

Il est également décidé de rephaser les enveloppes en AP 2016 ACCESSCOLL et 2018 COLLEGES.

Concernant les crédits de paiement, il convient d'inscrire **1 750 00,000 €** pour études et travaux et mise en accessibilité des collèges.

AP 2016 ACCESSCOLL 20-221-2031 :	250 000,00 €
AP 2016 ACCESSCOLL 23-221-231351 :	750 000,00 €
AP 2016 ACCESSCOLL 20-221-231735 :	750 000,00 €

Il est également décidé d'inscrire **8 110 000,00 €** pour études et travaux de maintenance et de sécurité des collèges.

AP 2018 COLLEGES 20-221-2031 :	40 000,00 €
AP 2018 COLLEGES 23-221-231312 :	100 000,00 €
AP 2018 COLLEGES 23-221-231351 :	480 000,00 €
AP 2018 COLLEGES 23-221-2317312 :	10 000,00 €
AP 2018 COLLEGES 23-221-231735 :	350 000,00 €
AP 2022 COLLEGE22 20-221-2031 :	500 000,00 €
AP 2022 COLLEGE22 23-221-231312 :	1 120 000,00 €
AP 2022 COLLEGE22 23-221-231351 :	3 430 000,00 €
AP 2022 COLLEGE22 23-221-2317312 :	90 000,00 €
AP 2022 COLLEGE22 23-221-231735 :	1 910 000,00 €
A 2022 COLLEGE22 23-221-238 :	80 000,00 €

Enfin, il est décidé d'inscrire une recette de **3 830 215,00 €** (Chapitre 13, fonction 221, nature 1332) pour la dotation annuelle départementale d'équipement des collèges versée par l'Etat.

E) Frais généraux collèges (9 000,00 € en dépenses)

En dépenses de fonctionnement, il est décidé d'inscrire **9 000,00 €** pour les frais de gestion administratifs des collèges.

011-221-62268 :	8 000,00 €
011-221-6227 :	1 000,00 €

F) Gestion de convention collège et halles de sport (381 870,00 € en recettes)

Il est prévu de percevoir 381 870,00 € de participation des communes pour la construction des halles de sport sur le chapitre 13, fonction 221, nature 1314.

G) Signalétique des collèges (40 000,00 € en dépenses)

Afin de financer le renouvellement de la signalétique suite au changement de charte graphique, il est décidé d'inscrire **40 000,00 €** en dépenses d'investissement hors AP sur le chapitre 21, fonction 221, nature 2188.

H) Vêtements de travail (acquisitions et suivi externalisé) (200 000,00 € en dépenses)

Pour l'achat de vêtements de travail pour les agents des collèges, il est décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement **200 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 221, nature 60636.

III) PRENDRE EN COMPTE LE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA STRATEGIE PATRIMONIALE

Gestion du programme de Transition Energétique (3 159 563,00 € en dépenses et 422 100,00 € en recettes)

➤ **Section de fonctionnement**

Il est décidé d'inscrire une recette de **2 100,00 €** sur le chapitre 75, fonction 221, nature 757.

➤ **Section d'investissement**

Afin d'ajuster la programmation des opérations de soutien à la transition énergétique, il est nécessaire de rephaser l'AP 2017 TRANSITION.

Pour les crédits de paiement, il est décidé d'inscrire **3 159 563,00 €** sur l'AP 2017 TRANSITION comme suit :

20-221-2031 :	382 363,00 €
23-221-231351 :	2 697 200,00 €
20-221-2031 :	80 000,00 €

En recettes d'investissement en AP, il est décidé d'inscrire sur AP 2017 TRANSITION (imputation 13-221-1312) **420 000,00 €** pour le dispositif régional « NO WATT » versée par la Région Occitanie pour la construction du collège ADA LOVELACE dans le quartier Mas de Mingue à Nîmes.

IV) MODERNISER ET ADAPTER LES LIEUX D'EDUCATION A L'EVOLUTION DES TERRIOIRES GARDOIS

A) Relevés et diagnostics collèges (5 000,00 € en dépenses)

Pour réaliser des relevés et établir des diagnostics des collèges, il est nécessaire d'inscrire **5 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 221, nature 6228.

B) Etudes et travaux de construction et d'extension collèges (7 470 000,00 € en dépenses)

➤ **Section d'investissement**

Afin de pouvoir achever le programme de reconstruction du collège de Remoulins, et de mener à bien la dernière tranche de l'opération (déconstruction ancien collège et construction des logements de fonctions, il est nécessaire de revaloriser l'AP 2009 CREMCO de 500 000,00 € et de la rephaser.

Il est également décidé, au regard de l'état d'avancement des différents programmes, de rephaser les enveloppes 2009 CNIVALCO (collège Jules Vallès), 2018 CVEGSEGPA (classe Segpa collège de Vergèze), 2018 CGENSEGPA (classe Segpa collège de Saint-Génies-de-Malgoires).

Dans le cadre du projet de reconstruction du collège de Remoulins, il est décidé d'inscrire en crédits de paiement **3 500 000,00 €** comme suit :

AP 2009 CREMCO 20-221-2031 :	100 000,00 €
AP 2009 CREMCO 23-221-238 :	3 400 000,00 €

Il est décidé d'inscrire **1 520 000,00 €** sur l'AP 2009 CNIVALCO :

AP 2009 CNIVALCO 20-221-2031 :	80 000,00 €
AP 2009 CNIVALCO 23-221-238 :	1 440 000,00 €

Dans le cadre des projets de construction des classes Segpa, il est décidé d'inscrire **100 000,00 €** sur l'AP 2018 CVEGSEGPA (23-221-2317312) pour le collège de Vergèze et **50 000,00 €** sur l'AP 2018 CGENSEGPA (23-221-23131) pour le collège de Saint-Génies-de-Malgoires.

Il est décidé d'inscrire sur l'AP 2020 CSTGILLECO **2 300 000,00 €** répartis comme suit :

AP 2020 CSTGILLCO 20-221-2031 :	100 000,00 €
AP 2020 CSTGILLCO 23-221-237 :	500 000,00 €
AP 2020 CSTGILLCO 23-221-238 :	1 700 000,00 €

C) 3 Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement collèges (4 050 000,00 € en dépenses)

➤ Section d'investissement

Il est décidé de revaloriser l'AP 2014 CPSERES (restructuration collège de Pont-Saint-Esprit) de 8 532 600,00 €.

Il est décidé de rephaser les enveloppes en AP 2019 CNCAPOURES (restructuration collège Capouchiné à Nîmes), 2021 CSALINDRES (construction du collège de Salindres) et d'augmenter de 1 200 000,00 € l'AP 2019 CILNEVRES (restructuration collège Villeneuve-Lez-Avignon), afin de tenir compte des sujétions techniques auxquelles le projet doit répondre, compte tenu notamment de l'aléa fort débordement de cours d'eau mis en évidence dans le cadre des études préalables.

Concernant les crédits de paiement pour l'exercice budgétaire 2022, il est décidé d'inscrire **4 050 000,00 €** afin de réaliser les études et travaux prévus sur les différents collèges ci-après.

Dans le cadre du projet de construction du collège de Pont-Saint-Esprit, il est décidé d'inscrire **750 000,00 €** répartis comme suit :

2014 CPSERES 20-221-2031 :	100 000,00 €
2014 CPSERES 23-221-237 :	650 000,00 €

Dans le cadre du projet de reconstruction du collège Villeneuve-Lez-Avignon, il est décidé d'inscrire **2 550 000,00 €** répartis comme suit :

2019 CVILNEVRES 20-221-2031 :	100 000,00 €
2019 CVILNEVRES 23-221-237 :	450 000,00 €
2019 CVILNEVRES 23-221-238 :	2 000 000,00 €

Dans le cadre du projet de restructuration du collège de Salindres, il est décidé d'inscrire **500 000,00 €** répartis comme suit :

AP 2021 CSALINDRES 20-221-2031 : 50 000,00 €

AP 2021 CSALINDRES 23-221-237 : 450 000,00 €

Dans le cadre du projet de restructuration du collège Capouchiné à Nîmes, il est décidé d'inscrire **250 000,00 €** sur :

AP 2021 CNCAPOURES 20-221-2031 : 250 000,00 €

En conclusion :

En crédits de paiement, le tableau ci-dessous résume le Budget Primitif 2022 présenté par la Direction Générale Adjointe Mobilité et Logistique pour la Gestion des collèges et du patrimoine :

SECTION	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	25 029 563,00 €	4 632 085,00 €
FONCTIONNEMENT	1 545 300,00 €	12 100,00 €
TOTAL	26 574 863,00 €	4 644 185,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de la Logistique - Gestion des collèges et du patrimoine.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2001	COLLEGES	COLLEGES DEPARTEMENTAUX	114 515 359,36	0,00	114 515 359,36	0,00	263 735,16
2005	CQUISH	COLLEGE DE QUISSAC - HALLE DE SPORT	2 447 118,69	0,00	2 447 118,69	0,00	112 781,42
2005	CSODCOH	COLLEGE SUD OUEST DEPART CONSTRUCT.	13 390 139,03	0,00	13 390 139,03	0,00	50 974,67
2006	BNIUFMRES	RESTRUCTURATION DE L'UFM - NIMES	376 475,96	0,00	376 475,96	0,00	131 454,93
2006	CALDAURES	RESTRUCTURATION COLLEGE DAUDET ALES	22 158 013,98	0,00	22 158 013,98	0,00	0,00
2006	CNOLIRES	RESTRUCTURATION COLLEGES LES OLIVIERS NIMES	11 828 000,00	0,00	11 828 000,00	0,00	92 018,77
2006	CVISEGPACO	COLLEGE DU VIGAN - CONSTRUCTION D'UNE SEGPA	1 581 739,89	0,00	1 581 739,89	0,00	16 454,95
2007	BSADEVCECO	CONSTRUCTION CE SAINT-ANDRE-DE-VALBORGNE	322 721,37	0,00	322 721,37	0,00	96 000,00
2007	BVIGCERES	RESTRUCTURATION DU C.E DU VIGAN	60 960,50	0,00	60 960,50	0,00	5 000,00
2008	CNROSRES	RESTRUCTURATION COLLEGE J. ROSTAND NIMES	16 136 000,00	0,00	16 136 000,00	0,00	33 118,04
2009	CBAVENRES	EXTENSION VIE SCOLAIRE COLL VENTADOUR BAGNOLS/CEZE	310 000,00	0,00	310 000,00	0,00	291 576,55
2009	CMANHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL DE MANDUEL	4 148 855,59	0,00	4 148 855,59	0,00	358 753,82
2009	CNIVALCO	RECONSTRUCTION HQE COLL J. VALLES NIMES	27 000 000,00	0,00	27 000 000,00	1 520 000,00	1 602 750,77
2009	CREMCO	RECONSTRUCTION COLLEGE DE REMOULINS	28 700 000,00	500 000,00	29 200 000,00	3 500 000,00	92 408,13
2009	CUZJLTHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL JLT A UZES	4 170 943,20	0,00	4 170 943,20	0,00	0,00
2010	BALZCEXT	ALZON EXTENSION DU CE	1 046 568,92	0,00	1 046 568,92	0,00	131 061,92
2010	BLGCCECO	LA GRAND COMBE CONST. CE	306 000,13	0,00	306 000,13	0,00	0,00
2010	CGALHSCO	CONST HALLE DE SPORT COL GALLARGUES	4 639 000,00	0,00	4 639 000,00	0,00	19 980,00
2011	CAUBCCH	CONSTRUCTION COLLEGE ET HALLE DE SPORTS A AUBORD	22 898 160,00	0,00	22 898 160,00	0,00	22 211 491,65
2012	CBELCO	CONSTRUCTION DU COLLEGE DE BELLEGARDE	19 405 134,16	0,00	19 405 134,16	0,00	259 745,39
2012	CSGILHSCO	CONSTRUCTION D'UNE HALLE DE SPORTS AU COLLEGE DE ST GILLES	5 827 000,00	0,00	5 827 000,00	0,00	5 807 627,53

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2014	CNIDIRESHS	REST HALLE SPORTS COLL DIDEROT	86 000,01	0,00	86 000,01	0,00	38 110,43
2014	CPSERES	RECONST COLL PONT-SAINT-ESPRIT	21 467 000,00	8 532 600,00	29 999 600,00	750 000,00	28 945 000,00
2016	ACCESSCOLL	MISE EN ACCESSIBILITE DES COLLEGES PUBLICS	12 369 243,00	0,00	12 369 243,00	1 750 000,00	8 359 435,54
2016	CGENSSCO	CONSTRUCTION SALLE DE SPORTS A GENOLHAC	2 400 000,00	0,00	2 400 000,00	0,00	2 400 000,00
2017	BNIDIDEROT	RESTRUCTURATION N°2 COLLEGE DIDEROT A NIMES	10 345 600,74	0,00	10 345 600,74	1 110 000,00	220 644,58
2018	BATIMENTS	GROSSES REPARATIONS DE BATIMENTS - HORS COLLEGES	12 000 000,00	0,00	12 000 000,00	505 000,00	6 370 344,26
2018	CGENSEGPA	CONSTRUCTION D'UNE SEGPA AU COLLEGE DE ST GENIES MALGOIRES	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	50 000,00	715 221,77
2018	COLLEGES	GROSSES REPARATIONS SUR LES COLLEGES	31 000 000,00	0,00	31 000 000,00	980 000,00	8 229 112,51
2018	CONSUCL	UNITE DE CONDITIONNEMENT DES LEGUMES POUR LES COLLEGESGARDOIS-CONSTRUCTION-RESTRUCTURATION-REHABILITATION	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00
2018	CVEGSEGPA	CONSTRUCTION D'UNE SEGPA AU COLLEGE DE VERGEZE	3 300 000,00	0,00	3 300 000,00	100 000,00	132 000,82
2019	CNCAPOURES	RESTRUCTURATION COLLEGE CAPOUCHINE	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	250 000,00	14 632 238,60
2019	CROQMAURES	EXTENSION COLLEGE ROQUEMAURE	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	62 227,25
2019	CVILNEVRES	RESTRUCTURATION COLLEGE VILLEUVE-LEZ--AVIGNON	6 800 000,00	1 200 000,00	8 000 000,00	2 550 000,00	4 387 449,43
2020	CBRIGNPARK	REAMENAGEMENT DU PARKING AU COLLEGE DE BRIGON	860 000,00	0,00	860 000,00	0,00	90 971,78
2020	CSTGILLECO	CONSTRUCTION DU NOUVEAU COLLEGE DE SAINT-GILLES	14 530 000,00		14 530 000,00	2 300 000,00	11 880 000,00
2021	CSALINDRES	RESTRUCTURATION COLLEGE SALINDRES	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	500 000,00	14 300 000,00
2022	COLLEGE22	MAINTENANCE ET AMELIORATION DES COLLEGES (2022-2027)		34 500 000,00	34 500 000,00	7 130 000,00	27 370 000,00

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2001	COLLEGES	COLLEGES DEPARTEMENTAUX	15 405 780,92	0,00	15 405 780,92		
2005	CQUISH	COLLEGE DE QUISSAC - HALLE DE SPORT	933,34	0,00	933,34		0,00
2005	CSODCOH	COLLEGE SUD OUEST DEPART CONSTRUCT.	6 346,52	0,00	6 346,52		
2006	CNOLIRES	RESTRUCTURATION COLLEGES LES OLIVIERS NIMES	1 446,23	0,00	1 446,23		0,00
2007	BSADEVCECO	CONSTRUCTION CE SAINT-ANDRE-DE-VALBORGNE	840,00	0,00	840,00		
2008	CNROSRES	RESTRUCTURATION COLLEGE J. ROSTAND NIMES	76,14	0,00	76,14		
2009	CMANHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL DE MANDUEL	3 139,00	0,00	3 139,00	0,00	2 301,83
2009	CUZJLTHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL JLT A UZES	0,00	0,00	0,00		0,00
2017	BNIDIDEROT	RESTRUCTURATION N°2 COLLEGE DIDEROT A NIMES	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	798 000,00

Service S0012 DLOG - SERVICE ATELIER ET MAINTENANCE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
	011	221	60632			30 000,00	
Prestation						30 000,00	
Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques	011	221	6156			65 000,00	
	011	221	6228			128 000,00	
	20	221	2031				40 000,00
	23	221	231351				250 000,00
	23	221	231735				160 000,00
Prestation						193 000,00	450 000,00
Réalisation des travaux par des entreprises	011	221	615221			1 600,00	
Prestation						1 600,00	
Totaux						224 600,00	450 000,00

Service S0013 DLOG - SERVICE PROGRAMMATION ET GESTION PATRIMONIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Gestion des marchés d'assurance	011	221	6161			341 000,00			
Prestation						341 000,00			
Gestion des propriétés	011	221	62878			12 000,00			
Prestation						12 000,00			
Suivi des sinistres	77	221	7788				10 000,00		
Prestation							10 000,00		
Totaux						353 000,00	10 000,00		

Service S0017 DLOG - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement	
				Année	Code		Dépenses	Dépenses
Prestation							1 320 000,00	
Etudes et travaux de construction et d'extension collèges	20	221	2031	2009	CNIVALCO		80 000,00	
	20	221	2031	2009	CREMCO		100 000,00	
	20	221	2031	2020	CSTGILLECO		100 000,00	
	23	221	231312	2018	CGENSEGPA		50 000,00	
	23	221	2317312	2018	CVEGSEGPA		100 000,00	
	23	221	237	2020	CSTGILLECO		500 000,00	
	23	221	238	2009	CNIVALCO		1 440 000,00	
	23	221	238	2009	CREMCO		3 400 000,00	
Prestation							1 700 000,00	
Prestation							7 470 000,00	
Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des collèges	011	221	6135			500,00		
	011	221	615221			693 000,00		
	011	221	6156			9 200,00		
	011	221	617			1 000,00		
	011	221	6228			50 000,00		
	13	221	1332					3 830 215,00
	20	221	2031	2016	ACCESSCOLL		250 000,00	
	20	221	2031	2018	COLLEGES		40 000,00	
	20	221	2031	2 22	COLLEGE22		500 000,00	
	23	221	231312	2018	COLLEGES		100 000,00	
	23	221	231312	2022	COLLEGE22		1 120 000,00	
	23	221	231351	2016	ACCESSCOLL		750 000,00	
	23	221	231351	2018	COLLEGES		480 000,00	
	23	221	231351	2022	COLLEGE22		3 430 000,00	
	23	221	2317312	2018	COLLEGES		10 000,00	
	23	221	2317312	2022	COLLEGE22		90 000,00	
	23	221	231735	2016	ACCESSCOLL		750 000,00	
	23	221	231735	2018	COLLEGES		350 000,00	
	23	221	231735	2022	COLLEGE22		1 910 000,00	
	23	221	238	2022	COLLEGE22		80 000,00	
Prestation						753 700,00	9 860 000,00	3 830 215,00
Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement collèges	20	221	2031	2014	CPSERES		100 000,00	
	20	221	2031	2019	CNCAPOURES		250 000,00	
	20	221	2031	2019	CVILNEVRES		100 000,00	
	20	221	2031	2021	CSALINDRES		50 000,00	
	23	221	237	2014	CPSERES		650 000,00	
	23	221	237	2019	CVILNEVRES		450 000,00	
	23	221	237	2021	CSALINDRES		450 000,00	
	23	221	238	2019	CVILNEVRES		2 000 000,00	
Prestation							4 050 000,00	
Frais généraux collèges	011	221	62268			8 000,00		
	011	221	6227			1 000,00		
Prestation						9 000,00		
Gestion de conventions collèges et halles de sport	13	221	1314					381 870,00
Prestation								381 870,00
	20	221	2031	2017	TRANSITION		382 363,00	
	23	221	231351	2 017	TRANSITION		2 697 200,00	
Prestation							4 079 563,00	
Relevés et diagnostics collèges	011	221	6228			5 000,00		
Prestation						5 000,00		
Totaux						767 700,00	25 459 563,00	4 212 085,00

Service S0044 DLOG - SERVICE TRANSITION ENERGETIQUE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Gestion du programme de transition énergétique	13	221	1312	2017	TRANSITION				420 000,00
	20	221	2031	2017	TRANSITION			80 000,00	
	75	221	757				2 100,00		
Prestation							2 100,00	80 000,00	420 000,00
Totaux							2 100,00	80 000,00	420 000,00

Service S0060 DLOG - SERVICE MOYENS ET ENVIRONNEMENT DU TRAVAIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Signalétique des bâtiments	21	221	2188					40 000,00
Prestation								40 000,00
Vêtements de travail (acquisitions et suivi externalisé)	011	221	60636			200 000,00		
Prestation						200 000,00		
Totaux						200 000,00		40 000,00

COMMISSION ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT - Atouts économiques et touristiques

I) PROMOUVOIR ET DEVELOPPER L'OFFRE TOURISTIQUE EN COHERENCE AVEC LE SCHEMA DEPARTEMENTAL D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE

Le tourisme est un vecteur économique essentiel pour le Gard, cependant il a subi pleinement les effets des crises sanitaire et économique de 2020 et 2021.

Malgré ces crises, et grâce aussi à l'efficacité du plan d'action d'aide au secteur, par Gard Tourisme associée aux intercommunalités et communes classées, les retombées touristiques en fréquentation et en nuitées sont meilleures qu'en 2020, voire légèrement supérieures à 2019 avec les ailes de saison, notamment sur l'automne.

Cette situation a fait également émerger de nouveaux usages des voyageurs, leurs attentes et leurs modes de consommation. Nous constatons par ailleurs l'augmentation des flux en pleine crise. Tous ces éléments nécessitent une prise en compte majeure et rapide pour s'adapter et ne pas rencontrer des écueils contre-productifs de marketing et ciblage de clientèles. Un virage est donc à prendre pour un tourisme plus responsable, durable et solidaire et aussi local dans le respect de notre environnement et des populations.

2022 est une phase de transition ; en effet le Schéma du Tourisme, des Loisirs et de l'Attractivité 2018-21 (SDTLA) a lui aussi été impacté dans sa mise en œuvre ces deux dernières années. Cette période transitoire permettra de faire aboutir des actions en cours. Le SDTLA est donc prorogé pour l'année 2022.

En parallèle, un processus de consultation, tant d'acteurs publics que de socioprofessionnels, sera mis en place pour définir les grands axes et objectifs du prochain schéma de la mandature. D'ores et déjà nous savons qu'il devra être orienté vers un tourisme à la fois responsable, solidaire, durable, respectant nos environnements naturels, patrimoniaux, culturels et humains. Il prendra aussi en compte un tourisme beaucoup plus local dans lequel nos populations, disposant de moyens ou pas, doivent se réapproprier la culture, l'histoire et le patrimoine de notre territoire.

Dans ce contexte, le Conseil départemental poursuivra sa démarche de soutien des acteurs touristiques aux côtés de la Région et des intercommunalités. Les stratégies marketing et de soutien développées entre le Conseil départemental, Gard Tourisme et les territoires prennent en compte une nécessité d'adaptation et de souplesse dans les objectifs tout en maintenant les axes directeurs du Schéma Départemental du Tourisme, des Loisirs et de l'Attractivité 2018-21 :

- **Mettre en œuvre une gouvernance renouvelée et partagée**
- **Une organisation touristique coordonnée et renforcée**
- **Une destination Gard multiple**
- **Une offre touristique évolutive et adaptable**
- **L'innovation au service d'une ingénierie touristique renforcée**

La mise en œuvre du SDTLA 2018-2022 sur sa dernière année permettra de :

- Envisager une optimisation de la gouvernance de Gard Tourisme et la redéfinition ou confirmation de ses missions ;
- Poursuivre la stratégie marketing partagée entre le Conseil départemental, la Région et leurs satellites (CRT, ADRT), les collectivités et leurs Offices de Tourisme et les professionnels ;
- Améliorer les dispositifs de soutien en investissement tant pour les projets d'aménagements à vocation touristique que la diversification d'activité en agritourisme ;
- Etudier les conditions de collaboration avec les EPCI au titre de l'immobilier d'entreprises vers une diversification et une éco-responsabilité de l'offre d'hébergement touristique prioritairement rurale et incitant les voyageurs à des usages responsables (proximité des visites, déplacement doux ou collectifs, circuits-courts...) ;
- Poursuivre le déploiement des dispositifs de signalisation et d'information touristique responsable et solidaire ;
- Au titre d'un tourisme solidaire et responsable, identifier les moyens d'un tourisme pour tous où les plus démunis ont aussi droit aux découvertes de nos richesses.

Et aussi, poursuivre les collaborations engagées depuis plusieurs années pour :

- Développer et soutenir des opérations et manifestations touristiques support d'animation sur le territoire ;
- Développer et soutenir des démarches et manifestations visant à valoriser le patrimoine gastronomique et les savoir-faire gardois.

A) Subvention projets structurants – modernisation des exploitations agricoles (35 500,00 €)

Dans le cadre de la modernisation des exploitations agricoles en partenariat avec la Région, l'Etat et l'Union Européenne (fonds FEADER et LEADER) et au regard des projets en cours, le Conseil départemental soutient et participe au développement d'activités agritouristiques (par la diversification d'activité et la montée en gamme) qui constituent à la fois un complément de revenus pour les agriculteurs et une offre supplémentaire d'hébergements, de découvertes, de loisirs dans toutes les destinations touristiques gardoises.

Ces projets s'inscrivent par ailleurs dans la stratégie départementale visant à développer l'offre touristique et à soutenir la diversification de l'activité dans les exploitations agricoles.

Aussi, il est décidé :

- De créer :
 - AP AGRITOUR 2022 à hauteur de 40 000,00 € sur 2 ans
- D'inscrire les crédits de paiement 2022, imputation budgétaire 204 94 20422, suivants :
 - AP AGRITOUR 2021 : **10 500,00 €**
 - AP AGRITOUR 2022 : **25 000,00 €**

B) Subvention au comité départemental du tourisme (CDT) Gard Tourisme (2 197 000,00 €)

Le CDT/ADRT Gard Tourisme assure la mise en œuvre du Schéma Départemental du Tourisme, des Loisirs et de l'Attractivité en cours dont les 5 orientations se déclinent en 18 enjeux et 47 fiches actions. A ce titre, l'organisme bénéficie d'une subvention annuelle d'aide à la structure.

Pour mémoire, le CDT/ADRT a fait évoluer ses statuts en 2019 garantissant une nouvelle gouvernance associant le Conseil départemental, les intercommunalités et les communes classées station touristique dans la définition d'une stratégie et d'un plan d'action en commun. Cependant en 2021, les implications financières des membres de l'association ont évolué ne laissant plus la possibilité d'un cofinancement équitable entre les collectivités adhérentes et le Conseil départemental.

Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **2 197 000,00 €** en fonctionnement, imputation budgétaire 65 94 6574 :

- Dont 1 697 000,00 € au titre de l'aide à la structure ;
- Dont 500 000,00 € au titre du fonds de production des communications touristiques départementales.

C) Subvention à l'Association Départementale Gîte de France Tourisme Vert (ADGFTV) (100 000,00 €)

L'Association Départementale Gîtes de France Tourisme Vert (ADGFTV) contribue aussi à la mise en œuvre du Schéma Départemental du Tourisme, des Loisirs et de l'Attractivité, essentiellement en développant un tourisme rural, de proximité de pleine nature et favorisant l'agritourisme. Par ailleurs, suite à ses difficultés économiques structurelles et conjoncturelles, l'association s'est restructurée et projette une évolution de rapprochement avec Gard Tourisme à moyen terme.

Aussi, il est décidé d'inscrire **100 000,00 €** en fonctionnement sur cette prestation, chapitre 65, fonction 94, nature 6574.

D) Subvention aux projets structurants- vocation touristique (300 500,00 €)

En matière de tourisme, le Conseil départemental intervient par des aides versées sous condition de réalisation de travaux éligibles via une convention.

1) Projets d'Aménagements à Vocation Touristique (AP PAVT)

Il s'agit de soutenir les projets modestes d'investissement concourant à l'attractivité du territoire en matière touristique en complément des contrats territoriaux qui s'adressent à des aménagements et équipements plus importants. Ces soutiens ont vocation à compléter les multi-financements, y compris sur des fonds européens.

Les projets éligibles ont pour ambition de soutenir l'attractivité en augmentant et en diversifiant l'offre qualitative d'équipements, d'accès aux petits patrimoines, de points de vue, de stationnement des camping-cars, etc... et offrir des services de qualité pour répondre aux attentes des clientèles touristiques et des Gardois.

Ce dispositif évoluera en 2022 pour prendre en compte des nécessités d'investissement durable, écoresponsable et prenant en compte les principes de solidarité.

Trois domaines sont couverts par le dispositif, un quatrième devra être intégré :

- Aires de services et de repos des camping-cars
- Petits équipements touristiques
- Restauration de patrimoine vernaculaire
- Hébergement collectif d'étape

Aussi, il est décidé :

- De créer :
 - AP 2022 PAVT à hauteur de 150 000,00 € sur 3 ans
- D'inscrire les crédits de paiement suivants :
 - AP 2019 PAVT : **10 500,00 €** sur l'imputation budgétaire 204 94 204142
 - AP 2021 PAVT : **35 000,00 €** dont :
 - 10 500,00 € imputation budgétaire 204 94 204141
 - 24 500,00 € imputation budgétaire 204 94 204142
 - AP 2022 PAVT : **105 000,00 €** dont :
 - 30 000,00 € imputation budgétaire 204 94 204141
 - 45 000,00 € imputation budgétaire 204 94 204142
 - 15 000,00 € imputation budgétaire 204 94 20421
 - 15 000,00 € imputation budgétaire 204 94 20422

2) Signalisation touristique

Dans le cadre des deux dispositifs de signalisation et d'information touristiques la première phase de déploiement des panneaux des communes disposant d'un label patrimonial s'est achevée en 2020. Il s'agit de poursuivre désormais avec les socioprofessionnels et en fonction des destinations touristiques collégialement définies au sein de Gard Tourisme avec les territoires.

Il est décidé d'inscrire **150 000,00 €** de crédits de paiement, chapitre 21, fonction 621, nature 2188.

II) VALORISER ET FAIRE CONNAITRE LES RICHESSES GASTRONOMIQUES, CULTURELLES ET PATRIMONIALES

A) Subvention pour les manifestations et opérations touristiques (74 500,00 €)

Les manifestations à caractère événementiel et les opérations touristiques contribuent à animer le territoire, à renforcer son attractivité et à développer l'offre de loisirs. Le Conseil départemental maintient son soutien aux actions portées par diverses collectivités et associations dans ce domaine.

Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **74 500,00 €** en fonctionnement, se décomposant comme suit :

- 3 500,00 € sur le chapitre 65, fonction 94, nature 65734
- 25 000,00 € sur le chapitre 65, fonction 94, nature 65737
- 46 000,00 € sur le chapitre 65, fonction 94, nature 6574

B) Subvention pour la valorisation du patrimoine gastronomique (244 000,00 €)

La gastronomie fait partie intégrante du patrimoine culturel et historique d'un territoire. Ceci est particulièrement vrai dans le Gard, destination reconnue pour son patrimoine culinaire.

C'est dans cet objectif que le Conseil départemental en partenariat avec les chambres consulaires a créé en 2002 une signature et avec une bannière départementale destinée à promouvoir les produits alimentaires gardois d'excellence, « Le Gard, Militant du Goût ». Elle s'inscrit en lien avec la démarche régionale « Sud de France/Occitanie ». Les deux démarches sont déployées de manière complémentaire.

A ce jour plus de 600 agriculteurs, artisans, traiteurs, commerçants et restaurateurs détiennent le label « Le Gard, Militant du Goût », sachant que l'ensemble des produits sous un signe de qualité AOC, AOP, IGP et AB est reconnu par la signature gardoise.

Outre son intervention par le pilotage de la démarche « Le Gard, Militant du Goût » le Conseil départemental apporte un soutien à de nombreuses manifestations de promotion de la gastronomie et du tourisme gardois réparties sur l'ensemble du territoire.

Le soutien à ces événements permet de valoriser à la fois les destinations touristiques et les territoires en mettant en valeur des produits du terroir et le savoir-faire qui les caractérise, ainsi que la qualité de leur environnement naturel ou aménagé.

Par ailleurs, le Conseil départemental porte également le concours annuel Gard Gourmand en partenariat avec les chambres consulaires. Ce concours réunit chaque année plus de 100 professionnels proposant près de 500 produits avec l'objectif de décrocher une médaille d'or, d'argent ou de bronze. Il est constaté une augmentation significative du chiffre d'affaires des médaillés d'or (+30 % en moyenne) et un accroissement constant du nombre de concurrents.

Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant **de 244 000,00 €** en fonctionnement, se décomposant comme suit :

- 11 000,00 € sur le chapitre 65, fonction 94, nature 65734
- 71 000,00 € sur le chapitre 65, fonction 94, nature 65737
- 162 000,00 € sur le chapitre 65, fonction 94, nature 6574

C) Subvention pour le tourisme durable et solidaire (23 000,00 €)

Le Schéma du Tourisme, des Loisirs et de l'Attractivité a prévu dans son dernier enjeu d'adapter l'offre touristique aux besoins des marchés d'aujourd'hui et de demain. Cela se traduit notamment dans le fait de favoriser l'adaptation des offres touristiques pour tous (durable, handicap et solidaire).

Ici, il s'agit d'enclencher le processus de développement de l'offre touristique pour tous consistant à l'octroi d'aides aux collectivités ou organismes associatifs, d'organiser des séjours touristiques au sein même de notre territoire pour des publics gardois en difficulté, incluant des découvertes culturelles, patrimoniales, historiques ou des actions civiques. Cette nouvelle prestation pourrait faire l'objet d'un appel à projets.

Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **23 000,00 €** en fonctionnement se décomposant comme suit :

- 10 000,00 € sur le chapitre 65, fonction 94, nature 65734
- 13 000,00 € sur le chapitre 65, fonction 94, nature 6574

D) Actions de promotion Le Gard Militant du Goût (60 000,00 €)

Dans le cadre de la démarche « Le Gard, Militant du Goût », le Conseil départemental assure la promotion des produits médaillés au concours Gard Gourmand par la mise à disposition de paniers « Le Gard, Militant du Goût ». Ces paniers sont préparés dans le cadre des manifestations organisées ou soutenues par le Conseil départemental tout au long de l'année sur l'ensemble du département.

Afin de valoriser notre démarche et la rendre visible tant des professionnels que des publics, des outils promotionnels sont réalisés sous forme de PLV (sachets, plaques signalétiques, porte-clés, banderoles, mini-drapeaux...).

Le Conseil départemental réalise également un guide des médaillés (au concours Gard Gourmand) et des saveurs. Les 600 professionnels concernés figurent dans ce document à vocation gastronomique mais aussi touristique (avec les coordonnées de tous les agriculteurs, artisans, traiteurs, commerçants et restaurateurs labellisés). Ce document est en effet distribué auprès des Gardois et des touristes en version papier et accessible via le site : www.militantdugout.gard.fr.

Aussi, il est décidé :

- D'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **60 000,00 €** en fonctionnement se décomposant comme suit :
 - 3 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 94, nature 6234
 - 57 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 94, nature 6236

Au total, il est décidé d'inscrire :

En dépenses :

- **2 698 500,00 € en fonctionnement**
- **336 000,00 € en investissement**

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Attractivité du Territoire et de l'Habitat - Atouts économiques et touristiques.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2019	AGRITOUR	SUBVENTION A L'AGRITOURISME	11 410,47	0,00	11 410,47	0,00	0,00
2019	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	75 000,00	0,00	75 000,00	10 500,00	-10 500,00
2020	AGRITOUR	AGRITOURISME	16 124,00	0,00	16 124,00	0,00	0,00
2020	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	35 000,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00
2021	AGRITOUR	AGRITOURISME	40 000,00	0,00	40 000,00	10 500,00	8 700,00
2021	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	100 000,00	0,00	100 000,00	35 000,00	10 800,00
2022	AGRITOUR	AGRITOURISME		40 000,00	40 000,00	25 000,00	15 000,00
2022	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE		150 000,00	150 000,00	105 000,00	45 000,00

Service S0079 DATH - SERVICE DU TOURISME ET DE L'ATTRACTIVITE TERRITOIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Actions de promotion Gard Militant du Goût	011	94	6234			3 000,00	
	011	94	6236			57 000,00	
Prestation						60 000,00	
Subvention au Comité Départemental du tourisme (CDT) Gard Tourisme	65	94	6574			2 197 000,00	
Prestation						2 197 000,00	
Subvention aux Gites de France	65	94	6574			100 000,00	
Prestation						100 000,00	
Subvention pour la valorisation du patrimoine gastronomique	65	94	65734			11 000,00	
	65	94	65737			71 000,00	
	65	94	6574			162 000,00	
Prestation						244 000,00	
Subvention pour les manifestations et opérations touristiques	65	94	65734			3 500,00	
	65	94	65737			25 000,00	
	65	94	6574			46 000,00	
Prestation						74 500,00	
Subvention pour les projets structurants	204	94	204141	2021	PAVT		10 500,00
	204	94	204141	2022	PAVT		30 000,00
	204	94	204142	2019	PAVT		10 500,00
	204	94	204142	2021	PAVT		24 500,00
	204	94	204142	2022	PAVT		45 000,00
	204	94	20421	2022	PAVT		15 000,00
	204	94	20422	2021	AGRITOUR		10 500,00
	204	94	20422	2022	AGRITOUR		25 000,00
	204	94	20422	2022	PAVT		15 000,00
	21	621	2188				150 000,00
Prestation							336 000,00
Subvention pour le tourisme social et solidaire	65	94	65734			10 000,00	
	65	94	6574			13 000,00	
Prestation						23 000,00	
Totaux						2 698 500,00	336 000,00

MISSION QUALITE ALIMENTAIRE

Dans le cadre de notre orientation politique « Favoriser la prospérité et l'équilibre des territoires », les interventions de l'axe « Déployer la politique alimentaire départementale » se déclineront selon deux missions :

- ⇒ Structurer une offre alimentaire de qualité sur le territoire
- ⇒ Faciliter l'accès des Gardois à l'offre alimentaire du territoire

La politique alimentaire départementale, labellisée « Projet Alimentaire Territorial » par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, est une politique transversale. Elle recouvre différentes interventions du Conseil départemental aussi diverses que les activités du laboratoire départemental d'analyse, la marque de territoire Militant du Goût ou encore la gestion des repas dans les collèges et l'accès à une alimentation de qualité pour les plus fragiles.

Le Conseil départemental a souhaité transposer cette transversalité interne à l'échelle de son déploiement territorial et a en ce sens fédéré et associé les acteurs du territoire à sa démarche. La Charte d'engagement pour une alimentation de qualité dans le Gard compte ainsi 37 structures signataires, rassemblées autour d'un objectif partagé : favoriser une alimentation de qualité, saine et durable accessible aux Gardois.

Le budget présenté ci-après ne revêt pas l'ensemble des interventions du Conseil départemental en matière d'alimentation, mais correspond aux moyens dédiés pour construire la politique alimentaire départementale avec les partenaires et la déployer auprès des territoires.

En 2021, le Conseil départemental a été lauréat d'un appel à projets « Consolidation des PAT » du Plan France Relance et bénéficie à ce titre d'une subvention de 124 386,46 € pour renforcer la gouvernance alimentaire gardoise et la lutte contre la précarité alimentaire. Le budget présenté intègre donc la mise en œuvre du projet présenté dans ce cadre et la subvention correspondante.

I) STRUCTURER UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITE SUR LE TERRITOIRE

A) Subvention pour le développement de l'agriculture biologique (72 000,83 €)

Il s'agit de soutenir le développement d'une agriculture gardoise durable, soucieuse de l'environnement, de la préservation des ressources et des paysages, de la santé et source d'un développement équilibré du territoire. Fort des atouts du Gard en matière d'agriculture biologique, le Conseil départemental encourage les initiatives et les dynamiques de la filière.

Aussi, il est décidé :

- d'inscrire des crédits de paiement de **42 000,00 €** en fonctionnement sur la ligne 65 928 65737 ;
- d'inscrire des crédits de paiement de **30 000,83 €** en investissement sur la ligne 204 928 204141.

B) Subvention pour le développement de l'offre alimentaire gardoise (220 596,22 €)

Il s'agit de favoriser le développement d'une offre de produits alimentaires de qualité sur le territoire. Le Conseil départemental encourage les dynamiques de mobilisation et de préservation du foncier agricole, favorise l'installation et le renouvellement des générations, accompagne la structuration et le développement durable des filières de l'agriculture et de la pêche.

Le Conseil départemental soutient en particulier les démarches collectives et de territoire. Dans ce cadre, il s'agira notamment de mettre en œuvre le projet de gouvernance alimentaire et de soutien aux collectivités présenté au plan France Relance, et pour lequel une subvention doit être perçue.

Aussi, il est décidé :

- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **174 674,35 €** en fonctionnement
- d'inscrire au titre de l'AE PADSOAE 2018 des crédits de paiement 2022 d'un montant de **10 617,00 €**
- d'inscrire au titre de l'AE PADSOAE 2019 des crédits de paiement 2022 d'un montant de **10 5312,42 €**
- d'inscrire au titre de l'AE PADSOAE 2021 des crédits de paiement 2022 d'un montant de **10 2992,45 €**
- d'inscrire au titre de l'AE GOUVALIM 2021 des crédits de paiement 2022 d'un montant de **10 27 000,00 €**

Compte tenu de la subvention de l'Etat à percevoir par le Conseil départemental, il est décidé d'inscrire une recette d'un montant de **124 386,46 €**.

II) FACILITER L'ACCES DES GARDOIS A L'OFFRE ALIMENTAIRE DU TERRITOIRE

A) Subvention pour le développement des circuits de proximité (154 403,78 €)

Il s'agit de favoriser la disponibilité des produits locaux pour les Gardois. Le Conseil départemental encourage le maillage du territoire par des points de vente collectifs, l'approvisionnement de proximité des commerces et la diversification des modalités de vente dans un objectif d'adaptation aux habitudes de consommation et aux contraintes des Gardois.

Aussi, il est décidé de créer les enveloppes suivantes :

PADSOAE d'un montant total de 40 000,00 €

PADAOAE d'un montant total de 50 000,00 €

D'augmenter l'AE PADAOAE 2019 de 500,00 € et :

- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **30 000,00 €** en investissement (hors AP) ;
- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **108 000,00 €** en fonctionnement ;
- d'inscrire au titre de l'AE PADAOAE 2019 des crédits de paiement 2022 d'un montant de **453,78 €** ;
- d'inscrire au titre de l'AE PADAOAE 2020 des crédits de paiement 2022 d'un montant de **15 950,00 €**.

L'ensemble des crédits de paiement 2022 à inscrire sur cette prestation s'élève à **124 403,78 €** en fonctionnement et à **30 000,00 €** en investissement.

B) Subvention pour le développement d'un approvisionnement local de qualité de la restauration hors domicile (106 000,00 €)

Il s'agit d'encourager la restauration hors domicile, publique et privée, à mettre en œuvre des démarches de qualité alimentaire. Le Conseil départemental intervient pour structurer l'approvisionnement en produits locaux de qualité, accompagner aux bonnes pratiques en cuisine, inciter à la sensibilisation des convives, inscrire ces actions dans une démarche de labellisation.

Aussi, il est décidé pour les autorisations d'engagement de créer une Autorisation d'Engagement (AE) :

PADRHDAE d'un montant total de	30 000,00 €
PAGAE d'un montant total de	30 000,00 €

Et de diminuer et de clôturer l'AE 2021 PAGAE

Concernant les crédits de paiement il convient :

- d'inscrire **30 000,00 €** en investissement (hors AP) sur le chapitre 204, fonction 928, nature 201442.
- d'inscrire **70 000,00 €** en fonctionnement ventilé sur les lignes :
 - 011-928-6281 : 4 000,00 €
 - 65-928-65737 : 16 000,00 €
 - 65-928-6574 : 50 000,00 €
- d'inscrire au titre de l'AE PADRHDAE 2020 des crédits de paiement 2022 d'un montant de **6 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 928, nature 6228.

C) Subvention pour l'éducation à la consommation responsable et la valorisation du patrimoine gastronomique du Gard

Il s'agit d'inciter à l'évolution des modes de consommation et la croissance de la demande en produits locaux de qualité au travers de la sensibilisation et de la promotion. Le Conseil départemental encourage les actions éducatives et les jardins collectifs, la valorisation des produits du terroir et les événements festifs autour de l'agriculture et l'alimentation, l'ensemble de ces actions étant à la fois vecteur de prise de conscience et de cohésion sociale.

Aussi, il est décidé pour les enveloppes :

- de créer pour l'exercice budgétaire 2022 les Autorisations de Programmes (AP) suivantes :

○ PADOAP d'un montant total de	50 000,00 €
○ PADRHDAE d'un montant total de	50 000,00 €
○ PAGAP d'un montant total de	30 000,00 €
- d'augmenter l'enveloppe 2019 PAGAP de 4 000,00 €

- de diminuer les enveloppes 2021 PADRHAE et 2021PADEHDAP respectivement de 30 000,00 € et 50 000,00 € et de les clôturer.

Et pour les crédits de paiement :

- d'inscrire **62 000,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 65, fonction 928, nature 6574 ;
- d'inscrire au titre de l'AP PAGAP 2019 des crédits de paiement 2022 d'un montant de **7 759,47 €** chapitre 204, fonction 928, nature 20421 ;
- d'inscrire au titre de l'AP PAGAP 2021 des crédits de paiement 2022 d'un montant de **10 668,80 €** chapitre 204, fonction 928, nature 204141.

Au total, il est décidé pour la mission qualité alimentaire les inscriptions budgétaires suivantes :

En dépenses :

- **525 000,00 € en fonctionnement**
- **108 429,00 € en investissement**

En recettes :

- **124 386,76 € en fonctionnement**

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Mission Qualité Alimentaire.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2008	VITRINAGRI	VITRINE DEP AGRICULTURE GARDOISE	2 190 000,00	0,00	2 190 000,00		1 995 570,53
2018	PADSOAE	POLITIQUE ALIMENTAIRE STRUCTURATION DE L'OFFRE	14 457,00	0,00	14 457,00	10 617,00	-10 617,00
2019	PADAOAE	POLITIQUE ALIMENTAIRE ACCES A L'OFFRE	53 037,78	500,00	53 537,78	453,78	46,22
2019	PADSOAE	POLITIQUE ALIMENTAIRE STRUCTURATION DE L'OFFRE	11 516,60	0,00	11 516,60	5 312,42	-3 518,47
2019	PAGAP	PROJETS ALIMENTAIRES GARDOIS	11 189,95	4 000,00	15 189,95	7 759,37	-3 759,37
2020	PADAOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE	58 000,00	0,00	58 000,00	15 950,00	867,03
2020	PADRHDAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN APPROVISIONNEMENT LOCAL DE QUALITE DE LA RESTAURATION	30 000,00	0,00	30 000,00	6 000,00	16 000,00
2020	PADSOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ALIMENTAIRE	12 063,43	0,00	12 063,43	0,00	0,00
2021	GOUVALIM	GOUVERNANCE ALIMENTAIRE DEPARTEMENTALE 2021	86 000,00	0,00	86 000,00	27 000,00	59 000,00
2021	PADAOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
2021	PADAOAP	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
2021	PADRHDAE	LE DEVELOPPEMENT D'UN APPROVISIONNEMENT LOCAL DE QUALITE DE LA RESTAURATION	30 000,00	-30 000,00	0,00	0,00	0,00
2021	PADRHDAP	LE DEVELOPPEMENT D'UN APPROVISIONNEMENT LOCAL DE QUALITE DE LA RESTAURATION	50 000,00	-50 000,00	0,00	0,00	0,00
2021	PADSOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ALIMENTAIRE	40 000,00	0,00	40 000,00	2 992,45	37 007,55
2021	PAGAE	SUBVENTION POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD	30 000,00	-30 000,00	0,00	0,00	0,00
2021	PAGAP	SUBVENTION POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD	30 000,00	0,00	30 000,00	10 668,80	19 331,20
2022	PADAOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE		50 000,00	50 000,00		50 000,00
2022	PADAOAP	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES		50 000,00	50 000,00		50 000,00

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
		CIRCUITS DE PROXIMITE					
2022	PADRHDAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN APPROVISIONNEMENT LOCAL DE QUALITE DE LA RESTAURATION		30 000,00	30 000,00		30 000,00
2022	PADRHDAP	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN APPROVISIONNEMENT LOCAL DE QUALITE DE LA RESTAURATION		50 000,00	50 000,00		50 000,00
2022	PADSOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ALIMENTAIRE		40 000,00	40 000,00		40 000,00
2022	PAGAE	SUBVENTIONS POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD		30 000,00	30 000,00		30 000,00
2022	PAGAP	SUBVENTIONS POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD		30 000,00	30 000,00		30 000,00

Service S0018 MISSION QUALITE ALIMENTAIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Subvention pour le développement de l'agriculture biologique	204	928	204141					30 000,83
	65	928	65737			42 000,00		
Prestation						42 000,00		30 000,83
Subvention pour le développement de l'offre alimentaire gardoise	011	928	6228	2 021	GOUVALIM	27 000,00		
	65	928	65734	2 018	PADSOAE	10 617,00		
	65	928	65734	2 019	PADSOAE	5 312,42		
	65	928	65734	2 021	PADSOAE	2 992,45		
	65	928	6574			174 674,35		
	74	928	74718				124 385,70	
Prestation						220 596,22	124 385,70	
Subvention pour le développement des circuits de proximité	204	928	20421					30 000,00
	65	928	65737			12 000,00		
	65	928	6574			96 000,00		
	65	928	6574	2 019	PADAOAE	453,78		
	65	928	6574	2 020	PADAOAE	15 950,00		
Prestation						124 403,78		30 000,00
Subvention pour le développement d'un approvisionnement local de qualité de la restauration (hors domicile)	011	928	6228	2 020	PADRHDAE	6 000,00		
	011	928	6281			4 000,00		
	204	928	204142					30 000,00
	65	928	65737			16 000,00		
	65	928	6574			50 000,00		
Prestation						76 000,00		30 000,00
Subvention pour l'éducation à la consommation responsable et pour la valorisation du patrimoine gastronomique du Gard	204	928	204141	2 021	PAGAP			10 668,80
	204	928	20421	2 019	PAGAP			7 759,37
	65	928	6574			62 000,00		
Prestation						62 000,00		18 428,17
Totaux						525 000,00	124 385,70	108 429,00

DIRECTION D'APPUI DE LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE

I) SUBVENTIONS AUX INITIATIVES DE PROMOTION ET D'ANIMATION LOCALE

Depuis plusieurs années, le Conseil départemental accompagne financièrement les acteurs locaux ou régionaux ayant une action significative en matière de promotion et d'animation économique en direction des entreprises et des salariés du Conseil départemental.

Pour ces derniers, le Conseil départemental soutient les syndicats de salariés et les syndicats catégoriels dans leurs actions menées pour l'économie et les salariés gardois en assurant notamment la représentation de leurs adhérents dans de nombreuses instances de consultation et de concertation, destinées à éclairer la décision des partenaires économiques.

Il est décidé d'inscrire **104 000,00 €** en dépenses de fonctionnement sur le chapitre 65, fonction 0201, nature 6574.

II) SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES DE FONCTIONNEMENT

Aux fins de conforter les actions menées par les partenaires majeurs du Conseil départemental, notamment en matière de politique sportive, il est décidé d'inscrire **203 000,00 €** en dépenses de fonctionnement sur le chapitre 65, fonction 201, nature 6574.

Pour assurer l'ensemble des interventions citées précédemment, il est décidé d'inscrire en dépenses **307 000,00 €** en fonctionnement.

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par Direction d'Appui de la Direction Générale Adjointe du Cadre de Vie.

Service S0116 DAP - BUDGET, FINANCES ET AFFAIRES JURIDIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Subvention aux initiatives de promotion et d'animation locale	65	0201	6574			104 000,00
Prestation						104 000,00
Subventions complémentaires de fonctionnement	65	0201	6574			203 000,00
Prestation						203 000,00
Totaux						307 000,00

DIRECTION DE LA CONSERVATION DEPARTEMENTALE

Dans le cadre de la politique de développement de la citoyenneté et d'épanouissement par l'accès à la culture et au sport, les interventions de la direction de la conservation départementale se déclinent selon quatre missions :

- Encourager la sauvegarde des cultures et traditions locales
- Conserver notre patrimoine
- Faire connaître les éléments patrimoniaux
- Prestation support

I) ENCOURAGER LA SAUVEGARDE DES CULTURES ET TRADITIONS LOCALES DU PATRIMOINE

A) Acquisition d'œuvres

1) Enrichissement des collections

L'accroissement régulier des collections par dons ou achats, tant sur le plan des Beaux-arts que de l'ethnographie, permet de sauver une mémoire. Il témoigne de la vitalité du Musée et du bien-fondé de ce pan de la politique culturelle du Conseil départemental.

Les dons sont les plus nombreux. Des particuliers offrent des objets afin que le Musée assure leur sauvegarde. Nous les acceptons lorsqu'ils permettent de conserver sur le territoire départemental un patrimoine significatif de l'histoire et de la création artistique à travers les siècles. Aujourd'hui, 31 560 objets ont intégré les 4 musées gérés par la direction depuis 1989 (18 587 pour le Musée d'art sacré).

En 2021, l'acquisition d'une chaise à porteurs et d'une console Régence auprès des descendants de la famille de Piolenc, propriétaire de la maison des chevaliers pendant plus de 600 ans, a permis de doter le musée de deux précieux témoins de l'occupation de la famille au XVIII^{ème} siècle.

Si les dons sont les plus nombreux, la politique d'achats est essentielle car elle permet de poursuivre l'ouverture des collections dans le temps et dans l'espace, de façon à assurer la représentativité des différentes cultures à l'image de notre société.

Comme les années précédentes, nous savons pouvoir compter sur le mécénat de l'association des Amis du musée. Le soutien de l'Etat et de la Région par le biais du FRAM (Fonds régional pour l'acquisition des musées) pourra être requis.

2) Perception de droits d'auteur

Titulaire du droit moral sur l'œuvre du peintre Albert André (jusqu'en 2025), le Département du Gard est habilité à percevoir les droits de reproduction et de représentation par l'intermédiaire de la Société des Auteurs dans les Arts Graphiques et Plastiques (ADAGP) à laquelle nous adhérons.

Il est donc décidé d'inscrire en dépenses d'investissement **20 000,00 €** sur le chapitre 21, fonction 314, nature 216 et de **1 100,00 €** en recettes de fonctionnement sur le chapitre 75, fonction 314, nature 7581.

B) Bibliothèque spécialisée

L'acquisition de livres et de revues spécialisées reste nécessaire pour documenter les œuvres en vue de leur restitution au public. La direction souhaite poursuivre parallèlement l'achat d'ouvrages publiés en cours d'année et relatifs aux thématiques des musées dont la conservation départementale assure la gestion, ainsi que compléter ses fonds documentaires par l'entrée de livres anciens et épuisés. La poursuite de cette politique depuis 1998 permet de disposer d'un fonds de bibliothèque de haut niveau particulièrement apprécié des chercheurs et des étudiants, et indispensable à la valorisation des collections par les conservateurs et les médiateurs de la direction. De nombreux dons d'ouvrages anciens viennent régulièrement compléter le fonds.

Il est donc décidé d'inscrire **1 800,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6182.

C) Gestion administrative et financière

La Direction de la conservation départementale gère et anime le musée laïque d'art sacré du Gard ainsi que les musées municipaux de Bagnols-sur-Cèze et de Villeneuve-Lez-Avignon. **Une convention visant à contractualiser l'intervention de la direction au titre de la gestion scientifique et administrative des musées municipaux** a été signée entre les partenaires en janvier 2017 pour une durée de trois ans renouvelables. Elle a été reconduite en accord avec les deux municipalités au 1^{er} janvier 2020 pour une même durée. Elle **prévoit une contrepartie financière des communes à hauteur de 18 000,00 € pour chacune par an.**

Il est donc décidé d'inscrire **36 000,00 €** en recettes de fonctionnement sur le chapitre 74, fonction 314, nature 7474.

II) CONSERVER NOTRE PATRIMOINE

A) Entretien en l'état naturel

- Pièges et matériels permettant d'assurer la protection des collections contre les insectes et divers agents atmosphériques
- Floraison du jardin du musée au printemps et avant l'été, à l'occasion de la manifestation nationale « Les Rendez-vous aux jardins »

Il est donc décidé d'inscrire **830,00 €** en fonctionnement se décomposant comme suit :

- 330,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 60631
- 500,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6068

B) Inventaire et étude des collections

- Poursuite des opérations d'inventaire et de récolement des collections des quatre musées gérés par la direction conformément aux obligations des musées portant l'appellation « Musées de France » (loi du 4 janvier 2002)

- Achat de matériel de conditionnement et de conservation préventive afin d'assurer la protection des collections sur le long terme et d'éviter de lourds frais ultérieurs de restauration
- Prestations de prises de vues professionnelles en vue de la valorisation de la collection (publications, mise en ligne sur les bases nationales, documents de communication, réalisation de produits dérivés pour le comptoir de vente, etc.)

Il est donc décidé d'inscrire **4 700,00 €** en fonctionnement se décomposant comme suit :

- 1 500,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 60632
- 200,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6182
- 3 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6188

C) Mise en sécurité des biens

- Achat de petits équipements et fournitures permettant de garantir la protection des œuvres exposées dans le parcours permanent ou dans le cadre des expositions temporaires (vitrines, systèmes de mises à distance, opérations d'encadrement et de soclage, etc.)
- Entretien des appareils thermo-hygromètres pour garantir un niveau de température et d'humidité conforme aux préconisations relatives aux collections en matière de conservation préventive (remplacement des filtres)
- Changement de l'ensemble des rideaux du musée

Il est donc décidé d'inscrire **5 730,00 €** en fonctionnement se décomposant comme suit :

- 3 030,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 60632
- 2 700,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6156

Et **1 800,00 €** en investissement sur le chapitre 21, fonction 314, nature 21848.

D) Restauration en l'état initial

Afin de permettre la transmission de ce patrimoine commun aux générations futures, il est indispensable de maintenir un état sanitaire satisfaisant des collections. Ainsi, des restaurateurs agréés interviennent sur les collections pour réaliser des constats d'état, des opérations de conservation préventive ou curative, ainsi que des traitements de restauration des objets inscrits à l'inventaire du musée.

Comme les années précédentes, le Conseil départemental sait pouvoir compter sur le mécénat de l'association des Amis du musée. Le soutien de l'Etat et la Région par le biais du FRAR (Fonds régional d'aide à la restauration) pourra être requis.

Il est donc décidé d'inscrire **10 000,00 €** en investissement sur le chapitre 23, fonction 314, nature 2316.

III) FAIRE CONNAITRE LES ELEMENTS PATRIMONIAUX

La direction propose de poursuivre en 2021 le développement d'une offre culturelle attractive favorisant l'accessibilité au plus grand nombre et le développement d'une logique d'usagers plus que de public occasionnel.

Trois programmes trimestriels permettront de valoriser ces actions visant à faire connaître les collections des musées gérés par le Conseil départemental et mettant en avant la politique culturelle de la collectivité en faveur de tous les publics.

La programmation se déclinera de la manière suivante :

- Participation aux événements nationaux : Nuits de la lecture, Week-end Télérama, Nuit des musées, Rendez-vous aux jardins, Journées nationales d'archéologie, Journées européennes du patrimoine (précédée cette année par une journée dédiée aux scolaires relevant du dispositif national intitulé « Levez les yeux »)
- Développement d'animations tout public, favorisant notamment l'accueil des familles avec la mise en place de rendez-vous ciblés, ludiques tout au long de l'année et plus particulièrement pendant les vacances scolaires
- Renforcement des partenariats avec les acteurs locaux (associations, commerçants, hébergeurs, etc.) et rendez-vous en lien avec les événements organisés sur le territoire (9^e Festival du Livre de Pont-Saint-Esprit et du Gard Rhodanien- novembre 2023, etc.)
- Maintien des animations destinées au public scolaire et du temps fort proposé depuis 2015 intitulé « Semaine de la laïcité » au Musée laïque d'art sacré du Gard invitant les scolaires à échanger sur la notion de laïcité avec une visite autour de la pluralité des religions et des croyances, et leur place dans l'espace public. Ce rendez-vous sera amplifié avec l'organisation de rencontres destinées au public adulte et familial

Si la programmation sera principalement assurée par la Direction de la Conservation départementale et son pôle médiation, l'appel à des intervenants extérieurs permettra d'enrichir et de diversifier l'offre culturelle (artistes, conférenciers, auteurs, etc.).

⇒ **Projet « Améliorer l'expérience de visite du Musée d'art sacré du Gard » : un projet et trois chantiers opérationnels en faveur de l'accessibilité**

Après un investissement accru ces dernières années pour officialiser, structurer et étendre son action en faveur des quatre musées dont elle assure la gestion, le Conseil départemental a choisi de mobiliser son équipe en 2021 sur la redéfinition de l'identité, du rôle, des orientations et des stratégies du Musée d'art sacré du Gard en matière de politique d'accueil des publics, de valorisation et de conservation des collections. Ces réflexions nouvelles, et la mise en œuvre de projets à court et moyen terme, permettront de dessiner les contours d'un projet d'établissement qui sera soumis aux élus en 2022.

Le premier des trois projets s'intitule « Améliorer l'expérience de visite ». Sa mise en œuvre s'étend entre 2021 et 2023. Il se concentre sur le parcours de visite depuis l'arrivée du visiteur sur le site jusqu'à son départ, et plus particulièrement sur les questions d'accessibilité physique et intellectuelle. Il se décline en trois chantiers opérationnels :

- Réaménagement de l'espace accueil/ vestiaire/ boutique
- Révision du parcours permanent (contenu scientifique, sélection/valorisation des objets, etc.)
- Refonte de la signalétique culturelle et directionnelle du parcours de visite

En 2021, le Conseil départemental a opéré la première phase du projet : l'évaluation/ diagnostic du parcours de visite. Ce travail a fait l'objet d'une évaluation des espaces par l'équipe projet (7 agents), ainsi que d'une enquête réalisée auprès des visiteurs entre mars et juillet. Il a été complété par la réalisation de deux études confiées à des prestataires spécialisés pour le réaménagement de l'accueil/boutique et la reprogrammation du parcours permanent.

Après une année d'étude et de réflexions, 2022 verra la mise en œuvre du projet :

- Le réaménagement de l'accueil (chantier 1) - mise aux normes, développement de la boutique et création de vestiaires - sera piloté et pris en charge par la Direction de la logistique du Conseil départemental (AMO- Maitrise d'œuvre).
- Les chantiers 2 et 3 seront directement pilotés par la direction de la conservation qui mettra en œuvre les réaménagements nécessaires pour faciliter la compréhension du propos et des collections (sections thématiques, vitrines). Une étude sera réalisée afin d'envisager la transformation d'une salle en section historique présentant l'histoire de la maison médiévale et du pont Saint-Esprit (le plus ancien enjambant le Rhône). Une attention particulière sera portée à la refonte de l'ensemble des dispositifs de médiation écrits, chantier indispensable pour la prise en compte de tous les publics, et ainsi rendre l'expérience de visite inclusive. Cette opération sera complétée par une étude visant à développer les dispositifs numériques.

⇒ **Afin de mener à bien les différents chantiers initiés en 2021 pour l'amélioration de l'accessibilité, le Conseil départemental a choisi de limiter en 2022 son action à l'organisation d'une seule exposition temporaire présentée ci-dessous :**

Musée Pierre-de-Luxembourg, Villeneuve-lès-Avignon, Mars-Mai 2021 – Exposition « Valérie du Chéné », artiste plasticienne (établie dans l'Aude). Poursuite du partenariat avec le FRAC (Fonds régional d'art contemporain), la Chartreuse et le fort Saint-André. Exposition financée par la commune de Villeneuve-Lez-Avignon.

⇒ **La poursuite de l'intervention du Conseil départemental dans le projet d'un nouveau musée à Bagnols-sur-Cèze porté par l'Agglomération du Gard Rhodanien est à repenser.**

Dans le cadre du projet de refondation et de transfert sur le site des Cèdres (Quartier des Escanaux) du Musée Albert-André de Bagnols-sur-Cèze porté par la communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, faisant suite aux deux études préalables réalisées par le cabinet parisien ABCD en 2013 et 2016, le Conseil départemental avait été désigné pour piloter le volet scientifique du projet et rédiger le Projet scientifique et culturel (document de définition de l'identité et des grandes orientations stratégiques du nouveau musée. voté en 2018).

Dans le cas d'un positionnement favorable de l'Agglomération à la poursuite du projet, le Conseil départemental devra se positionner sur son implication. Si la Direction de la conservation devait être à nouveau mobilisée pour son expertise et en tant que pilote scientifique (étude de programmation des

collections, etc.), il conviendrait d'officialiser son intervention et pour cela établir une convention avec l'Agglomération du Gard Rhodanien fixant les modalités et les moyens de son intervention.

A) Organisation et animation d'ateliers pédagogiques

L'accessibilité et la médiation sont au cœur de la politique du Musée. Le pôle médiation reçoit chaque année plus de six mille scolaires. Un programme est envoyé chaque année à tous les établissements scolaires du Gard proposant un large panel d'animations gratuites (26 animations pour les maternelles et primaires, 17 pour les collèges et lycées). Ne pouvant satisfaire toutes les demandes émanant des établissements scolaires, le développement de documents de médiation permettra d'offrir aux enseignants la possibilité de réaliser des visites en autonomie.

Il est donc décidé d'inscrire **2 400,00 €** en dépenses de fonctionnement se décomposant comme suit :

- 400,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6068
- 1 500,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6188
- 500,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6236

Et d'inscrire des crédits d'un montant de **5 000,00 €** en recettes de fonctionnement sur le chapitre 74, fonction 314, nature 74718.

B) Médiation culturelle

Un grand nombre d'animations destinées au grand public sont conçues et dispensées par l'équipe de la direction, parmi lesquelles le cycle de conférences mensuelles « une heure, une œuvre » et les « Ateliers de pratiques artistiques » pour le public adulte et en situation de handicap, rendez-vous très appréciés.

La question de l'élargissement du public est une préoccupation constante : des actions spécifiques destinées aux « publics empêchés » vont dans le sens de l'ouverture du musée à tous.

La *nuît des musées* et les *journées européennes du patrimoine* restent d'année en année des temps forts à la rencontre du public dans tous les établissements.

L'intervention d'artistes, auteurs et professionnels du milieu culturel vient compléter tout au long de l'année l'offre conçue par le pôle médiation.

Il est donc décidé d'inscrire **5 000,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6228.

C) Publications à caractère scientifique

Afin de recentrer son action sur les chantiers énoncés plus haut, la direction ne publiera pas cette année de catalogue d'exposition ou de publication patrimoniale. Les dépenses de cette prestation couvriront les besoins liés au chantier « Refonte des dispositifs de signalétiques culturelle et directionnelle ».

Il est proposé de développer des outils d'aide à la visite adaptés à tous les publics afin de favoriser les visites en autonomie (livret-jeux destinées aux familles, dépliant d'aide à la visite du parcours permanent dédié au public adulte, etc...).

Ce travail se fera parallèlement à la reprise de l'ensemble des panneaux, fiches de salle et cartels du parcours permanent.

Trois programmes trimestriels seront diffusés pour faire connaître la programmation du Conseil départemental dans les quatre musées gérés par la direction.

La promotion du Musée sera également renforcée grâce à la reconduction des adhésions du Conseil départemental à différents réseaux de diffusion et de communication touristiques, notamment avec les offices de tourisme, le réseau Musées Occitanie et l'ICOM.

Il est donc décidé d'inscrire **51 300,00 €** en fonctionnement se décomposant comme suit :

- 47 300,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6236
- 4 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6238

D) Création de produits dérivés

Le chantier « Réaménagement de l'accueil/boutique » (chantier n°1) du Musée d'art sacré du Gard vise à améliorer l'accueil du public et à développer l'actuel comptoir de ventes pour en faire une véritable boutique et répondre à une forte attente des visiteurs.

En conséquence, il est prévu cette année de réapprovisionner la boutique, en particulier avec l'édition de nouvelles cartes postales, marque-pages et également de diversifier les produits dérivés, sources importantes de recettes : sacs, mugs, magnets, objets artisanaux, etc.

Il est donc décidé d'inscrire **8 000,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6068.

E) Présentation des collections permanentes

Pour la réalisation des prestations suivantes :

- Paiement des droits d'auteur des œuvres reproduites dans le programme de conférences annuel
1 heure - 1 œuvre
- Inscription aux bourses de diffusion des dépliants
- Etude pour le déploiement des dispositifs numériques (chantier n°3)
- Réaménagement du parcours (mobilier, matériel, soclage, éclairage...) (chantier n°2)

Il est donc décidé d'inscrire **1 745,00 €** en fonctionnement se décomposant comme suit :

- 100,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6238
- 645,00 € sur le chapitre 011, fonction 314, nature 6281
- 1 000,00 € sur le chapitre 65, fonction 314, nature 65818

Et **35 000,00 €** en investissement se décomposant comme suit :

- 20 000,00 € sur le chapitre 20, fonction 314, nature 2031
- 15 000,00 € sur le chapitre 21, fonction 314, nature 2181

IV) PRESTATION SUPPORTS

La vie quotidienne de la conservation et du Musée génère quelques dépenses de fonctionnement :

A) Entretien des locaux et du matériel

Il est donc décidé d'inscrire **1 000,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 314, nature 61558.

B) Gestion de la régie de recettes

Il est donc décidé d'inscrire **150,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 314, nature 627, ainsi que **7 950,00 €** en recettes de fonctionnement se décomposant comme suit :

- 700,00 € sur le chapitre 70, fonction 314, nature 7062
- 7 200,00 € sur le chapitre 70, fonction 314, nature 707
- 50,00 € sur le chapitre 70, fonction 314, nature 70878

Au total, pour la réalisation des actions de l'axe : **Enrichir, transmettre et partager la mémoire et le patrimoine communs**, il est décidé d'inscrire en crédits de paiement 2022 :

En dépenses :

➤ **82 655,00 € en fonctionnement**

➤ **66 800,00 € en investissement**

En recettes :

➤ **50 050,00 € en fonctionnement**

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par Direction de la Conservation départementale.

Service S0036 DCD - POLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Acquisitions d'oeuvres	21	314	216					20 000,00
	75	314	7581				1 100,00	
Prestation							1 100,00	20 000,00
Création de produits dérivés	011	314	6068			8 000,00		
Prestation						8 000,00		
Entretien des locaux et du matériel	011	314	61558			1 000,00		
Prestation						1 000,00		
Entretien en état naturel	011	314	60631			330,00		
	011	314	6068			500,00		
Prestation						830,00		
Médiation culturelle (visites commentées)	011	314	6228			5 000,00		
Prestation						5 000,00		
Mise en sécurité des biens	011	314	60632			3 030,00		
	011	314	6156			2 700,00		
	21	314	21848					1 800,00
Prestation						5 730,00		1 800,00
Organisation et animation d'ateliers pédagogiques	011	314	6068			400,00		
	011	314	6188			1 500,00		
	011	314	6236			500,00		
	74	314	74718				5 000,00	
Prestation						2 400,00	5 000,00	
Présentation des collections permanentes	011	314	6238			100,00		
	20	314	2031					20 000,00
Prestation						100,00		20 000,00
Publications à caractère scientifique	011	314	6236			47 300,00		
	011	314	6238			4 000,00		
Prestation						51 300,00		
Totaux						74 360,00	6 100,00	41 800,00

Service S0037 DCD - REGIE ET DOCUMENTATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Bibliothèque spécialisée	011	314	6182			1 800,00		
Prestation						1 800,00		
Gestion administrative et financière	74	314	7474				36 000,00	
Prestation							36 000,00	
Gestion de la régie de recettes	011	314	627			150,00		
	70	314	7062				700,00	
	70	314	707				7 200,00	
	70	314	70878				50,00	
Prestation						150,00	7 950,00	
Inventaire et étude des collections	011	314	60632			1 500,00		
	011	314	6182			200,00		
	011	314	6188			3 000,00		
Prestation						4 700,00		
Présentation des collections permanentes	011	314	6281			645,00		
	21	314	2181					15 000,00
	65	314	65818			1 000,00		
Prestation						1 645,00		15 000,00
Restauration en l'état initial	23	314	2316					10 000,00
Prestation								10 000,00
Totaux						8 295,00	43 950,00	25 000,00

DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES

En 2022, la Direction des Archives départementales continuera les opérations de numérisation et de mise en ligne de registres d'état civil et de registres paroissiaux en empruntant des compléments aux communes, mais également, réalisera la numérisation des tables de l'enregistrement, ainsi que celle de nombreux plans d'édifices. Dans un souci de valorisation et de facilité d'accès, des animations nouvelles à destination de tous les publics seront proposées aux territoires gardois dans des communes ciblées réparties sur le territoire ainsi que sur place.

Le budget présenté par la Direction des Archives départementales s'articule autour de trois axes principaux :

- ⇒ collecter et conserver la mémoire départementale
- ⇒ valoriser les cultures et les traditions
- ⇒ transmettre l'histoire de nos territoires

I) COLLECTER ET CONSERVER LA MEMOIRE DEPARTEMENTALE

A) Collecter les fonds d'archives

Le traitement des plans du fonds des Houillères commencé au dernier trimestre 2021 s'intensifiera pour une mise à disposition de cette documentation technique.

Il est décidé d'inscrire des crédits de paiement 2022 d'un montant de **40 000,00 €** pour l'AP PLANS 2021 sur le chapitre 21, fonction 315, nature 216.

B) Conserver les fonds d'archives

Dans le cadre de cette mission, les opérations de numérisation et de mise en ligne, notamment de registres paroissiaux conservés encore dans les communes, continuent pour répondre à la demande pressante des usagers.

Certains documents trop fragiles ne peuvent être manipulés en l'état alors qu'ils présentent un réel intérêt patrimonial. Ils doivent être restaurés avant numérisation. Ces travaux sont réalisés par des entreprises spécialisées. Les agents des Archives départementales se chargent également de reconditionner les documents qui leurs sont confiés dans des matériaux spécifiques à la conservation. Des mobiliers spécialisés sont également nécessaires (meubles à plans roulés, charriots, vitrines).

1) Conservation curative : reliure et numérisation

Il est décidé d'inscrire en investissement **100 000,00 €** pour l'AP NUM 2018 sur le chapitre 21, fonction 315, nature 216 et **60 000,00 €** en investissement (hors AP) sur le chapitre 23, fonction 315, nature 2316.

2) Conservation préventive : conditionnement et petite restauration

➤ Dépenses d'investissement

Il est décidé d'inscrire **25 000,00 €** pour l'AP CARTONS 2020 sur le chapitre 21, fonction 315, nature 2188 et **40 000,00 €** (hors AP) sur le chapitre 21, fonction 315, nature 2157.

➤ Dépenses de fonctionnement

Il est décidé d'inscrire **20 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 315, nature 6068.

C) **Préserver les archives communales anciennes**

Afin d'aider les communes de moins de deux mille habitants à équiper leurs locaux d'archivage de système de sécurité adapté (extincteurs, détection incendie, rayonnages métalliques), il est décidé d'inscrire en dépenses d'investissement **5 000,00 €** en subvention (hors AP) sur le chapitre 204, fonction 315, nature 204141.

II) VALORISER LES CULTURES ET LES TRADITIONS

La collecte règlementaire des archives publiques doit être complétée par des acquisitions tant dans le domaine de la bibliothèque que dans celui des archives privées afin de refléter toutes les cultures. Un travail d'encodage et de catalogage permet la mise en ligne de nos fichiers d'accès aux ressources.

Pour l'accroissement et la mise à disposition des ressources, il est décidé les inscriptions suivantes :

➤ Dépenses d'investissement

Pour l'achat des fonds d'archives privées passant en vente publique et intéressant le Gard, il convient d'inscrire des crédits d'un montant de **35 000,00 €** en investissement (hors AP) sur le chapitre 21, fonction 315, nature 216.

➤ Dépenses de fonctionnement

Pour poursuivre la politique d'achat et de mise à disposition ainsi que la dématérialisation des fichiers de la bibliothèque, il est nécessaire d'inscrire des crédits d'un paiement de **36 500,00 €** en fonctionnement, ventilés de la manière suivante :

3 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 315, nature 6065
4 500,00 € sur le chapitre 011, fonction 315, nature 6182
29 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 315, nature 6188

Il convient d'inscrire **100,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 315, nature 62268 destinés à couvrir les frais de livraison des fonds d'archives privées.

III) TRANSMETTRE L'HISTOIRE DE NOS TERRITOIRES

En 2021, les Archives départementales se sont engagées dans le secteur du numérique pour renouveler leur offre éducative et pédagogique avec la volonté d'associer à la médiation plus d'expériences virtuelles (jeu vidéo, visites virtuelles). Sans pour autant abandonner l'offre culturelle sur site, les Archives départementales se proposent de continuer dans cette direction en 2022-2023 afin de s'adresser de façon plus large aux publics éloignés et empêchés sur le territoire gardois. La transition numérique permet également de moderniser l'image que certains pourraient encore avoir des Archives.

Dans le projet « Lire mon village », les Archives départementales souhaitent mettre à la disposition de tous des milliers de plans conservés aux Archives départementales concernant les édifices des villes et villages gardois. Au-delà de cette opération de numérisation et de mise en ligne, nous développerons avec des prestataires professionnels des ateliers et des produits numériques à partir de ces images comme :

- Construire et reconstruire ma ville
- Lire mon village
- Un bâti en 3 D
- Pour une histoire du paysage

Ces contenus pourront également être présentés par des prestataires accompagnés lors du lancement par les animateurs du service pédagogique sur le territoire gardois dans des points relais (bibliothèque multimédia, salle polyvalente) ainsi que dans les collèges ou dans les structures culturelles départementales avec la participation des acteurs du territoire. La mise à disposition à distance des documents avec un parcours pédagogique adapté permet de rétablir les équilibres sur le territoire.

A) Mise en valeur des archives : par la réalisation d'expositions et de publications

- En dépenses de fonctionnement

Il est décidé d'inscrire en section de fonctionnement **39 000,00 €** ventilés de la manière suivante :

38 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 315, nature 6188
1 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 315, nature 6241

- En recette de fonctionnement

3 000,00 € dont 2 300,00 € sur le chapitre 70, fonction 315, nature 7088 et 700,00 € sur le chapitre 70, fonction 315, nature 70878.

1) Organisation et animation d'ateliers pédagogiques, conférences.

Il est décidé d'inscrire en section de fonctionnement **149 000,00 €** ventilés de la manière suivante :

120 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 315, nature 6188
25 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 315, nature 611
4 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 315, nature 6068

Pour assurer l'ensemble des interventions citées précédemment, il est décidé d'inscrire :

En dépenses :

244 600,00 € en fonctionnement

305 000,00 € en investissement

En recettes :

3 000,00 € en fonctionnement

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction des Archives départementales.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2018	NUM	NUMERISATION DE DOCUMENTS D'ARCHIVES	405 000,00	0,00	405 000,00	100 000,00	51 098,08
2020	CARTONS	CARTONS ET POCHETTES MYLAR	60 000,00	0,00	60 000,00	25 000,00	20,68
2021	PLANS	NUMERISATION DE PLANS ARCHIVES	120 000,00	0,00	120 000,00	40 000,00	60 000,00

Service S0058 DAD -DIR ADJOINTE CONSERVATION ET COMMUNICATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses		Dépenses
Acquisition d'archives (dons, dépôt, legs, achats, microfilmage, numérisation)	011	315	62268			100,00		
	21	315	216					35 000,00
	21	315	216	2021	PLANS			40 000,00
Prestation						100,00		75 000,00
Conservation curative : reliure, restauration	21	315	216	2018	NUM			100 000,00
	23	315	2316					60 000,00
Prestation								160 000,00
Conservation préventive conditionnement petite restauration	011	315	6068			20 000,00		
	21	315	2157					40 000,00
	21	315	2188	2 020	CARTONS			25 000,00
Prestation						20 000,00		65 000,00
Mise à disposition d'un fonds documentaire (bibliothèque spécialisée)	011	315	6065			3 000,00		
	011	315	6182			4 500,00		
	011	315	6188			29 000,00		
Prestation						36 500,00		
Totaux						56 600,00		300 000,00

Service S0084 DAD - DIR ADJOINTE VALORISATION ET PARTENARIATS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Mise en valeur des archives : expositions, publications...	011	315	6188			38 000,00		
	011	315	6241			1 000,00		
	70	315	70878				700,00	
	70	315	7088				2 300,00	
Prestation						39 000,00	3 000,00	
Organisation et animation d'ateliers pédagogiques	011	315	6068			4 000,00		
	011	315	611			25 000,00		
	011	315	6188			120 000,00		
Prestation						149 000,00		
Subvention pour restauration d'archives communales	204	315	204141					5 000,00
Prestation								5 000,00
Totaux						188 000,00	3 000,00	5 000,00

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS - Sport, culture et restauration

I) RESTAURATION

Dans le cadre de notre orientation politique relative à la restauration dans les cantines scolaires des collèges, les interventions se déclineront selon les prestations suivantes :

- ⇒ Fonctionnement de l'Unité de Conditionnement de Légumes
- ⇒ Prise en charge de frais de cantine
- ⇒ Sensibilisation à l'équilibre et la qualité alimentaire dans la restauration scolaire

Le Conseil départemental priorise l'accompagnement des cuisiniers (développement durable, favoriser le local et/ou BIO et produits de qualité, l'équilibre alimentaire, les actions éducatives, homogénéisation des pratiques culinaires, respect des règles sanitaires) et poursuit un travail visant à trouver des leviers permettant de donner une plus-value qualitative aux repas, dans un contexte réglementaire imposant :

- des conditions de maîtrise sanitaire (vérifiées dans le cadre d'inspections régulières dans nos cuisines des collèges par la Direction Départementale de la Protection des Populations (D.D.P.P.) ;
- le développement d'une alimentation responsable de qualité (EGAlim) ;
- un équilibre nutritionnel des menus.

L'intégralité du budget est dédiée à des charges de fonctionnement incompressibles, car elles sont majoritairement liées au fonctionnement de l'usine « Unité de Conditionnement de Légumes » (U.C.L) et ces dernières augmentent en partie du fait du vieillissement des équipements.

Il est décidé pour cet axe l'inscription des crédits d'un montant de **75 800,00 €** en fonctionnement et d'un montant de **15 000,00 €** en investissement, répartis au sein des trois prestations suivantes :

A) Fonctionnement de l'Unité de Conditionnement de Légumes

Le Conseil départemental possède en régie une Unité de Conditionnement de Légumes (UCL) qui traite des fruits et légumes et livre des produits frais, variés et de qualité, prêts à l'emploi aux 26 collèges du département membres de cette unité.

Le budget de l'UCL se répartit entre des crédits en investissement pour l'achat de matériels, et des crédits en fonctionnement pour l'entretien des machines, achat de pièces détachées, maintenance matériel informatique, blanchisserie.

Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **49 200,00 €** en dépenses de fonctionnement, qui se déclinent comme suit :

- | | |
|---|-------------|
| ➤ Achat de matières, pièces et fournitures : chapitre 011, fonction 20, nature 6068 | 12 000,00 € |
| ➤ Entretien et réparation matériels : chapitre 011, fonction 20, nature 61558 | 27 000,00 € |
| ➤ Frais blanchisserie : chapitre 011, fonction 20, nature 6288 | 3 200,00 € |
| ➤ Achat petits matériels, équipements : chapitre 011, fonction 20, nature 60632 | 7 000,00 € |

Par ailleurs, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **15 000,00 €** en dépenses d'investissement, qui se déclinent comme suit :

- Achat de matériel et outillage technique : chapitre 21, fonction 20, nature 2157 3 000,00 €
- Achat équipement de production : chapitre 21, fonction 20, nature 2188 12 000,00 €

B) Prise en charge de frais de cantine

Le Conseil départemental partage la responsabilité du service de restauration avec certaines collectivités telle que définie dans les conventions de restauration des collèges Eugène Vigne et Elsa Triolet (Beaucaire), Léo Larguier (La Grand-Combe), Antoine Deparcieux (Le Martinet) et la Régordane (Genolhac).

Il s'agit de la prise en charge des frais de Cantine du collège de Génolhac dans le cadre de la convention de restauration passée avec le Conseil départemental et l'Agglomération d'Alès.

Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **20 000,00 €** en fonctionnement, au chapitre 65, fonction 221, nature 6568.

C) Sensibilisation à l'équilibre alimentaire dans la restauration scolaire

Il s'agit :

- d'assurer une veille documentaire sur la restauration collective et permettre la mise en place d'une politique alimentaire de qualité ;
- d'accompagner les cuisiniers au travers de formations (sur la laïcité, la sensibilisation au bio, les pratiques culinaires, etc...). Ces actions de formation permettent d'asseoir le rôle de coordination du Conseil départemental dans le cadre du groupement de commandes lié aux denrées (auquel adhèrent à ce jour 26 collèges gardois).

Il est décidé :

- d'inscrire des crédits de paiement de **6 500,00 €** en fonctionnement pour des frais de formation (chapitre 011, fonction 28, nature 6184) ;
- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **100,00 €** en fonctionnement pour un abonnement métier (chapitre 65, fonction 221, nature 6568).

III) LA CULTURE

Dans le cadre de la loi NOTRe, le Conseil départemental a une compétence en matière culturelle partagée avec les autres collectivités territoriales et l'État qu'il exerce dans le respect des droits culturels.

La politique culturelle du Conseil départemental du Gard a pour objectif d'encourager la participation des Gardois à la vie artistique et culturelle, de permettre l'accès à la culture de tous, et de favoriser la pluralité des expressions. Elle joue un rôle essentiel en termes de citoyenneté, d'attractivité territoriale, d'économie et d'emploi sur le département.

Le Schéma Départemental de la Culture décline les grandes orientations de la collectivité départementale en matière d'action culturelle.

Les trois orientations majeures du Schéma Départemental de la Culture sont les suivantes :

- ⇒ Organiser une gouvernance partagée favorisant les coopérations
- ⇒ Construire ensemble un territoire artistique et culturel dynamique
- ⇒ Développer une ingénierie effective au service des acteurs culturels

Il est décidé d'inscrire **4 810 000,00 €** en fonctionnement et **71 390,00 €** en investissement pour la mise en œuvre de la politique culturelle départementale.

Les interventions dans le domaine de la culture se déclinent selon quatre prestations :

- Subventions à l'action culturelle
- Subventions des projets des collèges
- Subventions en faveur des résidences territoriales d'artistes
- Participation EPCC du Pont du Gard

A) Subventions à l'action culturelle

Il est décidé d'inscrire **2 490 000,00 €** au sein de cette prestation sur les imputations suivantes :

➤ Chapitre 65, fonction 311, nature 65734	300 000,00 €
➤ Chapitre 65, fonction 311, nature 65737	180 000,00 €
➤ Chapitre 65, fonction 311, nature 6574	1 980 000,00 €
➤ Chapitre 011, fonction 311, nature 6228	30 000,00 €

Ces crédits permettront de soutenir les porteurs de projets culturels et de répondre au mieux au besoin des habitants sur l'ensemble du territoire. L'accent sera mis en 2022 sur l'augmentation des actions culturelles en faveur des collégiens.

L'objectif est d'accentuer le rayonnement extérieur des projets collèges et de les lier intimement à la vie culturelle des territoires. Par ailleurs, des synergies doivent être développées avec les politiques d'éducation artistique et culturelle menées dans les lycées et dans les écoles du premier degré.

Ces crédits permettront de financer les projets et actions suivants :

❖ **Soutenir la création et les résidences d'artistes**

L'aide à la création permet de soutenir les équipes artistiques ou les artistes individuels installés sur le territoire et de leur donner les moyens de créer ; cette aide est fonction de l'envergure du projet et de la discipline artistique, l'aide à la création ne peut être attribuée à une même équipe/ artiste que tous les trois ans.

Les lieux de résidences sont également accompagnés pour leur permettre d'accueillir les artistes dans des conditions professionnelles, afin que soient non seulement pris en charge l'accueil, l'hébergement et la restauration mais également la rémunération des équipes durant ces temps de résidences.

Une nouvelle bourse, dédiée aux artistes plasticiens, permet d'aider les créateurs à financer la production de leurs expositions.

❖ **Accompagner la diffusion des artistes**

Le Conseil départemental permet la diffusion artistique des œuvres dans le Gard et donne les moyens aux équipes artistiques de s'exporter pour garantir la pérennité de l'activité et pour permettre la rencontre des œuvres avec le public et pour faire rayonner l'action du Conseil départemental à l'extérieur.

Le Conseil départemental soutient les projets artistiques dans les différentes esthétiques avec une attention particulière aux projets innovants transdisciplinaires : arts visuels, théâtre, danse, cirque, etc... et aux projets qui se développent en partenariat avec les structures culturelles gardoises et non gardoises afin de faciliter le rayonnement extérieur des projets.

❖ **Mettre en œuvre des dispositifs de soutien à la professionnalisation pour les artistes des musiques actuelles et les artistes plasticiens**

De plus, le Conseil départemental a développé une politique spécifique dans le secteur des musiques. En matière de professionnalisation des artistes, le Conseil départemental a renforcé dans le champ des musiques actuelles le dispositif "Before" en y adossant aujourd'hui « Tour de Chauffe », une tournée régionale qui offre aux artistes émergents la possibilité de se faire connaître en Occitanie. Dans le champ des arts visuels, une « bourse individuelle » a été créée pour permettre l'émergence des jeunes plasticiens et vidéastes.

❖ **Conforter les structures professionnelles**

Afin de soutenir les équipes artistiques et les associations culturelles et de maintenir l'emploi artistique et culturel, le Conseil départemental soutient les structures développant de l'emploi permanent et s'inscrivant dans une dynamique territoriale : parmi ces structures, de nombreuses compagnies, des structures de diffusion sur le territoire.

Le Schéma Départemental de la Culture a montré que l'accompagnement des tiers-lieux culturels représentait un enjeu important partagé par l'Etat et la Région. Plusieurs lieux hybrides se développent dans le Gard. Ils permettent les croisements entre disciplines, entre acteurs culturels et acteurs économiques.

Ils visent à créer davantage d'interactions entre publics, induisent la participation des habitants et un renforcement de la mutualisation des moyens. Par ailleurs, les projets culturels menés dans des lieux non-dédiés, tels que les lieux du patrimoine, les caves coopératives, les entreprises, sont porteurs de nouvelles dynamiques et seraient des vecteurs pour enrichir l'offre culturelle sur les territoires. L'objectif des partenaires (Conseil départemental / DRAC), aujourd'hui concrétisé à travers une convention de développement culturel, est d'accompagner l'émergence de ces nouveaux lieux, de ces expérimentations qui sont de nature à permettre l'émergence des droits culturels.

❖ **Mailler le territoire en accompagnant les lieux culturels structurants et les festivals**

Le Conseil départemental s'est attaché à structurer une politique claire et volontariste en faveur des lieux structurants et des festivals.

La présence de lieux culturels structurants crée des dynamiques vertueuses pour permettre le développement d'un territoire. Les grands équipements culturels à travers leur rayonnement régional ou national, valorisent l'action du Conseil départemental et son engagement pour la qualité et la diversité d'une offre culturelle. En termes d'aménagement du territoire et de dynamique, ces équipements influencent l'installation de nouvelles populations, d'entreprises, génèrent de la mixité sociale et le renouvellement des populations d'un bassin de vie.

Le Conseil départemental apporte son soutien à différents lieux structurants qui proposent une offre culturelle variée et de grande qualité. Ils ont un rôle majeur à jouer dans la cité en favorisant la rencontre du public avec les œuvres et en allant au-devant des populations à travers des actions innovantes de médiation. Plusieurs lieux bénéficient de conventions d'objectifs pluripartites qui permettent notamment aux partenaires de fixer de concert des actions spécifiques en direction de certains publics, de développer des programmations décentralisées pour irriguer les zones les plus éloignées.

Le Gard est une terre de festivals : Au regard de l'aménagement du territoire, le Conseil départemental privilégie la diversité des esthétiques (musiques actuelles, jazz, danse contemporaine, musique classique, conte, théâtre, marionnette, musique traditionnelles), l'irrigation de l'ensemble du territoire et tout spécialement des zones les plus éloignées et la qualité artistique : beaucoup de festivals sont reconnus au plan national et international.

De nombreux festivals ont développé des saisons à l'année ou sont des lieux ressources. Le Conseil départemental privilégie aussi les événements hors période estivale afin de développer une offre équilibrée dans le temps en direction des populations gardoises.

Le soutien du Conseil départemental permet de rendre les tarifs accessibles. Il est à noter que les festivals s'appuient sur des bénévoles nombreux et engagés, ce qui permet le vivre ensemble et la citoyenneté et le lien social. Par ailleurs, en matière de plus-value indirecte pour un territoire, ces temps forts culturels génèrent des recettes pour les acteurs économiques locaux.

❖ **Développer un nouveau Schéma des enseignements artistiques**

Depuis 2007, le Conseil départemental s'est doté d'un « schéma des enseignements artistiques » qui permet de structurer l'enseignement artistique à l'échelle départementale.

L'aide aux conservatoires qui sont qualifiés dans le Schéma « d'écoles ressources » vise à soutenir la qualification de l'offre et sa diversité en incitant au recrutement et à la pérennisation de postes d'enseignants diplômés et le développement de disciplines rares ou de pratiques d'ensemble. Le Conseil départemental en soutenant ces écoles souhaite aussi permettre un rayonnement de leur action à l'échelle d'un bassin de vie, notamment à travers des coopérations avec les autres écoles. Ces dernières sont d'ailleurs également aidées et soutenues en fonctionnement avec les mêmes objectifs de favoriser l'accès de tous à des enseignements artistiques de qualité.

En 2022, le Conseil départemental va réaliser un état des lieux de la pratique artistique et actualiser le Schéma des enseignements artistiques. Des moyens en ingénierie seront déployés au niveau des conservatoires pour leur permettre d'initier des projets expérimentaux et de mettre en œuvre la coopération avec les écoles de musique avec lesquelles ils sont en lien.

❖ **Soutenir les actions patrimoniales, historiques et scientifiques**

Le patrimoine, constitue une source d'identité, de cohésion et de compréhension. Il est essentiel de transmettre et de partager avec les jeunes générations cet héritage pour construire l'avenir. Le Conseil départemental soutient le développement de la connaissance patrimoniale en apportant une aide aux associations de recherche et de diffusion de la connaissance historique et patrimoniale.

❖ **Faire vivre la culture occitane**

La civilisation occitane porte en elle le riche patrimoine des territoires de la culture, de la langue, de la littérature et de l'art sous toutes ses formes. Convaincu de l'importance et de la richesse de ce patrimoine culturel, le Conseil départemental souhaite promouvoir l'occitan et diffuser sa culture.

Pour ce faire, le Conseil départemental aide les structures ressources qui mettent à disposition une offre documentaire et organisent des séminaires de réflexion sur la culture occitane. Il soutient les structures d'enseignement qui transmettent la langue Occitane et les projets pédagogiques « occitan ». De plus, il apporte son aide aux associations qui initient des manifestations et des créations artistiques, permettant ainsi le maintien et la diffusion de la langue et de la culture occitane sur les territoires.

❖ **Accompagner les dynamiques locales**

Il s'agit de soutenir les dynamiques locales par des aides à des associations menant des projets d'intérêt local au plus près des habitants.

L'ensemble des aides accordées au titre de l'action culturelle permet la mise en œuvre du Schéma de la culture sur l'ensemble du territoire gardois.

B) Subventions pour les petits équipements culturels

Il est décidé d'inscrire **40 000,00 €** sur le chapitre 204, fonction 311, nature 20421.

Cette aide permet aux lieux de diffusion et aux équipes artistiques gérant un lieu de renouveler ou développer leur parc de matériel. L'aide est dédiée à l'achat d'équipements son, lumière et d'équipements scéniques, le Conseil départemental prend en charge un pourcentage du coût du matériel (30 ou 50 % selon les cas).

Le Schéma de la Culture du Gard a montré que les lieux d'exposition avaient comme les lieux de spectacle vivant des besoins en matière d'équipement notamment du fait du développement de nouveaux médias dans l'art (vidéo-projection, installations sonores...).

L'aide en matériel en investissement sera désormais étendue aux lieux d'exposition.

C) Subventions des projets des collèges

Il est décidé d'inscrire **260 000,00 €** sur cette prestation répartis sur les imputations suivantes :

- Chapitre 65, fonction 28, nature 65737 220 000,00 €
- Chapitre 65, fonction 28, nature 6574 40 000,00 €

L'éducation et la sensibilisation des publics sont la base du développement culturel. La culture est également un facteur de citoyenneté important. L'objectif du Conseil départemental est de favoriser l'accès à la culture de tous, et spécialement des jeunes et des publics les plus éloignés socialement et géographiquement de l'offre culturelle.

Depuis 2010, le Conseil départemental a développé le dispositif « Artistes au collège » pour l'éducation artistique et culturelle des jeunes.

Deux types d'actions pour l'éducation artistique sont proposés dans ce dispositif :

- **les parcours artistiques** : ils comprennent une partie atelier encadrée par des artistes, la fréquentation d'un lieu culturel et la restitution du projet sous forme de spectacle ;
- **les résidences d'artistes** : le principe est l'accueil d'un artiste ou d'une équipe artistique en création au sein du collège durant 6 à 12 semaines.

Cette présence artistique permet aux élèves de comprendre un processus de création et d'être sensibilisés lors des différentes rencontres avec les artistes.

En fin de résidence, les artistes présentent le résultat de l'étape de travail menée au collège, les élèves présentent quant à eux le résultat des ateliers menés avec les artistes.

Les projets rayonnent aussi à l'extérieur de l'établissement. Les résidences ont ainsi permis de nouer de nombreux partenariats avec les équipements culturels de proximité et les communautés de communes développant une saison spectacle vivant.

L'objectif est d'accentuer le rayonnement extérieur des projets des collèges et de les lier intimement à la vie culturelle des territoires. Par ailleurs, des synergies doivent être développées avec les politiques d'éducation artistique et culturelle menées dans les lycées et dans les écoles du premier degré.

Le Conseil départemental va développer en septembre 2022 des « parcours artistiques » avec des thématiques sur de grands enjeux de société, tels que l'égalité femmes-hommes, la lutte contre les discriminations, la prévention des risques auditifs, l'éducation aux médias, etc.

D) Subventions en faveur des résidences territoriales d'artistes

Il est décidé d'inscrire **60 000,00 €** sur cette prestation répartis sur les imputations suivantes :

- | | |
|---|-------------|
| ➤ Chapitre 65, fonction 311, nature 65734 | 1 000,00 € |
| ➤ Chapitre 65, fonction 311, nature 65737 | 1 000,00 € |
| ➤ Chapitre 65, fonction 311, nature 6574 | 58 000,00 € |

Le Conseil départemental initie quatre "résidences artistiques de territoire", une dans les domaines du spectacle vivant, trois dans le domaine de l'art contemporain. Ces résidences ont pour objectif de susciter des dynamiques artistiques inédites, de favoriser l'accès à la création contemporaine pour tous, en mettant l'accent sur les territoires où l'offre est la moins développée, d'encourager l'implication citoyenne à travers des actions culturelles singulières avec les habitants. Ces projets-laboratoires suscitent des coopérations nouvelles entre structures culturelles, associatives, éducatives, sociales.

La DRAC est partenaire des projets de résidence de territoire qui constituent désormais des actions majeures de la « Convention de Développement culturel territorial » signée avec l'Etat en juin 2020, qui enrichit l'axe coopération du Schéma Départemental de la Culture et permet la mise en place d'actions culturelles innovantes, participatives et inclusives, respectueuses des droits culturels sur l'ensemble du territoire gardois.

E) Participation à l'EPCC du Pont du Gard

Il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **2 000 000,00 €** en fonctionnement sur cette prestation (chapitre 65, fonction 94, nature 6568).

Le Département du Gard est membre de l'EPCC (Etablissement Public de Coopération Culturelle) du Pont du Gard. Par la participation qu'il verse et les subventions d'investissement accordées, il contribue à l'amélioration des prestations offertes aux visiteurs et à l'augmentation de la fréquentation du site, notamment les espaces muséographiques. Le Conseil départemental travaille aussi en partenariat étroit avec l'EPCC dans le cadre de projets culturels (résidences, diffusion, organisation de manifestations, notamment les rencontres « Osons la culture »).

F) Prestation subventions pour la valorisation du patrimoine

Il est décidé d'inscrire **31 390,00 €** en crédits de paiement au sein de l'AP « 2015-MONUHISTO » (chapitre 204, fonction 312, nature 204142).

Ces crédits permettront de payer une subvention accordée en 2015 à la commune de Remoulins au titre des monuments historiques pour la restauration de l'église Notre Dame de Bethleem.

III) SOUTENIR LES PRATIQUES SPORTIVES

La politique sportive du Conseil départemental encourage la pratique du sport en faveur du plus grand nombre en réduisant les inégalités. Elle s'inscrit pleinement dans le cadre du label Terre de Jeux 2024 obtenu par le Département en mars 2020, qui représente son fil rouge, avec pour leitmotiv « le sport pour tous et partout ».

Parmi les principaux enjeux, on peut citer :

- permettre l'égal accès aux pratiques sportives en réduisant les exclusions ;
- soutenir les associations sportives structurantes pour le territoire ;
- accompagner l'animation et le développement du territoire ;
- participer au fonctionnement et au projet de développement d'Espace Gard Découvertes ;
- sensibiliser les collégiens à la pratique sportive et aux valeurs citoyennes ;
- développer la lutte contre la sédentarité et favoriser le sport santé.

Pour répondre à ces principaux enjeux, le Conseil départemental intervient aujourd'hui principalement :

- en soutenant des clubs et comités sportifs structurants (formateurs de jeunes évoluant à un niveau national et particulièrement représentatifs de leur discipline et du Gard) ;
- en accompagnant l'organisation de manifestations sportives allant du niveau local au niveau international dont certaines emblématiques telles que l'Etoile de Bessèges, le Tournoi International de Tir à l'Arc ou les challenges gardois Trails, VTT et Duos nocturnes ;
- en encourageant le sport handicap (handisport et sport adapté) et la mixité des publics ;

- **en finançant Espace Gard Découvertes en fonctionnement avec un projet de développement ambitieux pour les prochaines années, en lien avec le Tourisme et l'environnement ;**
- en soutenant le sport scolaire ou en développant par « Sportifs au collège » les interventions des acteurs du monde sportif gardois afin de sensibiliser les collégiens à la pratique sportive et aux différentes valeurs du sport (sport santé, citoyenneté, sport pour tous, sport au féminin, etc.) ;
- en portant la thématique du sport santé, non seulement auprès des jeunes (collégiens) mais aussi à terme également auprès d'autres publics et enfin auprès des agents du Conseil départemental en lien avec la DRH.

Les projets sont amenés à se développer dans le cadre du label Terre de Jeux 2024.

Ce label reprend effectivement l'ensemble des enjeux évoqués dans le cadre de la politique sportive départementale, mais permet également de développer certains projets positionnant le Département comme collectivité fédératrice des collectivités locales engagées dans ce label (création d'un réseau de partenariat des collectivités, d'outils de communication, de missions de services civiques et stagiaires, etc.).

Le budget 2022 voté reste donc en cohérence avec les axes développés jusqu'en 2021, mais également permettra de développer certains projets autour du sport santé et de la jeunesse (principalement les collégiens), la réintégration de l'aide au sport scolaire (UNSS quasi exclusivement) sur le budget sport (50 000,00 €) au lieu du budget Jeunesse pour plus de cohérence et également la mise en place d'un nouveau dispositif d'aide aux jeunes « espoirs » sportifs pour favoriser leur évolution à haut niveau.

Il est à noter l'inscription des crédits pour le financement des travaux de création d'un centre de préparation aux Jeux Olympiques à Méjannes-le-Clap.

Il est décidé d'inscrire **1 610 000,00 €** en fonctionnement et **3 500 000,00 €** en investissement au titre de la politique sportive départementale, qui se répartissent au sein des prestations suivantes :

A) Subventions à l'action sportive

Il est décidé d'inscrire, sur cette prestation :

- **1 050 000,00 € en fonctionnement** (chapitre 65, fonction 32, nature 6574)
- **130 450,00 € en investissement** répartis comme suit :
 - Chapitre 204, fonction 32, nature 20421 : 10 000,00 €
 - Chapitre 204, fonction 33, nature 204182, AP 2019 HARASUZES : 120 450,00 € pour solder la subvention accordée en 2019

Cette prestation poursuit 3 objectifs :

❖ **Permettre l'égalité d'accès aux pratiques sportives en réduisant les exclusions**

Le sport handicap vise à favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap au sein de structures spécifiques ou dans des associations sportives classiques...

Le Gard est encore aujourd'hui moteur et exemplaire sur cet axe, grâce notamment à la dynamique des deux comités de sport adapté et d'handisport et de l'important réseau tissé sur l'ensemble du territoire et doit, pour continuer, bénéficier d'un soutien fort du Conseil départemental.

Les crédits permettront donc d'accorder :

- Des subventions aux comités et associations de sport handicap. Il s'agit d'accompagner les deux comités sportifs départementaux « handisport » et « sport adapté » ainsi que les associations relevant de ces fédérations dans leur fonctionnement et projets. Une aide en investissement existe également dans ce domaine bien précis afin de permettre aux comités de sport handicap d'acquérir du matériel sportif spécifique souvent coûteux.
- Des subventions aux comités et associations œuvrant par leurs projets pour les personnes en situation de handicap. Les comités et associations sportifs traditionnels peuvent également être encouragés dans leurs projets et manifestations à destination d'un public mixte.

❖ **Soutenir les associations sportives structurantes**

Les crédits votés permettront de financer les projets suivants :

- **Subventions aux comités sportifs départementaux.** Les Comités sportifs départementaux sont les représentants du mouvement fédéral à l'échelon départemental. Ils jouent un rôle structurant pour leur activité sportive, apportant notamment un appui technique auprès des clubs. Ils sont aidés dans leur fonctionnement et leurs projets.
- **Subventions aux clubs sportifs formateurs et/ou de performance.** Sont ici concernés les clubs qui parmi les critères, assurent une formation des jeunes structurée, s'appuient sur un encadrement qualifié et affichent une équipe première à un niveau national. Le Conseil départemental les aide dans leur fonctionnement et leurs projets.

❖ **Accompagner l'animation et le développement du territoire par l'aide aux manifestations sportives**

Il s'agit là de l'animation et du développement du territoire, du niveau local au niveau international. Ces manifestations sont souvent le moyen pour les associations de dégager quelques recettes supplémentaires qui leur permettent ensuite de fonctionner tout au long de l'année.

Elles sont aussi, au-delà de leur rôle d'animation du territoire, un facteur de développement économique, et pour les plus importantes, d'attractivité touristique : on parle aussi de "tourisme

sportif”. Elles sont particulièrement impactées par la situation sanitaire et doivent être soutenues au plus près de leurs besoins pour pouvoir survivre.

Les crédits permettront de financer les projets suivants :

- **Subventions aux manifestations sportives vitrines ou de performance.** Les manifestations les plus importantes en termes de niveau sportif (régional, national voire international) ou de forte renommée sont ici aidées.
- **Subventions aux manifestations sportives structurantes pour le territoire.** Il s’agit ici d’accompagner les manifestations ayant un impact fort pour le territoire concerné, que ce soit en termes économique, touristique ou sportif. On y retrouve notamment les activités de pleine nature.
- **Subventions aux manifestations sportives à impact local et/ou de public jeune.** Certaines manifestations sportives vont se concentrer sur un public jeune ou vont permettre à l’association sportive locale de créer une dynamique autour d’une manifestation compétitive.

B) Subventions pour le centre sportif de Méjannes-le-Clap

La participation du Conseil départemental à Espace Gard Découvertes se fait à travers une subvention de fonctionnement. Un projet ambitieux de restructuration est par ailleurs envisagé et devrait démarrer dans le cadre de la labélisation « Centre de préparation aux Jeux ».

Il est décidé d’inscrire des dépenses de **400 000,00 €** en fonctionnement (chapitre 65, fonction 32, nature 65737).

C) Centre de préparation aux Jeux- Mejanannes Le Clap (JO 2024)

La démarche d’engagement du Conseil départemental dans la candidature d’Espace Gard Découvertes en centre de préparation aux Jeux, dans le cadre du label « Terre de Jeux 2024 », a été validée lors de la séance de l’Assemblée départementale en date du 10 décembre 2021.

Une première phase de programmation de travaux est proposée dans l’objectif de pouvoir accueillir des délégations étrangères qui le souhaiteraient sur certaines disciplines pré-ciblées.

Au vu des délais impartis nécessitant une fin des travaux au 31 mai 2023, il est proposé de se concentrer sur la mise en conformité de l’hébergement et la restauration, le pôle médical et les infrastructures sportives permettant d’accueillir les disciplines concernées.

Ces travaux feront l’objet de demande de cofinancements auprès des différentes institutions et structures susceptibles d’être intéressées par ce projet.

Il est donc décidé de créer une AP « MEJCLAP 2022 » d’un montant de 7 000 000,00 € et d’une durée de vie de 4 ans.

Les crédits de paiement 2022 sont votés à hauteur de **3 500 000,00 €**, répartis sur les imputations suivantes :

- chapitre 20, fonction 32, nature 2031 : 200 000,00 €

- chapitre 23, fonction 32, nature 237 : 350 000,00 €
- chapitre 23, fonction 32, nature 238 : 2 950 000,00 €

D) Subventions aux associations sportives en lien avec les collèges

Il est décidé d'inscrire **160 000,00 €** sur cette prestation au budget 2022 (chapitre 65, fonction 32, nature 6574).

- ❖ **Subventions aux associations œuvrant pour le sport scolaire.** Le Comité départemental de l'UNSS, principal acteur du sport scolaire, regroupe l'ensemble des associations sportives de chaque collège du Gard. L'UNSS permet de faire découvrir et pratiquer différentes activités physiques et sportives mais aussi de partager des valeurs citoyennes comme l'engagement ou le respect, et contribue ainsi à la réussite éducative.
- ❖ **Le dispositif « sportifs au collège »,** était mis en place de manière très limitée avec quelques clubs de haut niveau et qui se doit d'être renforcé et diversifié en l'ouvrant à d'autres structures sportives ou intervenants particulièrement « exemplaires », ainsi que sur de nouvelles thématiques : ainsi, outre la citoyenneté, l'engagement, le dépassement de soi et le vivre ensemble qui restent incontournables, il sera également question de lutte contre les discriminations, de prévention, d'alimentation, de sport santé, etc...
Ce dispositif trouve également toute sa place dans le cadre du label Terre de Jeux 2024 et le label Génération 2024 alloué aux établissements scolaires, dont les collèges notamment.

Pour assurer l'ensemble des interventions citées précédemment, il est décidé d'inscrire en dépenses :

- **6 495 800,00 € en section de fonctionnement**
- **716 840,00 € en section d'investissement**

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par Direction de l'Education, de la Jeunesse, de la Culture et des Sports - Sport, culture, restauration.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2015	MONUMHISTO	MONUMENTS HISTORIQUES	444 026,00	0,00	444 026,00	31 390,00	-31 390,00
2018	MONUMHISTO	MONUMENTS HISTORIQUES	196 736,00	0,00	196 736,00	0,00	100 000,00
2019	HARASUZES	SUBVENTION POUR LA CREATION D'UNE PLATEFORME PEDAGOGIQUE	120 450,00	0,00	120 450,00	120 450,00	-120 450,00
2020	HALLESPORT	HALLE DE SPORT COMMUNALE	375 000,00	0,00	375 000,00	0,00	225 000,00
2022	MEJCLAP	ETUDES ET TRAVAUX DU CENTRE SPORTIF DE MEJANNES-LE-CLAP		7 000 000,00	7 000 000,00	3 500 000,00	3 500 000,00

Service S0072 DEJCS - RESTAURATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Fonctionnement de l'UCL (Unité de conditionnement des légumes)	011	20	60632			7 000,00	
	011	20	6068			12 000,00	
	011	20	61558			27 000,00	
	011	20	6288			3 200,00	
	21	20	2157				3 000,00
	21	20	2188				12 000,00
Prestation						49 200,00	15 000,00
Prise en charge de frais de cantine	65	221	6568			20 000,00	
Prestation						20 000,00	
Sensibilisation à l'équilibre alimentaire dans la restauration scolaire	011	28	6184			6 500,00	
	65	221	6568			100,00	
Prestation						6 600,00	
Totaux						75 800,00	15 000,00

Service S0032 DEJCS - CULTURE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Participation à l'EPCC du Pont du Gard	65	94	6568			2 000 000,00	
Prestation						2 000 000,00	
Subvention à l'action culturelle	011	311	6228			30 000,00	
	65	311	65734			300 000,00	
	65	311	65737			180 000,00	
	65	311	6574			1 980 000,00	
Prestation						2 490 000,00	
Subvention pour la valorisation du patrimoine	204	312	204142	2 015	MONUMHISTO		31 390,00
Prestation							31 390,00
Subventions des projets des collèges	65	28	65737			220 000,00	
	65	28	6574			40 000,00	
Prestation						260 000,00	
Subventions en faveur des résidences territoriales d'artistes	65	311	65734			1 000,00	
	65	311	65737			1 000,00	
	65	311	6574			58 000,00	
Prestation						60 000,00	
Subventions pour des petits équipements culturels	204	311	20421				40 000,00
Prestation							40 000,00
Totaux						4 810 000,00	71 390,00

Service S0033 DEJCS - SPORT ET JEUNESSE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Etudes et travaux du centre sportif de Méjannes-le-Clap	20	32	2031	2 022	MEJCLAP		200 000,00
	23	32	237	2 022	MEJCLAP		350 000,00
	23	32	238	2 022	MEJCLAP		2 950 000,00
Prestation							3 500 000,00
Subvention à l'action sportive	204	32	20421				10 000,00
	204	33	204182	2 019	HARASUZES		120 450,00
	65	32	6574			1 050 000,00	
Prestation						1 050 000,00	130 450,00
Subvention pour le centre sportif Méjannes-le-Clap (Régie)	65	32	65737			400 000,00	
Prestation						400 000,00	
Subventions aux associations sportives	65	32	6574			160 000,00	
Prestation						160 000,00	
Totaux						1 610 000,00	3 630 450,00

DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE

Dans le cadre de l'orientation politique « développement de la citoyenneté et de l'épanouissement par l'accès à la culture et au sport », la Direction du Livre et de la Lecture (DLL) met en œuvre des actions permettant de **favoriser l'accès à la lecture publique de tous les Gardois**.

Les missions et interventions de la direction se déclinent en deux grands volets budgétaires :

- **Ressources culturelles**
- **Ressources documentaires**

I) RESSOURCES CULTURELLES

A) Promouvoir la lecture publique – Manifestations culturelles (16 900,00 €)

Des actions de promotion et médiation de la lecture publique sont organisées tout au long de l'année sur l'ensemble du département en partenariat avec les bibliothèques communales ou intercommunales. Ces animations de lecture publique touchent un large public. Des actions destinées à des publics spécifiques sont également initiées (tournée petite enfance) en partenariat avec les structures d'accueil de ces publics.

Cette prestation permettra de financer :

Les intervenants : conteuses/conteurs, comédien(ne)s, musicien(ne)s... pour un montant de **12 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 313, nature 6228.

La prestation technique : pour l'accompagnement des manifestations culturelles : son et lumière pour un montant de **4 700,00 €** sur le chapitre 011, fonction 313, nature 6288.

Les droits d'auteurs pour un montant de **200,00 €** sur le chapitre 65, fonction 313, nature 65818.

B) Accompagner le réseau de bibliothèques (320 000,00 € en dépenses et 5 000,00 € en recettes)

1) Mise en réseau des bibliothèques

Les bibliothèques communales ou intercommunales avec lesquelles nous avons conventionné, doivent être soutenues et accompagnées financièrement pour faciliter une mise en réseau de l'ensemble des activités d'une bibliothèque/médiathèque.

Cette prestation apporte une aide aux bibliothèques communales et/ou intercommunales pour s'informatiser et/ou acquérir du matériel multimédia adapté à la gestion d'une bibliothèque. Cette aide est indispensable pour soutenir la mise en réseau des bibliothèques.

Aussi, il est décidé d'inscrire **4 000,00 €** en investissement sur le chapitre 204, fonction 313, nature 204141.

2) Subvention pour l'achat de mobilier de bibliothèque

Cette prestation apporte une aide pour l'équipement des bibliothèques communales et/ou intercommunales dans l'acquisition de mobilier spécifique de bibliothèque. Elle permet de soutenir les communes ou les communautés de communes dans l'aménagement adapté des locaux de bibliothèque pour tous les publics.

Aussi, il est décidé d'inscrire **26 000,00 €** en investissement sur le chapitre 204, fonction 313, nature 204141.

3) Diffusion par le bibliobus

Au budget 2020, était programmée l'acquisition d'un bibliobus : outil de diffusion dans le réseau des bibliothèques.

Toutefois suite à la crise sanitaire et au confinement lié au COVID-19, cette commande a dû être repoussée. La livraison devrait se faire fin décembre 2021 ou en janvier 2022.

Aussi, il est décidé d'inscrire **280 000,00 €** en investissement sur le chapitre 21, fonction 213, nature 2182.

4) Aménagement magasins diffusion de la Direction du Livre et de la Lecture

Les magasins doivent être adaptés pour l'accueil sur place des bibliothèques du réseau de la DLL. Du mobilier spécifique doit être acquis.

Aussi, il est décidé d'inscrire **10 000,00 €** en investissement sur le chapitre 21, fonction 313, nature 2188.

5) Subvention pour l'acquisition de mobilier pour la DLL

Une subvention d'aide à l'acquisition de ce mobilier auprès de l'Etat -via la DRAC Occitanie- devrait être sollicitée en 2022. Aussi, il est décidé d'inscrire **5 000,00 €** en recettes.

II) RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Les collections (livres, documents audiovisuels, ressources numériques) accessibles pour le prêt en bibliothèque, doivent être régulièrement actualisées et renouvelées, conformément à la politique documentaire définie par le Conseil départemental et traduite dans la charte documentaire. Pour maîtriser au mieux les collections et les autres services d'une bibliothèque, des formations gratuites sont proposées aux bibliothécaires bénévoles ou salariés du réseau de bibliothèques du Conseil départemental.

Par ailleurs, le Conseil départemental soutient la création littéraire et artistique autour de la constitution et de la valorisation d'un fonds de livres d'artistes à la Direction du Livre et de la Lecture.

A) **Formation (12 000,00 € en dépenses)**

L'objectif défini dans le schéma départemental est de favoriser la professionnalisation des équipes du réseau de bibliothèques, en grande majorité bénévoles. Des journées de formation autour du livre et de la lecture sont proposées tout au long de l'année.

Aussi, il est décidé d'inscrire **12 000,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 313, nature 6183.

B) Gestion des collections (6 700,00 € en dépenses)

Cette action permet d'une part l'acquisition de livres d'artistes, et, d'autre part, l'équipement de l'ensemble des documents.

1) Fournitures d'équipement

La préparation matérielle des documents avant leur diffusion est évaluée en prenant en compte l'équipement nécessaire des ouvrages pour le prêt. Aussi, il est décidé d'inscrire **2 200,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 313, nature 60632.

2) Livres d'artistes

L'intégration de livres d'artistes dans les collections du Conseil départemental permet de constituer le patrimoine du Conseil départemental en la matière, et de porter à la connaissance d'un plus grand nombre les richesses culturelles et artistiques du département et de la région. Aussi, il est décidé d'inscrire **1 500,00 €** en investissement sur le chapitre 21, fonction 313, nature 216.

3) Liseuses-tablettes

Il est noté l'acquisition de livres numériques fin 2021. La promotion, la médiation de cette nouvelle ressource ainsi que la sensibilisation et la formation des bibliothécaires du réseau de la DLL se concrétiseront en 2022. Pour cela des outils de lecture doivent pouvoir être mis à disposition de notre réseau bénéficiaire d'accès aux livres numériques du Conseil départemental. Des acquisitions de liseuses et/ou tablettes devraient être effectuées en 2022. Aussi, il est décidé d'inscrire **3 000,00 €** en investissement sur le chapitre 21, fonction 313, nature 21838.

C) Acquisition d'ouvrages pour les bibliobus (151 200,00 € en dépenses)

L'acquisition de fonds spécifiques notamment locaux, de fonds pour les acquisitions courantes, de ressources numériques (vidéo et livres numériques) et de fonds pour les périodiques sont nécessaires au renouvellement des collections et à l'actualisation rapide des connaissances. Toutes ces collections sont destinées au prêt.

Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement **151 200,00 €** en fonctionnement, réparti de la façon suivante :

- documentation : 150 000,00 € sur le chapitre 011, fonction 313, nature 6065
- périodiques : 1 200,00 € sur le chapitre 011, fonction 313, nature 6182

D) Remboursement de documents perdus ou abîmés (3 000,00 € en recettes)

Toutes les collections de la Direction du Livre et de la Lecture sont destinées au prêt des bibliothèques municipales ou intercommunales partenaires. Aussi, pour le remboursement de documents perdus ou abîmés par les collectivités emprunteuses.

Il est décidé d'inscrire **3 000,00 €** en recettes sur le chapitre 77, fonction 313, nature 773.

E) Subvention d'acquisition de documents (14 000,00 € en recettes)

Une subvention d'aide à l'acquisition de documents auprès du CNL devrait être sollicitée en 2022.

Il est décidé d'inscrire **14 000,00 €** en recettes sur le chapitre 77, fonction 313, nature 7788.

Conclusion :

Pour assurer l'ensemble des interventions citées précédemment, il est décidé d'inscrire :

En dépenses :

- **182 300,00 € en fonctionnement**
- **324 500,00 € en investissement**

En recettes :

- **22 000,00 € en fonctionnement**

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par Direction du Livre et de la Lecture.

Service S0034 DLL - SERVICE RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Acquisitions d'ouvrages pour les bibliobus	011	313	6065			150 000,00		
	011	313	6182			1 200,00		
	77	313	773				3 000,00	
	77	313	7788				14 000,00	
Prestation						151 200,00	17 000,00	
Gestion de la formation des bibliothécaires	011	313	6183			12 000,00		
Prestation						12 000,00		
Gestion des collections	011	313	60632			2 200,00		
	21	313	216					1 500,00
	21	313	21838					3 000,00
Prestation						2 200,00		4 500,00
Totaux						165 400,00	17 000,00	4 500,00

Service S0213 DLL - SERVICE RESSOURCES CULTURELLES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Acquisition mobilier bibliothèque	21	313	2188					10 000,00
Prestation								10 000,00
Diffusion par bibliobus	21	313	2182					280 000,00
Prestation								280 000,00
Mise en réseau informatisé	204	313	204141					4 000,00
Prestation								4 000,00
Organisation de manifestations culturelles	011	313	6228			12 000,00		
	011	313	6288			4 700,00		
	65	313	65818			200,00		
Prestation						16 900,00		
Subvention pour équipement bibliothèque	77	313	7788				5 000,00	
Prestation							5 000,00	
Subvention pour l'achat de mobilier de bibliothèque	204	313	204141					26 000,00
Prestation								26 000,00
Totaux						16 900,00	5 000,00	320 000,00

DIRECTION DU LABORATOIRE DEPARTEMENTAL

D'ANALYSES

Dans le cadre du projet politique départemental, l'action du Laboratoire Départemental d'Analyses consiste à participer à l'amélioration de la Santé Animale et de l'Hygiène Alimentaire et à contribuer à la qualité des cheptels, à la prévention et à la lutte contre les épidémies animales ainsi qu'à la protection des consommateurs.

Dans ce cadre, il est décidé pour l'exercice budgétaire 2022 l'inscription des crédits suivants :

A) Achat de consommables

180 000,00 € en dépenses de fonctionnement, au chapitre 011, fonction 921, nature 60218 pour l'achat des différentes fournitures et produits nécessaires à la bonne réalisation des analyses.

B) Achat d'équipements de laboratoire

Il s'agit de l'achat de matériels de laboratoire, de l'achat de matériel informatique et de licences informatiques des logiciels de laboratoire. Il est décidé d'inscrire **65 500,00 €** en dépenses d'investissement décomposés comme suit :

20 921 2051	4 000,00 €
21 921 2157	45 000,00 €
21 921 2182	13 000,00 €
21 921 21848	3 500,00 €

Il est décidé d'inscrire **2 000,00 €** en dépenses de fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 921, nature 60632.

Il est à envisager également le remplacement de l'autoclave double-entrées dans la zone P3. En effet, ce matériel est vieillissant. Le prestataire qui assure actuellement sa maintenance ne disposera plus de pièces de rechange et n'assurera plus de maintenance à partir de 2022.

Ce matériel étant indispensable pour la poursuite des analyses en zone confinée, ainsi que le renouvellement progressif du parc de véhicules du laboratoire, initié depuis 2019 est en cours de finalisation pour 2022 (commandes validées et anticipées pour 2022 compte tenu des difficultés d'approvisionnement à l'UGAP).

C) Analyses de diagnostic vétérinaire

Il s'agit des recettes liées à la réalisation des analyses. Aussi, il est décidé d'inscrire **142 000,00 €** en recettes de fonctionnement, au chapitre 70, fonction 921, nature 7061.

D) Analyses légionelle

Il s'agit des recettes liées à la réalisation des analyses. Aussi, il est décidé d'inscrire **60 000,00 €** en recettes de fonctionnement, au chapitre 70, fonction 921, nature 7061.

E) Analyses microbiologiques

Il s'agit des recettes liées à la réalisation des analyses. Aussi, il est décidé d'inscrire **200 000,00 €** en recettes de fonctionnement, au chapitre 70, fonction 921, nature 7061.

F) Audits et formation agroalimentaire

Il s'agit des recettes liées à la réalisation des audits. Aussi, il est décidé d'inscrire de **15 000,00 €** en recettes de fonctionnement, au chapitre 70, fonction 921, nature 7068.

G) Facturation formation audit

Il s'agit des recettes liées à la réalisation des formations audits. Aussi, il est décidé d'inscrire **8 000,00 €** en recettes de fonctionnement, au chapitre 70, fonction 921, nature 7068.

H) Frais généraux

Il s'agit de dépenses et recettes liées au bon fonctionnement du laboratoire telles que l'achat de documentation et normes, l'adhésion aux licences pour la gestion des prestations dans les collèges, de carburant, du traitement des déchets ou encore les frais d'affranchissement ou de location de boîte postale et des recettes.

Aussi, il est décidé :

➤ D'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **31 450,00 €** en dépenses de fonctionnement, décomposé comme suit :

011	921	60621	800,00 €
011	921	60622	5 000,00 €
011	921	60631	6 500,00 €
011	921	6064	1 300,00 €
011	921	6135	50,00 €
011	921	6182	2 000,00 €
011	921	6234	300,00 €
011	921	6261	12 000,00 €
011	921	6281	2 500,00 €
011	921	6288	1 000,00 €

➤ D'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **500,00 €** en recettes de fonctionnement sur le chapitre 77, fonction 921, nature 773.

I) Gestion des contrats fluides du laboratoire

Il s'agit de l'achat des différentes fournitures et produits nécessaires à la bonne réalisation des analyses. Aussi, il est décidé d'inscrire **61 000,00 €** en dépenses de fonctionnement, ventilés de la manière suivante :

011	921	60611	30 000,00 €
011	921	60612	31 000,00 €

J) Gestion des contrats laboratoire

Il s'agit des dépenses liées à la maintenance préventive et curative des équipements et matériels de laboratoire ainsi qu'au transport des matières dangereuses. Aussi, il est décidé d'inscrire **64 000,00 €** en dépenses de fonctionnement, décomposés comme ci-après :

011	921	61558	11 000,00 €
011	921	6156	30 000,00 €
011	921	6188	3 000,00 €
011	921	6228	19 000,00 €
011	921	6282	1 000,00 €

K) Maintenance et entretien des logiciels du laboratoire

Pour des dépenses liées à la maintenance des logiciels spécifiques du laboratoire, il est décidé d'inscrire **30 000,00 €** en dépenses de fonctionnement ventilés de la manière suivante :

011	921	6156	25 000,00 €
011	921	6228	5 000,00 €

L) Maintenance et entretien du bâtiment du laboratoire

Des dépenses liées à la souscription d'un contrat multiservices de gestion des équipements techniques et aux divers travaux d'agencement ou curatif du bâti nécessitent les inscriptions suivantes :

58 900,00 € en dépenses de fonctionnement qui sera ventilés de la manière suivante :

011	921	60632	1 300,00 €
011	921	615221	12 600,00 €
011	921	6156	35 000,00 €
011	921	6228	10 000,00 €

8 000,00 € en dépenses d'investissement sur le chapitre 23, fonction 921, nature 231351.

M) Mise en place du système qualité

Pour les frais d'inscription aux essais inter-laboratoires d'aptitude (*EILA*), ou encore aux dépenses liées à l'accréditation COFRAC obligatoire dans le cadre des activités analytiques, mais également à partir de fin 2021/début 2022 aux dépenses liées à la certification Qualiopi obligatoire dans le cadre de la mise en œuvre des prestations de formations aux professionnels, il est décidé d'inscrire **55 000,00 €** en dépenses de fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 921, nature 6188.

N) Réalisation d'analyses de prophylaxie et d'épidémiologie-surveillance en santé animale ESST Trichines

Il s'agit de dépenses et recettes liées à la réalisation des analyses :

100,00 € en dépenses de fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 921, nature 6241
29 500,00 € en recettes de fonctionnement sur le chapitre 70, fonction 921, nature 7061

O) Réalisation d'analyses sérologiques- HB

Il s'agit de recettes de fonctionnement liées à la réalisation des analyses **85 000,00 €** à inscrire sur le chapitre 70, fonction 921, nature 7061.

En conclusion,

Pour assurer l'ensemble des interventions citées précédemment, il est décidé d'inscrire en crédits de paiement 2022 :

En dépenses :

- **482 450,00 € en fonctionnement**
- **73 500,00 € en investissement**

En recettes :

- **540 000,00 € en fonctionnement**

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction du Laboratoire Départemental d'Analyses.

Service S0019 LDA - PÔLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Achat de consommables	011	921	60218			180 000,00		
Prestation						180 000,00		
Achat d'équipements du laboratoire	011	921	60632			2 000,00		
	20	921	2051					4 000,00
	21	921	2157					45 000,00
	21	921	2182					13 000,00
	21	921	21848					3 500,00
Prestation						2 000,00		65 500,00
Analyses de diagnostic vétérinaire	70	921	7061				142 000,00	
Prestation							142 000,00	
Analyses légionelle	70	921	7061				60 000,00	
Prestation							60 000,00	
Analyses microbiologiques	70	921	7061				200 000,00	
Prestation							200 000,00	
Audits et formation agroalimentaire	70	921	7068				15 000,00	
Prestation							15 000,00	
Facturation formation audit	70	921	7068				8 000,00	
Prestation							8 000,00	
Frais généraux	011	921	60621			800,00		
	011	921	60622			5 000,00		
	011	921	60631			6 500,00		
	011	921	6064			1 300,00		
	011	921	6135			50,00		
	011	921	6182			2 000,00		
	011	921	6234			300,00		
	011	921	6261			12 000,00		
	011	921	6281			2 500,00		
	011	921	6288			1 000,00		
Prestation							500,00	
Prestation						31 450,00	500,00	
Gestion des contrats fluides du laboratoire	011	921	60611			30 000,00		
	011	921	60612			31 000,00		
Prestation						61 000,00		
Gestion des contrats laboratoire	011	921	61558			11 000,00		
	011	921	6156			30 000,00		
	011	921	6188			3 000,00		
	011	921	6228			19 000,00		
	011	921	6282			1 000,00		
Prestation						64 000,00		
Maintenance et entretien des logiciels du laboratoire	011	921	6156			25 000,00		
	011	921	6228			5 000,00		
Prestation						30 000,00		
Maintenance et entretien du bâtiment du laboratoire	011	921	60632			1 300,00		
	011	921	615221			12 600,00		
	011	921	6156			35 000,00		
	011	921	6228			10 000,00		
	23	921	231351					8 000,00
Prestation						58 900,00		8 000,00
Mise en place du système qualité	011	921	6188			55 000,00		
Prestation						55 000,00		
Réalisation d'analyses de prophylaxie et	011	921	6241			100,00		
	70	921	7061				29 500,00	

Service S0019 LDA - PÔLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
d'épidio surveillance en santé animale EST- Trichines								
Prestation						100,00	29 500,00	
Réalisation d'analyses sérologiques - HB	70	921	7061				85 000,00	
Prestation							85 000,00	
Totaux						482 450,00	540 000,00	73 500,00

POLE CULTUREL DU CHATEAU D'ASSAS

Pour assurer l'ensemble des interventions (expositions...) du Pôle Culturel du Château d'Assas, au titre de l'année 2022, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de **12 000,00 €** en fonctionnement sur le chapitre 011, fonction 313, nature 6228.

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par le Pôle Culturel du Château d'Assas.

Service S0182 POLE CULTUREL CHATEAU ASSAS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Actions culturelles au Château d'Assas	011	313	6228			12 000,00
Prestation						12 000,00
Totaux						12 000,00